LIEN
LINK

HORS SÉRIE

Passeurs de témoins

Bearing Witness

CLUB MÉMOIRE & AVENIR 2015–2024

MEMORY & FUTURE CLUB 2015–2024

ASSOCIATION DES ANCIENS
FONCTIONNAIRES DE L'UNESCO
ASSOCIATION OF FORMER
UNESCO STAFF MEMBERS

unesco

La mémoire est l'avenir du passé.

PAUL VALÉRY

Avant-propos

Neda Ferrier, Présidente du Club Mémoire & Avenir

En rejoignant l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AAFU), j'ai été orientée par son Président Georges Kutukdjian vers le Club Mémoire & Avenir. J'étais loin de me douter que la présidente du Club, Françoise Rivière, déjà atteinte par la maladie qui devait l'emporter, ne tarderait pas à me demander de reprendre le flambeau et d'assurer la suite. « Faites comme vous l'entendez », me répondit-elle quand je lui demandai conseil sur la manière de poursuivre son action.

Le Club Mémoire & Avenir est le lointain héritier du Groupe Miollis, un groupe de réflexion lancé au milieu des années 1990 par d'éminents représentants de l'AAFU nouvellement créée; ses membres souhaitaient continuer à servir les idéaux de l'Organisation, dont ils restaient proches. Le Groupe Miollis se voulait une « invitation au dialogue » et entendait concilier « conscience du passé, analyse du présent et interrogations sur un futur possible »*. Il a laissé de nombreux travaux, ainsi que d'intéressantes publications qu'on trouve encore dans la bibliothèque de l'UNESCO et sa base documentaire. Il devait donner naissance, au début des années 2000, d'abord au Groupe Perspectives qui proposait d'esquisser une vision et des suggestions pour l'avenir de l'Organisation, puis au Club Histoire qui ambitionnait plutôt de porter les témoignages de ceux qui avaient contribué à des réalisations dont les traces résistaient mal aux perpétuelles restructurations, à la dispersion de la documentation et à la précarisation du personnel. Déjà l'effacement progressif de la mémoire institutionnelle de l'Organisation était perceptible, y compris pour les nouvelles générations de fonctionnaires. Aussi, lorsque Françoise Rivière en prit les commandes, ces groupes de réflexion fusionnèrent-ils sous la nouvelle appellation de Club Mémoire & Avenir.

J'avais bien compris, en participant à ses travaux, que la production par le Club de notes et d'études, aussi intéressantes et opportunes qu'elles puissent être, continuerait d'être poliment accueillie par le Secrétariat de l'UNESCO mais resterait sans écho. Il m'a paru dès lors préférable de miser sur le dialogue et les échanges, ainsi que sur la confrontation directe des expériences et des points de vue d'anciens fonctionnaires et de leurs successeurs désormais aux commandes des mêmes programmes.

Avec le bienveillant soutien du président de l'AAFU, j'ai donc relancé le Club Mémoire & Avenir sous un nouveau format plus resserré, peu ou prou contenu dans les limites d'une heure et programmé pendant la pause de la mi-journée pour favoriser la participation de membres actifs du Secrétariat.

** L'UNESCO racontée par ses anciens (AAFU, 2006)*

Il a progressivement pris la forme d'un groupe ouvert, associant collègues à la retraite et actifs, représentants d'ONG, membres des délégations permanentes, jeunes cadres, stagiaires et surnuméraires, ainsi que d'occasionnelles personnalités invitées, dans un échange libre et informel pour à la fois transmettre la mémoire de l'Organisation et susciter une réflexion prospective sur l'avenir de ses programmes.

Pendant près d'une décennie, de 2015 à 2024, chaque débat a fait l'objet d'un compte-rendu dont les extraits ont nourri les rubriques de la revue *Lien* et le site web de l'AAFU. Ils constituent la matière de ce recueil qui n'a d'autre ambition que d'en préserver la mémoire, avant de passer la main à ceux qui prendront la suite.

Les formats des comptes-rendus diffèrent, prenant tantôt la forme d'articles résumant l'essentiel de débats, tantôt celle d'entretiens à deux ou plusieurs voix permettant d'en restituer, pour les absents, la spontanéité et la saveur. Les sujets ayant été choisis au fil du temps et des opportunités et non en fonction d'un plan établi, j'ai préféré les consigner dans l'ordre chronologique et les maintenir dans leur temporalité.

Ils vous sont ainsi livrés dans leur authenticité, et dans la langue de leurs locuteurs faute de moyens pour assurer des services d'interprétation et de traduction, contrainte toujours acceptée sans sourciller, à la tribune comme dans la salle. J'espère que ceux qui feuilletteront ces pages ne s'en offusqueront pas non plus.

La crise sanitaire de 2020 nous ayant éloignés des salles de réunion de la place de Fontenoy, je suis passée au format vidéo qui nous a ouvert de nouvelles perspectives, repoussant les murs, abolissant les distances et offrant une diffusion plus large sur l'Intranet de l'UNESCO et sur les réseaux sociaux. Ces vidéos sont toujours disponibles en ligne et peuvent être revues grâce aux liens d'accès à chaque fois indiqués.

Enfin, ce recueil est avant tout un hommage à ceux qui, à tous les échelons de la hiérarchie de l'UNESCO, m'ont fait l'amitié de répondre à mes sollicitations pour partager généreusement leurs expériences et leurs réflexions avec leurs collègues jeunes et moins jeunes, que ce soit en ligne ou dans les salles gracieusement mises à notre disposition par le service des conférences. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés. ■

Background

Sir John Daniel, Former Assistant Director-General for Education (2001–2004)

■ Created after WWII, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) has attracted distinguished and expert staff to advance its global mission of 'building peace in the minds of men and women'. Many secretariat members continue to take a lively interest in UNESCO's work after their retirement, which stimulated the creation of the Miollis Group in the 1990s. It aimed to encourage dialogue about UNESCO's work illuminated by awareness of the past, analysis of the present and reflections on future possibilities.

AFUS, the Association of Former UNESCO Staff Members, encouraged the development of this work by creating the Memory & Future Club in the 2000s. The goal was to help UNESCO strengthen its institutional memory in a period of rapid change and to provide a forum for dialogue between past and current staff about the salient issues facing the Organization in a fast-evolving world.

A decade later, under the leadership of Neda Ferrier, the Club decided to further this dialogue by arranging opportunities for live discussions of topical issues during lunch breaks at UNESCO HQ. This document captures the essence of the 38 such events held between 2015 and 2024. In 2020-22 the programme was somewhat disrupted by the Covid pandemic, although the introduction of technologies like virtual meetings and video sharing both extended participation beyond Paris and left a video record to augment the summaries that AFUS posted on its website and in the journal Lien.

This record presents the discussions as they occurred: in chronological order, in the principal language used, and with only the lightest edit. The summary recalls some of the important topics that have challenged the world and required a response from UNESCO in the early 21st century. They reflect the broad gamut of the organization's work and are a tribute to the dedication of its staff and their commitment to its mission.

It has been a pleasure to provide occasional support to Neda Ferrier in this endeavour. ■

Sommaire

Avant-propos *Neda Ferrier, Présidente du Club Mémoire & Avenir* ... 1

Background *Sir John Daniel, Former Assistant Director-General for Education (2001-2004)* ... 3

Au commencement *Georges Kutukdjian, Président honoraire de l'AAFU* ... 6

L'UNESCO et le changement climatique. ***Plus de 20 ans d'action pour le climat*** ... 8
Gisbert Glaser & John Crowley, 15 décembre 2015

L'UNESCO pour et avec les jeunes ... 14
Pierluigi Vagliani, Alexander Schischlik & Sudeep Rangi, 20 janvier 2016

Sustainable Development begins with Education ... 18
Sir John Daniel, Sabine Detzel & Jean-Yves Le Saux, 24 February 2016

Prévenir la radicalisation et l'extrémisme sur l'internet ... 22
François-Bernard Huyghe, Boyan Radoykov & Chafica Haddad, 23 mars 2016

1945-2015 : L'ONU sur le terrain. ***Du développement à l'urgence, à la reconstruction, à l'inconnu…*** ... 28
Jean-Pierre Cesbron & Jorge-Ivan Espinal, 27 avril 2016

The Evolving Media Landscape. ***New Challenges for Freedom of Expression*** ... 36
Henrikas Iouchkiavitchious & Frank La Rue, 17 May 2016

Cultures et conflits. ***Composantes culturelles de conflits contemporains*** ... 44
Bahjat Rizk & Philippe Ratte, 29 juin 2016

Le Patrimoine immatériel. ***Entre florilège vivant et palmarès marchand*** ... 53
Koichiro Matsuura, Cécile Duvelle & Tim Curtis, 28 septembre 2016

Le patrimoine mondial en péril *Mounir Bouchenaki & Francesco Bandarin,* 23 novembre 2016 ... 59

Les musulmans au défi de Daech *Bahgat Elnadi & Adel Rifaat,* 14 décembre 2016 ... 64

Indépendance des fonctionnaires internationaux. ***Le rôle exemplaire de l'UNESCO*** ... 70
Yves Courrier & Alexander Schischlik, 25 janvier 2017

Le retour des Humanités. ***Au cœur des problématiques sociales contemporaines*** ... 79
Ali Kazancigil & John Crowley, 23 février 2017

Prévenir le burn-out, le stress, la dépression. ***Des clés pour le bien-être et la santé au travail*** ... 88
Pr Jean-Pierre Olié, 14 mars 2017

Une nouvelle stratégie pour l'Afrique. ***Entre émergence et transformation*** ... 95
Henri Lopes & Edouard Matoko, 27 avril 2017

Open Education for a Closing World *Sir John Daniel, Ian Denison & Mathieu Nebra,* 29 June 2017 ... 102

Dans les coulisses des organes directeurs ... 107
Pio Rodriguez, Stany Kol & Jacques Rao, 21 septembre 2017

Les Routes de la Soie. ***Des pistes caravanières aux autoroutes de l'information*** ... 118
Doudou Diène & Ali Moussa-Iye, 14 décembre 2017

L'UNESCO, inutile comme Mozart ? *Philippe Ratte & Vincent Defourny,* 25 janvier 2018 ... 129

Qui a peur des « Fake News »? *Marius Lukošiūnas & François-Bernard Huyghe,* 22 mars 2018 ... 140

People on the Move. ***Protecting Migrant Rights, The New Global Compact on Migration*** ... 149
Paul de Guchteneire & Konstantinos Tararas, 24 May 2018

Il est déjà demain. ***Rencontre avec Henri Lopes*** ... 158
Henri Lopes & Madeleine Gobeil, 20 septembre 2018

Valeurs du sport et sport de valeur. ***Un agenda renouvelé pour l'UNESCO*** ... 167
Philipp Müller-Wirth, Marie-Josée Lallart & Nikita Dergatcheff, 14 février 2019

Les commissions nationales. ***Un atout maître pour l'UNESCO*** ... 179
Paola Leoncini-Bartoli, Barbara Barry de Longchamp & Jean-Pierre Boyer, 18 avril 2019

Rediscovering Our Hidden Heritage. ***In search of UNESCO's original Press Room*** ... 187
Eng Sengsavang, Santje Pander, Dorian Meijnen & Jacques Duflos, 5 September 2019

Lutter contre les inégalités et ne laisser personne de côté. ***Un agenda global*** ... 195
Sir John Daniel, Pierre Sané & John Crowley, 23 octobre 2019

Transforming the Future. ***Anticipation in the 21st Century*** *Riel Miller,* 20 February 2020 ... 203

Sustaining multilateralism (1). ***Urging the U.S. to re-engage with UNESCO*** ... 214
An interview with Aaron Benavot, 14 January 2021

Sustaining multilateralism (2). ***Urging the US to re-engage with UNESCO*** ... 217
An interview with Dr Judith Eaton, 23 January 2021

Pour un renouveau du multilatéralisme (3). ***Vers un nouveau consensus ?*** ... 221
Un entretien avec Lakhdar Brahimi, 12 février 2021

The 2022 World Conference on Higher Education. ***An African Perspective*** ... 224
Peter Okebukola, 24 February 2021

Monitoring the 4th Sustainable Development Goal on Education (SDG 4) ... 229
Manos Antoninis, 2 avril 2021

Artificial Intelligence: The New Frontier of Ethics ... 233
Dafna Feinholz & Maksim Karliuk, 6 August 2021

UNESCO 2.0. La coopération internationale à l'épreuve du tout-numérique ... 240
Vincent Rudent, Véra Lacoeuilhe & John Crowley, 8 février 2022

MAB @ Fifty. The 50th Anniversary of the Man and the Biosphere Programme ... 251
Philippe Pypaert & Thomas Schaaf, 7 juillet 2022

Le cinquantenaire de la Convention du patrimoine mondial ... 258
Lazare Eloundou, Mechtild Rössler & Christina Cameron, 31 Juillet 2022

Archives, The Instructive Traces of Life ... 266
Fackson Banda, Adama Pam, Eng Sengsavang & Jens Boel, 26 May 2023

Energies pour demain *Jean Audouze & John Crowley,* 5 novembre 2023 ... 270

Global Governance and Education. ***UNESCO's Odyssey*** ... 277
Maren Elfert & Christian Ydesen, 12 May 2024

Remerciements ... 281

Acronymes ... 282

Au commencement

Georges Kutukdjian, Président honoraire de l'AAFU

C'est un petit groupe de hauts fonctionnaires, particulièrement attaché à l'UNESCO et ayant une large vision des défis mondiaux posés à la fin du 20e siècle et au début du 21e siècle, qui a fondé le *Groupe Miollis*, dans le cadre de la toute nouvelle Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AAFU/AFUS), avec les encouragements avenants du Directeur général Federico Mayor (1987-1999). Il convient de rappeler particulièrement le rôle joué par Michel Batisse (Sous-Directeur général pour les sciences exactes et naturelles), Gérard Bolla (Sous-Directeur général pour la culture), Nino Chiappano (secteur de l'éducation), Harold Foecke (Directeur général adjoint pour l'éducation), Bob Grauman (Secteur des sciences sociales et humaines), Lisbeth Schaudinn (Directrice des Relations avec les Organisations internationales) dans la création de ce Groupe et son dynamisme.

Il est vrai, comme l'affirmait un historien renommé, que l'on « ne conduit pas une voiture les yeux rivés sur le rétroviseur ». Cependant, faire fi de son passé, avec les succès et les échecs identifiés, revient à éradiquer volontairement sa mémoire, c'est-à-dire son identité. Pourquoi depuis l'aube de l'humanité, la construction de l'histoire est essentielle, encore aujourd'hui, pour les envahisseurs afin d'éliminer la mémoire et la langue des peuples occupés ? Parce que sans mémoire et sans identité, les peuples ne peuvent pas se projeter dans l'avenir pour le structurer. Il en va de même des institutions nationales et internationales.

Cette orientation et la disparition de certains de ses éminents fondateurs, ont conduit le *Groupe Miollis* à se recomposer en *Club Histoire*, sous la houlette de Nino Chiappano, son Président. L'objectif était de recueillir auprès des principaux acteurs du Secrétariat le déroulement des importants événements qui ont façonné les programmes de l'Organisation et de contribuer aux Archives orales instaurées par notre collègue Jens Boël, alors Chef des Archives de l'UNESCO.

Cette transformation s'inscrivait dans un double mouvement parallèle. D'une part, les universitaires de plusieurs pays du monde commençaient à s'intéresser à l'histoire des organisations internationales afin de tirer des enseignements sur la portée de leurs actions, et, d'autre part, plusieurs institutions des Nations Unies amorçaient elles-mêmes la narration de leur histoire, notamment l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation internationale du Travail (OIT). Les universités créaient des cursus spécialisés et des doctorants soutenaient des thèses d'histoire sur différents aspects des programmes des organisations internationales (la vaccination et le rôle de l'OMS ; l'établissement de principes et de normes internationaux en matière de travail fixés par l'OIT ; le programme de l'UNESCO sur le Nouvel ordre de l'information et de la communication ; etc.).

Le Directeur général Koïchiro Matsuura (1999-2009) ayant décidé de redonner une place importante aux sciences humaines dans les programmes de l'Organisation, il fut décidé d'introduire des activités relatives à l'histoire de l'UNESCO, confiées conjointement à la Division que je dirigeais alors et à la Section des Archives de l'UNESCO. Il faut reconnaître le remarquable travail fourni par notre collègue Jens Boël, déjà cité. Grâce à des contributions extrabudgétaires, il organisa des colloques, en mobilisant des historiens de haut niveau, sur deux thèmes : le rôle de l'UNESCO dans le processus de décolonisation et son rôle dans les relations Est-Ouest pendant la guerre froide, suivis de publications marquantes. Bien que modeste, le *Club Histoire* contribua aux différentes étapes de ces initiatives intellectuelles.

Sur l'insistance de Nino Chiappano, affaibli par la maladie qui devait l'emporter plus tard, j'acceptais la présidence du *Club Histoire*, bien que président déjà l'AAFU.

Le Club avait évolué et il associait sur chaque sujet traité un fonctionnaire en activité et une personnalité extérieure avec une expertise reconnue et/ou un fonctionnaire retraité. Pour mieux refléter le but poursuivi par le Club, un noyau actif, composé notamment d'Arthur Gillette (Division de la Jeunesse et des Sports) et d'Anne Willings Grinda (Relations avec les Associations, Centres et Clubs UNESCO), proposait un nouveau titre qui reflèterait mieux la nature du Club : *Club Mémoire et Avenir*.

Quand Françoise Rivière, ancienne Sous-directrice générale pour la culture, fut élue au Comité exécutif de l'AAFU, je l'encourageai à diriger le Club. Elle organisa des sessions mémorables sur des sujets cruciaux pour l'UNESCO et pour le monde en transformation rapide au début du 21e siècle. Hélas, avec l'aggravation de sa maladie, elle fut obligée de renoncer, bien à regret, à cette responsabilité, menée de main de maître.

Ce fut une évidence pour tout le Comité exécutif de proposer la présidence du Club à Neda Ferrier, compte tenu de sa connaissance en finesse des programmes de l'UNESCO, de son sens politique, de ses compétences à traiter des sujets délicats, de son entregent et de son tact doublé de fermeté. Elle affronta franchement les difficultés d'audience du Club ; elle en remodela la stratégie pour attirer et motiver son auditoire et pour diffuser le fruit de ses travaux. Dans les pages imprimées ou numérisées qui suivent, le lecteur trouvera la « substantifique moelle » des activités du Club de 2015 à 2024, conçues par Neda Ferrier et organisées par elle en collaboration avec un Secrétariat, toujours disposé et toujours disponible.

L'UNESCO & le changement climatique

Plus de 20 ans d'action pour le climat

Gisbert Glaser & John Crowley, 15 décembre 2015

La Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 21) s'est conclue le 12 décembre 2015 par l'Accord de Paris, un traité international juridiquement contraignant sur les changements climatiques adopté, et c'était une première, par 196 parties. Elle a été l'occasion pour l'UNESCO, dont le mot d'ordre était « Changer les mentalités, pas le climat », de mettre en avant plus de vingt ans d'action pour le climat, ainsi que son rôle dans la sécurisation de l'approvisionnement en eau, la préservation des océans et l'éducation au développement durable.

Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a invité **GISBERT GLASER** dont la carrière à l'UNESCO et au-delà se confond avec l'action en faveur du développement durable et du climat, et qui a suivi de près les négociations de la COP21 en qualité de Conseiller auprès du Conseil international des sciences, principal partenaire de l'UNESCO dans le domaine scientifique, ainsi que **JOHN CROWLEY** qui a dirigé la Section de la recherche, de la politique et de la prospective au Secteur des sciences sociales et humaines, et fait partie de l'Équipe spéciale de l'UNESCO sur la COP21 et le changement climatique.

GISBERT GLASER : Très tôt, l'UNESCO s'est intéressée à l'environnement par le biais de ses programmes sur les zones arides, les tropiques humides et la déforestation. C'est même à son initiative que se tient en 1968 la première réunion intergouvernementale d'experts sur les changements dans les écosystèmes terrestres et côtiers. Dès les années 60, elle lance ses grands programmes scientifiques dans les domaines océanographique (COI) et hydrologique (PHI), suivis dans les années 1970 par l'Homme et la biosphère (MAB) et le Programme international de corrélation géologique (PICG).

Dans les décennies qui ont suivi, plusieurs grands jalons ont marqué l'émergence globale de la notion de développement durable et de la problématique spécifique du climat. 1979 : première Conférence mondiale sur le climat, convoquée conjointement par l'OMM, le PNUE, l'UNESCO et le Conseil international des sciences, qui marque le début de la mobilisation scientifique contre les changements climatiques. 1987: présentation de *Our Common Future* (Notre avenir à tous), le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement créée par le Secrétaire général de l'ONU et présidée par Mme Gro Harlem Bruntland, rapport qui est à l'origine du concept de « développement durable » et représente l'une des premières instances de l'interface entre le politique et le scientifique qui allait ensuite caractériser les négociations sur le climat. Il fut suivi en 1988 par la création du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dont le 1er rapport d'évaluation paraît en 1990.

Après l'élection à sa tête du scientifique Federico Mayor et sous l'impulsion de Sorin Dumitrescu alors Sous-Directeur général pour les sciences exactes et naturelles (ADG/SC), l'UNESCO s'engage massivement dans la préparation de la seconde Conférence mondiale sur le climat en 1990 et de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro, où est signée en 1992 la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Celle-ci est dotée d'un organe directeur, la Conférence des parties (COP), de deux organes subsidiaires et d'un mécanisme de financement. Mais la CCNUCC ne faisait que préconiser des mesures d'atténuation des émissions de gaz carbonique et ne comportait pas d'engagements contraignants. Ce n'est qu'en 1997, à la 3e Conférence des parties à Kyoto, que lui fut adjoint un Protocole comportant des engagements relatifs à des « objectifs quantifiés de limitation et de réduction » à des horizons spécifiés.

Une composante climat dans les grands programmes scientifiques

L'UNESCO pour sa part, ne devait jamais créer de programme spécifique, choisissant plutôt de muscler la composante climat dans ses grands programmes scientifiques, y compris dans le domaine des sciences sociales avec le programme MOST. Elle a aussi mis en place une plateforme intersectorielle sur l'éducation au développement durable. Enfin, en 1997, la Conférence générale a adopté une importante Déclaration sur les responsabilités des générations présentes envers les générations futures

Le Protocole de Kyoto fixait certes pour la première fois des objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre de 5 à 8 %, lesquels auraient néanmoins conduit à une hausse des températures de 6° d'ici à la fin du siècle ! L'Accord de Paris, tenu pour un bon accord au regard des circonstances, des exigences de consensus et des nécessités en matière de développement, aura au moins le mérite de stabiliser le réchauffement au-dessous de 2° et de fixer un nouveau cadre d'engagements contraignants, différenciés et plus ambitieux que ceux du Protocole de Kyoto.

JOHN CROWLEY : L'histoire ainsi résumée est celle d'une triple construction, avec des relations complexes qui expliquent pour beaucoup la difficulté d'appréhension des changements climatiques, encore perceptible aujourd'hui alors que chacun se demande s'il faut applaudir avec enthousiasme, saluer avec une satisfaction mesurée ou railler comme insuffisants les résultats de la COP 21. Tout d'abord, l'un des grands enjeux des conférences climatiques et de la COP21 aura été de maintenir la construction diplomatique au sein des Nations Unies. Ce qui ne va pas de soi à l'heure où le Système des Nations Unies est concurrencé par d'autres formes de coopération intergouvernementale.

Un des grands enjeux des conférences climatiques et de la COP21 aura été de maintenir la construction diplomatique au sein des Nations Unies. Ce qui ne va pas de soi à l'heure où le Système des Nations Unies est concurrencé par d'autres formes de coopération intergouvernementale.

Le succès diplomatique du Bourget préserve les Nations Unies comme mécanisme de négociation. Un échec aurait inévitablement amené certains cercles internationaux à réclamer qu'on confie les négociations climatiques aux grands acteurs qui représentent 80 % des émissions. Est-il bien nécessaire de négocier avec les îles Marshall et le Paraguay dès lors qu'on représente déjà l'immense majorité des émissions de gaz à effet de serre ? Le pays hôte était bien conscient de cette menace et c'est pourquoi il s'est tant investi dans ces négociations.

Ensuite, la construction diplomatique du changement climatique se fait paradoxalement dans le cadre du Système des Nations Unies, mais aussi contre lui. En effet, un secrétariat ad hoc placé sous le contrôle direct des parties a été mis en place après la Conférence de Rio. La possibilité de confier la gestion de la Convention à une agence spécialisée telle que le PNUE a-t-elle été explicitement envisagée et écartée, ou était-il évident dès le départ que les institutions spécialisées en seraient exclues ? L'une des conséquences, concrète et douloureuse, pour ces institutions comme pour l'UNESCO aujourd'hui est qu'elles sont privées des financements multilatéraux dédiés à l'action contre le changement climatique. Les États tiennent à en conserver la maîtrise, craignant sans doute qu'on les gaspille en frais de structure.

On maintient donc ces négociations dans une logique Nations Unies, mais non dans son système institutionnel, qui en est écarté au profit d'une approche résolument intergouvernementale. De même, après 2012, le processus d'élaboration des accords est resté intergouvernemental. Il n'a pas été jugé souhaitable de créer ou soutenir à grands frais des institutions spécialisées et autres acteurs internationaux compétents dont on ne contrôlait pas le fonctionnement. Choix politique.

Une construction complexe

Enfin, la construction scientifique du changement climatique, telle qu'elle a été résumée dans la présentation précédente, est elle-même d'une grande complexité. Il suffit de voir les variations dans le vocabulaire et d'une langue à l'autre : on parle tour à tour de changement climatique, changement d'origine anthropique, dérèglement, changements au pluriel. À l'origine, la notion centrale est celle du réchauffement climatique, conçue par les climatologues à partir d'instruments de mesure et de concepts et méthodes qui leur sont propres. Elle se prête à une construction relativement simple du phénomène scientifique, consistant à comprendre le processus par lequel ont lieu des « forçages radiatifs » d'origine humaine et à rechercher des solutions permettant de les atténuer (*mitigate*) par le biais d'une réduction des processus humains contribuant au problème : émissions de gaz à effets de serre, dégradation des capacités d'absorption des systèmes naturels…

Cette construction relativement simple n'a cessé de s'élargir, déjà bien avant la COP21. On s'est rendu compte que l'élévation des températures moyennes n'était qu'une manière, certes emblématique mais non la seule, de rendre compte du phénomène. Pour prendre un exemple où l'UNESCO a joué un rôle majeur : l'acidification des océans est une dimension des dérèglements climatiques qui n'est pas directement liée à l'élévation des températures, mais on sait grâce à la science qu'elle est indirectement liée à l'élévation des émissions de gaz carbonique et à la manière dont ce gaz est absorbé par les océans. Et la préoccupation que suscitent ses conséquences sur les écosystèmes marins est venue compliquer un agenda qui du coup ne pouvait plus être envisagé uniquement sous l'angle relativement simple de « trop d'émissions, pas assez d'absorption », et comment y répondre par une action politique volontaire.

Depuis quelques années on parle aussi beaucoup de la relation entre changement

climatique et biodiversité, puisque l'élévation des températures et l'acidification des océans sont des macro-phénomènes qui ne doivent pas masquer le fait qu'une bonne partie des impacts sont fortement différenciés et localisés, sur des espaces relativement vastes, mais restreints par rapport à l'ensemble de la planète. Cela a considérablement compliqué un agenda qui était jusqu'alors relativement simple, et impose désormais de se pencher aussi sur tout un ensemble d'implications régionales qui peuvent être très diverses.

Ainsi le réchauffement global n'est pas le seul problème : la différenciation régionale de ses conséquences peut aboutir à des phénomènes potentiellement catastrophiques. L'exemple extrême, mais qui est devenu un cas d'école plus qu'une prévision, est l'idée que le réchauffement global puisse s'accompagner de phénomènes locaux de refroidissement - comme l'illustre le film *The Day After Tomorrow*, qui dramatise l'hypothèse de la disparition du Gulf Stream suite à la fonte des glaciers du Groenland. Résultat : le réchauffement global s'accompagne pour l'Europe et l'Amérique du Nord d'une nouvelle ère glaciaire. Hypothèse jugée peu probable aujourd'hui.

La question de l'origine anthropique du changement climatique est à la fois un élément essentiel de la construction du problème et un élément très partiel de la réponse. Face à des phénomènes non anthropiques de grande ampleur (par exemple, l'apparition de poussières cosmiques interplanétaires) dont nous prendrons connaissance par la science, n'aurions-nous pour autant aucune obligation d'agir ? Au titre de la solidarité internationale, de l'urgence humanitaire, de toute une série d'autres critères reconnus dans le système international et de caractère impératif, même si nous n'y étions pour rien, nous aurions une obligation forte d'agir au bénéfice de ceux qui seraient les plus touchés. Cette question est au centre de la négociation de la COP 21 sous l'intitulé *Loss and Damages* (pertes et dommages), et vient ainsi compliquer une construction scientifique qui devient de plus en plus « hirsute ». Ces problèmes exigent des assemblages hybrides de constructions et d'approches pour en saisir la complexité.

La dimension sociétale

Cela nous amène assez naturellement à la troisième dimension de cette construction : la dimension sociétale. La question du changement climatique est apparue assez longtemps comme un problème technique appelant des solutions techniques, provoquée par une sorte d'hubris humaine pouvant être corrigée par un peu de modestie et des technologies plus adaptées. Cette approche était déjà contestée à Rio en 1992 et la coïncidence de l'adoption de conventions sur la biodiversité et la désertification témoignent que dans les milieux scientifiques et gouvernementaux, on était alors bien conscient qu'isoler le changement climatique envisagé sous le seul angle du réchauffement ne permettait pas d'appréhender la complexité du phénomène et d'y répondre. Et pourtant, c'est ce qui a été fait.

Alors que faut-il penser des résultats de la COP21 ? La route qui y mène commence à Copenhague avec l'échec de la COP15 et prend sa forme politique à la COP17 à Durban avec l'objectif d'un instrument juridique à la COP21. Dans ce processus, Kyoto n'était pas une première étape, mais une sortie de route dramatique, un mauvais tournant. Si on s'était tenu à la limite des 5 % d'accroissement des émanations de gaz à effet de serre fixée dans les années 90, leur niveau en 2012, en cumul par rapport aux critères actuels, aurait représenté une augmentation bien supérieure à 5 %.

C'est donc le temps perdu que nous sommes désormais sommés de rattraper, et notre incapacité à le faire rend vaine l'aspiration à limiter la hausse de températures moyennes à 1,5°. Vaut-il mieux ménager la bonne conscience ou prendre acte du fait qu'on n'y arrivera pas ?

Heureusement, 1,5° ou 2° ne sont pas des seuils scientifiques, mais des résumés politiques visant à mesurer le degré d'engagement de la communauté internationale au regard de l'objectif de changement climatique. Ce seuil ne garantit pas la survie des petits États insulaires, à supposer qu'il corresponde bien à leur limite de vulnérabilité. Celle-ci est en effet beaucoup plus sévère qu'on ne le dit actuellement. Le problème des petites îles n'est pas de se retrouver sur le long terme les pieds dans l'eau, mais celui de l'eau potable. L'élévation du niveau des mers, même à rythme modeste, entraîne une salinisation des aquifères qui risque de rendre ces territoires inhabitables bien avant qu'ils ne se retrouvent sous l'eau. À un horizon de 20 à 50 ans, et non pas de deux siècles.

À côté de ces questions scientifiques, se posent tout un ensemble de questions sociales liées au changement climatique. Et c'est là que le programme de l'UNESCO pour la gestion des transformations sociales (MOST) a effectivement un rôle important à jouer. Villes, migrations, multiculturalisme, paix et conflit : l'histoire de l'investissement de l'UNESCO dans ces domaines remonte à 2008.

D'une construction principalement scientifique du changement climatique, on est ainsi passé à une construction sociale, qui est devenue dominante. En témoigne le slogan de l'UNESCO à la COP21 : « Changer les esprits, pas le climat ». Il traduit l'idée de construire le changement climatique comme un problème sociétal au sens large qui engage les croyances, les pratiques, les institutions. Quelle que soit l'analyse des mécanismes qui conduisent au changement climatique, le point d'origine remonte à une configuration de l'action humaine, et c'est là que se trouve la solution. Ce point d'entrée apparaît de plus en plus important.

L'apport de l'UNESCO

Quel peut être dans ce contexte l'apport de l'UNESCO ? L'Organisation n'a joué aucun rôle dans le processus de négociation : elle ne disposait même pas d'un temps de parole en plénière. Mais indépendamment du processus de négociation, l'UNESCO peut et doit contribuer au débat international en continuant de :

- produire des connaissances scientifiques dans tous ses domaines de compétence;
- soutenir l'éducation au développement durable, dans le prolongement de la Décennie qui s'est achevée en 2014 et dans les activités qui lui donnent suite;
- sensibiliser à la relation entre culture et changement climatique et promouvoir la sécurisation des sites du patrimoine ou des communautés autochtones porteuses de patrimoine immatériel;
- et enfin promouvoir la réflexion dans le domaine de l'éthique.

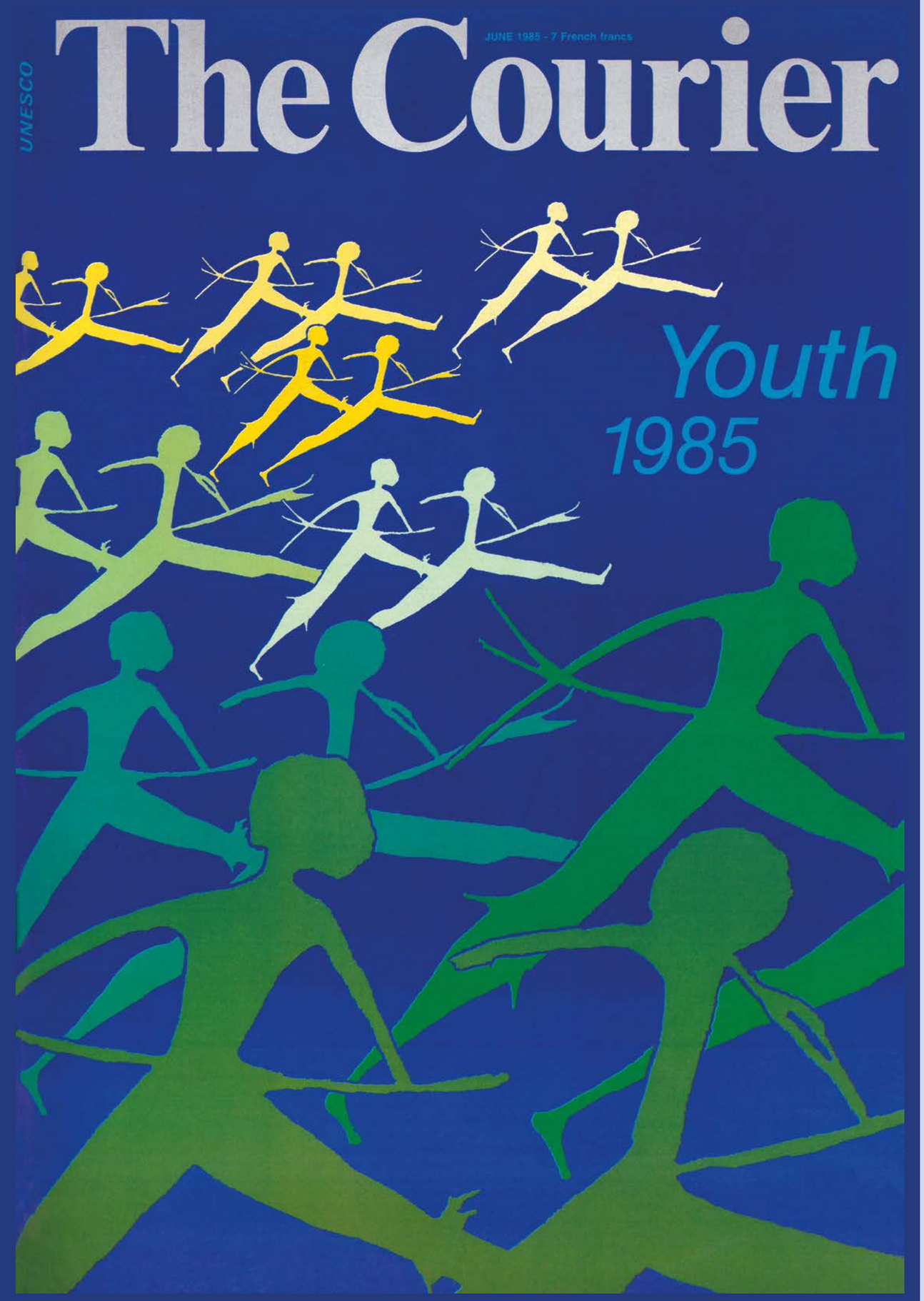
La Déclaration de 1997 sur les responsabilités des générations présentes à l'égard des générations futures n'a pas eu l'impact escompté. Peu connue, elle est restée sans effet. Mais si elle n'a pas eu beaucoup de suites, toute une réflexion s'est construite autour de la bioéthique, mais aussi de l'éthique environnementale. Le Secteur des sciences sociales et humaines a lancé toute une série d'activités spécifiquement orientées autour du changement climatique.

Dès 2009, la Conférence générale a été saisie d'une proposition de déclaration de principes éthiques en relation avec le changement climatique. Mais il a fallu attendre 2015 pour que la Conférence générale adopte une résolution demandant à la Directrice générale d'élaborer un projet de principes éthiques en relation avec le changement climatique à soumettre en 2017.

Pour l'UNESCO, le processus de négociation sur le changement climatique représente un atout et un handicap.

C'est un atout dans la mesure où l'élargissement progressif de la construction du changement climatique comme enjeu international le place de plus en plus au cœur des mandats de l'Organisation. C'est un phénomène global qui touche le système planétaire et l'ensemble de ses composantes naturelles et sociales, de telle sorte que l'Éducation, la Science et la Culture apparaissent comme un outil privilégié pour s'en saisir, indépendamment du processus de négociation d'accords diplomatiques et de déploiement de dispositifs technologiques, d'instruments fiscaux, etc.

Mais cela reste aussi un handicap, car beaucoup ont perçu au sein du système des Nations Unies que les États ne souhaitent pas voir cet enjeu géré selon la mécanique usuelle, mais privilégient les mécanismes ad hoc largement cloisonnés. De sorte que ce qui est au cœur de notre mandat reste aussi en grande partie hors de notre portée, notamment pour ce qui est des financements. Tel est le dilemme auquel il ne semble pas que nous ayons, à ce stade, trouvé de réponse. ■



L'UNESCO pour et avec les jeunes

Pierluigi Vagliani, Alexander Schischlik & Sudeep Rangi, 20 janvier 2016

Des chantiers de volontaires à la création du Comité de coordination du service volontaire international (CCSVI), l'action engagée par l'UNESCO dès les années 1950 en faveur de la jeunesse a eu d'emblée un temps d'avance. Sous son impulsion, la Conférence internationale de 1964 sur la jeunesse à Grenoble a sans doute été la première rencontre internationale bénéficiant d'une large participation de groupements de jeunesse et favorisant le dialogue entre hommes politiques et spécialistes des sciences sociales et de l'éducation. À partir des révoltes estudiantines des années 1960, la mobilisation de l'UNESCO a pris un tour nouveau. Dès décembre 1968, la Conférence générale était saisie d'un rapport intitulé *L'UNESCO pour et avec les jeunes* reconnaissant dans la jeunesse un acteur clé du changement social. Dans un monde marqué par un développement économique au Nord et une poussée démographique au Sud, il devenait urgent de préparer la participation des jeunes à la vie publique et internationale. Ainsi fut organisée en 1970 à l'ONU la première Assemblée mondiale de la jeunesse avec la participation active de l'UNESCO. Celle-ci se dote alors d'une Division de la jeunesse, instaure un programme de stagiaires, engage nombre d'initiatives novatrices, et va jusqu'à lancer en 1985 l'Année internationale de la jeunesse, marquée par de nombreuses manifestations nationales et internationales. Les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ), instituées par le Pape Jean-Paul II en 1986, sont nées de la collaboration avec l'Organisation à cette occasion. À la suite de ces initiatives spectaculaires, l'UNESCO devait écrire bien d'autres chapitres « pour et avec les jeunes ». Aujourd'hui encore, la jeunesse demeure une de ses grandes priorités et l'Organisation s'efforce toujours d'encourager dans ses États membres la formulation de politiques et de stratégies pour aider les jeunes à réaliser pleinement leur potentiel et apporter leur contribution à la paix et à la sécurité dans le monde.

En coopération avec le Secteur des sciences sociales et humaines, le Club Mémoire & Avenir a convié à un échange d'expérience **PIERLUIGI VAGLIANI**, ancien Directeur de la Division de la jeunesse et des activités sportives (1975 – 1992), **ALEXANDER SCHISCHLIK**, Chef de la Section jeunesse et sport, et **SUDEEP RANGI**, accompagné d'autres membres du réseau Young Events de jeunes stagiaires et consultants à l'UNESCO.

Animant le débat, **PATRICK GALLAUD**, lui-même ancien secrétaire général de la Fédération des associations et clubs UNESCO et membre du Comité exécutif de l'AAFU, a relevé que les intervenants étaient tous les trois issus de la société civile au sein de laquelle ils étaient engagés. L'esprit de cette réunion, a-t-il rappelé, était d'évoquer le passé, de lire le présent et d'envisager l'avenir, mais surtout pas de dire que « c'était mieux avant » ou que « tout est mieux aujourd'hui »; il fallait plutôt de se consacrer à une réflexion sur la place des jeunes à l'UNESCO, ainsi que dans les sociétés d'aujourd'hui souvent secouées par une actualité dramatique.

PIERLUIGI VAGLIANI a rappelé que, dès sa fondation, l'UNESCO s'est sentie concernée par les questions de jeunesse, notamment avec des programmes de jeunes volontaires et des chantiers de reconstruction. Dès sa 15e Session, la Conférence générale décidait d'entreprendre « pour et avec la jeunesse » une action nouvelle pour notamment « contribuer à l'analyse et à l'explication des problèmes de jeunesse et aider les États membres à appliquer des solutions pratiques ». Cette décision était directement issue du séisme de 1968, à la suite duquel le Conseil exécutif avait demandé un rapport préparé et rédigé par des chercheurs et sociologues de haut niveau tels qu'Edgar Morin.

Il a aussi évoqué l'Assemblée mondiale de la jeunesse qui s'est tenue dans la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en 1970.

Secouer la bureaucratie

Le premier directeur de la jeunesse à l'UNESCO, a-t-il poursuivi, fut Ehshan Naraghi, sociologue iranien, observateur attentif des phénomènes de jeunesse qui affirmait que « la Division doit être la passerelle par laquelle les pirates montent à bord du navire ». Pour Naraghi, il s'agissait avant tout de secouer la bureaucratie et l'administration de l'UNESCO.

C'est la même politique qui a été poursuivie par Pierluigi Vagliani et Arthur Gillette dans les années 1980 et 1990, à travers notamment la Consultation collective des ONG de jeunesse et les consultations régionales (consultations permanentes avec des ONG de jeunesse partenaires de l'Organisation, réflexions communes et projets conjoints). À travers ces consultations les ONG de jeunesse étaient associées à la planification des programmes.

Les jeunes sont les premières et les plus nombreuses victimes des conflits armés ; la dégradation de la situation économique affecte, avec une acuité particulière, leurs possibilités d'emploi, leurs conditions de travail, leur situation en matière d'éducation de santé et de logement…

L'Année internationale de la jeunesse (1985) et le Congrès mondial de Barcelone sur la jeunesse ont montré que les problèmes des jeunes des années 1980 ressemblaient beaucoup à ceux des jeunes d'aujourd'hui, même si les langages, les modes et les moyens de communication avaient beaucoup changé. En témoignent ces quelques extraits du rapport de Barcelone : « Les jeunes sont les premières et les plus nombreuses victimes des conflits armés ; la dégradation de la situation économique affecte, avec une acuité particulière, leurs possibilités d'emploi, leurs conditions de travail, leur situation en matière d'éducation de santé et de logement…».

En conclusion, Pierluigi Vagliani a tenu à rappeler que les jeunes ont été associés à la formulation et la mise en œuvre du programme de l'UNESCO également par le biais d'un groupe ad hoc constitué d'une douzaine des jeunes leaders de la société civile provenant de différents pays du monde et comprenant des jeunes stagiaires qui, après avoir travaillé six mois dans différents secteurs et divisions, se réunissait avec les directeurs pour une analyse critique des méthodes de travail et des contenus du programme de l'UNESCO. Une des initiatives prises à l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse avec l'aide de l'UNESCO avait été la première Journée mondiale de la jeunesse organisée par le Saint Siège avec le Pape Jean Paul II et enfin, une étroite coopération avait été entretenue avec le Comité International Olympique (CIO) afin de dégager des ressources pour la création d'un fonds de solidarité en faveur du sport pour tous.

Prenant la parole à sa suite, Arthur Gillette, ancien Directeur de la Division de la jeunesse et des activités sportives, tout en expliquant qu'il avait poursuivi la politique de ses prédécesseurs, a rappelé aussi son souci de soutenir des projets de développement local imaginés par des ONG et souvent insuffisamment pris en considération par les fonctionnaires de l'Organisation. C'est dans ce sens qu'il a évoqué le projet Espérance et solidarité autour d'un ballon, confié à Marie-Josée Lallart, qui en a donné des précisions aux participants.

Les jeunes, acteurs essentiels

Ce fut ensuite au tour d'**ALEXANDER SCHISCHLIK**, Chef de la Section de la jeunesse et des sports à l'UNESCO, d'évoquer pour sa part le programme actuel de l'Organisation en rappelant qu'elle tenait à créer un environnement favorable afin que les jeunes deviennent des acteurs essentiels et contribuent à trouver des solutions aux défis auxquels ils sont confrontés. Il a ainsi évoqué les forums des jeunes qui, depuis près de 20 ans, réunissent des représentants de la jeunesse, juste avant les sessions de la Conférence générale. C'est dans ce sens qu'il a plaidé pour que les jeunes soient encore plus associés à la définition des politiques nationales. Il a surtout regretté que les propositions des forums des jeunes ne soient pas davantage prises en compte dans les programmes de l'UNESCO.

SUDEEP RANGI, a noté qu'il s'agissait là de la première participation de son réseau de jeunes stagiaires et consultants de l'UNESCO à un débat de cette nature, et cela bien que leur action y soit importante, quelle que soit la durée de leur présence.

L'histoire de la présence des jeunes à l'UNESCO montre que, face à l'incertitude de son avenir, la jeunesse a une grande capacité de vision du futur. Elle a la volonté d'apprendre des programmes mis en place au sein et en dehors de l'UNESCO et le Forum des jeunes lui offre l'occasion d'intervenir comme facilitatrice. L'idéal, a-t-il poursuivi, n'est pas d'avoir des programmes spécifiques pour la jeunesse, mais de permettre à la jeunesse d'être partie prenante des processus déjà existants.

Une telle inclusion des jeunes dans la réalisation des programmes doit permettre de mettre en évidence la part de responsabilité qu'ils peuvent prendre en apportant leurs idées. « En nous invitant, vous montrez que vous avez compris que nous voulons participer davantage. Nous essayons d'apprendre de l'histoire de l'UNESCO en même temps que de participer à des événements au sein et en dehors de l'UNESCO : travailler avec d'autres groupes donne du sens à notre présence, au-delà de la simple idée de travail et de productivité. Nous sommes à l'écoute et vous remercions encore de nous avoir invités à cette rencontre » a-t-il conclu. ■

Sustainable Development begins with Education

Sir John Daniel, Sabine Detzel & Jean-Yves Le Saux, 24 February 2016

Already in its Constitution, 70 years ago, State Parties based the UNESCO mission on their belief in "full and equal opportunities for education for all". After several ministerial meetings devoted to furthering this objective, the 1990 Jomtien Conference set the aim of making education available to all the world's children. However, lacking an effective follow-up mechanism little progress was made during the turbulent decade that followed. In 2000, to give more impetus to the campaign, the UN set the broadly-targeted Millennium Development Goals (MDGs), while the Dakar Forum on Education for All (EFA) proposed a framework for action with six specific goals for education, literacy and training. Since 2000 the world has taken increasingly effective action to achieve these goals with UNESCO playing a vital coordinating role. 2015 was the target date for achieving the 2000 Millennium Development Goals. After being centrally involved in assessing how far those targets had been achieved, UNESCO had a leading role in setting the Sustainable Development Goals (SDGs) that will guide international development efforts until 2030. Education is at the heart of the 2030 Agenda, based on the Incheon Declaration and Framework of Action.

The Memory & Future Club, in cooperation with colleagues from the Bureau for Strategic Planning and the Education Sector, organized a panel discussion with **SIR JOHN DANIEL**, former Assistant Director-General for Education (2001-2004), **JEAN-YVES LE SAUX**, Deputy Director, Bureau of Strategic Planning and **SABINE DETZEL**, Member of the former EFA and Global Agenda Coordination team, Education Sector. Stamenka Uvalić-Trumbić, Former Chief of Section for Higher Education, moderated the session.

SIR JOHN DANIEL gave a brief review of the progress of EFA between the Jomtien World Conference on Education for All (1990) and the Dakar World Education Forum (2000), mentioning his book *Mega-Schools, Technology and Teachers: Achieving Education for All* (2010) the first chapter of which, *Education for All: Unfinished Business*, summarizes this history. He recalled that the Jomtien Conference was convened in 1990 because in 1985 some 105 million children aged between six and eleven were not in school. It led to the adoption of a set of six targets to be reached by 2000. These targets were not achieved and a new conference was convened in 2000 in Dakar, which designated UNESCO as the coordination agency for implementing the Dakar Framework for Action.

Alliances were built with the other key agencies: World Bank, UNICEF, certain national development agencies and NGOs. Sir John evoked the interplay between the Dakar Framework and the Millennium Development Goals (which essentially redefined EFA to mean Universal Primary Education) and the constructive alliance achieved with the World Bank, which was given the responsibility of the development of the Fast-Track Initiative. He underlined the importance of the Global Monitoring Report as a benchmark for UNESCO's efforts.

SABINE DETZEL went on to describe the further evolution of the EFA process. After a difficult end to the decade of the 2000's, when UNESCO's leadership was weaker, the EFA mid-term reviews showed that progress had stagnated. UNESCO was then asked to "enhance the effectiveness of the EFA coordination architecture". The year 2010 was a turning point, culminating in the Declaration of the 9th High Level Group Meeting in February 2010, which called for stronger EFA coordination, a more effective structure and better results. A significant reform was introduced in 2011, aimed at re-establishing links to the national level in parallel with regional consultations; bringing all EFA partners around one table; changing the advocacy and communication strategies; challenging the sole focus on the MDGs and promoting EFA as a holistic and universal agenda for education in order to overcome the artificial divide of Member States into "donors" and "aid recipients".

The full EFA agenda and its universality were established because issues such as equity and quality resonated with all states, not just developing countries.

The National EFA 2015 Reviews and the consultation process for post-2015 accompanied the "last big push" for EFA. The full EFA agenda and its universality were established because issues such as equity and quality resonated with all states, not just developing countries. The challenge was not to re-create the previous parallel tracks between the MDGs and EFA, so UNESCO was tasked to ensure there was only one agenda.

Just as for the big conferences in the past, the World Education Forum convened in May 2015 in Incheon, Republic of Korea, was preceded by regional conferences. The major challenge was to align the Education agenda with Sustainable Development Goals before the SDGs were defined. The thematic consultations had illustrated that primary education was no longer as important for all countries and that skills and life-long learning were just as vital. Finally, at Incheon UNESCO managed to achieve agreement to just one overarching education goal, with 10 targets, to which the whole Education Sector could contribute actively. This was gradually taken up by the UN in New York as Goal 4 of the SDGs.

JEAN-YVES LE SAUX, as the last speaker, highlighted Sir John's crucial role in the EFA transition period 2004-2005 when the theme of quality was introduced and the terms of reference for the Fast Track Initiative were developed. He then gave the bigger picture of the SDGs and the Agenda 2030, adopted by the UN in New York in September 2015 with 17 goals and 119 targets. The implementation of these goals would rely more on intergovernmental processes than on international agencies. He admitted that statistical indicators had still to be developed and that there was no global initiative for financing the work required to achieve the goals. However, the SDGs, because of their holistic nature, were extremely encouraging for UNESCO as they included agendas for all UNESCO's sectors.

As well as education there are targets relating to oceans, freshwater, biodiversity and culture in urban settings and media. This work was to be translated into the 38C/5 planning document and UNESCO would take on a coordinating role in several areas, as well as seeking funds for implementation.

During the discussion, AFUS members recalled some of UNESCO's earlier major projects, going back to its foundation, mentioning useful handbooks on EFA, pointing to more flexible ways of UNESCO's support to national efforts and other occasions when UNESCO has won the leadership of global initiatives.

The SDGs, due to their holistic nature, were extremely encouraging for UNESCO as they included agendas for all UNESCO's sectors.

In his concluding remarks Sir John Daniel cautioned against focusing on winning contests for influence with other international agencies. Ultimately, the measure of the success of the SDGs will be whether EFA is substantially achieved by 2030 and how far the development agenda has progressed. ■

Prévenir la radicalisation et l'extrémisme sur l'internet

François-Bernard Huyghe, Boyan Radoykov & Chafica Haddad, 23 mars 2016

Pour la plupart des jeunes, l'internet et les réseaux sociaux qui l'irriguent sont aussi indispensables que l'air qu'ils respirent. Mais il arrive que cet air soit vicié par des idéologies extrémistes et une propagande haineuse qui ont démontré leur capacité à faire basculer des individus en manque de repères dans un radicalisme et une violence contraires aux valeurs que défend la communauté internationale.

L'UNESCO, qui est dotée d'un mandat spécifique dans le domaine de la communication et l'information, s'est donc mobilisée auprès des États et de la société civile pour combattre l'extrémisme violent qui s'exprime sur la Toile.

Une conférence internationale intitulée Les jeunes et l'internet : combattre la radicalisation et l'extrémisme a ainsi été organisée en juin 2015 dans le cadre du Programme intergouvernemental Information pour tous (PIPT), en partenariat avec le Programme international pour le développement de la communication (PIDC). Avec plus de 240 participants venus de quelque 70 pays, cette conférence a permis d'échanger sur les projets et les stratégies visant à prévenir l'utilisation de l'internet pour la radicalisation des jeunes. Elle a été l'occasion de lancer un nouveau Cadre d'action intégré pour l'autonomisation des jeunes au service de l'édification de la paix et sa proposition de suivi.

Intitulée « Jeunesse 2.0 – développement des compétences, consolidation de la paix », cette dernière adopte une approche globale associant plusieurs domaines de l'UNESCO (jeunesse, sport, éducation, culture, communication et information) en vue de soutenir les jeunes dans la construction de nouvelles formes de solidarité mondiale, y compris en ligne, et dans la résistance et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

En janvier 2016, le Secrétaire général de l'ONU a présenté un Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, qui a été entériné par l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 février. La communauté internationale est ainsi appelée à mettre en œuvre une stratégie globale de lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que des mesures de prévention systématiques à tous les niveaux.

Dans le cadre de ce Plan d'action, l'UNESCO s'est employée à aider les États membres à faire de l'éducation un outil essentiel pour contribuer à prévenir l'extrémisme violent et développer l'éducation à la paix et aux droits de l'homme, ainsi que l'éducation en vue du développement durable. Cette action est menée dans le cadre général de l'éducation à la citoyenneté mondiale, qui est une cible du Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté en septembre 2015, ainsi qu'une des priorités de l'Organisation.

Au lendemain d'un mardi noir qui a endeuillé Bruxelles, frappée par des attentats revendiqués par Daesh, jeunes et moins jeunes, actifs ou retraités, se sont retrouvés à l'initiative du Club Mémoire & Avenir pour tenter de comprendre comment la barbarie d'un groupe armé de quelque 40 000 individus (jeunes pour la plupart) parvient à bouleverser la vie d'au moins 4 milliards d'individus sur la planète. Les intervenants ont présenté, devant une salle bondée et attentive, leurs réflexions sur un phénomène qui a pris une ampleur démesurée avec l'essor des nouvelles technologies de communication, en particulier l'internet et les réseaux sociaux.

Ces intervenants étaient **FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE**, Directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), ancien fonctionnaire du Secteur de la culture, **BOYAN RADOYKOV**, Chef de section au sein de la Division des sociétés du savoir au Secteur de la communication et de l'information (CI) et **CHAFICA HADDAD**, Déléguée permanente adjointe de Grenade et Présidente du Programme intergouvernemental information pour tous (PIPT).

Ni rire, ni pleurer, ni haïr mais comprendre (Spinoza). Ainsi peut se résumer l'essentiel de l'intervention du spécialiste de la question de la radicalisation des jeunes via les nouveaux moyens de communication qu'était **FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE**. Comprendre d'abord que le mot « radicalisation » est un concept trop mou pour désigner une réalité si dure. Ce sont les services de sécurité américains (FBI) qui ont utilisé pour la première fois, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, cet euphémisme pour expliquer comment des enfants de la démocratie étaient prêts à se tuer pour imposer une pensée unique (la leur) à l'échelle de la planète !

Comprendre ensuite que cet extrémisme repose sur une idéologie sous-jacente à caractère religieux, dont le but est l'instauration d'un régime antidémocratique : c'est le salafisme djihadiste. Une expression qui effraie les médias comme les politiques, lui préférant celui de « radicalisation », plus politiquement correct car il élude le religieux. Or, en ne nommant pas ce qui est au fondement de la terreur, précise François-Bernard Huyghe, on fait croire qu'il est possible de déradicaliser simplement en appliquant des programmes de resocialisation (ceux-ci font florès dans les pays scandinaves, mais aussi en Arabie saoudite). Ces programmes, nuance **BOYAN RADOYKOV**, ont néanmoins le mérite d'exister.

Comprendre enfin que les djihadistes ont bien saisi l'intérêt des nouveaux moyens de communication. Al-Qaïda illustrait déjà ses messages de propagande par des vidéos sanglantes, mais sa méthode de communication, qui se « professionnalisa » sous le commandement d'Ayman al-Zawahiri (son directeur de communication surnommé « Abou Reuters »), lequel ouvrit sur le web une « Foire aux questions », était alors très web 1.0 : forte présence en ligne, discours de l'autorité religieuse aux croyants reprenant à certains égards la forme du discours classique du terrorisme anarchiste à la fin du 19e siècle (définir le sujet historique représenté : en l'occurrence « nous parlons au nom de l'Oumma », désigner l'adversaire et dire ses torts justifiant la violence ; recruter, former ; faire la publicité de ses actions).

Ni rire, ni pleurer, ni haïr mais comprendre (Spinoza).

Mais le web 1.0 était relativement facile à infiltrer et saboter, alors que l'État Islamique, phénomène générationnel, va évoluer vers le Web 2.0. En envahissant les réseaux sociaux, il a toujours un coup d'avance. Nés avec l'internet, les jeunes de Daesh développent une stratégie cohérente, à l'intention de jeunes comme eux, nourris aux « Blockbusters » hollywoodiens et aux jeux vidéo. C'est ainsi qu'ils mettent en scène sur YouTube, avec un esthétisme consommé, des actes de barbarie pour délivrer un message (exécutions en cercle dans le décor du site de Palmyre), ou se livrent sur Facebook à des séances de « drague » particulièrement ingénieuses pour attirer des jeunes filles. Leur posture ? « Twitter d'une main, la kalach' de l'autre ».

Diverses stratégies ont été ou sont utilisées par les États ou la société civile pour éradiquer ce fléau, malheureusement insuffisamment efficaces jusqu'ici pour F.-B. Huyghe. La censure : oui, mais pour un compte Twitter censuré, deux s'ouvrent. Le contre-discours : certes, mais comment convaincre des jeunes que s'ils partent ils vont mourir, alors que c'est bien cela qu'ils veulent, puisqu'on leur a fait croire que la vraie vie, c'est celle de l'au-delà. Le clip français « Stop djihad » n'a ainsi eu, selon F.-B. Huyghe, qu'un impact limité. Plus efficaces sont les contre discours des concurrents islamistes qui utilisent des repentis contredisant le contenu des vidéos diffusées sur le web (méthode utilisée par Al-Qaida pour la Péninsule arabique par exemple). L'infiltration ou le sabotage informatique, au moyen de virus par exemple : solution contestable dans la mesure où il faut faire appel à des hackers. Enfin, l'ironie et la dérision : telles ces parodies des messages d'intimidation où l'on voit le visage d'un prédicateur recouvert par celui d'un personnage de manga, ou le détournement des chants vocaux affectionnés par Daesh, etc.). Ces défis symboliques sont perçus par les djihadistes comme des insultes.

Une responsabilité collective

Quelles actions mener pour l'ONU et l'UNESCO ? Vaste programme répond Boyan Radoykov, car le djihadisme est partout : il frappe sur tous les continents. Mais il y a urgence et notre responsabilité est collective. Et les institutions du système des Nations Unies, en particulier l'UNESCO, ont leur mot à dire, notamment en rappelant à tous leurs États membres que les programmes relatifs à l'autonomisation de la jeunesse devraient être la priorité des priorités, alors que c'est le contraire qui se passe, et ce depuis des années. Les bombes humaines - des jeunes pour la plupart - qui frappent à l'aveugle en sont une conséquence, et l'effet multiplicateur de leur engagement est facilité un peu partout dans le monde par l'utilisation exponentielle des réseaux sociaux.

Ainsi, en une minute sur l'internet, rappelle Boyan Radoykov, 204 millions de courriels sont envoyés, 280 millions de tweets sont échangés, 570 nouveaux sites internet et 70 heures de vidéos sont mis en ligne… Non seulement la planète est ultra connectée (2 milliards de personnes utilisent les réseaux sociaux), mais la moitié de ses habitants a moins de 25 ans. Depuis 2012, les réseaux sociaux ont connu une expansion sans précédent avec la guerre menée en Syrie, en termes de messages de propagande, d'orientations stratégiques ou de conseils tactiques, mais aussi de collecte de fonds ou d'endoctrinement (à plus de 90 %, celui-ci se fait via le web, d'après certains experts).

La réponse, considère-t-il, ne peut pas être seulement de l'ordre de la répression ou de la censure, mais elle est aussi et surtout éducative. C'est à ce résultat qu'est parvenue la première Conférence internationale « Les jeunes et l'internet : combattre la radicalisation et l'extrémisme », qui s'est tenue en juin 2015, à l'initiative du Programme intergouvernemental information pour tous (PIPT). Celle-ci a permis aux experts, aux décideurs, aux praticiens, aux ONG et associations de jeunes, etc. d'échanger leurs réflexions afin de mieux comprendre la force de l'internet comme outil de propagande et de radicalisation, et d'identifier des bonnes pratiques en matière de prévention et de déradicalisation, comme la création de plates-formes et réseaux de dialogue et de compréhension mutuelle. Le plan d'action qui en a résulté, « Engager la jeunesse pour une paix durable » a rappelé l'importance d'une éducation de qualité – qui en fait devrait se prolonger tout au long de la vie -, que ce soit sous forme de programmes d'initiation aux médias et à l'information, ou d'éducation à la citoyenneté mondiale et aux droits humains. Une deuxième conférence est prévue au Québec en octobre 2016.

L'éducation, solution privilégiée

Faisant suite à l'action menée par l'UNESCO, le Secrétaire général de l'ONU s'est félicité de l'appel à la mobilisation de la jeunesse lancé par la Directrice générale de l'UNESCO, précise **CHAFICA HADDAD**, Déléguée permanente adjointe de Grenade et Présidente du Programme Information pour tous (PIPT). Le Conseil de sécurité a adopté, pour la première fois – c'est donc historique ! – une résolution sur la jeunesse, la paix et la sécurité, reconnaissant ainsi l'urgence à mobiliser les jeunes en faveur de la lutte contre l'extrémisme. En janvier 2016, le Secrétaire général a présenté son propre Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, appelant la communauté internationale à mettre en œuvre une stratégie globale.

L'UNESCO est donc en première ligne pour promouvoir dans les États membres, mais aussi dans la société civile, l'éducation comme solution privilégiée. Son action s'articule autour des axes suivants : soutenir la recherche multidisciplinaire ; autonomiser les communautés de jeunes en ligne; soutenir des campagnes de sensibilisation adéquates ; renforcer la mobilisation et la coopération des professionnels des médias - Facebook et Twitter se sont engagés à fermer les comptes faisant l'apologie du terrorisme ; ainsi, en février 2016, 125 000 comptes twitter ont été supprimés. Ce qui n'est pas sans poser la question de la liberté d'expression et du respect de la vie privée…

L'éducation aux médias et à la formation des jeunes à une lecture critique, ainsi qu'au respect des droits universels de liberté, de paix et de démocratie ne peut se faire sans la médiation de la famille et de l'école, insiste Boyan Radoykov, qui ajoute « La vraie bataille qu'il va falloir gagner, si nous voulons que la force de la raison l'emporte sur la raison de la force, - comme aimait le dire l'ancien Directeur général Federico Mayor - est celle des esprits de la jeunesse, celle des cœurs, celle des idées, celle des valeurs universelles de notre civilisation…».

Selon lui, la radicalisation de la jeunesse, cette confrontation majeure entre deux visions du monde et de l'avenir créée par une combinaison inédite de marginalisation de la jeunesse et de progrès technologique, reste un défi de première importance qui perdurera dans les années à venir et nécessitera une mobilisation à long terme. Mais il s'affirme résolument optimiste : la raison finira par l'emporter, car : « Par nature… c'est le sort du fanatisme de se détruire lui-même. La raison, elle, calme, patiente, éternelle, sait attendre et persévérer. Parfois, lorsque les esprits sont déchaînés, elle ne peut que se taire et s'effacer. Mais son heure vient, elle vient toujours » ajoute-t-il, citant Stefan Zweig dans son *Erasme*.

« Il est important que la communauté internationale comprenne mieux le rôle que l'internet joue comme outil de recrutement pour l'extrémisme et la radicalisation et conçoive, en retour, des moyens efficaces pour les prévenir », a repris Chafica Haddad.

C'est pour relever ce défi, a-t-elle poursuivi, que le PIPT a organisé à l'UNESCO en juin 2015 la première conférence internationale sur « Les jeunes et l'internet : Combattre la radicalisation et l'extrémisme ». Cette conférence a été l'occasion du lancement du nouveau cadre d'action intégrée de l'UNESCO visant à « Engager la jeunesse pour une paix durable » et sa proposition de suivi intitulée « Jeunesse 2.0 – développement des compétences, consolidation de la paix », approche globale associant plusieurs domaines d'action de l'Organisation (jeunesse, sport, éducation, culture, communication et information) en vue de soutenir les jeunes dans la construction de nouvelles formes de solidarités, et la lutte contre l'extrémisme violent.

Lors du forum de haut niveau sur une culture de paix tenu par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015, cette initiative a été expressément saluée par le Secrétaire général Ban Ki Moon comme une contribution importante aux efforts des Nations Unies dans ce domaine.

Le PIPT contribuera à la mise en œuvre de ce cadre d'action intégrée dans ses six domaines prioritaires que sont l'accès à l'information, l'information au service du développement, l'info-éthique, la formation à la maîtrise de l'information, la préservation de l'information et le multilinguisme, a annoncé Mme Haddad. Différentes initiatives, telles que le projet de caravane des TIC (technologies de l'information et de la communication) au profit de jeunes marginalisés et isolés, y compris de jeunes migrants et réfugiés, seront lancées prochainement dans plusieurs pays pilotes, du pourtour méditerranéen notamment. Une réunion internationale d'experts de haut niveau sur la radicalisation des jeunes dans le cyberespace se tiendra au Québec à l'automne 2016. Également à l'automne, une conférence internationale intitulée « Les jeunes et les médias sociaux : lutter contre la violence et l'extrémisme » sera organisée conjointement avec la Commission nationale libanaise pour l'UNESCO afin de permettre à des chercheurs, des décideurs et des praticiens d'échanger sur des interventions concrètes de nature à contrer l'utilisation de l'internet pour inciter des jeunes à la violence et l'extrémisme. ■

1945–2015 L'ONU sur le terrain

Du développement à l'urgence, à la reconstruction, à l'inconnu…

Jean-Pierre Cesbron & Jorge-Ivan Espinal, 27 avril 2016

La notion d'aide au développement s'impose dans les années 1950-1960 avec la décolonisation, afin de donner aux jeunes nations les moyens de leur autonomie. L'ONU et ses États membres créent des programmes spécifiques (PNUD, PAM, FNUAP…) dont la durée de vie est en principe limitée à l'achèvement de leurs objectifs, qu'on imagine proches. Sur le terrain, les agences et programmes des Nations Unies se consacrent à la coopération technique, tandis que la Banque mondiale tient un double rôle de bailleur de fonds et de prescripteur.

Partagé en blocs antagonistes, le monde restera relativement stable jusqu'au milieu des années 70. Surviennent alors les crises du Bangladesh, du Cambodge, de l'Éthiopie, de l'Afghanistan etc. qui remettent en cause cet équilibre. Les pays « occidentaux » développent le concept d'aide humanitaire en faveur des populations maltraitées et en confient la responsabilité aux agences et programmes de l'ONU. Parallèlement, les ONG montent en puissance dans ces opérations.

L'injection massive de fonds extrabudgétaires offre aux États donateurs un contrôle sur les opérations humanitaires, souvent en appui à leurs objectifs stratégiques. Les budgets dits « réguliers » et les programmes de développement s'étiolent tandis que l'aide humanitaire s'accroît, ce qui amène beaucoup d'agences à se « reconvertir » dans l'urgence pour conserver leurs financements.

Dans les années 90, les crises se multiplient : Angola, Somalie, Yougoslavie, Congo, Rwanda, Soudan, Corée du Nord, Timor, Centrafrique, Liberia, Sierra Leone…, entraînant une inflation des personnels et une imbrication croissante des acteurs civils et militaires, dont la collaboration est initialement entravée par des procédures incompatibles. Progressivement des protocoles se mettent en place et les deux catégories apprennent à travailler ensemble.

Les programmes les plus opérationnels comme l'UNICEF, le PAM, le HCR prospèrent, mais la concurrence est vive, entraînant confusion et gaspillage. La nécessité d'une coordination se fait sentir. De leur côté les donateurs s'inquiètent de la prolongation indéfinie des situations d'urgence et demandent une réorientation sur la reconstruction. La mise en œuvre de ce « continuum » s'avère malaisée et beaucoup de projets sont des « fourre-tout » opportunistes. L'institution du Coordonnateur résident permet de progresser vers des programmes mieux définis et moins gaspilleurs. Les objectifs du millénaire fournissent un cadre stratégique utile.

Les années 2000 à 2015 voient une certaine réduction des crises d'origine humaine en Afrique mais sont marquées par l'invasion de l'Irak et trois catastrophes naturelles majeures : tsunami dans l'océan Indien, séismes au Pakistan et en Haïti. Ces crises génèrent un afflux de ressources aux principales agences humanitaires qui ne sont pas en mesure de les utiliser rapidement, suscitant le scepticisme quant à leur efficience.

Avec le déclin de l'assistance au développement, les agences « traditionnelles » des Nations Unies se retrouvent dans des positions ambivalentes. Leurs mandats n'ont pas été modifiés, mais elles doivent « vendre » leurs programmes traditionnels sous des emballages modernisés. Les agences dites humanitaires sont confrontées à la diminution des grandes opérations d'urgence, à l'exception du Soudan du Sud, de l'Afghanistan et du Moyen-Orient. Les grands donateurs ne se privent pas de critiquer les Nations Unies, mais n'ont pas davantage progressé dans l'élaboration de plans de contingence et de stratégies pertinentes pour les crises du futur.

La dramatique menace environnementale, qui suscitera inévitablement des catastrophes d'une ampleur encore insoupçonnée, ne semble alors pas encore bien prise en compte par l'institution des Nations Unies et pas davantage par les États qui la gouvernent.

Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a invité deux vétérans des crises humanitaires et des situations d'après-conflit : **JEAN-PIERRE CESBRON**, ancien Directeur régional pour l'Afrique Centrale au Programme alimentaire mondial (PAM) et **JORGE-IVAN ESPINAL**, ancien Représentant de l'UNESCO en Haïti et en Ouzbékistan. La discussion, modérée par Neda Ferrier, a été résumée sous forme d'entretien pour la revue *Lien*.

NEDA FERRIER : Selon vous, l'action des Nations Unies sur le terrain a connu depuis 1945 un glissement conceptuel du développement à l'urgence, puis de l'urgence à la reconstruction. Dans quelles conditions s'est produite cette évolution progressive et dans quelle direction la voyez-vous se poursuivre ?

JEAN-PIERRE CESBRON : En 1945, on pensait entrer dans une période de stabilité internationale. Et de fait, pendant une quinzaine d'années, les institutions des Nations Unies ont pu se consacrer à leur travail normatif, élaborant des règlements internationaux, des modes de coopération, des systèmes d'échange du savoir, de transmission de l'information… La FAO et l'OMS ont ainsi créé le Codex alimentarius définissant des règles alimentaires internationales normalisées pour une alimentation saine, l'UNESCO a posé les principes de base de l'éducation pour tous et de la sauvegarde du patrimoine, l'UNICEF a développé des conventions pour la défense des enfants, le HCR a étendu la protection des réfugiés… Mais si au départ les Nations Unies sont un club d'une cinquantaine de membres, à partir des années 1960-1970, leur nombre va quadrupler jusqu'à atteindre 193 à l'ONU, 195 à l'UNESCO. Avec la décolonisation, s'impose la notion d'aide au développement pour donner aux jeunes nations les moyens de leur autonomie. Sur le terrain, les agences et programmes des Nations Unies se consacrent à la coopération technique.

Nous étions habitués aux projets de développement, certes compliqués mais solidement encadrés par des procédures relativement prévisibles, et d'un coup nous nous retrouvions projetés dans l'assistance humanitaire avec un nombre énorme de bénéficiaires, des ressources toujours inadéquates, ou parfois au contraire excessives, ce qui peut être un problème aussi…

À partir des années 1970, les Nations Unies ont vu l'assistance au développement peu à peu dépassée par l'aide humanitaire d'urgence, parce qu'il y a eu énormément de crises de grande ampleur. D'abord le Bangladesh, puis le Cambodge, la famine en Ethiopie, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS…

Nous étions habitués aux projets de développement, certes compliqués mais solidement encadrés par des procédures relativement prévisibles, et d'un coup nous nous retrouvions projetés dans l'assistance humanitaire avec un nombre énorme de bénéficiaires, des ressources toujours inadéquates, ou parfois au contraire excessives, ce qui peut être un problème aussi…

Graduellement l'assistance au développement est passée au second plan. Les ressources étaient limitées et on les affectait en priorité à l'urgence. Les parachutages de vivres depuis un C-135 font des images plus spectaculaires pour la télévision qu'un projet de développement agricole ! Cela compte énormément pour les donateurs. Il ne suffit pas de faire les choses, il faut être vu les faisant, et dans certaines agences, c'est devenu une obsession.

JORGE IVAN ESPINAL : Quand je suis entré à l'UNESCO en 1981, le monde était assez polarisé et l'Organisation était traversée par des courants idéologiques contraires. Mais ma vocation internationale était solidement arrimée aux principes de paix et de coopération internationale énoncés par l'Acte constitutif. J'ai été immédiatement affecté au Secteur des relations extérieures, alors que ma formation me destinait plutôt à l'édition. Je rêvais d'aller sur le terrain et trois mois plus tard, je me retrouvais au Nicaragua, alors aux mains d'un gouvernement post-révolutionnaire sandiniste. C'était l'époque des grandes missions intersectorielles. Nous étions 12 ou 15 spécialistes de tous les secteurs. On ne parlait pas alors de post-conflit, mais de missions éducatives et culturelles pour la reconstruction du pays.

À la fin des années 80, avec le dégel et la chute du mur de Berlin, je me suis à nouveau posé la question du départ sur le terrain. Il y avait alors une mission de paix de l'ONU au Cambodge, suite aux accords de paix signés en 1991 à Paris.

J'ai demandé à partir : nous étions cinq fonctionnaires de l'UNESCO détachés auprès de l'ONU pour cette mission, dont l'objectif premier était d'assurer la transition vers un gouvernement démocratique. Sitôt arrivé, on m'a affecté à l'organisation des élections. J'ai passé 14 mois près de la frontière vietnamienne. C'était la plus grande mission déployée après la guerre, et j'y ai beaucoup appris. Nous étions 21 000 : 18 000 militaires et 3 000 civils, dont à peu près 1 000 opérationnels affectés au programme électoral ou au programme éducatif. Nous sortions du régime des Khmers Rouges, 50 % de la population était analphabète, il y avait des problèmes de santé, il y avait eu de graves violations des droits de l'homme. On n'échappait pas non plus à la question du patrimoine. Les militaires s'efforçaient de protéger les sites historiques de la contrebande, de leur destruction progressive. Le bureau de l'UNESCO à Phnom Penh travaillait sous leur protection, non sans réticences…

En 1994, l'ONU m'a proposé de repartir en Afrique du Sud. C'était un autre versant de l'action des Nations Unies, il s'agissait cette fois de l'organisation des élections post-apartheid. C'était un moment très difficile. J'ai été envoyé à la frontière du Botswana, expérience humaine assez dramatique, car alors les séquelles de l'apartheid étaient encore vives. Peu après, on m'a envoyé en Haïti, pour y préparer la réouverture du Bureau de l'UNESCO. Mais j'ai continué à travailler avec l'ONU sur la question des droits de l'homme, le pays revenant à la démocratie après une période de dictature militaire. Je faisais bien sûr la liaison avec les services du Siège, mais l'UNESCO était loin, les outils proposés étaient assez théoriques, on voyait déjà d'autres agences des Nations Unies comme l'UNICEF et le PNUD œuvrer dans les mêmes domaines avec des dotations financières et humaines bien supérieures. Je suis resté 19 mois.

Je devais retourner en Haïti en 2003. Il s'était alors produit une sorte de coup d'État constitutionnel. La France, les États-Unis, le Canada et l'Union européenne avaient demandé au Président Aristide de partir. Une mission des Nations Unies était arrivée. J'étais alors le Chef du Bureau de Port-au-Prince. Les choses avaient changé, il y avait de nouvelles exigences : les agences des Nations Unies devaient travailler ensemble. Il fallait là aussi coopérer avec des militaires venus rétablir la paix et assurer la transition vers les élections. C'était un tournant pour le bureau de l'UNESCO. Nous n'étions pas nombreux : deux internationaux, un collègue burkinabé et moi-même. Le reste du personnel était national. Nous avions bien peu de ressources, face à la grosse machine des Nations Unies : le Représentant spécial du Secrétaire général avec tout son personnel, l'UNICEF et sa cinquantaine de professionnels, le PAM… Nous espérions que les services du Siège pourraient nous assister dans notre mission, mais l'UNESCO était en transition, il fallait décentraliser. Haïti, qui dépendait auparavant du Siège, devait désormais en référer aux bureaux régionaux : Santiago, San José, Kingston, La Havane. Pendant mes sept années passées en Haïti, ce fut source de grandes frustrations. J'ai reçu une aide précieuse du Bureau de la Havane, mais très peu de réponses du Siège.

Les choses avaient changé, il y avait de nouvelles exigences : les agences des Nations Unies devaient travailler ensemble. Il fallait là aussi coopérer avec des militaires venus rétablir la paix et assurer la transition vers les élections. C'était un tournant pour le bureau de l'UNESCO.

En 2009, on me propose de repartir à Tachkent. Mais très vite survient le tremblement de terre en Haïti. Je suis reparti aussitôt : c'était en quelque sorte mon pays d'adoption. J'y retrouve la mainmise des trois grandes agences « opérationnelles » : l'UNICEF, le PAM, le PNUD, et derrière elles la Banque mondiale. Mais la nature avait voulu que le seul bâtiment encore debout fût celui de l'UNESCO. Nous avons donc accueilli toutes les réunions inter-agences. L'urgence, pour nous, c'était les écoles, et l'UNESCO a pu récupérer le volet éducatif de la mission, à grand renfort de consultants internationaux, car nous manquions de ressources. Le ministre haïtien de l'éducation, dont les bureaux s'étaient effondrés, était installé dans nos locaux, ce qui facilitait les choses.

Au Siège, on avait décidé qu'il fallait aller en Haïti. Tous les deux ou trois jours, on nous envoyait du monde. Mais où les faire dormir ? Nous étions confrontés à d'insurmontables problèmes logistiques à régler au jour le jour, avec nos portables qui marchaient très mal. Il y avait aussi les militaires. Le PAM lui-même dépendait de leurs hélicoptères pour assurer la distribution de nourriture… Nous étions dans une situation assez ambiguë, mais en fin de compte tous ces partenaires reconnaissaient notre rôle, et c'était pour moi une grande satisfaction.

NEDA FERRIER : Quelles leçons tirez-vous de la manière dont l'UNESCO s'inscrit dans l'action collective des Nations Unies dans ces situations d'urgence ?

JOSE IVAN ESPINAL : Les situations de post-conflit ou de consolidation démocratique, ou les situations d'urgence déclenchées par des catastrophes naturelles (tremblements de terre, tsunamis, inondations), sont l'occasion de mettre en valeur les domaines de compétence de l'Organisation par le biais de l'assistance technique et intellectuelle qu'elle est en mesure d'offrir au sein de la Coordination des Nations Unies, dans le cadre de ces interventions exceptionnelles accompagnées par un déploiement de forces militaires sous la bannière onusienne.

Une fois la période d'urgence immédiate passée (période relativement courte), l'UNESCO doit se positionner fermement dans son rôle, qui est d'aider à la reconstruction, à partir du travail déjà réalisé en amont. Par exemple, les Plans nationaux d'éducation, basés sur les objectifs universels de l'Education pour tous (dont l'UNESCO assure le leadership), doivent être mis en œuvre de manière échelonnée avec les contributions financières découlant des appels au financement lancés auprès des bailleurs de fonds et de la communauté internationale. Cela vaut aussi pour la sauvegarde du patrimoine culturel ou les stratégies de réduction des risques de catastrophes. Sans oublier les droits de l'homme, ou la formation et la protection des populations, en particulier des femmes.

Enfin, il faut collaborer étroitement avec les autres agences ou organismes des Nations Unies mobilisés dans la phase immédiate de l'urgence, sans pour autant prétendre faire de l'assistance humanitaire, car l'UNESCO n'y a pas vocation. Pour être parmi les premiers à porter assistance aux populations victimes de ces événements tragiques, il faut pouvoir mobiliser des ressources financières et humaines qualifiées, mettre en place des programmes de santé et d'alimentation, délivrer les premiers secours, construire des abris provisoires. Vouloir intervenir parmi les premiers quand on n'en a pas les moyens est un faux pas qu'il faut éviter. En revanche, l'UNESCO doit s'engager dans la voie de la reconstruction et de la consolidation. Le matériel intellectuel développé au fil du temps est une ressource qui permet de mieux se positionner dans les programmes d'aide et de coopération.

Aujourd'hui, les Nations Unies ont beaucoup changé, la coordination sur le terrain est meilleure, mais l'attentisme du Siège reste préoccupant pour ces bureaux confrontés à des situations difficiles où ils doivent pouvoir répondre aux attentes des États membres. À cet égard, notre Acte constitutif reste le guide le plus actuel.

NEDA FERRIER : Pourriez-vous revenir sur l'évolution du concept d'aide au développement et la manière dont les institutions des Nations Unies ont été amenées à s'investir de plus en plus dans l'urgence et le relèvement de populations éprouvées par les catastrophes naturelles, les guerres et les bouleversements sociaux ? Dans quelles conditions se déroulaient ces opérations ?

JEAN-PIERRE CESBRON : J'ai beaucoup de convergences avec Jorge, que j'ai rencontré également en Haïti, mais j'ai une appréciation légèrement différente de certaines opérations humanitaires, notamment au Cambodge. J'étais stationné au Laos de 1984 à 1986, ensuite au Népal de 1986 à 1991 et enfin au Viet Nam. J'étais donc assez bien informé de la situation dans la région. Il y a eu deux grandes opérations au Cambodge : la première était dénommée United Nations Border Relief Operation (UNBRO). C'était avant tout, de mon point de vue, une opération cynique de contrôle de l'« expansionnisme » vietnamien.

Les Khmers Rouges avaient commis des atrocités, plus d'un million de Cambodgiens avaient été assassinés par leurs propres dirigeants, trois millions vivaient dans la plus grande misère, mais ce qui préoccupait le plus les grands donateurs, c'était le Viet Nam. Les ressources englouties dans cette opération qui était basée en Thaïlande étaient colossales et ont d'ailleurs fait la fortune d'un certain nombre d'officiers supérieurs et de commerçants thaïlandais. C'était une opération techniquement bien menée, mais moralement, je dirais assez contestable. Les Vietnamiens, en lutte contre les Khmers Rouges qui se livraient à des incursions sur leur territoire, ont très vite abandonné toute velléité expansionniste - s'ils en avaient jamais eu -, pour finir au bout de quelques années par se concentrer sur leur propre développement.

La deuxième partie de l'opération, à laquelle a pris part Jorge Espinal, portait sur la reconstruction du Cambodge. Les institutions de développement ont dû apprendre à travailler avec les militaires. Ça n'a pas toujours été facile : j'en ai fait aussi l'expérience dans l'ex-Yougoslavie, où il y a eu pas mal de conflits avec les casques bleus, qui avaient une vision militaire, très carrée, des choses. Ils ne comprenaient pas toujours la culture des « humanitaires » et il y avait certaines rivalités pour bénéficier des moyens d'action et des priorités. Mais nous avons appris à travailler ensemble, ce qui a été très constructif, malgré quelques retours en arrière.

JOSE IVAN ESPINAL : Il m'est arrivé en Haïti d'être le témoin de querelles épiques entre la représentante d'une institution et les militaires déchargeant le matériel d'assistance des hélicoptères. Les T-Shirts ou les casquettes siglées de l'agence n'étaient pas assez visibles sur les photos, et il était hors de question de n'y voir que les casques des militaires ! C'était nécessaire pour motiver les donateurs, il y avait des millions de dollars en jeu. On est parfois bien loin d'une coordination harmonieuse sous la bannière des Nations Unies !

JEAN-PIERRE CESBRON : Jorge et moi avons en commun la même détestation de cette course aux caméras, à la publicité.

L'aide des Nations Unies est globalement très efficace. Le problème est qu'elle n'est pas toujours bien évaluée, ni évaluée à temps.

Derrière ces « opérations casquettes et T-shirts », il n'y a parfois pas grand-chose. Fort heureusement, l'aide des Nations Unies est globalement très efficace. Le problème est qu'elle n'est pas toujours bien évaluée, ni évaluée à temps. On sous-estime souvent l'importance des missions d'évaluation, ou on les fait trois ou quatre ans trop tard.

Pour nombre d'agences des Nations Unies, s'insérer dans ces opérations d'urgence était devenu une question de survie financière, leur budget régulier se réduisant comme peau de chagrin à chacune de leurs assemblées générales. Aussi pour survivre, il fallait bon gré mal gré faire de l'urgence, quitte à s'« inventer » des projets.

Un exemple ? Il m'en vient un à l'esprit. J'étais en poste au Bénin, et une crise survient dans le pays voisin, le Togo, provoquant un afflux de réfugiés à la frontière béninoise. Les institutions des Nations Unies se réunissent pour organiser les secours et se répartir la distribution de la nourriture, la fourniture des abris et des nécessités de base. Le représentant d'une institution ne trouve alors rien de mieux à proposer qu'un programme d'éducation pour la prévention du Sida, alors que des milliers de gens étaient en fuite et luttaient pour leur survie au jour le jour! Il lui fallait attirer des ressources s'il voulait rester dans le coup… C'est un système assez pervers.

Dans les années 90, les crises humanitaires se multiplient : l'ONU doit gérer en même temps l'Angola, la Somalie, la Yougoslavie, le Congo, le Rwanda, le Soudan, la Corée du Nord, le Timor, la Centrafrique, le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée, et j'en oublie… A cette époque, lors d'une réunion du Bureau Afrique au siège du PAM à Rome, nous avons dénombré 14 crises majeures sur ce continent. Tout cela conférait une importance politique considérable aux institutions appréciées des donateurs comme le PAM, l'UNICEF, le HCR…

JORGE IVAN ESPINAL : Et surtout le PNUD, qui avait été conçu pour faire de l'assistance au développement, mais qui s'est alors trouvé une nouvelle vocation : la coordination. Cette fonction lui était déjà naturellement dévolue pour l'élaboration des plans de développement dans les années 1980-1990. Par la suite, lorsque l'aide d'urgence a commencé à dépasser l'assistance technique, la coordination inter-agences a pris un caractère plus politique, surtout dans le contexte du post-conflit, où il s'agissait de consolidation d'institutions étatiques défaillantes, de soutien à la société civile, etc. Beaucoup de ressources ont alors été canalisées par le PNUD, qui est progressivement devenu un partenaire incontournable, notamment pour la levée de fonds.

Faire valoir nos compétences

Dans une situation d'après catastrophe ou de post-conflit, c'est la coordination qui décide de l'attribution des fonds extrabudgétaires. Une institution spécialisée telle que l'UNESCO a du mal à attirer ces fonds, qui sont dévolus en priorité à l'urgence. Nous avons beau argumenter qu'il faut commencer très tôt à travailler au relèvement du système éducatif et à la protection du patrimoine; nous essuyons souvent un refus catégorique. D'autant qu'avec nos restructurations à répétition, nous avons perdu nos capacités techniques en matière d'architecture scolaire ou de formation des maîtres, ce dont l'UNICEF se charge désormais mieux que nous. Il nous appartient donc, par le biais de nos partenariats avec les autres institutions, de nous inscrire dans des programmes où nous pouvons faire valoir nos domaines de compétences.

JEAN-PIERRE CESBRON : Je reviens sur la question des ressources. La première des calamités est de n'en avoir pas assez. Mais il y en a une autre, et c'est d'en avoir trop.

L'exemple le plus spectaculaire est celui du tsunami dans l'océan Indien, en 2004. C'était un des pires cataclysmes de notre époque, qui frappait une région importante et stratégique. Sans même avoir à le demander, nous avons été littéralement inondés de donations. Mais il y a eu un contrecoup. On ne pouvait pas dépenser tout cet argent du jour au lendemain : vous ne reconstruisez pas le Sri Lanka ou le sud de la Thaïlande en trois semaines ! Cela prend des années. Or six mois après le Tsunami, on a commencé à nous accabler de reproches. Il y avait une incompréhension totale de l'utilisation faite des ressources. Sans parler des rivalités malsaines, ou du risque de mal dépenser l'argent disponible dans des projets superflus.

Depuis les années 2000, le volume des opérations humanitaires s'est réduit. Il reste le Sud-Soudan, le Congo et ses millions de morts dont on ne parle pas, l'Afghanistan, où de nouvelles modalités d'intervention ont été mises en place. Et bien sûr, le Moyen-Orient. Les grands donateurs, tout en critiquant les Nations Unies, n'ont pas davantage progressé dans l'élaboration de plans de contingence et de stratégies pertinentes pour les crises du futur. La dramatique menace environnementale, qui suscitera inévitablement des catastrophes d'une ampleur encore insoupçonnée, ne semble pas pour le moment bien prise en compte par nos institutions, et pas davantage par les États qui les gouvernent. Malgré le succès diplomatique de la COP 21, je ne vois pas venir de stratégies innovantes pour faire face aux grands fléaux qui risquent de frapper indistinctement les populations du fait de l'explosion démographique, de la disparition des terres agricoles, de la montée des mers, de la montée inexorable du chômage, des nouvelles formes de barbarie ou du recul de la démocratie. ■

The Evolving Media Landscape

New Challenges for Freedom of Expression

Henrikas Iouchkiavitchious & Frank La Rue, 17 May 2016

What is the situation with respect to Freedom of the Press twenty five years after the Windhoek Declaration of 3 May 1991 enshrining pluralism and independence of the media? With the end of the Cold War, independent media have developed everywhere, while the rapid expansion of information technologies and social media has multiplied means of expression to such an extent that attempts at imposing limitations to free access and sharing of information become futile. Yet year after year, the media and NGOs denounce the decline in press freedom and growing violence against journalists. During the last decade, more than 825 journalists lost their lives in the exercise of their profession. Many are faced with institutional violence, organized crime, impunity, corruption, large-scale surveillance, conflicts of interest and increased political pressure on public and even private media. Journalists or mere bloggers are prosecuted or jailed. This year's UNESCO/Guillermo Cano Press Freedom Prize, traditionally awarded on 3 May on the occasion of World Press Freedom Day, went to Khadija Ismayilova, an imprisoned freelance journalist in the Azerbaijan Service of Radio Free Europe.

On UNESCO's action in the field of freedom of expression, the Future & Memory Club had the privilege of hosting two Assistant Director-Generals: **HENRIKAS IOUCHKIAVITCHIOUS**, who launched and directed this program throughout the 1990s and **FRANK LA RUE**, who was from 2008 to 2014 the UN Special Rapporteur for the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and had recently taken the lead of UNESCO's Sector of Communication and Information (CI).

The discussion was moderated by **SYLVIE COUDRAY**, Chief of the Section of Freedom of Expression who was responsible for implementing this program.

HENRIKAS IOUCHKIAVITCHIOUS: Before joining UNESCO in 1990 as Assistant Director-General for Communication, Information and Informatics, I worked in Lithuania, Czechoslovakia and Russia in radio and television. The "Iron Curtain" is something that I experienced first-hand, and even during Gorbachev's glasnost period, I witnessed the dangers of restricting press freedom. We know today that the initial information blackout on the Chernobyl catastrophe resulted in thousands of additional victims.

The end of the Cold War and the collapse of the Soviet Union was a turning point in human history. As citizens of the so-called "communist countries", we hoped that after these dramatic changes, democracy would prevail, the market economy would ensure a high standard of living and an era of real freedom of the press would begin. However, we soon found out that many politicians supported press freedom while they were campaigning for power, but were much less enthusiastic about it when they were in power.

The post-Cold War reality cooled off our euphoria and taught us some important lessons. One of them is that the market economy cannot take precedence over basic freedoms, human rights and democratic values. Otherwise, the free market may well turn into a black market controlled by the Mafia. The Mafia is one of the strongest factors limiting press freedom in many post-communist countries.

Almost every week, we learn that journalists have been beaten or murdered because they refused to be influenced, bought or intimidated. Physical violence against journalists is the ultimate form of censorship. Yet, in many cases over the last 10-15 years, the killers of journalists were rarely found. Impunity is a terrible reality.

In Russia, privatization was rather harsh. Priority was given to the market, which was seen as necessary for democracy. Other values, including press freedom, were neglected. Intellectuals - those who fought for democracy and freedom - were the first victims of what became a market society. There was a lack of intellectual infrastructure and little experience in securing financial independence for the media as a guarantee of editorial independence. Instead of press pluralism, the free market led to strong media concentration.

Less freedom of the press means more corruption

In 1996, when a leading manager of the Russian Independent Television (NTV) joined President Yeltsin's re-election team, and the President ordered GAZPROM to transfer 800 million dollars to NTV, that day marked the beginning of the end of independent television in Russia. These elections made Russian television economically dependent on the state forever.

Relations with the US media were not bad at that time. Ted Turner was ready to buy 25 % +1 of the NTV shares. At his request, and with the permission of the Director-General of UNESCO, I took part in these negotiations in Moscow. I soon realized that Ted Turner had no chance of winning his bid, because he insisted on strict financial discipline, editorial independence and journalistic ethics. Curiously, some leading journalists were more fearful of Ted Turner than of investors with political agendas that made them vulnerable to government pressure.

What happened to NTV was wholesale corruption of journalism, starting at the top of the profession. Not surprisingly there is also retail corruption with journalists being paid to write articles commissioned by specific companies.

Will the Russian establishment finally understand that without a free press it will not be able to fight corruption?

Terrorism also kills press freedom

For many years, the United States was considered a model for true press freedom and democracy. Recently however, there have been disturbing cases of American journalists being jailed for refusing to reveal their sources of information. Under the pretext of fighting terrorism, this sets a bad example for other countries.

The organization "Canadian Journalists for Free Expression" is fighting attempts to force journalists to hand over their material to the police.

In France, "Reporters without Borders" works very hard to reinforce protection for the confidentiality of journalists' sources. Following recent events, a law was passed to allow judicial authorities to lift the confidentiality of journalists' sources "on an exceptional basis", "in the framework set by the law" and only when the "nature and gravity of the offense justify it". For "Reporters without Borders", restrictions on the protection of sources should be more specific, better defined and more protective for journalists. This is the case under Belgian law, where journalists may only be forced to disclose sources of information if it is likely to prevent acts of terrorism or serious threats to a person's safety.

It is interesting to recall that the first UNESCO World Press Freedom Prize winner, Chinese journalist Gao You, was put in jail precisely for refusing to disclose her sources of information.

Just a few years ago, democracies had clear priorities: human rights, freedom of speech and freedom of the press. These principles were championed by world leaders. President Jimmy Carter exchanged a famous kiss with Leonid Brezhnev in Vienna in 1979. However, at their first meeting, Carter raised the issue of human rights in the USSR. Nowadays, human rights and freedom of the press are not at the forefront of international relations. More important is the number of Boeings, Airbuses or fighter planes sold or military bases established.

As for the so-called "former communist countries", that value press freedom highly because they know what it means not to have it, where do they stand today? Those with a history of market economy and democracy as well as economic development and press freedom, enjoy situations similar to the old democracies. In the 2016 Press Freedom Index of Reporters Without Borders, Latvia ranks 24th, Estonia 14th, and Lithuania 35th, while France ranks 45th, the United Kingdom 38th, Italy 77th and the United States 41st.

However, according to the Bertelsmann Foundation, the situation in Eastern Europe has deteriorated significantly over the last 10 years. Latvia fell from the 12th to the 24th position, Estonia from 3rd to 14th and Poland from 29th to 47th, while Hungary ranked 67th, and Russia 148th.

In northern Europe, there are still islands of paradise for press freedom to be found: in Finland, the Netherlands, Norway and Denmark. Not surprisingly, these countries have the lowest levels of corruption in the world.

There are also new challenges to Freedom of Expression: in the mid-twentieth century, the news media was one of America's most trusted institutions. The 1956 American National Election Study (ANES) found that 66 % of Americans thought newspapers were fair. Prominent journalists were among the most respected figures in the country. A famous 1972 poll found that 72 % of Americans trusted CBS Evening News anchor Walter Cronkite, a higher percentage than any other public figure in the survey. In 1976, Washington Post reporters Bob Woodward and Carl Bernstein's investigations that uncovered the Watergate scandal were dramatized in a movie adaptation of their book All the President's Men. The journalists were portrayed as heroes and their parts played by two movie stars. At the time, journalists were viewed then as defenders of democracy and the public interest.

Today, the news media's place in society has changed. In the 2008 GSS, the proportion of Americans expressing "not much" trust in the press had risen to 45 %. A 2004 Chronicle of Higher Education poll found that only 10 % of Americans had "a great deal" of confidence in the "national news media", about the same as lawyers.

The fragmentation of the media landscape

This decline in media trust coincided with the fragmentation of the news industry. Previously, the media landscape consisted largely of a few national television news networks, local television news, and newspapers. Most journalists were committed to a model of "objective" journalism that came to prominence in the early twentieth century.

In the last 40 years, the proliferation of media through satellite TV and radio, cable channels and the internet spawned a multiplicity of news and opinion sites, as well as many entertainment-oriented media. There is a wide variety of news styles, including more partisan and tabloid approaches. As the media landscape expanded, the mainstream media have come under increased criticism, either from institutional news sources or from newer, alternative

media outlets. As a result, the trustworthiness of more professionalized forms of journalism is under constant attack. Those practicing conventional journalism are in a much different position than a generation ago. They are dramatically less trusted by the public, face harsh and sustained political criticism, and must compete with less conventional news sources.

The internet has become a very powerful tool for promoting the free flow of information. One example is the Wikileaks website which publishes anonymous submissions and leaks of sensitive corporate and government documents, while taking measures to preserve the anonymity and traceability of its contributors.

However, there is a strong tendency to restrict information on the internet ostensibly to curb pornography, terrorist propaganda and hate speech. There are even attempts at establishing closed national internet systems. But if there are problems on the information highways, just as they do on regular motorways, the solution is to go after the criminals, not to close down the highway!

Let us hope that one day political leaders will understand that both freedom of speech and freedom of the press may often provoke public and political controversy but that, as experience shows time and again, when freedom is sick the only cure is more freedom.

FRANK LA RUE: Is the situation more difficult today than 25 years ago and what are the main changes in policy that we see coming? Henrikas was just telling us that the problem that he found then was that journalism, the media and communication in general were primarily seen as market opportunities: things have not changed that much. It is still very much the problem. It does not mean that journalism and media should not be commercial or profitable: there has to be a profitable model, all the more so as the issue of sustainability has not been entirely solved. But sustainability does not stop at having every journalist enjoy social recognition and good living standards. When big concentration moguls build large conglomerates of media, the pillars of Freedom of Expression - diversity and pluralism – begin loosening. Freedom of Expression is probably more challenged today than ever before.

Let us hope that one day political leaders will understand that both freedom of speech and freedom of the press may often provoke public and political controversy but that, as experience shows time and again, when freedom is sick the only cure is more freedom.

Journalism was in a way the vocation of individuals, they started small city newspapers or radio stations that began to grow. Their main motivation was to be journalists and to do professional journalism. But today in a world of advertisement and publicity, in which marketing plays a larger role, where big media campaigns become central to political processes in particular elections, we fall into the temptation of building these big conglomerates. That is where some media become mired in scandal because it has become more important to sell news than to process them objectively. Hence the tabloids, and tapping phone calls, and illegal reporting, because that's the news that sells: the violence, the gossip, the gory stuff... There is still good independent journalism, but there are ever larger media conglomerates that orient public opinion in a single direction. They have become very powerful politically.

In my country Guatemala - a small country- for instance, all four channels of television are owned by one single person: not even a corporation but an individual, who lives in Miami and is so powerful that he can determine who will be the main candidates for congress. He gives out publicity and air time for free in exchange for favors in legislation. There is still no legal recognition of community broadcasts. So by giving away free air-time, he is also holding the country back to protect his monopoly. I understand he has like 32 other TV channels across Latin America. This is no single country issue, it is the reality of these enormous conglomerates that we are facing today.

The power of the internet

The other issue that I often raise is that something

happened with the internet. I don't think journalism changes at all, and certainly Freedom of expression did not change either. I remember when I began as a reporter, people would ask: do we need a new set of rights for Freedom of Expression? My answer was no, we can develop what we have. We do not need new rights every time we have a new technology. Essentially, we are upholding the same principles: the right to seek and receive information, to build and express our thoughts and our opinions freely. This mental process, for an individual and for a society, will remain the same, regardless of the medium we use. But the novelty that the internet does bring, is the interactive form of communication. We can send messages to a million people at the same time, but we also get responses, and share the information immediately. Because of this interaction and sharing on social networks, information flows and news go much further.

This is true for human rights as it is for political affairs. When I was still in Guatemala, during the terrible period of the counter-insurgency, there was a massacre in a very remote rural area. It took three days for the news to reach the city. Only recently, a tsunami hit Japan, power and electricity went out, but thanks to our mobile phones we knew instantly what was happening. A small newspaper in Ciudad Juarez, Mexico, under attack by big crime, was able to inform widely through its online edition.

News flows faster and further. This has tremendous political impact. The election of Obama was a clear confirmation of that. For the first time, the democratic party candidate was able to reach more people and raise more funds through the internet than the other party through the big media.

So politicians are discovering the power of the internet. And they are getting scared: in former Eastern Europe and countries such as Hungary, serious limitations are being placed on Freedom of Expression. Now these constraints are expanding throughout Europe. There is widespread preoccupation for the expression of extremist ideas online, the incitement to violence. Even democratic nations, with deep-rooted traditions of free press, are beginning to protect communication and allow intervention and surveillance of a kind that did not exist before.

Although history moves forward, it does so in waves, and we are now in a deep slump, with very difficult conditions.

Violence and impunity

The level of violence against journalists has risen dramatically all around the world. Not only the assassinations, but also the physical harassment, the arbitrary detentions, the intimidations. There is a new phenomenon: I keep receiving requests from women associations that action must be taken against the sexual harassment of women journalists to intimidate and silence them. This is generating a tremendous degree of fear. Being a journalist is becoming much more complicated and dangerous. Because it is dangerous, some are assuming that journalists should live with the consequences.

Another thing that has not changed is the level of impunity that remains very high. We have always said that it is the non-investigation of any case that is encouraging more attacks against journalists. This is why I believe that full investigation is crucial. I always think it preferable to assume outright that a journalist has come under attack because of his profession, and let the investigation confirm if this hypothesis is valid or not.

Now at last, through the New Sustainable Development Goals 2030, we have a global political framework which allows us to push this issue in the international arena. Many countries are offended when asked to institute a procedure or a mechanism for the protection and safety of journalists, because they consider that this is signaling them out. In a way there is a contradiction there: if asked to show political will for Freedom of Expression, such a mechanism should be considered positively.

According to Goal 16 of the SDGs, development can only be achieved if we "Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels". Goal 16 sets as a specific target to "Ensure public access to information and protect fundamental freedoms" - which means a free press, with diversity, pluralism

and safety for journalists. No country in particular is singled out. Every single one should have mechanisms to 1) guarantee the prevention of violence and harassment, 2) respond with measures of protection and 3) secure the procurement of justice to investigate violations, prosecute offenders and give reparations to victims. This new Framework developed by the UN gives us a great opportunity to reaffirm the importance of free, diverse, pluralistic and safe journalism and give it prominence in the context of the development agenda.

SYLVIE COUDRAY: What could UNESCO do to implement Goal 16 of the SDGs?

FRANK LA RUE: Many things. Some are already being done. We have for instance reported on impunity, that is to say on the lack or absence of justice. For me this clearly falls under Goal 16. There is also the issue of capacity building for journalists. We have training courses on safety issues and prevention, but it would also be interesting to offer training on how to focus news from a development and human rights oriented perspective. This will be crucial, because we will begin building similar capacities around the world. We also work with security forces on the protection of journalists, particularly in public demonstrations where journalists are targeted, cameramen beaten up, their equipment damaged, etc…

Most importantly, this is a goal in an agenda that has been approved by consensus around the world. It doesn't mean that it can't be discussed, but at the same time it should not be challenged, because all states voted unanimously for it. Now we can put everyone to task.

SYLVIE COUDRAY: What do you both think, in your individual capacity, of whistleblowers such as Edward Snowden who call attention on things that governments would not like to see in the public arena: does this get discussed at UNESCO or is it taboo? And what about conflicts of interest between governments and private individuals? A little over a year ago, when there was a series of murders in San Bernardino, California, Apple refused to disclose the contents of a mobile phone; there was a big controversy. Again, does this type of issue get discussed at UNESCO?

HENRIKAS IOUCHKIAVITCHIOUS: I agree that UNESCO was too silent on many occasions. I think that it was unfortunate that for a long time we did not have an ADG/CI. It gave the impression that UNESCO underestimated the importance of this area. I believe that Freedom of Expression is central to UNESCO, particularly today.

As for Snowden, you will recall that the Washington Post Journalist who disclosed the Watergate cover-up became heroes, their story was popularized in a movie. But now with Snowden things are different, the atmosphere has changed. I recently heard on Russian television a prominent politician branding him as a traitor and requesting his extradition to the USA. I don't know the legal details of the Snowden case, but I consider that it was clearly illegal to tap the phones of heads of States!

I agree with you that these questions have to be discussed at UNESCO. It has dealt in the past with very sensitive issues, such as the human genome for instance. It has also debated on ethics on the internet when no other organization was in a position to do it.

FRANK LA RUE: On my flight back from Mexico yesterday, I watched *All the President's Men*. In the beginning, the journalists had difficulties in proving their case. Interestingly, the editor let them carry on with their investigations. Today the situation would be different: there is much fear. News goes so fast and so much further through the internet, so there is a feeling among leaders that the less information there is out there, especially on personal matters, the better. This is compounded by fears linked to national security and terrorism. We certainly all want security, but it has to be secured within democratic boundaries, within the due process of law, not arbitrarily. Security means protecting individuals, but you must also protect institutions and democratic systems. You cannot sacrifice any, because if you do, you are actually weakening democracy. National Security becomes a threat to itself, as an immune disorder turning the system against itself.

I personally think that Snowden did the right thing, even if many do not recognize it. There is always the question of a breach of contract: one can argue that acting officials have contractual responsibilities. But Snowden was a consultant, he had no particular obligation, so when he uncovered what he considered gross violations of privacy, he made them public.

In the San Bernardino case, Apple was not reluctant to disclose information on a particular phone, but to create a backdoor on all phones and accounts. It was a legitimate discussion. Even the American Civil Liberties Union supported it. This will be a very sensitive issue in the future. People are opposing security and privacy. Human rights should not be confronted. People should enjoy both, not one to the detriment of the other.

SYLVIE COUDRAY: Why was the Communication and Information (CI) Sector only created in 1990, when UNESCO's mandate concerning Freedom of Expression was clearly spelt out in the Constitution already in 1948?

HENRIKAS IOUCHKIAVITCHIOUS: In 1990 with the Fall of the Berlin Wall, the situation changed. The Director-General Federico Mayor declared before the Executive Board that UNESCO had to break away from the debate on the New World Information and Communication Order that had created so much antagonism and led the US, the UK and Singapore to leave the Organization. He suggested the Organization moves towards a new communication strategy where there would be no limitation to the flow of information. That was when the Communication and Information Sector was created. Also, there was a need to address the convergence between communication and information technologies. Freedom of Information goes much beyond radio, TV and the press. There would be much to say about Libraries, for example.

FRANK LA RUE: Information has varied in terms of priority, but it has always been important. Now with the speed of information, it has become even more so. Information is a global service. All rights are equal, but Freedom of Expression is a facilitator for other rights. Today because the flow of information is more agile and reaches huge numbers of people, information has become essential in daily life, for economic and social development, for education, health, weather forecast, emergencies… This highlights the continued relevance of the constitutional ideal that calls upon UNESCO to work at advancing the mutual knowledge and understanding of peoples by promoting the free flow of information and ideas. ■

Cultures et conflits

Composantes culturelles de conflits contemporains. Une approche anthropologique du pluralisme et de l'identité.

Bahjat Rizk & Philippe Ratte, 29 juin 2016

Dans le deuxième Rapport mondial sur la culture publié par l'UNESCO en 2000 sous le titre « Diversité culturelle, conflit et pluralisme », on lisait déjà « La plupart des conflits qui surgissent aujourd'hui au sein des États-nations ont une composante culturelle ». Dix ans plus tard, en 2010, dans le Rapport mondial intitulé « Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel », l'idéal d'un monde multiculturel uni dans l'échange et le dialogue, pacifié dans l'acceptation des différences, semble s'éloigner devant l'affirmation de différences culturelles perçues comme étant à l'origine de nombreux conflits. Et cela d'autant plus que « la mondialisation a démultiplié les points de contact et de friction entre les cultures, exacerbant les questions identitaires – qui se manifestent sous la forme de crispations, de replis ou de revendications nouvelles, notamment religieuses, qui peuvent devenir sources de conflits. »

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a invité **PHILIPPE RATTE**, ancien responsable de la communication et des publications au secteur de la culture, qui a contribué aux réflexions ayant nourri ces rapports de l'UNESCO, et **BAHJAT RIZK**, Attaché culturel de la Délégation permanente du Liban à l'UNESCO, qui a pensé le pluralisme et développé une approche structurante pour examiner et résoudre les conflits de culture et de civilisation à travers l'anthropologie politique et une lecture originale des écrits d'Hérodote, le « père de l'Histoire », qui s'interrogeait déjà sur ces questions il y a 2 500 ans.

BAHJAT RIZK : Je me suis attaché à poser cette problématique à partir de l'expérience libanaise et en me référant aux travaux d'Hérodote, le père de l'histoire et de l'anthropologie politique. Je me suis engagé dans cette réflexion il y a 16 ans en partant du deuxième Rapport mondial sur la culture publié par l'UNESCO en 2000 sous le titre « Diversité culturelle, conflit et pluralisme », qui soulignait déjà dans son introduction que « La plupart des conflits qui surgissent aujourd'hui au sein des États nations ont une composante culturelle ». On y relevait aussi « les frictions engendrées par la perception de différences culturelles entre nationaux et migrants », qui faisaient déjà l'actualité dans les pays industrialisés comme dans le pays en développement.

La parution de ce rapport a coïncidé en 2000 avec l'introduction du Dialogue des civilisations aux Nations Unies à la demande du Président iranien Mohammad Khatami, repris comme thème pour le sommet de la francophonie « Dialogue des cultures » qui devait se tenir à Beyrouth en 2001 et a été reporté à 2002 en raison des attentats du 11 septembre. Dans cette perspective, j'avais alors publié L'identité pluriculturelle libanaise, une réflexion sur le concept de pluralisme culturel à partir de l'expérience spécifique du Liban, qui prenait en compte les dimensions géographiques et historiques de ce pays.

Le Liban où coexistent 18 communautés religieuses est le lieu privilégié à la fois du dialogue et du choc des cultures, et sa géographie l'y prédisposait. Dans un espace enclavé entre trois continents, les Libanais ont très tôt développé une disposition au dialogue. L'alphabet phénicien, auquel rend hommage la tapisserie « Les signes de Cadmos » accrochée devant la salle du Conseil exécutif, est justement un des outils de ces anciens phéniciens, qui étaient déjà les médiateurs culturels et commerciaux de l'Antiquité. Ce que la mondialisation a engendré par l'interpénétration des cultures à travers la révolution des nouveaux moyens de communication, le Liban l'avait déjà vécu du fait de sa géographie atypique. Entre mer et montagne, il est devenu au fil du temps à la fois un passage pour toutes les civilisations qui ont transité par le Moyen-Orient et un refuge pour les minorités persécutées.

Les identités plurielles, une problématique mondiale

Ce concept d'identité pluriculturelle, appliqué au départ à l'identité libanaise, que les gens avaient fini par vivre, vaille que vaille, malgré la guerre, est devenu avec la mondialisation une problématique pour toutes les sociétés. Comment le peuple libanais, qui reconnaissait ses différences culturelles et religieuses, parvenait-il encore à s'unir et à conserver une démarche cohérente, qui était aussi un choix de vie ? Il était important de défendre ce modèle, qui souffrait par ailleurs de difficultés à être géré politiquement. Il y avait réellement là un rapport entre le culturel et le politique, car le pluralisme culturel peut être facilement instrumentalisé et idéologisé par la politique.

La question identitaire suscite forcément des expressions passionnelles et subjectives. Il faut donc un cadre de rationalité pour définir et déterminer ce qu'est l'identité, comment elle se construit. Il est d'ailleurs préférable de parler de processus d'identification, qui se construit ou se déconstruit, mais qui n'est pas statique. Ce cadre, on peut le trouver dans les écrits d'Hérodote, le père de l'histoire, qui a connu et décrit le premier choc des civilisations entre les Perses et les Grecs, 500 ans av. J.-C. Dans une démarche non pas spéculative et philosophique mais descriptive, car il était avant tout un enquêteur, Hérodote a énoncé les paramètres constitutifs de l'identité en constatant que le monde grec était « uni par la langue, le sang, les sacrifices et les sanctuaires (donc la religion) et les mœurs qui sont les mêmes ». De cette manière, le Père de l'histoire définissait des paramètres structurants de « l'identité culturelle ». Ceux-ci devaient réapparaitre 2 500 ans plus tard dans la charte de l'UNESCO, qui énonce l'obligation de respecter les droits de l'homme « sans distinction de langue, de race, de religion et de sexe ». Ainsi sommes-nous confrontés, dans l'enquête d'Hérodote comme dans la charte de l'UNESCO, aux mêmes paramètres que sont la religion, la langue, la race et les mœurs sociales, sauf qu'Hérodote s'en sert pour comprendre le processus de structuration des identités collectives, alors que l'Acte constitutif de l'UNESCO y fait référence pour s'en émanciper, et réaliser l'identité humaine à travers l'individu et non la communauté.

En mettant en perspective le texte d'Hérodote et le texte fondateur de l'UNESCO, il s'agit non pas de tomber dans une sorte de relativisme historique, mais au contraire d'établir une grille paramétrique susceptible de fournir une reconnaissance de ces éléments de structuration identitaire en même temps qu'une flexibilité pour les négocier. Le but est de relativiser ces paramètres identitaires afin d'éviter leur instrumentalisation au profit de la politique et en même temps de les transcender. Car parler de conflits culturels tout en niant les différences culturelles, c'est tomber dans l'ambiguïté, dans une ambivalence destructrice.

Dans la mesure où ces éléments ont été identifiés par Hérodote 500 ans av. J.-C., nous disposons d'un cadre référentiel qui a sa légitimité. Il fallait ce support de la pensée grecque rationnelle pour ne pas s'enfoncer dans un discours émotionnel. Il fallait ce cadre référentiel à partir duquel il est plus aisé de négocier les conflits, qui aujourd'hui tournent pour la plupart autour des mêmes éléments, qu'ils soient religieux, culturels, ethnico-linguistiques ou de mœurs, afin d'empêcher leur idéologisation et tendre vers l'idéal porté par l'UNESCO d'une identité humaine qui transcende ces différences culturelles.

Néanmoins, si on se réfugie uniquement dans un discours humaniste un peu trop idéaliste et utopiste, alors que les conflits sont à nos portes, il y a un décalage.

Ainsi sommes-nous confrontés, dans l'enquête d'Hérodote comme dans la charte de l'UNESCO, aux mêmes paramètres que sont la religion, la langue, la race et les mœurs sociales, sauf qu'Hérodote s'en sert pour comprendre le processus de structuration des identités collectives, alors que l'Acte constitutif de l'UNESCO y fait référence pour s'en émanciper, et réaliser l'identité humaine à travers l'individu et non la communauté.

Il faudrait que l'UNESCO puisse aller au-delà d'un discours lisse, aseptisé et consensuel mais déconnecté de la réalité, qui ne permet ni de définir les problèmes, ni de les négocier. Il suffit de rappeler les deux magnifiques conférences prononcées à l'UNESCO par l'anthropologue et ethnologue français Claude Lévi-Strauss : la première en 1952 s'intitulait Race et Histoire et avait donné naissance au structuralisme ; la seconde, en 1971, posait le problème du rapport entre Race et culture, à la suite de quoi l'UNESCO avait boudé pendant 35 ans le grand anthropologue, car il avait évoqué un « seuil biologique » de tolérance pour les cultures ! Il est dommage que l'on ait renoncé à réfléchir sur ce texte fondamental pour se tourner vers des discours qui certes rassurent, mais dont l'impact à l'extérieur reste très limité.

Comment applique-t-on concrètement cette réflexion aux conflits culturels ? Il ne s'agit pas de défendre une langue, une religion, une culture ou une race, mais d'appréhender le discours de l'identité à travers ces éléments structurants, en essayant de montrer leurs liens, afin de pouvoir, en les recadrant dans cette grille paramétrique, engager un débat cohérent et rationnel pour parvenir à les ajuster, à les compenser les uns par rapport aux autres.

Cela dit, il n'y a pas d'exemple de société ou tous ces éléments sont alignés, car ce serait une société clonée. Déjà chez les Grecs, les guerres médiques furent suivies de la guerre du Péloponnèse où les Athéniens et les Spartiates s'affrontèrent pour des différences de mœurs. Il faut donc exclure tout idée d'une conjonction parfaite des quatre paramètres dans une société car celle-ci serait statique, verrouillée et invivable. La dimension du pluralisme est inscrite dans toute société, dans tout cadre du vivre ensemble. Mais ces différences culturelles, soit on arrive à les négocier au mieux en les envisageant comme une valeur ajoutée, en essayant de la compenser par les éléments qui rassemblent, soit on court au divorce…

Au travers des paramètres d'Hérodote, il s'agit donc essentiellement de proposer une réflexion sur les conflits culturels pour comprendre comment ils s'articulent. Il appartient ensuite aux politiques de trouver des solutions et de les mettre en œuvre.

S'il n'y a pas de bonne volonté pour vivre ensemble, personne ne peut l'imposer. L'idée n'est pas de se substituer à la volonté des hommes mais de proposer un cadre structurel qui puisse donner une cohérence au discours et prévenir l'instrumentalisation de la question identitaire.

En guise d'illustration, on peut revenir sur le lynchage médiatique auquel a été récemment confronté au Liban le grand écrivain d'origine libanaise Amin Maalouf - qui a travaillé sur *Les identités meurtrières*, publié *Les croisades vues par les Arabes* et dont l'humanisme ne souffre pas de doute -, du simple fait qu'il était passé à la télévision israélienne dans le cadre d'une émission francophone pour parler de son dernier livre *Un fauteuil sur la Seine*. Son attitude en tant que référent n'a plus été identifiée à son discours humaniste, mais à une prise de position politique vis-à-vis d'Israël. Cela a provoqué un tollé et des réactions violentes car on était passé du culturel au politique. Il est fascinant d'observer combien il est facile d'y basculer en l'absence de clarification, et quand s'y ajoutent les mauvaises interprétations, le déchaînement des passions, les détournements ou l'idéologisation.

PHILIPPE RATTE : les sujets abordés sont urgents et l'UNESCO est le bon endroit pour les traiter. De Gaulle disait déjà le 4 novembre 1966, à l'occasion du 20e anniversaire de l'Organisation : « Si tous les peuples s'accordent aussi volontiers dans les domaines conjugués de l'éducation, de la science et de la culture (…), n'est-ce pas aussi parce que ce sont la pensée, le sentiment et la raison, marques insignes de notre espèce, qui lui confèrent sa solidarité, autrement dit que l'unité humaine ne procède que de l'esprit ? »

Cette phrase rappelle que la raison d'être de l'UNESCO est absolument fondamentale dans le siècle où nous sommes, non pas pour faire tourner des programmes d'éducation, de sciences et de culture, mais pour incarner une exigence d'humanité beaucoup plus que d'humanisme, à l'heure où l'humanité est en train de remplir la planète et de devenir une globalité.

Deux autres citations éclairent le débat sur l'identité. La première, reprise récemment dans Le Monde, est empruntée au nouveau chancelier autrichien Christian Kern pour qui : « la ligne de confrontation n'est plus définie par les questions sociales, mais par les identités culturelles ». Or celles-ci sont gravement en crise aujourd'hui, ce qui accentue le problème. L'autre est empruntée au chercheur français Philippe d'Iribarne qui rappelle qu'au temps des Lumières, à l'époque où on croyait au Progrès et où l'Occident répandait une première image de la globalisation tendue vers un idéal collectif dont la pensée de Kant pourrait être une des expressions, le mot « culture » désignait une situation d'emprisonnement local, historique, dans un temps et un espace donnés, et que c'était bien d'arracher les gens à leur culture régressive pour les amener vers le progrès collectif, passer d'un état où on est entre soi à un état où on est disponible pour l'autre. Cette situation, qui a prévalu jusqu'aux années 1940-1950, a été renversée par la conversion à la post-modernité, qui a voulu rompre avec « l'Occident dominateur » en mettant en valeur l'égalité des cultures du monde et leur valeur équivalente. Mais ce faisant, on les détruisait en tant que référent culturel pour entrer dans un état global favorable, une sorte de « soupe culturelle ». Et d'Iribarne conclut : « Après la perte de crédit de la tentation moderne des Lumières de créer une humanité rassemblée par la raison, c'est la tentation de créer une humanité rassemblée par la tolérance, dont l'échec paraît inévitable ».

L'identité est un récit

Le concept d'identité, utilisé de manière croissante depuis près de 10 ans, est un concept dur. On croit savoir ce qu'est l'identité, chacun peut s'en prévaloir, on la confronte à celle de l'autre, on la construit, la consolide, s'y réfère… Or c'est une notion labile, profondément déliquescente, comme de l'eau entre deux rives. La première rive est l'identification : je m'identifie à quelque chose d'antérieur. Je suis né à Lille, je suis donc Français… C'est dangereux, car derrière il y a un appel à la totalité, et le totalitarisme est au bout de cette dimension de l'identité. À l'autre bout, il y a l'ipséité, idée que Paul Ricœur a beaucoup développée et qui reflète que chacun d'entre nous a un ressenti, son expérience personnelle, ses émotions, ses souvenirs, sa singularité.

L'identité est comme de l'eau qui coule entre ces deux rives. L'identification a beaucoup de prétendants (on se dit Français, Anglais, Musulman) ; dans l'autre sens, l'ipséité est un océan infini, car elle comporte toutes les singularités de la psyché et celle-ci, comme l'univers, comporte beaucoup plus de matière noire que d'objets brillants. En résumé : l'identification tend vers le dogme. L'ipséité est une expérience et l'identité est un récit.

L'identité est aujourd'hui objet de prétentions positives : c'est un paradoxe, car l'objet le plus fluide et inconsistant de la pensée, l'identité, est celui autour duquel roule la pensée. Toute chose en ce monde est prise entre deux asymptotes, l'une universelle, vers laquelle on tend mais qu'on n'atteint jamais, l'autre l'individu, qui est un abîme inconsistant. Entre les deux structures : les amis, la famille, la patrie, l'UNESCO, l'AAFU, etc. Autant l'appartenance à un groupe était jadis fondamentale, autant aujourd'hui toutes ces structures intermédiaires sont fongibles. La famille est moins structurée, les Églises ont moins d'emprise, les appartenances à des clubs, des groupes, et même des sexes deviennent aléatoires. Ces choses qui étaient entre l'universel et l'individu cessent d'avoir valeur ontologique, elles sont des constructions elles aussi. On doit donc essayer de remplir ce vide entre l'universel et le singulier et lui donner une consistance qui ne nous est plus proposée par des groupes étant là. C'est d'autant plus urgent et important qu'on peut en observer les dégâts quand c'est mal fait. Que ce soit chez les terroristes, qui se bricolent une espèce d'identité par identification et expriment leur ipséité en posant des bombes, ou chez les adeptes de la Fan Zone et du fétichisme d'une identité provisoire fabriquée autour du football. C'est dangereux pour les premiers, moins pour les seconds, mais cela reste illusoire, ne constitue pas l'être, mais des assemblages provisoires. Cette fragilité de l'identité nous oblige à trouver autre chose.

Cette autre chose, on peut la chercher du côté des cultures, mais là encore il ne faut pas se tromper. Il y en a au moins trois acceptions. La première, commune à Lévi-Strauss et Braudel, est celle des grandes continuités. Quand on parle de la culture du maïs, du riz ou du blé chez Braudel, on voit bien qu'il s'agit de pratiques millénaires qui forment un espace sous-jacent pour l'histoire courante telle que nous la connaissons. Si je suis né ici, je suis dans la culture du blé ; en Chine, c'est la culture du riz. Inversement, le mot culture peut signifier l'imagination, la création, l'improvisation, le jamais-vu. Toute œuvre, pièce de musique, dessin, discours, poème, fabrique de l'inédit, de la culture. Entre les deux, un ensemble informe, plus ou moins identifiable, stable ou consistant, celui des cultures qui flottent sur l'océan de l'histoire et n'ont pas d'identité ontologique propre. S'en revendiquer est absurde. Je reprocherai à l'UNESCO de s'être laissée berner par le concept piège de « dialogue de civilisations » inventé pour faire pièce au choc des civilisations, comme si ces « civilisations » au pluriel existaient, alors qu'elles relèvent toutes du même processus de civilisation à l'œuvre tout au long de l'histoire, commencée en Afrique il ya des milliers d'années et qui se poursuit aujourd'hui.

Entre l'universel et le particulier

Dans *Tu dois changer ta vie*, ouvrage passionnant, le philosophe Peter Sloterdijk insiste sur le fait que toutes les traditions philosophiques, religieuses, culturelles qui ont animé l'histoire intellectuelle du monde depuis deux ou trois millénaires sont des « tendances à l'exercice vers les tensions verticales », voulant dire par là que nous sommes travaillés depuis des millénaires par l'exigence de s'élever, d'aller plus haut. C'était une propension propre aux cultures qui avaient une apparence d'existence dans un monde et à une époque où elles étaient un peu plus séparées les unes des autres. Aujourd'hui nous vivons la tendance inverse : les civilisations ne vont plus nous tirer vers le haut, mais nous diriger vers l'exercice quotidien d'une singularité, d'une originalité particulière. Dans *L'âge de la multitude*, l'entrepreneur et essayiste français Nicolas Colin met en évidence le fait qu'avec nos smartphones, nous avons tous dans nos poches un outil beaucoup plus puissant que l'ensemble des ordinateurs dont disposait l'armée américaine dans les années 1980. Il en conclut que nous avons tous aujourd'hui une capacité de communication, d'intervention, de participation et d'échange phénoménale

qui remplace les structures verticales de toujours par une appartenance horizontale à une multitude qui désormais dirige et canalise notre vie quotidienne. C'est un renversement auquel nous n'étions pas du tout préparés. Il y a plus de 20 ans on en parlait déjà dans cette même salle, mais l'UNESCO, énorme machine bureaucratique pyramidale, a manqué alors la chance d'adapter son fonctionnement à cette nouvelle donne.

Cela nous oblige à réfléchir à ce qu'est l'identité et à comprendre qu'elle a quelques caractéristiques. Elle n'existe pas, elle est récit, construction, intermédiation entre l'universel et le particulier, un compromis entre l'identification et l'ipséité. Elle ne peut être appréhendée que de manière composite. Chacun d'entre nous participe à un grand nombre de tendances d'identification. Nous sommes d'ici et d'ailleurs, en chacun il y a une appartenance globale au monde, à des régions, des ensembles, des cultures, des amitiés, etc. L'identité est par nature composite et toujours ouverte. Elle est organiquement plurielle. Ce n'est pas une ontologie, c'est une relation, un processus, un travail. Elle se révèle à travers l'écart. Si on veut comparer les cultures occidentale et chinoise par exemple, si on les chosifie, on est sûr de se tromper. En revanche, quand on utilise l'une pour comprendre l'autre, on découvre des choses surprenantes. Par exemple, depuis Aristote l'Occident est ravagé par la passion de la vérité, ce qui est excellent en mathématiques et en physique, mais moins bien en sciences humaines. Les Chinois sont plutôt portés sur l'édification patiente de relations de confiance, et non sur la vérité d'un contrat par exemple, dont la signature est pour eux juste le début d'un processus. Les deux attitudes sont très utiles pour se comprendre et progresser.

Enfin, l'identité doit être pensée comme une sorte de système immunitaire. À force d'expériences répétées et constantes de relations plus ou moins faciles, elle forge une capacité à supporter autrui. Cette capacité immunitaire est un travail. Elle n'est pas donnée, c'est un processus. Il s'agit de progresser pour parvenir à se fréquenter, à se parler. Et à faire attention au langage qu'on emploie. Ainsi, si on avait fait le référendum britannique sur le « Brexin » et non de « Brexit », le résultat aurait pu être différent. La question induit le résultat.

La langue, la précision du langage, l'exigence dans le discours sont fondamentales. Kant, dans son traité sur le *Projet de paix perpétuelle*, dit en substance qu'un monde parfaitement unifié sous le règne d'une seule loi et d'une seule règle ne pourrait être édifié que sur le « cimetière de la liberté ». Heureusement que la nature a voulu les choses autrement, et se sert pour cela des langues et des religions (aujourd'hui déclinées en mœurs, cultures, etc.), qui obligent les gens à sans arrêt se parler, à être en dialogue, voire en opposition. Malgré les heurts, cela conduit progressivement, malgré tout, à une certaine « paix perpétuelle » qui sera le fruit d'une harmonisation difficile et lente entre tous. Un travail pour l'avenir.

Pour conclure, l'identité n'existe pas en amont, elle se construit en aval. Elle n'est pas singulière, mais nécessairement plurielle, elle n'est pas solitaire et arrogante, mais forcément ouverte et disponible, et le fruit d'un effort pour produire du commun (et non s'inventer du « comme-un », tous comme un seul, qui serait cloné !).

Échanges avec le public

JOHN CROWLEY (Chef de la Section Recherche, politique et prospective, Secteur des sciences sociales et humaines): La question qui nous est posée, question vraiment stratégique au moment où nous réfléchissons au nouveau programme de l'Organisation pour quatre ans, est de savoir que faire des mécanismes dont nous héritons, parmi lesquels ceux du dialogue interculturel et de la Décennie des Nations Unies pour le rapprochement des cultures. Je suis d'accord pour dire que ces mécanismes, et notamment le langage par lesquels nous les exprimons, flottent au milieu de cet espace indéterminé décrit par Philippe Ratte, puisque nous avons tendance à la fois à rendre les identités absolues et à prétendre les relativiser. Du coup, les prémisses de cette opération sont incompatibles avec les mécanismes à mettre en œuvre pour la réaliser. Si ce sont des cultures qui dialoguent, alors par définition nous avons des entités fixes susceptibles d'être dotées de porte-paroles institutionnels qui ont vocation à se mettre d'accord sur des choses.

Or, notre objectif est en principe de réduire l'écart entre ces cultures – donc, forcément de les transformer ou d'en accompagner la transformation – afin de permettre une coexistence plus pacifique.

Ces contradictions inconfortables ressortent à l'évidence du contenu réel des activités mises en œuvre à ce titre. Du coup la question qui se pose, à l'heure de l'élaboration des propositions préliminaires de la Directrice générale pour le prochain Projet de programme et de budget, est celle de l'existence de ces activités et du soutien politique réel dont elles disposent de la part de certains États membres. Ouvrent-elles une porte qui puisse être exploitée au service d'une démarche plus subtile et stratégique ? A cela plusieurs conditions, et elles étaient explicites ou implicites dans ce qui a été dit par les interlocuteurs précédents.

D'abord, il ne faut pas prétendre dépolitiser ce qui est politique. Le langage du dialogue, la manière dont on l'exprime dans nos programmes peut avoir pour effet sinon pour intention de dépolitiser les choses pour les rendre supposément plus faciles à régler ou à mettre en scène. Or, ces problèmes politiques n'ont de solutions que politiques. En revanche, je serais plus sceptique sur le fait d'opposer un niveau politique qui aurait « les mains dans le cambouis » et l'image éthérée, « sans mains », comme disait Hegel à propos de Kant, d'une réflexion limitée aux concepts.

Ensuite, il n'est pas juste de ramener l'identité à un récit qui n'aurait pas d'existence. Car les récits ont une existence très réelle et produisent des effets réels. Mais ces effets sont narratifs. Il nous faut comprendre la manière dont des récits sont enchâssés dans des processus de coexistence, de mémoire, de victoires fêtées ensemble et de défaites infligées à l'adversaire. Et de concurrence autour de ressources, car l'imaginaire ne fonctionne pas indépendamment de la matérialité sociale : à cet égard, opposer le social à l'identitaire, comme dans la citation prêtée au Chancelier autrichien, c'est se tromper de diagnostic et se condamner à ne régler ni la question sociale, ni la question identitaire. Ainsi, s'il y a une leçon sociologique à retenir du référendum britannique du 23 juin, indépendamment de tout jugement politique, c'est que dans le vote des milieux populaires contre le maintien dans l'Union européenne, les dimensions identitaires et sociales étaient inextricablement mêlées, comme le montre clairement la géographie du vote. Les électeurs populaires du Nord de l'Angleterre ont considéré que l'Europe néolibérale et capitaliste leur était opposée à la fois et inséparablement en tant que membres d'une classe ouvrière mise à mal par la mondialisation économique et en tant qu'Anglais.

Prêter attention aux récits place donc l'UNESCO devant un défi : celui de produire elle-même un récit, ou plus exactement des méta-récits, non plus des récits identitaires mais des récits sur les identités, qui soient à la hauteur de ceux que produisent les identités elles-mêmes. Et de ce point de vue, force est de constater que notre puissance rhétorique a décliné au fil des ans – surtout, peut-être, en anglais. Le « Globish », comme on dit parfois, n'est pas une langue dans laquelle on puisse exprimer des récits capables de construire des alternatives identitaires. Or sans ces récits, l'UNESCO ne pourra pas jouer son rôle.

Il nous faut ainsi retrouver la capacité de produire une langue qui dise de manière éloquente une vision du monde, qui puisse résonner, faire bouger des lignes et remettre en cause le caractère clos sur eux-mêmes de certains récits – clôture accidentelle, idéologique et provisoire comme cela a été dit.

À cela une condition essentielle, qui correspond évidemment à la raison d'être des programmes de l'UNESCO en matière de sciences sociales et humaines : qu'on associe la compréhension du monde à la volonté d'en parler. Et l'une des difficultés que nous avons dans nos programmes, outre l'indigence de la notion de culture qui est trop souvent utilisée par défaut, est la coupure entre la science et la raison d'une part, et la morale et l'action de l'autre, une coupure que nous nous sommes imposée à nous-mêmes.

Dans le domaine des sciences humaines, nous essayons modestement de retisser ce lien. Ainsi, nous organisons, dans le cadre d'un partenariat intellectuel et universitaire, une Conférence mondiale des humanités qui aura lieu en Belgique en août 2017 et dont un des

thèmes majeurs sera celui des identités. Notre volonté est de créer, à côté de disciplines formant le noyau des sciences sociales, un espace où la littérature, la philosophie, l'histoire, le droit, et pourquoi pas la théologie et les arts créatifs, conjuguent leurs visions pour formuler à l'intention de la prochaine Conférence générale un « agenda » et des propositions qui pourraient être reprises par les États membres s'ils le souhaitaient. À partir de la connaissance et la pratique scientifique, notre ambition est de produire un langage et une rhétorique capables de mobiliser, et pas seulement de prendre acte et déplorer.

Ce basculement est au cœur du dialogue entre les sciences sociales et les sciences humaines. S'il est encore permis de citer Karl Marx, dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* : « Les hommes font l'histoire, mais dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies ». On a trop souvent tendance à couper cette phrase en deux, en considérant que si les hommes font l'histoire, alors il n'y a pas de structures et de contraintes préexistantes, ni de narration ou de récits qui limitent l'exercice de leur liberté. Ou alors, si les hommes ne choisissent pas les conditions de l'exercice de leur liberté, c'est qu'ils ne sont pas réellement libres. Or Marx, comme Weber, Durkheim et avec eux l'ensemble des penseurs des sciences sociales, ont constamment insisté sur le fait que les deux éléments de cette proposition sont vrais et que c'est dans leur interaction que l'on peut trouver des portes de sortie aux impasses dans lesquelles trop souvent nous nous enfermons par manque d'imagination et de capacité rhétorique. Dans des conditions que nous n'avons pas choisies – y compris des conditions identitaires dont nous ne sommes que partiellement conscients – nous avons à faire un monde, une histoire qui en retour nous attribuera l'identité d'en être les auteurs.

PHILIPPE RATTE : Ce sont des processus paradoxaux, mais si on y injecte, même à petite dose, cette exigence dont l'histoire de l'UNESCO a fait la démonstration avec brio à plusieurs reprises, il y a de grandes chances pour que cela aboutisse. Non pas que la parole de l'UNESCO puisse sauver le monde, mais parce que dans l'Acte constitutif, il est bien dit que l'unique remède au reniement de l'idéal démocratique qui a provoqué la Grande Guerre est de faire que les gens dans le monde se parlent, découvrent les pratiques et les coutumes les uns des autres et se connaissant mieux, apprennent à mieux se comprendre. Autrement dit, il faut rentrer dans le détail des conditions dans lesquelles les gens font l'histoire, et c'est manifestement ce à quoi tend ce projet de Conférence mondiale des humanités. ■

Le Patrimoine immatériel

Entre florilège vivant et palmarès marchand

Cécile Duvelle & Tim Curtis, précédé d'un message spécial de Koichiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO (1999-2009), 28 septembre 2016

Quoi de commun entre le théâtre d'ombres chinoises, le tango argentin, le repas gastronomique français, la parenté à plaisanterie au Niger ou les tissages péruviens? Ce sont autant de pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire que des communautés ou des individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel.

Aussi volatil et fragile qu'il est riche et diversifié, menacé de disparition par le rouleau compresseur de la mondialisation, ce patrimoine qualifié d'« immatériel » car échappant à toute définition figée doit être identifié, répertorié et reconnu pour être sauvegardé et transmis aux générations futures. Sous l'impulsion des États membres de l'UNESCO, la communauté internationale s'est dotée il y a une quinzaine d'années d'un instrument témoignant de « la volonté universelle et de la préoccupation partagée de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel de l'humanité ».

Adoptée en 2003, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel invite les États parties à inventorier le patrimoine culturel immatériel (PCI) présent sur leur territoire et à prendre les mesures nécessaires pour le mettre en valeur et en assurer la sauvegarde. Sur leur proposition et à leur demande, un Comité international établit, tient à jour et publie une Liste représentative, ainsi qu'une Liste de sauvegarde urgente pour les expressions culturelles les plus menacées.

Depuis 2006, date de l'entrée en vigueur de la Convention, cette liste s'est enrichie de quelque 314 éléments qui vont de la porcelaine de Limoges au papier marbré turc, de la dentellerie croate au dessin sur sable du Vanuatu, de la pêche aux crevettes à cheval en Belgique aux processions pascales de Popayán en Colombie. Plutôt qu'un palmarès, elle se veut un échantillon modeste de la diversité des rites et des savoir-faire populaires, sans jugement de valeur ni hiérarchie.

Mais ce processus pensé comme un simple outil de communication est victime de son succès, qui l'a transformé en une sorte de palmarès commercial de trésors culturels, concourant à la visibilité des pays et à la bonne santé de leur industrie touristique.

Outre le risque de muséification de pratiques vivantes (ou leur « folklorisation »), les spécialistes pointent entre autres effets pervers la marchandisation de ces expressions populaires. Certains dénoncent ainsi l'exploitation incontrôlée du Carnaval d'Oruro en Bolivie, ou encore la transformation en spectacles touristiques figés et aseptisés de l'art des conteurs égyptiens et de la fête provençale de la Tarasque.

L'UNESCO parviendra-t-elle à contenir cette dérive mercantile et à rendre la Convention à sa vocation de protection initiale ? Des initiatives sont prises pour encourager les États à lutter contre la surexploitation commerciale de leur patrimoine et on réfléchit à l'introduction d'un code éthique, ainsi qu'à l'établissement d'un registre sans lauréats pour éviter l'effet de label.

Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a pu réunir **CÉCILE DUVELLE** et **TIM CURTIS**, qui lui a succédé en 2016 en tant que Chef de la Section du patrimoine culturel immatériel et Secrétaire de la Convention de 2003. **KOICHIRO MATSUURA**, Directeur général de l'UNESCO de 1999 à 2009, a adressé un message spécial par vidéo depuis le Japon.

Dans son message adressé le matin même par vidéo depuis Osaka, **KOICHIRO MATSUURA**, l'initiateur et le promoteur de la Convention, a noté : « Une décennie s'est écoulée depuis que la Convention sur la Sauvegarde du Patrimoine culturel immatériel (PCI) est entrée en vigueur en 2006. Au cours de ces dix années, nous avons observé l'apparition de divers effets dans la mise en œuvre de la Convention au sein des États parties, notamment en ce qui concerne l'inscription des éléments du PCI dans les deux listes : la liste représentative et la liste de sauvegarde urgente. »

En ce qui concerne la liste représentative, a-t-il poursuivi, « je suis satisfait de l'impact général de l'inscription des 336 éléments dans cette liste, dont la vocation est d'atteindre l'un des buts de la Convention, à savoir la sensibilisation à l'importance du patrimoine culturel immatériel. Les éléments du PCI inscrits dans cette liste sont ou devront être des expressions culturelles encore très vivantes contrairement à ceux inscrits dans la liste de la sauvegarde urgente. » Il s'est même dit impressionné de constater aujourd'hui combien la communauté internationale a évolué dans la reconnaissance et l'appréciation du rôle du PCI pour l'enrichissement de la diversité culturelle. « Je compare cela, a-t-il poursuivi, au moment où, dès le début de ma prise de fonction comme Directeur général de l'UNESCO, j'ai exprimé mon soutien ferme au programme du PCI. Je pense en effet aux difficultés que j'ai rencontrées lorsque j'ai annoncé en 2000 au Conseil exécutif que j'avais choisi le programme du PCI parmi les huit programmes prioritaires de l'UNESCO. »

« Ma conviction en faveur de la protection internationale du PCI, a-t-il affirmé, date de 1998 lorsque j'ai présidé à Kyoto la 22e session du Comité du Patrimoine mondial. Au cours de cette réunion, j'ai pris conscience de l'injustice que la communauté internationale commettait envers le PCI, qui constitue le composant principal du patrimoine culturel de nombreux pays du Sud et qui représente en grande partie les expressions culturelles des communautés locales. J'ai souhaité que la diversité culturelle soit considérée d'une façon équitable sur la scène internationale aussi bien au niveau de son contenu, patrimoine matériel et patrimoine immatériel, qu'au niveau de la distribution géographique et sociale. »

« Aujourd'hui, nous sommes témoins du fait que quelques éléments du PCI, inscrits dans la liste représentative, subissent une certaine « dérive » vers une exploitation commerciale ou touristique excessive. À ce propos, j'ai été heureux d'apprendre que le Comité intergouvernemental, qui veille à la mise en œuvre de la Convention, a commencé à réfléchir à la question de l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention. J'espère qu'un système approprié d'évaluation régulière sera mis en place prochainement afin de minimiser ces 'dérives'. »

« Quant à la liste du PCI nécessitant la sauvegarde urgente, elle permet de faire connaître à la communauté internationale le rôle majeur des communautés des praticiens pour sauvegarder leur PCI. Le nombre des inscriptions sur cette liste (43) est nettement inférieur. Davantage d'efforts devraient être déployés pour développer cette liste qui détient la clef du succès de la Convention, car c'est elle qui permettra d'en atteindre l'objectif principal : la sauvegarde. Le programme du 'renforcement des capacités', la plus grande 'success story' parmi les activités liées à la mise en œuvre de la Convention, va, j'en suis sûr, convaincre les États parties de reconnaître l'importance de cette liste », a-t-il conclu.

CÉCILE DUVELLE a pris ensuite en charge l'animation de la discussion, centrée principalement sur la définition du patrimoine immatériel, la manière dont la Convention de 2003 s'inscrit dans la continuité de la Convention sur la protection du patrimoine mondial adoptée en 1972, tout en s'en différenciant, et enfin les succès obtenus comme les écueils rencontrés dans la mise en œuvre de ses dispositions.

Les principaux éléments de ces échanges et réflexions ont été résumés par Cécile Duvelle dans l'article suivant, rédigé par elle pour la revue Lien de l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO sous le titre *Heurs et malheurs d'une belle idée*.

« L'idée de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel à travers une Convention internationale a sans aucun doute été une bonne idée. Personne, ou presque, ne le nie plus aujourd'hui. Avec la prise de conscience inquiète

Faire entrer le patrimoine immatériel dans la « cour des grands », en élargissant la définition du « patrimoine culturel » et en faisant place aux expressions jusqu'alors qualifiées de « folkloriques », « traditionnelles » ou « populaires », n'a cependant pas été facile.

de l'érosion rapide de la diversité culturelle induite par les processus de mondialisation, la nécessité d'une sauvegarde urgente du patrimoine immatériel s'est imposée, et a abouti en 2003 à l'adoption par la Conférence générale de l'UNESCO de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Mais faire entrer le patrimoine immatériel dans la « cour des grands », en élargissant la définition du « patrimoine culturel » et en faisant place aux expressions jusqu'alors qualifiées de « folkloriques », « traditionnelles » ou « populaires », n'a cependant pas été facile. Le club fermé des experts en patrimoine « tangible » a considéré cette bête informe et insaisissable d'un drôle de regard, comme un enfant sauvage embarrassant et indomptable. Après les réticences, et parfois les railleries ou l'indifférence, il a bien fallu se rendre à l'évidence : le patrimoine culturel immatériel existe bel et bien. Il trouve des expressions très concrètes dans la vie humaine. Sa définition, qu'on juge parfois floue, approximative ou trop large, ne peut occulter le fait qu'il a joué, et continue de jouer au quotidien, un rôle fondamental dans la vie et le développement de toutes les sociétés humaines, et qu'il constitue le socle des cultures vivantes. Heureusement, une masse critique de spécialistes et de personnes et institutions engagées sur le terrain de la sauvegarde, convaincue du bien-fondé d'une telle nécessité, et la détermination du Directeur général de l'UNESCO d'alors, Koïchiro Matsuura, a su vaincre toutes, ou presque, les réticences d'alors pour mener à l'adoption d'un texte consensuel.

Un sentiment d'identité et de continuité

Il faut reconnaître que les rédacteurs de la Convention — les États membres de l'UNESCO — ont été ambitieux, voire révolutionnaires, dans certaines de leurs approches, et en particulier dans la définition même du patrimoine immatériel. Ce sont les communautés, groupes et, le cas échéant, individus eux-mêmes qui identifient et définissent ce qu'ils considèrent comme leur patrimoine culturel. Révolution dans le monde des experts : on inverse le prescripteur. Le praticien, celui qui « pratique », celui à qui ce patrimoine procure « un sentiment d'identité et de continuité », a la parole, une parole libre de toute validation scientifique. Sa parole, dans toute sa subjectivité, est la parole valide. De quoi en ébranler certains. Alors, tout et n'importe quoi pourrait être patrimoine ? Tout un chacun peut décider qu'une expression, une connaissance, un savoir-faire constitue un patrimoine culturel, son patrimoine culturel ? Sans que des instances reconnues et universellement légitimées puissent valider une telle opinion ?

Il est en fait utile de se positionner au-delà de ces interrogations, et de se demander : À quoi sert le patrimoine culturel ? Que peut-il offrir en termes de développement et d'épanouissement individuel et collectif ? Qu'a-t-il de si fondamental à notre vie en société pour que nous fassions tant d'efforts pour le protéger, le restaurer, le connaître, l'enseigner ? Les clés qu'il nous livre sur ce que nous sommes, nos identités multiples, nos histoires mêlées, nos interactions avec le monde constituent sans doute une réponse qui justifie l'importance qu'on lui accorde dans toutes les sociétés humaines. Les leçons d'expériences et expérimentations, connaissances et savoir-faire parfois centenaires qu'il livre aident les générations actuelles à ne pas « réinventer la roue » quand d'autres générations ont déjà trouvé des solutions aux défis récurrents auxquels l'humanité fait face : la relation durable à l'environnement, au monde du vivant, aux autres humains. Le patrimoine véhiculé par les cultures nous guide et nous apprend à être, tout autant qu'il nous offre un cadre de changement, d'évolution et de progrès.

Dans ce contexte, on comprend bien qu'une définition précise, « scientifique », d'un patrimoine immatériel importe peu. Si la définition du patrimoine offerte par la Convention peut sembler imprécise à certains, ce qui va importer en l'espèce, c'est son existence dans sa fonction de patrimoine culturel, sa reconnaissance comme tel par une communauté, un groupe, voire des individus, et le sens et la fonction qu'il revêt pour ceux-ci. C'est, plus que sa forme ou sa manifestation externe, son « être là » et sa fonction qui importent. Et puisque la Convention a bien pris soin de préciser qu'« aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable », on n'a plus qu'à laisser lesdites communautés, groupes et, le cas échéant, individus concernés identifier ce qu'ils estiment constituer leur patrimoine. On évitera de sauvegarder activement, et encore moins de considérer au niveau international pour une éventuelle inscription sur les listes ou l'octroi d'assistance financière, un patrimoine certes considéré comme tel par une communauté donnée, mais qui pose problème au regard de certaines exigences universelles.

La sauvegarde, objectif premier

Le premier objectif de la Convention, tel qu'énoncé dans le premier alinéa de son article 2, c'est la sauvegarde. C'est en effet dans un contexte de disparition rapide du patrimoine immatériel, et pour freiner cette disparition, que le besoin d'une Convention s'est fait sentir. La sauvegarde, comme l'explique l'article premier de la Convention, est entendue comme processus qui permet d'assurer la viabilité, la transmission, le caractère vivant du patrimoine concerné. La documentation, l'inventaire, omniprésents dans la tradition ethnologique, deviennent des outils, pas l'objectif. Ils sont utiles et nécessaires quand ils soutiennent la pratique vivante. À condition, là encore, qu'ils soient établis par les communautés elles-mêmes, avec leurs propres regards et interprétations. La sauvegarde entendue également comme soutien aux praticiens, en réponse à leurs besoins exprimés, et non exercice chirurgical et nostalgique opéré par des experts qui sauraient mieux que les communautés elles-mêmes comment, quoi et pourquoi sauvegarder.

Les listes et le registre des meilleures pratiques de sauvegarde sont également conçus comme des outils, toujours au service de la sauvegarde. La Convention décrit les responsabilités des États au niveau national (article 11 à 15), et instaure au niveau international deux listes et un registre des meilleures pratiques de sauvegarde (articles 16 à 18 de la Convention), ainsi qu'un mécanisme de coopération internationale (articles 19 à 24).

La Convention précise les objectifs de ces divers mécanismes. La Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente vise à « prendre des mesures de sauvegarde appropriées » concernant ce patrimoine (article 17), tandis que la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité vise à « assurer une meilleure visibilité du patrimoine culturel immatériel, faire prendre davantage conscience de son importance et favoriser le dialogue dans le respect de la diversité culturelle » (article 16). À noter les débats houleux sur la hiérarchie entre ces listes. Doit-on privilégier la Liste de sauvegarde urgente ou la Liste représentative ? La Convention placera, en ordre numérique de ses articles, d'abord la Liste représentative (article 16), puis la Liste de sauvegarde urgente (article 17) et le registre des meilleures pratiques de sauvegarde (article 18). Mais les Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Convention, élaborées immédiatement après l'adoption de la Convention, vont volontairement inverser l'ordre, et placer la Liste de sauvegarde urgente avant la Liste représentative… Se joue ici, déjà, une sorte de tiraillement entre, d'un côté, le souhait de célébrer, et, de l'autre, l'urgence de sauvegarder.

Dans les faits, c'est de loin la Liste représentative qui va capter l'intérêt. Avec 336 éléments inscrits fin 2015 (contre 43 sur la Liste de sauvegarde urgente), elle prend rapidement une place prépondérante. Autour d'elle se jouent des batailles qui se transforment parfois en « affaires d'État ». Avec de surcroît un déplacement important de ses objectifs : au lieu de servir à

« assurer la visibilité, la prise de conscience de l'importance du patrimoine culturel immatériel et à favoriser le dialogue, reflétant ainsi la diversité culturelle du monde entier et témoignant de la créativité humaine », tel que le requiert le critère d'inscription R2, elle est souvent utilisée pour affirmer une « identité nationale », insinuer une exclusivité ou une origine, ainsi qu'un caractère « exceptionnel ».

Les commentaires des organes d'évaluation, qui mettent en garde contre de tels glissements, ne parviennent pas à renverser la tendance, qui demeure, et même s'accentue année après année. Pas plus que les efforts du Secrétariat de l'UNESCO, qui ne manque pas d'occasion pour rappeler les objectifs de sauvegarde et les nombreuses situations d'urgence, en particulier au cours des multiples activités de renforcement des capacités menées dans les États.

Certains pourraient être pessimistes sur l'évolution de cette belle idée qu'est la Convention. D'autres, comme l'auteur de ces lignes, ne le sont pas, tant est palpable, sur le terrain, et lors d'échanges avec des acteurs de premier plan en matière de sauvegarde, à quel point cette Convention a ouvert des portes, apporté une bouffée d'oxygène à ces travailleurs de l'ombre. Non, les principes éthiques récemment adoptés à la demande du Comité ne pourront pas éviter certaines contradictions et dérives étrangères au souci de sauvegarde. Et il serait naïf d'attendre un miracle du nouveau chapitre des directives opérationnelles concernant la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et le développement durable. Le paragraphe 176, qui dispose que « Les États parties s'efforcent de veiller à ce que les inscriptions du patrimoine culturel immatériel sur les listes de la Convention conformément aux articles 16 et 17 de la Convention et la sélection des meilleures pratiques de sauvegarde conformément à l'article 18 de la Convention soient utilisées en vue de poursuivre les objectifs de sauvegarde et de développement durable de la Convention, et ne soient pas utilisées de manière impropre au détriment du patrimoine culturel immatériel et des communautés, des groupes ou des individus concernés, en particulier au profit de gains économiques à court terme », ne va sans doute rien changer aux pratiques dysfonctionnelles auxquelles on assiste.

Mais une société civile de plus en plus solide se construit autour de la sauvegarde du patrimoine immatériel, tandis que la recherche se développe, que les solidarités se mettent en place. Or la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel se réalise essentiellement au niveau local, au sein même des communautés. Elle est à la portée de chacun de nous, dans son cadre personnel, familial. Elle ne nécessite pas nécessairement d'intervention étatique, même si cette dernière, en particulier à travers la mise en place de politiques publiques favorables, peut être déterminante. Il existe aussi des États, y compris des États n'ayant pas ratifié la Convention, qui mettent en place de solides cadres législatifs et institutionnels pour impulser et soutenir cette sauvegarde. Il y a là des tendances encourageantes.

La Convention a frayé un chemin en quelque sorte irréversible, et dégagé un horizon qui, il y a quelques années encore, était fermé. C'est vers cet horizon là qu'il faut désormais porter le regard, un regard qui peut, qui doit être optimiste. » ■

Le patrimoine mondial en péril

Mounir Bouchenaki & Francesco Bandarin, 23 novembre 2016

De Mostar à Bamiyan, de Tombouctou à Palmyre, on assiste avec effarement au saccage aveugle et au pillage organisé de trésors inestimables reconnus par la communauté internationale comme faisant partie du patrimoine commun de l'humanité. « Mais que fait l'UNESCO ? » est la question qui vient spontanément à l'esprit.

Deux grands témoins racontent le combat incessant que livre l'Organisation pour sauvegarder notre mémoire collective : **MOUNIR BOUCHENAKI** a dirigé la Division du patrimoine culturel, puis le Centre du patrimoine mondial et le secteur de la culture jusqu'en 2005, date à laquelle lui a succédé **FRANCESCO BANDARIN** dans ses fonctions de Sous-Directeur général de l'UNESCO. Mounir et Francesco, qui se connaissent et travaillent ensemble depuis plus de vingt ans, sont les complices et les acteurs du combat mené par l'Organisation pour protéger le patrimoine universel confronté aux conflits.

MOUNIR BOUCHENAKI : Les guerres et les destructions ont toujours existé, il suffit de penser aux deux grandes guerres mondiales du 20e siècle, au lendemain desquelles l'UNESCO s'est vu confier, dans le cadre du système des Nations Unies, une mission de paix et de prévention des conflits.

Un des premier documents produits par l'UNESCO était la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Cet instrument normatif, qui appelait l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'assurer la protection du patrimoine dans son ensemble (mobilier et immobilier), a été suivi d'autres conventions qui ont fait la réputation de l'UNESCO.

La protection du patrimoine est, avec l'éducation, une des missions essentielles de l'Organisation. Elle reste indissociable de son image, en particulier grâce aux grandes campagnes de sauvegarde de Venise, de la Nubie et de Borobudur. Celles-ci ont contribué à développer la connaissance du patrimoine, et influé sur la perception de son importance dans la vie quotidienne.

Durant ma carrière à l'UNESCO, j'ai travaillé aux côtés de quatre Directeurs généraux. Avec Amadou-Mahtar M'Bow, j'ai participé au lancement de la Campagne de sauvegarde de Sana'a, aujourd'hui lourdement endommagée par les bombardements. Ensuite avec Federico Mayor, qui s'est beaucoup investi au moment de la crise de l'ex-Yougoslavie, j'ai travaillé à la sauvegarde de la bibliothèque et du Musée de Sarajevo, et surtout du site de Mostar. Avec Koichiro Matsuura, nous avons été confrontés aux conflits du Liban et de l'ex-Yougoslavie, à la guerre entre l'Iran et l'Iraq, aux Talibans en Afghanistan.

À chaque fois dans ces conflits l'UNESCO était présente et pourtant, les journalistes nous demandent souvent : que fait l'UNESCO, quelle est votre réponse ?

Ainsi, après la première guerre du golfe, avec l'embargo sur l'Iraq, seul le secteur de l'éducation était autorisé à y travailler dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture ». Le Secteur culture piaffait, car le patrimoine en Iraq était en danger et nous n'y pouvions rien. Grâce à l'action de Koichiro Matsuura et de son Directeur général adjoint Adnan Badran, nous avons obtenu que cet embargo soit finalement partiellement levé pour nous.

Mais les difficultés étaient considérables. Il n'y avait pas de vols pour Bagdad à l'époque. Pour y aller, il fallait d'abord se rendre à Amman en Jordanie, puis faire mille kilomètres en voiture dans le désert. Je m'en souviens parfaitement, c'était en septembre 1998. Au musée national, j'ai trouvé une situation catastrophique : les termites grignotaient les murs! Le musée avait été touché par le bombardement d'un centre de télécommunications voisin qui avait mis à bas son système de climatisation. La température y atteignait 35°. Dehors, il faisait 42- 43°. De retour à Paris, j'ai cherché pendant des semaines le moyen de faire parvenir, malgré l'embargo, un produit contre les termites aux conservateurs du musée. Il a fallu que l'Ambassade d'Italie nous aide à faire passer 50 litres de Fipronil par la valise diplomatique pour arrêter les dégradations.

Lorsque les Américains sont entrés à Bagdad en 2003, les chaînes de télévision qui suivaient l'armée américaine ont montré des pilleurs emportant des objets du Musée national sous le bras. Dès le lendemain, nous avons proposé au Directeur général de réunir d'urgence les chefs des missions archéologiques étrangères travaillant en Iraq (Allemands, Italiens, Russes, Français…), ainsi que des archéologues irakiens. En à peine une semaine, et alors même que le Conseil exécutif était encore en session, nous avons réussi à les réunir, en présence de l'Observateur des États-Unis (qui n'avaient pas encore réintégré l'UNESCO). Nous avons ainsi lancé un Plan d'action pour la sauvegarde du patrimoine iraquien.

Un musée en exil

Autre exemple : l'Afghanistan. En 1999, sous les Talibans, les sites étaient pillés et il y avait un trafic intense d'œuvres d'art. Deux personnalités s'étaient engagées : le professeur Ikuo Hirayama, artiste de renom au Japon et Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, avait lancé l'idée du musée en exil, et proposait d'acheter ces œuvres sur le marché noir pour les mettre à l'abri à Tokyo, en attendant le retour au calme pour pouvoir les rendre à leur pays d'origine. Un ressortissant suisse, Paul Bucherer, avait lui aussi créé à Bubendorf, près de Bâle, une bibliothèque et un musée en exil, qu'il souhaitait placer sous le patronage de l'UNESCO. Or nous étions les promoteurs de la Convention de 1970 qui interdisait l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicite des biens culturels et ne voulions pas donner l'impression de cautionner ces trafics. En même temps, nous étions quotidiennement interpellés par la presse, notamment américaine, et par des institutions telles que la Asian society. J'ai finalement obtenu des autorités suisses qu'elles placent ces musées sous leur patronage. Le Parlement suisse a donc patronné la *Biblioteca afganica*, ce qui nous a permis à notre tour de lui accorder le patronage de l'Organisation.

M. Bucherer est le premier expert que j'ai envoyé en mission en Afghanistan pour le compte de l'UNESCO après que les Talibans eurent proclamé leur intention de détruire les bouddhas de Bamyan. Le 28 février 2001, l'Ambassadeur de Grèce en Afghanistan nous avait en effet prévenus d'un brusque revirement du Mollah Omar, qui avait décidé la destruction des bouddhas. Avec la Directrice de Cabinet Françoise Rivière, le Sous-directeur général pour les relations extérieures Ahmed Sayyad et Francesco Bandarin, alors Directeur du Centre du patrimoine mondial, nous avons immédiatement constitué autour du Directeur général une cellule de crise. M. Matsuura avait envisagé une déclaration, mais nous craignions qu'elle reste sans effet sur les Talibans qui n'étaient pas reconnus par la communauté internationale. Nous avons donc décidé de leur envoyer un émissaire, l'Ambassadeur français Pierre Lafrance, qui parlait parfaitement le pachtoune. Il s'est rendu en urgence le 1er mars à Islamabad, d'où les autorités pakistanaises l'ont accompagné à Kandahar.

À l'époque la presse interpellait quotidiennement l'UNESCO, nous demandant même de nous interposer physiquement pour sauver les bouddhas ! Nous avons travaillé d'arrache-pied avec les Ambassadeurs à l'UNESCO, les grandes institutions régionales comme l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences, l'Organisation islamique mondiale pour l'éducation, les sciences et la culture, la Conférence islamique, et même l'université Al-Azhar au Caire, hélas en pure perte : nous n'avons pas réussi à empêcher la destruction des bouddhas de Bamyan. Ce fut une grande déception pour M. Matsuura.

Depuis avec Al-Qaida, puis Daech, d'autres groupes extrémistes prennent prétexte des principes de l'islam pour détruire ce qu'ils appellent des idoles. Nous avons vu se développer de la sorte une nouvelle idéologie de destruction systématique du patrimoine.

Ces groupes terroristes sont experts en matière de communication, ils tournent leurs propres vidéos, les diffusent sur YouTube et d'autres médias, exhibant leurs destructions. Déjà en 1991, le bombardement de Dubrovnik avait choqué l'opinion, qui découvrait qu'un site inscrit sur la liste du patrimoine mondial et dénué de valeur militaire ne serait pas épargné. Mais en 2015, c'est pour afficher son idéologie destructrice que Daech est entré dans Palmyre, a tué le vieux directeur des antiquités Khaled al-Asaad et mis en scène la destruction de trois grands monuments : le temple de Bêl, le temple de Baalshamin et l'Arc de triomphe qui ouvrait la grande colonnade.

Une banalisation de la destruction des sites

Malheureusement, ce à quoi nous assistons désormais, c'est une banalisation de la destruction des sites du patrimoine mondial culturel et naturel, même ceux placés sous la sauvegarde de la Convention de 1972. C'est ainsi qu'en 2012, alors que j'accompagnais la Directrice générale à Saint-Pétersbourg pour la réunion du Comité du patrimoine mondial, nous avons appris que les extrémistes qui sévissaient dans le Nord du Mali allaient s'attaquer aux monuments de Tombouctou. Dès le lendemain de la décision du Comité du patrimoine mondial de mettre Tombouctou sur la Liste du patrimoine en péril, des groupes terroristes sévissant au Mali comme Al-Qaida au Maghreb islamique, Ansar-el-Din et Daech ont en quelque sorte répliqué à l'UNESCO en détruisant les mausolées. Irina Bokova s'est alors rendue immédiatement sur place.

Aujourd'hui on peut dire que c'est grâce à l'action de l'UNESCO et au travail accompli aussi bien au Centre du patrimoine mondial que par nos collègues sur le terrain, parfois au péril de leur vie dans des zones non sécurisées, que l'on a pu obtenir la restauration des mausolées, avec l'aide d'artisans locaux et de l'Imam de Tombouctou, que j'ai personnellement rencontré. C'est ce genre d'opérations que nous devrions mieux faire connaître.

Actuellement, l'UNESCO se trouve confrontée à un autre dilemme : nous en sommes réduits à nous lamenter sur le saccage de Hatra, de Ninive (déjà bien éprouvée avant la bataille de Mossoul), ou de Nimroud. Bien sûr, nous sommes contraints dans bien des situations d'attendre la fin des combats pour pouvoir nous rendre sur place. Au moment des conflits en Yougoslavie, au Liban, au Cambodge, nous avions bien essayé de sensibiliser l'ONU et les casques bleus à la sauvegarde du patrimoine. Mais il avait fallu admettre que les casques bleus ne pouvaient pas s'occuper des sites du patrimoine, des monuments et des musées. C'est alors qu'a été créé le Bouclier bleu, une ONG issue de toutes ces discussions, mais sans moyens d'intervenir directement.

Un pays, l'Italie, a proposé il y a déjà quelque temps, et récemment à nouveau, de mettre à la disposition de l'UNESCO des troupes spécifiques. L'Italie est le seul pays au monde qui dispose d'une unité armée qui s'occupe du patrimoine. C'est le Comando Carabinieri per la Tutela del Patrimonio Culturale. Nous avons beaucoup travaillé avec ces carabinieri, qui nous ont apporté leur soutien dans la lutte contre le trafic illicite des œuvres d'art.

Il faudra sans doute franchir un pas de plus pour que nous puissions intervenir directement, sans attendre le rétablissement d'un minimum de sécurité.

C'est un vrai défi qui se pose à nous. En Iraq et en Syrie, la situation est catastrophique. Au Yémen, dont on ne parle pas beaucoup, la vieille ville, un trésor du patrimoine mondial, a bien souffert. Les sites libyens sont en danger. Il y a quelques jours à peine, la Directrice générale Irina Bokova me disait encore combien il est difficile de travailler en Libye, où plusieurs autorités rivalisent entre elles. Et pourtant, nos collègues libyens nous appellent et nous demandent de les rejoindre. Nos collègues du bureau du Caire travaillent jour et nuit pour essayer de faire en sorte qu'on ne dise pas : l'UNESCO ne fait rien !

Il y a 3 ans, la Directrice générale Irina Bokova m'a demandé d'aller à Bahreïn aider à lancer les activités du Centre régional arabe pour le patrimoine mondial dans cette région du monde où il est si menacé, j'ai alors décidé d'écrire un témoignage et un plaidoyer. Dans ce livre intitulé *Patrimoines mutilés, ces trésors de l'humanité défigurés par la folie des hommes**, j'apporte mon témoignage sur les situations de crise où l'UNESCO est intervenue concrètement. Mais aussi un plaidoyer, que je veux porter devant la communauté internationale, pour dire qu'il n'y pas de solution miracle, ni unilatérale. Les solutions pour le patrimoine ne peuvent être portées que par le multilatéralisme.

FRANCESCO BANDARIN : L'UNESCO a toujours été très présente dans les situations d'après conflit, mais qu'en est-il pendant les conflits ? Nous nous sommes rendu compte avec les crises des quatre ou cinq dernières années que nous n'étions guère outillés pour intervenir tout au long des conflits. Non pas pendant les batailles, mais dans la durée de ces périodes de crise prolongées. Et cela pour plusieurs raisons.

Celles-ci sont d'abord statutaires : nous avons mentionné les Conventions de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, celle de 1970 sur les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, et celle de 1972 sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, même si cette dernière n'est pas spécifique aux situations de conflit. Or ces instruments restent très partiels.

Malheureusement, un tiers des États membres n'a toujours pas ratifié la convention de 1954, ou celle de 1970. L'absence d'adhésion universelle à ces principes renvoie un message négatif, aussi ne cessons-nous d'insister sur la nécessité de leur ratification. Certains représentants d'États membres avancent des arguments étranges, le plus bizarre qu'il m'ait été donné d'entendre étant que ratifier la Convention de 1954, dite Convention de La Haye, reviendrait à reconnaître la Cour pénale internationale qui siège dans cette ville !

Ensuite, les forces armées manifestent quelques réticences pour la mise en œuvre de certaines dispositions, notamment de la Convention de 1954.

Enfin, il faut souligner la faiblesse de nos financements : les fonds dont nous disposons pour la Convention de l954 ne dépassent pas 100 000 € !

Une stratégie de protection du pluralisme culturel

Ces instruments restent donc parcellaires, et relativement peu appliqués. Nous avons essayé de nous doter de moyens complémentaires, notamment au travers de la *Stratégie pour le renforcement de l'action de l'UNESCO en matière de protection de la culture et de promotion du pluralisme culturel en cas de conflit armé* qui a été adoptée par la Conférence générale en novembre 2015. Cette Stratégie, qui représente un geste politique courageux de la part de l'UNESCO, nous assigne de nombreuses tâches. Elle a été suivie de l'élaboration d'un Plan d'action, qui a été présenté au Conseil exécutif tout récemment, en octobre 2016.

La Stratégie constitue une réponse aux problèmes évoqués, car elle donne à l'Organisation mission d'intervenir pendant les conflits. Ne nous méprenons pas, nous n'allons pas envoyer des troupes d'interposition pour protéger les sites culturels des factions belligérantes. Mais certaines situations de conflit, comme en Afghanistan, durent depuis plus de vingt ans ! Leurs répercussions sont très larges et on ne peut pas en attendre la fin pour intervenir.

Quelles sont les mesures que prévoit le Plan d'action ?

En tout premier lieu la prévention, qui concerne surtout les musées. Chaque musée dans les zones de conflit doit avoir un plan pour l'évacuation des objets, leur mise en lieux sûrs, la protection des bâtiments essentiels, etc… C'est ce qui se faisait en Europe pendant la 2e guerre mondiale. À l'heure actuelle, très peu de sites disposent de tels plans.

Au moment des combats, d'autres mesures peuvent être prises, comme nous l'avons fait par exemple au Mali. C'était la première expérience concrète menée par l'UNESCO dans ce domaine : nous avons fourni aux troupes françaises et maliennes mandatées par l'ONU un « Passeport pour le patrimoine » contenant des informations détaillées sur la localisation et l'importance des biens culturels, à Gao et dans d'autres sites. Les Américains s'en sont inspirés pour l'Iraq.

Nous menons également des actions de plaidoyer, comme nous l'avions fait pour Bamyan, afin de sensibiliser toutes les parties à la protection du patrimoine et mobiliser les soutiens politiques et financiers nécessaires.

Il subsiste néanmoins deux obstacles, d'ordre politique et financier. Politique d'abord : de nombreux États, après avoir approuvé la Stratégie, émettent des réserves sur sa mise en œuvre, notamment dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Certaines réticences s'expriment également à l'égard d'actions de sensibilisation auprès des belligérants non étatiques, des groupes armés, des ONG etc. Pourtant nous avons toujours parlé avec ce type d'acteurs non étatiques. Après tout, qu'étaient les Talibans ? Cela suscite néanmoins des tensions politiques. Mais nous devons intervenir à ce niveau, sinon nous continuerons de regarder, impuissants, des scènes de destruction à la télévision.

L'autre obstacle est d'ordre financier. La faiblesse de nos moyens est réellement un frein. À cet égard, l'approbation imminente, par une conférence internationale réunissant à Abou Dhabi les représentants d'une quarantaine d'États et d'institutions privées, d'un fonds financier et d'un réseau de refuges pour protéger le patrimoine en période de conflit, représente une perspective prometteuse. Ce fonds international, dont l'objectif est de réunir au moins 100 millions de dollars, sera destiné à la protection du patrimoine culturel en péril en période de conflit armé, et permettra de financer des actions de prévention ou d'urgence, de lutter contre le trafic illicite de biens culturels, ainsi que de participer à la restauration de biens culturels endommagés. Son siège sera à Genève, mais l'UNESCO aura toute légitimité pour en être une agence d'exécution. ■

* *Patrimoines mutilés - Ces trésors de l'Humanité défigurés par la folie des hommes*, 2017, Éditions Erick Bonnier, Coll. « Encre d'Orient ».

Les musulmans au défi de Daech

Bahgat Adel Rifaat & El Nadi, 14 décembre 2016

Les Musulmans au défi de Daech (Gallimard, novembre 2016) est un ouvrage clair, concis et courageux écrit par Mahmoud Hussein, pseudonyme commun de **BAHGAT EL NADI** et **ADEL RIFAAT**, écrivains franco-égyptiens. Conseillers au Cabinet du Directeur général de l'UNESCO de 1978 à 1988, co-rédacteurs en chef du Courrier de l'UNESCO entre 1988 et 1998.

Daech déclare la guerre aux valeurs de l'humanisme moderne et prétend le faire au nom d'un retour à l'islam des origines. Il lance par là un défi frontal aux musulmans, qui sont mis en demeure de le condamner moralement, mais aussi et surtout de le réfuter sur le plan théologique afin de dé-légitimer son discours. S'ils sont si peu nombreux à le faire, c'est que cela suppose la remise en question du dogme selon lequel, le Coran étant la Parole de Dieu, tous ses versets sont imprescriptibles.

Mahmoud Hussein démontre que ce dogme ne découle pas du Coran, mais d'un postulat idéologique plaqué sur le Coran longtemps après la mort du Prophète, et qui le contredit de part en part. La Parole de Dieu se présente comme un dialogue entre Ciel et Terre, elle entremêle le spirituel et le circonstanciel, elle s'implique dans le quotidien des premiers musulmans, dans le contexte de l'Arabie du VIIe siècle. Une partie de son contenu apparaît ainsi comme étant indissociablement liée à une époque révolue.

Relever le défi de Daech sur le plan doctrinal peut être, pour de nombreux musulmans, l'occasion de recouvrer leur liberté de conscience, en faisant sauter le verrou du dogme. Ensemble, les auteurs ont accepté d'en parler au Club Mémoire & Avenir, lors d'un entretien mené par **JASMINA SOPOVA**, responsable de la rubrique Grand Angle et du Courrier de l'UNESCO à la Division de l'information du public.

JASMINA SOPOVA : Bahgat El Nadi et Adel Rifaat, les « jumeaux » comme on les appelle, sont inséparables, une légende dans cette maison. Ils sont arrivés à l'UNESCO en 1978. Ils ont travaillé auprès du Directeur général de l'époque, Amadou-Mahtar M'Bow, pendant une dizaine d'années. Puis en 1988, son successeur Federico Mayor leur confie la direction du *Courrier de l'UNESCO* que venait de quitter Edouard Glissant. Ils dirigeront le *Courrier* pendant 10 ans, avant de partir à leur tour à la retraite.

C'est quand ils commencent à diriger le *Courrier* qu'ils retournent en Egypte après 20 ans d'exil. Ils découvrent une autre Egypte. Une Egypte où la vie sociale et politique retrouve une pesante religiosité, après des décennies de laïcité et de progrès. Cela leur fait penser à plusieurs égards à une période historique assez lointaine du monde musulman, quand les écoles de pensée philosophiques et humanistes des 8e et 9e siècles avaient dû s'incliner devant la montée d'un islam dogmatique. Ils décident alors de se plonger dans les textes fondateurs et d'aller chercher à la source les armes et les mots pour combattre ce dogmatisme. Mais leurs fonctions à l'UNESCO étaient très absorbantes, aussi leur faudra-t-il attendre la fin de leur carrière de fonctionnaires pour engager vraiment ce travail.

Cette nouvelle étape dans leur vie, ils vont l'aborder avec le tournage d'une série documentaire pour France 5 intitulée *Lorsque le Monde parlait arabe*, qui leur fera faire un retour sur une période brillante de l'histoire marquée par un islam humaniste, et les amènera à se pencher sur les Chroniques des compagnons du Prophète. En 2005-2007 ils publieront *Al-Sîra*, une somme monumentale en 2 volumes, de 1 200 pages en tout, où ils compilent ces Chroniques, offrant ainsi une plateforme de réflexion aux élites intellectuelles, musulmanes et non musulmanes. Suivront trois livres : *Penser le Coran, la Parole de Dieu contre l'intégrisme* (2009), qui sera suivi de *Ce que le Coran ne dit pas, Pour une révolution théologique* (2013) paru 2 ans après les révolutions arabes, un texte révolutionnaire à sa façon. Et maintenant, dans un contexte nouveau, ils publient *Les musulmans au défi de Daech*.

Pourriez-vous nous dire quelques mots de vos recherches sur les fondements théoriques de l'islam, ainsi que des dérives auxquelles il a donné lieu ?

ADEL RIFAAT : Il est difficile de résumer en moins d'une heure le fruit de plus de 20 ans de réflexion sur les textes fondateurs de l'islam... Quelques mots, plutôt, sur le contexte qui nous a amenés à nous consacrer à la théologie, après avoir longtemps réfléchi sur le politique. Pour reprendre l'épisode évoqué par Jasmina, lors de notre retour en Egypte après 20 ans d'exil, nous avons été frappés par une ambiance faite de religiosité et de bigoterie, à laquelle nous n'étions pas du tout habitués. Nous avions quitté un pays, à l'époque nassérienne, qui était surtout un régime laïcisant et en tous cas très sécularisé. Nous nous retrouvions, 20 ans plus tard, face à une nouvelle génération à laquelle on ne pouvait parler de rien, même pas de politique, si on n'avait pas de références islamiques sérieuses. Pour engager un vrai dialogue avec la société égyptienne, il nous fallait revenir aux textes fondateurs, que nous avions lus 20 ou 30 ans auparavant, mais qu'il nous fallait relire plus en profondeur. D'où allait découler, après que nous eûmes pris notre retraite, la série de livres que Jasmina vient de citer.

Bien des penseurs avant nous se sont demandé comment lire le Coran aujourd'hui. Quelle pierre avons-nous tenté d'apporter à l'édifice?

Le Coran se donne pour la Parole de Dieu. Si vous êtes croyant, c'est une évidence, mais même si vous ne l'êtes pas, il y a là un postulat heuristique. Quand vous lisez le Coran, celui qui parle se nomme Dieu. Dès lors que l'on se trouve face à Sa parole, on ne peut pas faire comme si elle émanait d'un être humain, mortel, faillible. Il y a d'autres textes sacrés où on se réfère à Dieu à travers tel ou tel prophète. Mais là, le texte est directement attribué à Dieu. Sur cette prémisse, s'est malheureusement greffé un dogme, celui de l'imprescriptibilité coranique, qui se présente comme allant de soi. Il dit en substance : puisque c'est Dieu qui parle, et puisque Dieu est infaillible, chaque mot du Coran est imprescriptible, valable éternellement, en tous lieux et en tout temps. Or, cela pose un grave problème de conscience à tous

les croyants. Car il y a toute une dimension du Coran qui n'a de sens que rapportée à l'Arabie du 7e siècle, qui n'oblige plus le croyant d'aujourd'hui. Comment faire pour rester fidèle au Coran, mais en se libérant du dogme?

Réfuter le dogme de l'imprescriptibilité

Notre démarche a essentiellement consisté à démontrer que la parole de Dieu ne doit pas être confondue avec Dieu lui-même. C'est une idée fondamentale, pour réfuter le dogme de l'imprescriptibilité, qui tient que la parole de Dieu, c'est Dieu lui-même, qu'elle est consubstantielle à Dieu. Or, quand vous faites l'effort de lire le Coran, sans œillères, sans idée préconçue, vous vous rendez compte que ce dogme ne tient pas la route. Il défie la raison. Il y a en effet des centaines de versets coraniques dans lesquels Dieu s'adresse, par l'intermédiaire de son Prophète, aux Arabes du 7e siècle, en abordant des problèmes concrets liés à cette époque, des problèmes reflétant leurs coutumes, leurs limites humaines, leurs espérances spécifiques.

Le Coran se présente en fait sous la forme d'un dialogue entre le Ciel et la Terre. C'est Dieu qui parle, mais il ne s'agit pas d'un monologue. Il répond à toute une série de questions posées par les hommes de cette époque : Qu'est-ce qu'adorer un Dieu unique à une époque marquée par le polythéisme? Que fait-on d'un système tribal, patriarcal, esclavagiste, qui ne pouvait disparaître d'un coup? Comment aimer, penser, combattre et mourir en musulman dans un tel environnement socio-économique? A chacune de ces questions, le Prophète transmet à ses contemporains les réponses que Dieu lui révèle. Nous sommes dans un dialogue, qui d'ailleurs se déroule souvent en temps réel.

On trouve même dans le Coran des versets que Dieu lui-même abroge, qui sont annulés et remplacés par d'autres en fonction des circonstances. Ainsi le dogme de l'imprescriptibilité contredit-il l'évidence même du texte coranique.

D'où le drame actuel : ce dogme est illogique, mais personne n'ose y toucher. Résultat : les gens trichent avec leur conscience, cela devient étouffant, asphyxiant. Il est nécessaire que le Coran fasse enfin l'objet d'une lecture distanciée, qui inspire une réflexion fondée sur le libre-arbitre de chacun. Il faut faire la différence entre ce qui dans le Coran relève de grands principes spirituels, métaphysiques, eschatologiques, et des dispositions proprement circonstancielles, qui concernent une époque désormais révolue.

De grands penseurs nous ont guidés pour aborder cette question centrale. En se fondant sur l'histoire, l'anthropologie, la linguistique, ils ont montré qu'on ne peut pas lire aujourd'hui le Coran comme on le faisait il y a quatorze siècles, qu'on ne peut pas entendre certains mots, certaines références, comme on le faisait dans la société infiniment plus fruste des origines. Mais les tenants du dogme de l'imprescriptibilité ont établi un tir de barrage contre toute pensée moderniste, en niant que l'on puisse éclairer la pensée de Dieu avec des instruments intellectuels tirés d'une connaissance profane. Que faire?

La dimension temporelle

Notre apport principal, dans ce débat, consiste à démontrer la dimension temporelle du Coran - et donc la séparation entre Dieu et sa Parole - sans faire référence à des savoirs profanes. Nous nous appuyons essentiellement sur la Sîra, qui est considérée par tous les exégètes, même les tenants du dogme, comme une science religieuse. Or la Sîra donne à voir la Révélation du Coran comme une histoire, comme un processus qui se déroule durant 22 années, qui a un commencement et une fin, avec des changements de circonstances, des contextes différents dans lesquels des verset interviennent en réponse à certaine attentes, concrétisant de manière éclatante la notion d'un dialogue vivant, continu, entre Dieu et la communauté des premiers musulmans.

Problème : comment mettre la *Sîra* entre les mains de tout un chacun? Les cinq grands ouvrages classiques, qui résument l'essentiel des témoignages sur les faits et gestes du Prophète, constituent un ensemble de livres, de plusieurs milliers de pages, écrites dans un arabe plutôt archaïque, des textes abscons, touffus, où l'information originelle n'est pas d'un abord facile car exprimée dans un langage parfois ambigu. Il nous a fallu des années pour débroussailler cette somme. Travail d'intérêt général, car tous

les musulmans, sans exception, se réfèrent à la Sîra, mais sans pouvoir aller directement à elle parce qu'elle est trop difficile d'accès.

Notre travail sur la *Sîra* est une sorte de découpage-montage : nous avons pris la partie informative des textes, rétabli un ordre chronologique, retiré les répétitions et les redites, sans rien ajouter de notre cru. C'est une somme, où tout ce qui est important et probant a été conservé. C'est cet ouvrage qui a été édité en deux volumes, en 2005 puis 2007, aux Éditions Grasset, sous le titre *Al-Sîra, ou le Prophète de l'islam raconté par ses compagnons*. À partir de cet ouvrage, le Coran s'anime. Il prend vie. Et il nous aide à réfuter le dogme de l'imprescriptibilité.

JASMINA SOPOVA : Vous avez dû écrire ensuite plusieurs livres, pour tirer de cet ouvrage les conclusions qui en découlent. Votre dernier livre s'adresse d'abord aux musulmans. Dans le titre, il y a trois mots clés : Daech, défi et musulmans. Et on y lit en prologue que si les musulmans sont révoltés, indignés, et condamnent Daech sur le plan moral, quelque chose les retient d'opposer à son discours une réfutation tranchée, cohérente, définitive, sur le seul plan qui compte pour la délégitimer, le plan théologique. Qu'est-ce qui à votre avis les empêche de le faire ?

BAHGAT EL NADI : Ce qui les en empêche, c'est qu'ils n'ont pas pris conscience du fait que le discours de Daech peut être condamné, tout en étant considéré comme un discours musulman. Ils n'ont pas pleinement accepté le fait que l'islam est divers, qu'il se démultiplie en de nombreux discours, souvent contradictoires, et qu'il faut pouvoir rejeter certains de ces discours, en fonction de valeurs qui ne sont pas uniquement religieuses. Commençons donc par rappeler ce Dit du Prophète : si les Juifs se sont divisés après Moïse en 71 tribus et les Chrétiens après Jésus en 72, les Musulmans se sépareront après Muhammad en 73 tribus. Un seul groupe sera sur la bonne voie. Mais lequel ? Le problème, c'est que chacune des 73 tribus s'est habituée à penser qu'il n'existe qu'un seul vrai islam, le sien, bien entendu. C'est pourquoi, selon nous, tout commence par cette exigence de vérité, aussi douloureuse soit-elle : il faut reconnaître la diversité des figures réelles de l'islam. Mais c'est très perturbant. Cela oblige à se poser des questions, à douter, à chercher, à faire le deuil de certitudes simplistes, mais sécurisantes...

Pendant une de nos conférences, un homme s'est levé et nous a demandé de lui dire ce qu'il devait faire pour aller au Paradis. C'était la seule chose qui l'intéressait, et il attendait, comme beaucoup d'autres, qu'un guide le prenne par la main et lui montre le chemin. C'est terrible! Ce que nous avons essayé de faire, nous, c'est d'aider les croyants à se prendre eux-mêmes en main, à trouver par eux-mêmes le chemin. Selon nous, on ne peut se faire une idée, un tant soit peu claire, du message coranique, que si on le replace dans le contexte historique où le Prophète a vécu. Que si on se met dans les pas du Prophète et de ses compagnons, que si on revit l'esprit dans lequel ils ont accueilli la Révélation.

En faisant cela, quant à nous, nous avons été saisis par les sentiments de modestie, d'humilité, qui les habitaient. C'est ce qui ressort des témoignages qu'ils nous ont transmis. Ils ne vivaient pas dans un cocon de certitudes absolues, ils ne cessaient pas de chercher, de poser des questions, d'attendre des réponses, qu'ils ne s'interdisaient pas de discuter, parfois de réfuter. Il leur arrivait de demander à Dieu de changer d'avis...

JASMINA SOPOVA : Avez-vous le sentiment que votre appel à la réflexion est entendu?

BAHGAT EL NADI : La modestie s'impose. Nous commençons à nous faire entendre, dans certains pays arabes. Dans le cadre d'une minorité sécularisée et éduquée, de gens qui assument la responsabilité de leur propre conscience. Par contre, nous ne pouvons pas grand chose pour ceux qui voudraient que nous pensions pour eux. « Dites-nous ce que vous pensez du voile? ou du blasphème? ou des attentats? » Notre réponse est que nous ne sommes pas là pour penser à leur place. C'est même exactement le contraire. Tout ce que nous avons voulu faire depuis 20 ans, c'est donner à celui qui le veut des instruments qui l'aident à penser par lui-même. Notre propos n'est surtout pas de lancer des idées générales.

JASMINA SOPOVA : Alors, Daech?

BAHGAT EL NADI : Daech n'est qu'un avatar de plus dans la longue histoire de l'islam, traversée de mille courants divers - qui se sont souvent opposés les uns les aux autres, parfois même se sont fait la guerre. Ils se réclamaient tous du même Coran et des mêmes *Hadiths*, mais lus selon des angles différents, certains pour faire de bonnes choses et d'autres de mauvaises choses. Avec Daech, évidemment, on ne peut pas faire plus mal. Mais ce n'est pas nouveau. Simplement, cela met pour la énième fois les musulmans devant cette vérité qu'on peut se prévaloir de l'islam, et n'être quand même qu'une des 73 tribus, dont chacune croit détenir seule la vérité. Dans la région d'où Daech est parti, la Syrie et l'Iraq, il y a au moins une quinzaine de courants, dont chacun se croit détenteur de « l'islam authentique » et qui s'entretuent joyeusement. Cela amène à prendre du recul par rapport à toutes ces divergences.

JASMINA SOPOVA : Mais alors, sur quoi fonder votre condamnation de Daech?

ADEL RIFAAT : Certainement pas sur tel ou tel verset, auquel ils peuvent opposer tel ou tel autre. Nous la fondons sur le rejet de l'idée qu'il n'existe qu'un seul islam « vrai ». Et puisqu'il y en a plusieurs, sur quoi fonder notre choix? Sur les valeurs dominantes de notre époque, celles de l'humanisme moderne, sur lequel a été bâti le système des Nations Unies. Mais pour pouvoir le faire en restant fidèle à la parole coranique, il faut que cette parole soit délestée de ce dogme de l'imprescriptibilité, qui l'asphyxie depuis mille ans, il faut la lire en ayant dépassé la vision théologico-politique, en ayant assumé la sécularisation du monde, c'est à dire l'autonomie du temporel par rapport au religieux, du terrestre par rapport au céleste.

À partir de là, quand on replace le texte dans son contexte, l'historicité du Coran saute aux yeux. Elle fait apparaître l'entrelacement de versets de portée perpétuelle, spirituelle, métaphysique, eschatologique, avec des versets de portée circonstancielle, relative, limitée à une époque désormais révolue. Pour condamner Daech sur un plan théologique, il faut faire la différence entre le perpétuel et le conjoncturel et dès lors, rejeter la pertinence de versets tels que ceux qui perpétuent l'inégalité hommes-femmes, la pratique de l'esclavage, l'hostilité à l'égard des juifs et des chrétiens, etc., non parce que ces versets ne sont pas « vrais », mais parce qu'ils reflètent des considérations qui s'expliquent dans le contexte de l'Arabie du 7e siècle, et qui sont indéfendables dans le monde pluriel du 21e siècle.

Échanges avec le public (extraits)

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : Il est intéressant de se pencher sur la rhétorique des partisans de Daech. À lire leurs publications – *Dabiq, Dar-el-Islam* – on est sidéré par leur façon de se référer constamment au Coran, aux *Hadiths*, et même à la *Sîra* pour en tirer des références opposées aux vôtres. Ils citent une lignée d'auteurs, ont un discours savant, argumenté. Leur production rhétorique, impressionnante ne serait-ce que par son volume, s'appuie sur trois promesses qui séduisent : sauver son âme, conquérir la terre et venger des siècles d'humiliation. Ils prévoient même des objections comme les vôtres et ont des qualificatifs insultants pour ceux qui prônent une version « sécularisante » de l'islam. Quelle est donc l'efficacité d'un discours de déconstruction par rapport à cette rhétorique qui est relayée par d'importants réseaux?

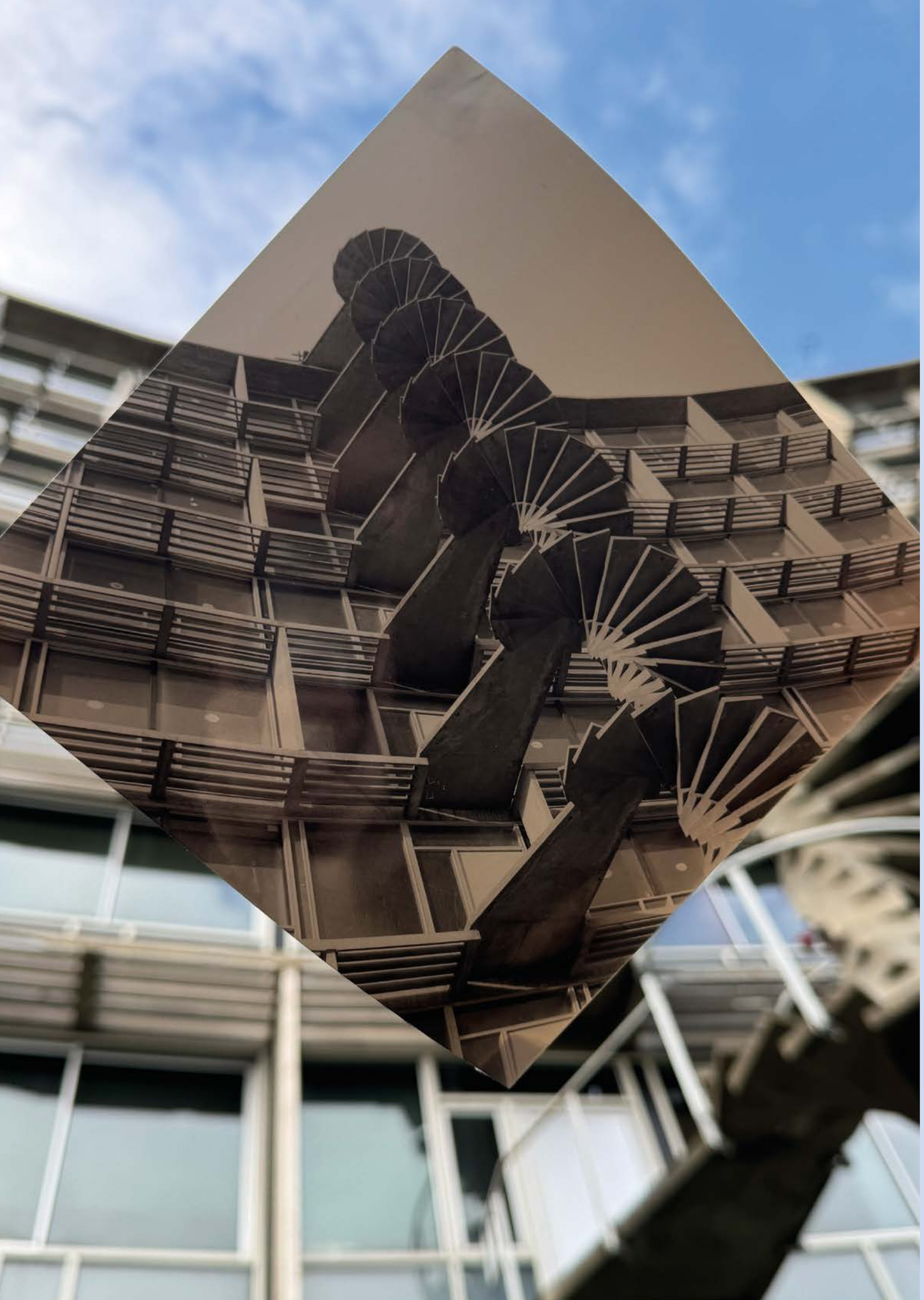
ADEL RIFAAT : Tout ce que vous dites sur la rhétorique des gens de Daech est vrai. C'est pourquoi notre condamnation de cette rhétorique ne peut consister en un choix de versets opposés à ceux sur lesquels elle s'appuie. Notre démarche peut être très schématiquement résumée ainsi : il faut commencer par casser l'idée qu'il n'existe qu'un seul islam « vrai », par souligner cette évidence historique qu'il y a toujours eu de très nombreux islams. Ensuite, il nous faut accepter que Daech représente une figure de l'islam, dévoyée, monstrueuse, mais dont on ne peut pas nier qu'elle est musulmane, puisqu'elle se réfère au Coran et aux *Hadiths*. Enfin, il faut rejeter cette figure, parce qu'elle est une déclaration de guerre à l'humanisme moderne.

Bien sûr, cette démarche n'a aucune chance de convaincre les gens de Daech, ni, plus généralement, les musulmans qui restent liés à une vision pré-moderne, théologico-politique, du monde. Notre discours ne s'adresse qu'à des gens qui ont fait intellectuellement ce saut et s'inscrivent résolument dans une pensée sécularisée.

BAHGAT EL NADI : C'est d'ailleurs l'occasion de rappeler que le problème posé par Daech n'est pas réductible à sa dimension religieuse. Le succès de Daech tient à toute une série de raisons d'ordre géopolitique, économique, social, et tout d'abord à la division de monde musulman en sunnites et chiites, qui répond aux intérêts des deux puissances régionales, iranienne et saoudienne. Tant qu'on ne verra pas cet ensemble de données, on s'exposera à bien des déconvenues. Daech reste une force politique au Moyen-Orient qui continuera de faire des adeptes, tant que les sunnites s'y sentiront menacés. Ce qui se passe aujourd'hui en Syrie aura inévitablement de lourdes répercussions à l'avenir.

KLAUS BAHR : Peut-on entrer dans vos analyses en restant croyant ? L'islam comme instrument de pouvoir, n'est-ce pas ce qui constitue le fond du problème, aujourd'hui comme dans le passé ? Enfin, quelle est votre audience, notamment parmi les musulmans en France ?

ADEL RIFAAT : À votre première question je répondrai que nous avons un respect total du croyant musulman, qui tient le Coran pour la Parole de Dieu. Notre démarche consiste à distinguer entre la parole de Dieu et Dieu lui-même. Deuxièmement, il n'y a pas de doute que l'islam est instrumentalisé par les gouvernants, pour conforter leurs pouvoirs, mais nous n'abordons pas cet aspect des choses dans un travail qui consiste à rendre accessibles les textes fondateurs. Et troisièmement, notre ouvrage sur *Al-Sîra* a été un best-seller, il est passé en livre de poche, a été réimprimé…Nous ne manquons pas de lecteurs, notamment dans le monde arabe francophone, mais aussi en Egypte, depuis la traduction en langue arabe de plusieurs de nos ouvrages. ■



Indépendance des fonctionnaires internationaux

Le rôle exemplaire de l'UNESCO

Yves Courrier & Alexander Schischlik, 25 janvier 2017

Dès l'origine, le principe de l'indépendance de la fonction publique internationale a joué un rôle central dans les choix et le dispositif mis en place pour assurer l'efficacité des institutions internationales.

Très tôt après sa création, dans les années cinquante, l'UNESCO s'est démarquée des autres institutions du Système des Nations Unies à l'occasion de la crise du maccarthysme et de la « chasse aux sorcières » qui s'en est suivie. Plusieurs fonctionnaires avaient alors refusé de témoigner devant la commission d'enquête américaine instaurée pour examiner des faits antérieurs à leur recrutement. La bataille juridique est allée jusqu'à la Cour internationale de justice, qui a donné raison aux fonctionnaires récalcitrants.

Trente ans plus tard, le retrait des États-Unis, du Royaume-Uni et de Singapour provoquait une nouvelle crise majeure. Il fallait couper près de trois cents postes occupés par des fonctionnaires. L'Association du personnel exige alors que le processus de redéploiement soit supervisé par des comités paritaires, ce que l'administration refuse. Le président de l'Association commence une grève de la faim. Soutenu par d'autres membres du Comité exécutif et par le personnel dans son ensemble, il obtient finalement gain de cause.

Au début des années quatre-vingt-dix, le Directeur général publie une note administrative comprenant une série de décisions visant à réformer l'UNESCO. Nombre de décisions ne respectant pas le Statut et Règlement du personnel, l'Association du personnel et le personnel dans son ensemble se mobilisent pour les faire retirer. Après plusieurs semaines d'agitation, le Directeur général est obligé de céder et reporte la plupart des mesures concernant le personnel.

Ce sont là quelques-unes des manifestations collectives de l'indépendance de la fonction publique internationale à l'UNESCO. Pour en témoigner, le Club Mémoire & Avenir a invité **YVES COURRIER**, ancien Président du Syndicat du personnel (STU) au sein duquel il a joué un rôle de premier plan dans les années 1990, et **ALEXANDER SCHISCHLIK**, Chef de la Section jeunesse et sports au Secteur des sciences sociales et humaines et membre du Conseil et du Bureau exécutif du STU.

Le débat a été modéré par **MALCOLM HADLEY**, ancien rédacteur en chef du périodique trimestriel Nature & Ressources et membre, jusqu'en 2001, de la Division des sciences écologiques et du Secrétariat du Programme sur l'Homme et la Biosphère (MAB).

YVES COURRIER : je précise d'emblée que l'indépendance de la fonction publique internationale est une question très vaste et complexe, que je ne traiterai pas dans son intégralité. Ainsi, je n'aborderai pas les cas individuels qui ont amené le Directeur général à affronter des États membres pour défendre les droits de fonctionnaires en service inquiétés dans leur pays, car j'ai choisi d'évoquer les luttes collectives menées par le personnel face à l'administration et au Directeur général.

Mais d'abord, d'où vient ce concept de fonction publique internationale indépendante ? Il aura fallu plus d'un siècle, grosso modo entre 1815 et 1920, pour faire aboutir cette notion à partir de considérations diverses. En tout premier lieu, à partir d'une nécessité politique : en effet, à l'issue du très long congrès de Vienne, consécutif à la chute de Napoléon et qui a en pratique redessiné les frontières de l'Europe, les États européens se sont aperçus qu'il leur faudrait se réunir fréquemment pour régler leurs problèmes. L'idée de ces réunions régulières s'est progressivement imposée, débouchant un siècle plus tard sur la création de la Société des Nations.

Émergence d'une fonction publique internationale

L'émergence d'une fonction publique internationale procède pour sa part de nécessités d'ordre technique, concernant par exemple la gestion de fleuves traversant plusieurs pays, comme le Rhin ou le Danube, ce qui justifiait la création de commissions pour la régulation des droits de circulation ou le régime des écluses. Dans la même logique, on crée en 1865 l'Union télégraphique internationale, qui deviendra ensuite l'UIT : on commençait à maîtriser l'utilisation d'ondes qui ne connaissaient pas les frontières, et les États se voyaient contraints de s'entendre en vue de leur attribution et de leur réglementation. Peu à peu, il a fallu constituer des secrétariats, et on s'est posé la question du recrutement des fonctionnaires appelés à y travailler, ainsi que celle de leur rémunération, ou de leur statut.

Dès la création de la Société des Nations, on a commencé à apporter des réponses à ces questions. La SDN a été créée en 1919, à la fin de la Première Guerre mondiale, et la première Assemblée générale a eu lieu dès 1920. Celle-ci a été saisie de deux rapports qui ont servi à définir la fonction publique internationale : le Rapport Noblemaire sur les principes régissant la rémunération des fonctionnaires, et le Rapport Balfour (du nom d'Arthur Balfour, ministre britannique des Affaires Étrangères qui se déclara en faveur de la création d'un foyer national juif en Palestine). Le rapport Balfour définissait les devoirs et le statut de la fonction publique internationale sur le modèle de la fonction publique britannique. Le texte adopté par la SDN a été repris quasiment tel quel à l'ONU et par la suite dans toutes les institutions internationales intergouvernementales.

Selon ce texte « Les fonctionnaires du Secrétariat de la Société des Nations sont exclusivement des fonctionnaires internationaux ayant des attributions non pas nationales mais internationales. En acceptant leur nomination, ils s'engagent à s'acquitter de leurs fonctions et à régler leur conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de la Société des Nations. Ils sont soumis à l'autorité du Directeur général et sont responsables dans l'accomplissement de leurs fonctions devant celui-ci. Ils ne peuvent ni demander ni recevoir des instructions d'aucun gouvernement, ni d'une autre autorité extérieure au Secrétariat de la Société des Nations. »

Dès 1920, les trois composantes essentielles d'une fonction publique internationale indépendante sont ainsi définies, et seront reprises mot pour mot dans la Charte des Nations Unies et dans les actes constitutifs des institutions spécialisées. Elles s'inscrivent aussi dans le serment que prononce chaque fonctionnaire à son entrée en fonction.

Les combats collectifs

En quelles occasions le personnel de l'UNESCO a-t-il eu à se mobiliser pour défendre l'indépendance de la fonction publique internationale ? On retiendra trois épisodes : le premier se déroule dans les années 1950, lors des enquêtes ordonnées par la Commission McCarthy sur les fonctionnaires considérés comme potentiellement déloyaux à l'égard de leur pays. Le deuxième concerne le redéploiement de personnel rendu nécessaire en 1986 par le départ

des Américains et les coupures budgétaires considérables qui ont suivi, et le troisième, dans les années 1990, a été provoqué par une note contestée du Directeur général de l'époque.

La plus emblématique de ces actions est celle qui a été déclenchée par les enquêtes américaines dans les années 1950. Certains s'en souviennent peut-être encore, c'était l'époque de la guerre froide et de la confrontation avec le bloc soviétique. Aux États-Unis, un sénateur, Joseph McCarthy, avait entrepris d'identifier et d'écarter les fonctionnaires soupçonnés de sympathies communistes. On se souviendra des époux Rosenberg, condamnés à mort pour espionnage au profit de l'URSS durant cette période.

Le Président des États-Unis, Harry Truman, avait signé en 1953 un décret exécutif (*Executive Order*) imposant à tous les fonctionnaires américains travaillant à l'ONU ou dans les institutions spécialisées de se soumettre à une enquête par questionnaire et de comparaître devant une commission formée à cet effet. Les fonctionnaires internationaux devaient indiquer, entre autres, s'ils étaient en relation avec des sympathisants communistes ou s'ils avaient adhéré au parti communiste. Or si ces fonctionnaires étaient bien des citoyens américains, en tant que fonctionnaires internationaux, ils n'avaient pas à recevoir d'instructions de leurs autorités nationales. De façon surprenante, sur les 4 000 fonctionnaires américains que comptait alors le Système des Nations Unies, huit seulement ont refusé de se soumettre à ces enquêtes, et ces huit-là appartenaient tous à l'UNESCO !

D'après les sources documentaires disponibles, l'Association du personnel, comme le personnel dans son ensemble, se sont immédiatement mobilisés (organisant des manifestations, et même une collecte) pour soutenir leurs collègues américains qui risquaient leur poste en raison d'une mesure unilatérale prise par un État membre. La situation était un peu compliquée, car sur les huit fonctionnaires concernés, l'un d'entre eux trouvera une formule de compromis ; parmi les sept autres, quatre avaient des contrats indéterminés, et trois des contrats de deux ans. Ces derniers ne furent pas renouvelés, sur décision du Directeur général Luther Evans, un ancien Directeur de la Bibliothèque du Congrès des États-Unis qui avait participé à la création de l'UNESCO. Incertains des voies de recours dont ils pouvaient disposer, ces fonctionnaires ont d'abord saisi le Conseil d'appel, recours interne à l'UNESCO. Mais le Directeur général n'étant pas tenu de suivre ses avis, ils ont porté leur affaire devant le tribunal administratif de l'OIT (TAOIT). C'était en 1954, à peine huit ans après la création de l'UNESCO, laquelle venait de reconnaître un an auparavant la compétence du TAOIT. Celui-ci leur donna raison.

Sur les 4 000 fonctionnaires américains que comptait alors le Système des Nations Unies, huit seulement ont refusé de se soumettre à ces enquêtes, et ces huit-là appartenaient tous à l'UNESCO !

Pour les quatre fonctionnaires détenteurs de contrats indéterminés, la Conférence générale de l'UNESCO, sur proposition du Directeur général, approuve alors un amendement au Règlement du personnel — amendement qui a disparu depuis, sans doute entre 1998 et 2002 —, autorisant le licenciement d'un fonctionnaire pour des faits antérieurs à son recrutement. Une rétroactivité peu courante en droit ! Sur la base de cet article, le Directeur général licencie donc les quatre fonctionnaires qui avaient refusé de se soumettre à l'enquête de la Commission McCarthy. Ceux-ci entament alors les mêmes recours que les trois autres, saisissent le Conseil d'appel et le TAOIT et l'emportent pour les mêmes raisons, les deux instances administratives ayant statué que les fonctionnaires n'ont pas à se soumettre à des enquêtes émanant d'autorités nationales, y compris du pays dont ils sont les ressortissants.

La Conférence générale avait également demandé qu'on prenne l'avis de la Cour internationale de justice. Mais la CIJ allait elle aussi confirmer les fonctionnaires dans leur bon droit. Les quatre fonctionnaires licenciés ont donc finalement reçu deux années d'indemnités, ce qui devait correspondre au maximum autorisé.

De cet épisode, on retiendra que l'UNESCO était la seule institution à résister, que les fonctionnaires en cause ont été soutenus par leur syndicat et par le personnel, que les décisions des instances administratives de recours ont confirmé dans son principe l'indépendance des fonctionnaires internationaux vis-à-vis de leur État, et enfin que le Règlement du personnel, qui est approuvé par la Conférence générale, s'impose au Directeur général.

Le deuxième épisode concerne le redéploiement rendu nécessaire en 1985-1986 par le retrait des États-Unis, suivis du Royaume-Unis et de Singapour. Les contributions cumulées de ces pays représentaient alors près de 30 % du budget de l'UNESCO, qui se retrouvait contrainte de supprimer brutalement quelque 800 postes. Fort heureusement, l'UNESCO étant assez mal gérée à l'époque, il y avait près de 500 postes vacants, ramenant le problème à 300 postes occupés. Le Syndicat et le personnel se sont rapidement mobilisés, demandant à être associés à la définition des critères et des procédures de réduction de postes. Certains, en effet, préconisaient le licenciement des fonctionnaires américains, ce qui était contraire au principe de l'indépendance de la fonction publique internationale. D'autres entendaient en profiter pour éliminer les fonctionnaires peu dociles…

Afin d'éviter de telles dérives, le Bureau exécutif du Syndicat formule alors une revendication exigeant de placer l'ensemble du processus de redéploiement sous contrôle paritaire. Cela outrepassait les dispositions du Règlement du personnel, qui ne prévoyait de structures paritaires que pour les nominations et les licenciements. Le Directeur général rejette dans un premier temps cette demande. Le Président du Syndicat, Bruno de Padirac, décide alors de faire une grève de la faim. C'était un lundi, il s'installe dans la salle des pas perdus, avec des bouteilles d'eau, bientôt rejoint par quatre ou cinq membres du Comité exécutif. Le Directeur général, comme tout bon administrateur, cherche à gagner du temps. La semaine s'écoule, et le vendredi soir, avant le week-end, le Comité exécutif décide de tenir une Assemblée générale permanente, qui ne devait se séparer qu'une fois obtenue une réponse du DG. Je ne sais pas si certains s'en souviennent, mais nous étions tous rassemblés dans une salle, et nous attendions. Finalement, le DG convoque le Comité exécutif qui revient, vers 21h30, et nous annonce avoir obtenu que le redéploiement soit effectué sous la supervision de comités paritaires. C'était une immense victoire pour le personnel et pour le Syndicat, qui avaient reçu des soutiens de toutes les agences des Nations Unies et de la presse française. Il n'y a pas eu à ma connaissance d'autre grève de la faim au sein du Système des Nations Unies.

Faire respecter le Statut du personnel

Enfin, le dernier épisode nous amène au début des années quatre-vingt-dix. Le Directeur général publie une note administrative comprenant une série de décisions visant à réformer l'UNESCO. Nombre de décisions ne respectant pas le Statut et Règlement du personnel, l'Association du personnel et le personnel dans son ensemble se mobilisent pour faire retirer ces mesures. Après plusieurs semaines d'agitation, le Directeur général est obligé de céder et reporte la plupart des mesures concernant le personnel.

En conclusion, je souhaite insister sur deux points : le Règlement du personnel, adopté par la Conférence générale, s'impose au Directeur général et à l'administration; en second lieu, l'action collective reste souvent le dernier recours pour obtenir gain de cause et justement faire respecter le règlement du personnel et par là, l'indépendance de la fonction publique internationale.

ALEXANDER SCHISCHLIK : Je n'étais pas encore à l'UNESCO lorsque s'est produit le premier épisode sous le Maccarthysme, mais tout le monde en parlait et pour ma génération, cette manifestation de solidarité du personnel à l'égard de nos collègues américains nous a marqués comme un moment fondateur. La question de l'indépendance des fonctionnaires internationaux se pose de façon récurrente, comme tout récemment quand des fonctionnaires du Programme alimentaire mondial, qui souhaitaient participer à une marche de protestation contre la nouvelle administration américaine, en ont été dissuadés par leur administration au nom

de leur devoir de réserve. Pourtant il arrive bien que le personnel manifeste : il y a deux ans nous étions tous « Charlie »…

Ce qui m'a aussi marqué, à mon arrivée à l'UNESCO il y a presque un quart de siècle, c'est la solennité avec laquelle nous entrions dans le Système des Nations Unies en prêtant serment lors d'une cérémonie qui se tenait dans le bureau du Directeur général.

Aujourd'hui, il n'y a plus rien pour signifier le passage de la société civile à la fonction publique internationale. Tout cela a disparu, l'expérience d'un jeune fonctionnaire est bien différente. C'est à peine si on lui demande de signer une déclaration.

Devoir de réserve et neutralité

Il arrive souvent, surtout dans des agences techniques comme la nôtre, que certains peinent à faire la différence entre notre mission et le travail dans une ONG ou dans le secteur privé. Il est très compliqué pour de jeunes fonctionnaires de comprendre ce que l'UNESCO n'enseigne plus, et que le supérieur hiérarchique n'explique pas toujours. La solennité de la mission dont nous sommes investis, indépendamment du grade et de la fonction, cette conscience des responsabilités inhérentes au statut de fonctionnaire international, sont malheureusement très diluées.

Aujourd'hui l'information se diffuse de manière beaucoup plus horizontale, grâce aux médias sociaux, et nous avons dû faire l'apprentissage de l'utilisation appropriée de ces médias pour un fonctionnaire. On est désormais scruté en permanence, on ne peut plus se prononcer sur quelque sujet que ce soit sans être ramené à son identité de fonctionnaire des Nations Unies. Cela devient une identité diffuse, qui change beaucoup de choses.

J'aurais souhaité que nos collègues sur le terrain puissent apporter leur témoignage sur les pressions qu'ils sont susceptibles de subir de la part des États membres. Cette pression existe, incontestablement. Moi-même, qui viens d'un pays pourtant neutre, il m'est quand même arrivé d'être approché pour obtenir, par exemple, une information. Il est arrivé aussi qu'un candidat à la Direction générale de l'UNESCO me demande de le faire recevoir par un ministre dans la capitale de mon pays d'origine. Ces choses-là sont courantes, et je suis persuadé que chaque membre du personnel fait face à des situations analogues, qu'il gère plus ou moins bien. Bien sûr, nous avons les normes de conduite de la fonction publique internationale, mais tous les cas de figure n'y sont pas traités, il faut donc se fier aussi à son bon sens.

Une question nous interpelle aujourd'hui : il semble bien que le multilatéralisme auquel nous sommes tous attachés soit en train de se transformer en un unilatéralisme déguisé. Le Système des Nations Unies est attaqué et sa neutralité, qui à l'UNESCO s'exerce par exemple sur la question du patrimoine mondial ou de la gestion de l'eau, est mise à mal par certains États. C'est une question philosophique et morale qui me paraît fondamentale.

J'ajouterai pour conclure que notre statut de fonctionnaire international me paraît extrêmement fragile vis-à-vis de nos juridictions internes. Nous sommes protégés par des instances de recours telles que le Conseil d'appel, mais la justice interne est rendue dans des délais excessivement longs. Ainsi les fonctionnaires renvoyés dans les années 50 ont certes été indemnisés, mais des années après leur licenciement, alors qu'ils étaient probablement devenus difficilement employables. Dans de tels cas, le préjudice subi peut être considérable.

Échanges avec le public (extraits)

GEORGES KUTUKDJIAN : Je reviens sur la grève de la faim décrite par Yves Courrier : il y a bien eu un cas analogue, à la FAO, dans les années 1980. Le Directeur général de cette organisation avait décidé d'appliquer la règle de la répartition géographique au personnel du cadre des services généraux. Comme pour les Français à l'UNESCO, la FAO comptait alors énormément d'Italiens dans cette catégorie de personnel. Or ce personnel était très fortement syndiqué, et le syndicalisme était encore plus dur en Italie qu'en France à l'époque. Quelques-uns se sont enchaînés aux grilles du bâtiment et ont entamé une grève de la faim. Le Directeur général a finalement renoncé à appliquer cette mesure au personnel en service, la réservant aux nouvelles recrues.

Quant aux cas individuels, dont il n'a pas été question aujourd'hui, je tiens quand même à insister sur le fait que nos Directeurs généraux ont été irréprochables dans leur défense de membres du personnel retenus contre leur gré dans leur pays. Je citerai le cas de Sorin Dumitrescu en Roumanie à la fin des années 1970, très bien documenté dans son livre, intitulé *Irrévocable*!, paru en novembre 2015 en marge du 70e anniversaire de l'UNESCO. Il y a eu aussi le cas de Percy Stulz, un haut fonctionnaire du Secteur de la culture retenu et hospitalisé contre son gré en Allemagne de l'Est dans les années 1980, qui est moins documenté mais dont on conserve des éléments et dont il faudra parler un jour.

J'ajouterai que dans d'autres organisations, il y a eu des cas encore plus terribles, comme par exemple celui de Viviane Amicucci, un membre du personnel du PNUD en Argentine qui a été enlevée et assassinée sous la junte militaire. J'étais alors président de l'Association du personnel, et la FICSA (Fédération des associations des fonctionnaires internationaux) s'était alors manifestée vigoureusement à son sujet.

Enfin, pour revenir sur la nécessaire réforme de la justice interne, celle-ci a bien eu lieu à l'ONU, mais non à l'UNESCO. Or ces mécanismes ont beaucoup vieilli et devraient être mis à jour. En ma qualité de Médiateur, j'ai demandé à plusieurs reprises que des propositions soient faites à ce sujet, afin que la Directrice générale puisse les présenter aux organes directeurs. Malgré l'accord de la Directrice générale, une telle réforme est difficilement envisageable à quelques mois d'une élection. Le STU et l'AAFU devraient inscrire cette question à leur ordre du jour pour en parler au prochain Directeur général.

SOUAD PEIGNE-TABBARA : Je reviens sur le retrait des Américains dans les années 1980 pour souligner à quel point le comportement du Directeur général de l'époque, Amadou-Mahtar M'Bow a été exemplaire. Nombreux étaient les représentants d'États membres qui demandaient alors au Directeur général de démettre les fonctionnaires ressortissant de pays qui ne payaient plus leur contribution, mais M. M'Bow a remarquablement résisté à ces pressions. Auparavant, le Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjold s'était révélé être un des meilleurs défenseurs de l'indépendance de la fonction publique internationale, refusant l'intervention des États dans les nominations des fonctionnaires, surtout aux rangs les plus élevés.

HENRI LOPES : Je suis entré à l'UNESCO quelques mois avant la crise américaine. Amadou-Mahtar M'Bow avec qui je travaillais alors, avait été catégorique dans son refus, malgré les pressions des États, de licencier les fonctionnaires américains. Seule exception notoire, son Sous-directeur général pour l'administration, George Sadler, qui a préféré partir volontairement. M. M'Bow a constamment manifesté son attachement à l'indépendance des fonctionnaires internationaux. Lors des affaires Dumitrescu et Stulz, il est allé jusqu'à mettre son poste dans la balance pour protéger ces fonctionnaires, réservant même leurs traitements pendant leurs années de détention, afin qu'ils puissent les retrouver à leur retour au Secrétariat.

Enfin, face aux représentants d'États membres qui voulaient faire prévaloir leurs vues sur les nominations, il ne cessait de dire : « Vous m'avez élu, je suis responsable devant vous. Laissez-moi donc faire, vous me jugerez sur les résultats ».

En dehors du Système des Nations Unies, en Afrique par exemple, il existe de nombreuses organisations intergouvernementales où l'indépendance des fonctionnaires internationaux reste à garantir. De nombreux États membres dans certaines régions n'ont toujours pas adhéré à ce principe.

SIGRID NIEDERMAYER : J'ai moi-même prêté serment, en 1989. C'était très solennel ! Je suis de ceux qui ont pris leur statut international très à cœur, au point que le jour de mon départ à la retraite, le plus difficile a été de rendre mon passeport bleu de l'ONU, que l'on a découpé aux ciseaux sous mes yeux ! Je me demande s'il ne faudrait pas réintroduire la prestation de serment et le système de tutorat qui existait alors pour les jeunes fonctionnaires.

ELIA MATTIAS (PRÉSIDENT DU STU) : Mais que faire quand plus de la moitié du personnel en activité n'est pas constituée de fonctionnaires

internationaux ? Et que les contrats de ce personnel temporaire sont renouvelés mois par mois, et dans les meilleurs des cas annuellement ?

YVES COURRIER : Le syndicat n'a d'autre choix que de protester et de persister à le faire. On ne peut que constater ce recul de l'idéal de la fonction publique, aussi bien au niveau national qu'international.

On se méfie partout des fonctionnaires. La mode est à l'externalisation. Ce courant d'ultra libéralisme fait ressortir les défauts inhérents à la fonction publique. Et force est de reconnaître que certains de ces défauts sont bien réels. À mon avis, la seule réaction d'un syndicat est de protester. Les États membres vont bien finir par faire la différence et par se rendre compte que la fonction publique n'a pas que des inconvénients. Ainsi s'il n'y a plus que des stagiaires, que fait-on de la répartition géographique ? Et quand il s'agit de changer une serrure pour la Délégation d'Israël ou de la Palestine, ne vaut-il pas mieux que ce soit un membre du personnel de l'UNESCO qui s'en charge plutôt qu'un service externalisé ? Certains m'ont accusé d'être très critique dans mon livre. En fait, j'ai voulu souligner l'immense écart entre les idéaux magnifiques formulés dans l'Acte constitutif et la réalité du fonctionnement de l'Organisation à tous les niveaux. J'espère que les lecteurs resteront convaincus que j'ai une très haute idée de la fonction publique internationale. ■

OUVRAGES MENTIONNÉS PENDANT LE DÉBAT :
An Idea and its Servants, UNESCO from Within by Richard Hoggart (1978), Paperback Editions by Transactions Publishers, 2011.
L'UNESCO une « entreprise erronée » ? par Chikh Bekri, éditions Publisud (1991).
L'UNESCO sans peine par Yves Courrier, éditions L'Harmattan(2005).
Irrévocable ! par Sorin Dumitrescu, éditions Le Ver à soie (2015).

À LIRE AUSSI :
The Eighth Case, par Julian Behrstock, University Press of America. (1987).
Les États-Unis et l'UNESCO, 1944-1963, par Gail Archibald, Publications de la Sorbonne (1993).

Le retour des Humanités

Au cœur des problématiques sociales contemporaines

Ali Kazancigil & John Crowley, 23 février 2017

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les humanités (les arts, les lettres, l'histoire) occupent une place centrale dans le débat public et la vie politique. Depuis, leur rôle s'est amoindri jusqu'à leur marginalisation. Or il est indispensable de leur rendre la place qui leur revient au centre de la sphère et des politiques publiques.

Les humanités sont indispensables à la compréhension des problématiques culturelles et des transformations sociales. Elles sont un apport essentiel dans la poursuite des objectifs d'inclusion sociale et de développement durable. Car la gestion des transformations sociales ne peut se réduire à la mise en œuvre de solutions techniques, elle exige aussi de l'imagination et des alternatives créatives. Et en cela, les sciences humaines ont un rôle capital à jouer.

Le Programme pour la gestion des transformations sociales (MOST) amène l'UNESCO à coopérer avec les réseaux académiques dans le domaine des sciences sociales pour soutenir une réflexion créative et l'émergence d'idées nouvelles. Il œuvre également auprès des décideurs et des pouvoirs publics pour que les sciences humaines soient un recours dans l'élaboration de réponses aux transformations sociales.

Pour redéfinir les fondements, le rôle et l'engagement des sciences humaines dans la société contemporaine au niveau mondial, le Programme MOST de l'UNESCO et le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) organisent conjointement avec la Ville et l'Université de Liège, en août 2017, la première Conférence mondiale des humanités, Défis et responsabilités pour une planète en transition. La Conférence, qui engage quelque 1 800 scientifiques de tous les domaines des sciences humaines, mais aussi des sciences naturelles, sociales et formelles, s'articule autour de six thèmes principaux : L'homme et l'environnement ; Identités culturelles, diversité culturelle et relations interculturelles ; Patrimoine culturel ; Frontières et migrations ; Histoire, mémoire et politique ; Les sciences humaines dans un monde en transition.

Pour débattre de cette inflexion stratégique donnée aux programmes de sciences humaines et sociales à l'UNESCO, le Club Mémoire & Avenir a invité **ALI KAZANCIGIL**, ancien Secrétaire exécutif de MOST et Sous-Directeur général adjoint pour les sciences sociales et humaines (jusqu'en 2002) et Secrétaire général du Conseil international des sciences sociales (jusqu'en 2006), et **JOHN CROWLEY**, Chef de la Section Recherche, politiques et prospective de la Division des transformations sociales et du dialogue interculturel (SHS).

ALI KAZANCIGIL : Les « Humanités » ou les « Sciences humaines », selon qu'on se situe dans la tradition anglo-saxonne ou française pour parler de l'histoire, de la littérature et des arts, sont essentielles pour la compréhension du passé et du présent, et conforter la raison émancipatrice – indispensable à toute société de liberté, de fraternité, ainsi qu'à la survie de nos démocraties, aujourd'hui affaiblies par la domination de la raison instrumentale du monde de l'économie et de la finance. Les sciences sociales, qui sont des disciplines empiriques mieux financées et utilisées que les sciences humaines, ont elles-mêmes grand besoin de ces humanités.

Or, celles-ci ont été marginalisées, sur le plan institutionnel et du point de vue de leur financement, ce qui s'est révélé dommageable pour tous les domaines de la connaissance. Les sciences de la nature et de la vie, si certaines de leur supériorité par rapports aux sciences dites « molles », ne peuvent elles-mêmes se passer, par exemple, de l'épistémologie en tant que réflexion sur la science, ou des méthodes de la recherche historique pour connaître leur passé. Aussi, dès ses premières années, l'UNESCO a-t-elle réussi à institutionnaliser au plan international les sciences sociales et humaines, et à stimuler leur développement au-delà du monde occidental, aussi bien en Amérique latine, qu'en Asie et en Afrique.

Néanmoins, entre 1972 et 2002, les changements de nom et de statut du programme des sciences sociales reflétaient à eux seuls la confusion intellectuelle, l'instabilité et les indéterminations qui les ont toujours caractérisées : du Département des sciences sociales de 1947, nous sommes passés en 1967 au Secteur des sciences sociales, des sciences humaines et de la culture (SHC). On notera que le « H » de l'acronyme du Secteur recouvrait alors la seule philosophie. Nous avons eu ensuite, de 1976 à 1982, le Secteur des sciences sociales et de leurs applications, qui a pris en 1982 le nouveau titre de Secteur des sciences sociales et humaines. Celui-ci n'a plus changé depuis, mais si la philosophie y est encore présente, les sciences humaines en sont toujours absentes. De nos jours, il n'y a dans ce secteur aucune unité qui s'y réfère explicitement !

Centralité des humanités

Pourtant, les pères et mères fondateurs de l'UNESCO avaient souligné dès 1946 la centralité des sciences de la société, de l'homme et de la philosophie dans tous les programmes et activités de l'Organisation ; pour ces sages, auteurs de l'extraordinaire et merveilleux préambule de l'Acte constitutif, les sciences sociales faisaient parties du « S » de l'UNESCO. Les programmes des sciences sociales, des humanités et de la philosophie devaient occuper une place centrale dans l'action de l'Organisation. Mais, la bureaucratie a vite fait de l'oublier et de les cantonner dans le secteur le moins bien doté, le plus fragile du Secrétariat.

Outre ces tergiversations au sujet des sciences sociales et humaines au sein du Secrétariat, un faux pas a été commis au moment d'institutionnaliser ces disciplines au plan international : après avoir soutenu, et même porté avec succès la création d'associations internationales disciplinaires dans les sciences sociales et humaines, l'UNESCO a manqué l'occasion de les regrouper en un Conseil international unique. Au lieu de cela, nous avons eu le Conseil international des sciences sociales (CISS) et le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH). Le grand sociologue et pédagogue suisse Jean Piaget, qui a pris une part essentielle dans la conception des programmes de l'UNESCO, avait pourtant préconisé la création d'un Conseil international regroupant toutes les disciplines des sciences sociales et humaines. On ne l'a pas suivi, à tort.

Après mon départ de l'UNESCO, j'ai été élu, en 2002, Secrétaire général du Conseil international des sciences sociales (CISS). Avec la présidente, la grande anthropologue mexicaine Lourdes Arizpe, nous avons lancé, en 2004, l'idée de réunir tous les domaines de la connaissance - sciences naturelles et de la vie, sciences sociales, humanités, philosophie – au sein d'une seule organisation : le Conseil mondial de la connaissance (World Knowledge Council). À notre grand regret, cette proposition du CISS n'a pas obtenu l'accord de deux autres grands Conseils : le Conseil international pour la science (ICSU) et le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH).

C'est regrettable, car les synergies entre ces domaines auraient fait progresser les connaissances.

Sur une note plus personnelle, j'admets volontiers mes propres responsabilités, au niveau qui était alors le mien au Secrétariat de l'UNESCO, dans les déconvenues qu'y ont connues les sciences humaines et la philosophie.

En 1991, en tant que Directeur de la Division du Développement international des sciences sociales, j'avais proposé la création d'un programme intergouvernemental dans ce domaine (MOST), qui a été adopté par la Conférence générale en 1993. À cette époque, sans doute distraits par le scientisme ambiant, ni le panel d'experts internationaux chargé de penser et planifier le futur MOST ni moi-même n'avions réfléchi au rôle que les sciences humaines pouvaient y jouer. L'objectif majeur assigné à MOST était d'être une passerelle, un facilitateur, entre d'une part la recherche fondamentale en sciences sociales et ses réseaux internationaux et régionaux et, de l'autre, les administrations et les responsables politiques chargés de la formulation, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques.

Nous avions constaté que les décideurs, les « policy-makers », se contentaient de faire appel à des firmes de consultants qui n'étaient pas vraiment intéressées par la production de connaissances utiles pour la société. Il fallait les amener à se tourner vers une recherche indépendante et de bonne qualité. Sous l'influence d'un positivisme scientiste, nous nous sommes appuyés sur de solides disciplines empiriques - entendez sciences économiques, économétrie, géographie, psychologie, démographie, sociologie, anthropologie. Nous avons aussi réussi à instaurer des liens et une coopération utiles entre MOST et les programmes intergouvernementaux dans l'écologie (MAB) ou l'hydrologie.

Bien à tort, nous avions estimé que les humanités n'auraient que peu d'utilité pour nous. Seul le programme sur l'Éthique des sciences et des technologies, fondé et dirigé par Georges Kutukdjian, a pu offrir l'exemple, hélas rare, d'une coopération entre la philosophie et les sciences.

Je me réjouis donc de voir aujourd'hui le programme MOST, sous la direction de John Crowley, dépasser cette vision étroite et prendre l'initiative d'une Conférence mondiale des humanités en coopération avec le CIPSH. Je forme le vœu que la prochaine Conférence internationale organisée par MOST porte le titre de « Sciences sociales, sciences humaines, sciences de la vie et de la nature » et se tienne cette fois avec le CISS, le CIPSH et l'ICSU.

JOHN CROWLEY : Ces remarques, qui sont beaucoup plus qu'un témoignage et résonnent assez précisément avec l'actualité, amènent à s'interroger sur la vision que l'UNESCO peut avoir de la science et de l'équilibre à maintenir entre l'activité scientifique d'une part, et les usages que peuvent en faire les décideurs et la société d'autre part. L'Acte constitutif de l'UNESCO nous y renvoie en appelant à bâtir, par la coopération scientifique, la solidarité morale et intellectuelle de l'humanité et à « élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes » par les applications des sciences dans toute leur diversité.

Mais les conditions dans lesquelles nous avons à accomplir ces missions ont évolué. La création en 1951 de conseils internationaux tels que le CISS et le CIPSH était une nécessité brûlante, car l'idée même d'une coopération scientifique internationale avait été mise à mal dans l'entre-deux-guerres, puis détruite pendant la Seconde guerre mondiale. Rétablir les conditions pratiques de cette coopération, afin que des scientifiques puissent se parler sous des étiquettes d'abord disciplinaires plutôt que nationales, était un défi urgent et sans garantie de réussite dans le contexte de l'époque. On peut considérer que cette mission a bien été remplie.

Aujourd'hui nous n'avons plus besoin de l'UNESCO pour créer les conditions de la coopération scientifique en général. Notre rôle a changé : il est désormais de veiller à ce que cette coopération scientifique internationale soit équitable et inclusive, qu'elle ne reste pas confinée à un espace nord-atlantique, les pays émergents étant réduits à quelques apports à un système de recherche mû par sa dynamique propre. Nous devons veiller aussi à ce que la science reste sensible aux questions éthiques et sociétales.

Celles-ci l'encadrent sans la trahir puisque les notions d'impartialité, de respect des protocoles d'enquête sont internes à la science et définissent en même temps les conditions de sa contribution à la poursuite d'objectifs sociaux. Enfin, il nous faut préserver le lien entre la science et la société par la circulation des idées.

Et là, je fais écho au propos d'Ali Kazancigil, à savoir que la véritable concurrence n'oppose pas tant les sciences molles et les sciences dures, que la science en général, comme manière collective, impartiale, patiente, provisoire de construire des théories et des concepts, et les différentes formes du sens commun qui, dans le meilleur des cas, sont d'une bienveillante indifférence à ces considérations épistémologiques, et dans le pire des cas contribuent à la manipulation délibérée, voire éhontée, des conditions du discours public. De ce point de vue, effectivement, la fusion des conseils aurait peut-être gagné à se réaliser entre 2002 et 2004. À l'heure actuelle, le CISS et l'ICSU discutent de leur éventuelle fusion ; le CIPSH n'est pas encore dans cette boucle mais a peut-être vocation à y entrer à terme.

Des sciences inclusives, équitables et éthiques

Cette solidarité nécessaire des sciences face à leur ennemi commun, qui est le refus du débat rationnel, de l'universalité, de l'impartialité – valeurs constitutives de l'UNESCO elle-même – appelle à des relations d'un genre nouveau. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons voulu rapprocher les sciences humaines, les humanités, du Programme MOST. Il y a une logique profonde à cet égard, qui est de passer d'une vision purement historique des disciplines, de leur contenu et de leur évolution, à une vision qui repense la science à partir des besoins et des défis du moment. Il ne s'agit pas tant de créer les conditions institutionnelles, pratiques, de la coopération scientifique, mais de faire en sorte que les sciences puissent être inclusives, équitables et éthiques dans leur pratique, et appliquées d'une manière utile et pertinente aux problèmes auxquels la société est confrontée.

Cela nous invite à réfléchir à la notion même de « transformations sociales », qui a pu être pensée parfois comme un problème technocratique. L'idée de leur « gestion » (*management*) s'y prête, d'ailleurs, et peut créer un malentendu en laissant croire que si nous arrivions à faire la cartographie des transformations sociales, à en définir les paramètres, alors nous pourrions équiper les décideurs publics des algorithmes nécessaires pour « piloter » l'évolution des sociétés.

Cela pose problème à plus d'un titre. D'abord, il n'est pas sûr que, dans les limites mêmes d'une pensée technocratique, cette vision soit cohérente. Et à supposer qu'elle le soit, il n'est pas sûr qu'on puisse isoler le fonctionnement des systèmes de leur sens. Or, ce balancement entre le fonctionnement et le sens est précisément celui qui oppose les sciences sociales aux sciences humaines et en même temps les rapproche. En effet, sciences sociales et humanités ne constituent pas un partage de l'univers intellectuel, et encore moins de l'univers tout court, mais plutôt deux harmoniques dans une même note ou une même mélodie, tout aussi indispensables l'une que l'autre à la compréhension des transformations de la société et donc à la capacité d'agir sur elles.

Ainsi, quand nous discutons, comme le font sociologues ou anthropologues, des formes actuelles du retour du religieux – que l'historien et sociologue français Marcel Gauchet a pu théoriser comme les derniers soubresauts de la sortie de la religion –, nous ne pouvons, pour des raisons de simple méthodologie, faire l'impasse sur les sens qu'attribuent à la religiosité contemporaine tant ceux qui y participent que ceux qui la combattent. Cette construction d'un espace du discours sur le religieux est une dimension fondamentale du phénomène religieux lui-même.

On pourrait dire la même chose de la question nationale, ou des mutations sociales induites par les technologies numériques. À chaque fois, le discours sur ces phénomènes fait partie de ces phénomènes eux-mêmes. Du coup, aux méthodes systémiques, au sens large, qui visent à regarder des systèmes de l'extérieur pour en déterminer les lois de fonctionnement, il faut associer de manière très intime, et souvent sans possibilité de distinction stricte, des méthodes herméneutiques, interprétatives, qui visent à rendre compte de la manière dont les systèmes

produisent des logiques de sens, qui sont à la fois portées par leurs acteurs et s'imposent à eux sans qu'ils soient en mesure de les maîtriser.

La dimension du sens

Le rôle particulier des sciences humaines est de travailler justement dans cette dimension du sens, pour comprendre les conditions de sa production par la philosophie, envisager ses formes particulières à travers l'histoire, la littérature ou l'art, et se donner des outils sophistiqués pour analyser les espaces de production discursive au moyen de multiples disciplines tournant autour de la linguistique au sens large.

En d'autres termes, notre pari est de revitaliser le Programme MOST, qui a connu de multiples soubresauts depuis le départ d'Ali Kazancigil. Nous avons retrouvé, depuis 2014, une dynamique qui se traduit à la fois par une crédibilité retrouvée dans la perspective de la haute administration de l'UNESCO et une appropriation plus forte de la part des États membres, dans toutes les régions désormais. Pourquoi ? Peut-être avons-nous fait du bon travail, mais ce succès (certes encore fragile) reflète aussi, et surtout, le fait que les États ont pris conscience de la nécessité de penser les défis du moment autrement que comme des problèmes technocratiques auxquels on peut appliquer des solutions techniques. Peu importe que ces solutions soient fournies par des consultants ou par des scientifiques, c'est la réduction des problèmes à leur seule dimension technique qui est à la racine des difficultés auxquelles nous sommes confrontés – tout particulièrement dans les régions où les sciences humaines sont faibles et où on demande à l'UNESCO d'aider à les renforcer.

Un ministre aurait dit il y a quelques mois à la Directrice générale, alors en visite officielle, que son pays souffrait du fait que l'éducation y ait été conçue de manière exclusivement technique, qu'on y formait des médecins, des ingénieurs, des biologistes, mais en abandonnant l'espace du sens propre à la formation humaniste – cet espace qu'on qualifiait dans la tradition occidentale de « libérale », c'est-à-dire convenant à l'homme « libre », défini non plus par son seul métier (ou plus généralement par le rôle social dont il a hérité), mais par sa capacité d'accéder au champ entier des connaissances. La professionnalisation de l'enseignement et sa technicisation exclusives empêchent les sociétés de bénéficier d'un enseignement pluraliste qui invite précisément au développement de la raison au sens plein du terme, c'est-à-dire de la capacité de réfléchir à des valeurs pour les élaborer collectivement, et les amène à les remplacer par des valeurs toutes faites, disponibles, fournies par des idéologies pré-construites, qu'elles soient religieuses ou séculières. Aujourd'hui nous sommes dans un « prêt-à-penser » religieux, comme il y a quarante ans nous étions plutôt dans un « prêt-à-penser » marxisant. Mais tous ces « prêt-à-penser », quelle qu'en soit l'origine, s'opposent à la fois à l'éducation, à la science et à la culture.

D'où la volonté – celle du Secrétariat, bien sûr, mais aussi celle des États membres, comme en témoignent les différentes délibérations du Conseil exécutif sur ces questions – de faire en sorte que les sciences humaines trouvent une place qui ne leur a jamais été vraiment reconnue dans nos programmes, du fait de l'organisation administrative peut-être, mais aussi du point de vue de la dynamique intergouvernementale. Et je me félicite à cet égard de constater l'intérêt que soulève la Conférence mondiale des humanités auprès des États membres. Évidemment, nous espérons toujours que leur intérêt trouvera une expression tangible, et notamment financière, sans quoi nous n'arriverons pas à nous hisser à la hauteur de l'aspiration qu'ils formulent. Mais les marques d'intérêt pour le contenu de la manifestation sont déjà un encouragement.

Nous avons eu à cet égard un long débat sur la traduction de *Humanities*, sachant qu'il n'existe pas d'usage universel et qu'on retrouve dans les documents francophones de l'UNESCO tantôt l'expression « sciences humaines » (voire, parfois, « sciences de l'Homme »), tantôt le terme « humanités ». Nous avons opté pour ce dernier, car nous avons constaté que l'expression « sciences humaines », en français, n'est pas forcément comprise ailleurs dans l'espace francophone de la même manière qu'en France, où l'empreinte de l'École des annales reste puissante.

Nous avons ainsi voulu éviter l'enfermement dans un débat national. Par ailleurs, le terme « humanités » a au moins le mérite d'être facile à retenir.

Favoriser la rencontre des disciplines

La Conférence mondiale des humanités entend favoriser la rencontre des différentes disciplines constitutives des humanités – en gros la philosophie, l'histoire, les langues et la littérature, ainsi que celles liées aux arts. Le CIPSH a une vingtaine d'organisations membres qui balayent ces différentes disciplines, avec notamment une demi-douzaine d'organisations distinctes pour les historiens ! Si ces disciplines se retrouvent sous l'égide du CIPSH, c'est d'abord parce qu'il y a une nouvelle dynamique au sein de ce Conseil, qui est passé très près de la disparition clinique il y a six ou sept ans et que nous avons réussi à ranimer grâce à sa direction, qui a fait un travail admirable. Tout comme l'avait fait Ali Kazancigil pour le CISS il y a une dizaine d'années.

L'UNESCO a tout intérêt à retrouver dans le CIPSH un interlocuteur fort qui puisse parler au nom de ces disciplines et offrir un cadre institutionnel de haut niveau, à l'instar de celui que nous avons avec le CISS pour les sciences sociales et l'ICSU pour les sciences exactes et naturelles. En outre, ces disciplines ont des préoccupations professionnelles communes, et nous souhaitons vivement qu'elles en discutent ensemble lors de la Conférence mondiale des humanités.

La Conférence proposera un menu très complet d'activités et tentera d'apporter des réponses à plusieurs défis. Le premier tient à la persistance de la technicisation et professionnalisation de l'enseignement supérieur, qui prive les formations spécialisées des financements nécessaires et tend à les éliminer de l'enseignement général des premiers cycles universitaires. En effet, la capacité des humanités à apporter la preuve de leur « impact sociétal » reste assez modeste. Il y a des exceptions, bien sûr, comme l'archéologie, qui met souvent habilement en valeur ses découvertes. Il est vrai que les archéologues ont parfois de la chance de ce point de vue : quand on trouve sous un parking à Leicester, à la faveur d'un chantier de travaux publics, le squelette de Richard III, le dernier roi d'Angleterre à mourir sur un champ de bataille en 1485, on garantit ses financements pendant 10 ans ! D'autres disciplines ont plus de mal à faire la une des journaux.

Autre défi, les humanités sont sous le feu de la demande d'interdisciplinarité ; c'est en principe une chance, mais encore faut-il qu'elles aient les moyens d'y répondre. Car des disciplines affaiblies par l'érosion des financements et des statuts universitaires se retrouveront en difficulté si elles sont sommées tout d'un coup de se mettre dans une relation dynamique avec la physique, par exemple. Pourtant, si les conditions sont réunies, la perspective d'une coopération interdisciplinaire renforcée offre beaucoup de possibilités pour les sciences humaines comme pour les sciences sociales.

Le troisième défi est celui de la langue. La coopération scientifique internationale, surtout portée par la transformation de l'édition scientifique, est de plus en plus tournée vers l'anglais. L'Amérique latine fait certes exception, et il faut féliciter le Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO) d'avoir réussi à mettre en place un processus de publication en accès libre dans les sciences sociales et humaines et un répertoire de publications de grande qualité au prix d'un effort concerté considérable des institutions du continent. Mais dans d'autres régions, en pratique, *Open Access means English*, l'accès libre n'est qu'en anglais. Or, s'il n'est peut-être pas si important de savoir dans quel sabir sont rédigés les deux paragraphes introductifs d'une étude en biologie moléculaire, pour les sciences sociales et a fortiori pour les sciences humaines, la langue d'expression est plus qu'un outil, elle est constitutive de la pensée qui s'exprime. Comment la préserver alors que l'édition se transforme dans un contexte qui échappe largement aux logiques internes de la science ?

En France, justement, les sciences sociales et humaines tentent de résister à l'Open Access, mais c'est un combat perdu d'avance car les grandes institutions scientifiques l'imposent désormais. L'UNESCO elle-même ne tolère plus les publications commerciales, sous réserve de quelques exceptions à travers les co-éditions avec des éditeurs commerciaux.

Or, les préoccupations qui ont conduit à la mobilisation française contre l'Open Access sont légitimes. La tendance à la destruction des langues d'expression nationale est en effet hostile à la tradition française dans les sciences humaines et sociales. Si l'Open Access doit être une forme de nivellement de l'expression de la pensée pour la faire entrer dans le pseudo anglais international qui sert de sabir scientifique, alors oui, beaucoup aura été perdu.

Enfin, le quatrième grand défi pour les sciences humaines est celui du débat public, souvent dominé par d'habiles opérateurs politiques qui tentent de le réduire à des problèmes débouchant sur des solutions pré-construites et porteuses d'idéologies. Or, les sciences sociales comme les sciences humaines ont pour finalité le questionnement lui-même, au-delà des réponses qu'elles peuvent éventuellement apporter à des questions ponctuelles. Et, de fait, la plupart des questions qui alimentent le débat public n'ont pas vraiment de réponse. Y a-t-il trop d'immigrés en France ? Répondre à cette question c'est déjà accepter que sa formulation ait un sens. Or il est facile de démontrer le contraire. Tout le problème est de comprendre le contexte et de formuler la méta-question à laquelle elle se rapporte. Mais essayez de développer un tel argument en une minute trente dans un débat télévisé !

En résumé, l'interdisciplinarité et le financement, la langue, l'édition et le rapport au débat public sont des défis urgents dont il faut que les disciplines se saisissent. Et la contribution spécifique de l'UNESCO est justement de faire en sorte que la communauté des États discute de ce que les sciences humaines ont à apporter. C'est pourquoi la Conférence mondiale des humanités ne comportera pas seulement des débats universitaires classiques, mais d'autres dialogues, y compris au niveau ministériel. Comment aborder, par exemple, l'immigration, le vieillissement, ou la transformation numérique du point de vue de la philosophie, de l'histoire, de la littérature et des disciplines artistiques ? Et quelle incidence concrète cela pourrait-il avoir pour la stratégie de MOST sur la gestion des transformations sociales par la coopération scientifique et intergouvernementale ?

Je conclurai sur ce paradoxe : le Secteur des sciences sociales et humaines est faible, il reçoit environ 3 % du budget voté par la Conférence générale chaque exercice biennal. Mais les sciences sociales et humaines représentent – en perspective intellectuelle plutôt qu'administrative – près de 90 % du contenu des programmes de l'UNESCO. Entre cette faiblesse et cette hégémonie implicite, il nous revient de trouver un nouvel équilibre, sensible sans doute aux structures administratives, mais répondant avant tout à la logique supérieure des idées.

La Conférence mondiale des humanités sera une manifestation intersectorielle, et si elle permet de reconnaître que les frontières des sciences sociales et humaines ne s'arrêtent pas au secteur qui porte leur nom, mais sont coextensives à l'essentiel du mandat de l'Organisation, on aura franchi un pas considérable et contribué à rendre aux sciences sociales et humaines la place qui leur revient à l'UNESCO.

ALI KAZANCIGIL : Une précision s'impose concernant l'introduction du terme *management* dans le titre du programme MOST, qui j'en suis bien conscient lui a donné une orientation technocratique apparente. En fait, nous y étions contraints par la mauvaise image des sciences sociales : sans cette touche utilitaire, instrumentale, le programme ne serait pas passé. Et de plus, ça faisait un bon acronyme.

JOHN CROWLEY : il m'est arrivé d'esquiver la question de la signification du terme *management* par un amusant jeu de mot polyglotte, en le justifiant du fait que l'image du MOST à ses débuts était celle du « pont » entre la recherche et la politique, et que pont dans les langues slaves se dit « most ». Cela ne répond pas à l'objection au terme *management*, mais permet de la contourner.

En réponse aux questions posées par les participants, je dirai d'abord en ce qui concerne la Revue internationale des sciences sociales, où j'ai commencé ma carrière à l'UNESCO et dont j'ai longtemps craint d'être le *closing down editor*, que si j'ai une fierté, c'est d'avoir pu assurer son maintien, même au prix de son départ. La solution de facilité vers 2007-2008 aurait été de prendre acte du fait que nous n'en avions plus les moyens et de la fermer. Mais début 2016, nous avons réussi à en transférer la propriété à son éditeur, Wiley-Blackwell, qui a désigné un nouveau rédacteur en chef à l'issue d'un processus concurrentiel. N'est-ce pas la vocation de tout oisillon de quitter le nid, même si c'est un vieil oisillon de 60 ans ?

À propos de la diversité linguistique dans les publications scientifiques, aujourd'hui ce n'est plus tant une question de traduction, car les capacités de traduction machine évoluent très vite. Le vrai sujet est plutôt d'offrir à chacun la possibilité de publier dans la langue de son choix. Partout, les droits de publication restent si élevés que seuls les personnels des institutions richement dotées, ou bénéficiant de généreux contrats, ont les moyens de publier. Nous risquons de voir se créer une sphère scientifique à deux vitesses où les scientifiques deviendront pour la plupart les consommateurs des productions de quelques-uns. Ce n'est compatible ni avec les valeurs de l'UNESCO, ni avec un fonctionnement équilibré de la science. Ainsi, notre ancien coéditeur Wiley-Blackwell facture 3 000£ pour la mise en Open Access d'un article. Il est mis en ligne, mais réservé aux abonnés. Même avec de généreux financements, la plupart des universitaires ne peuvent payer de telles sommes.

Sur la place qui sera faite lors de la Conférence mondiale des humanités à des disciplines telles que la sociologie, la science politique, les relations internationales et l'économie, je dirai que si elles font historiquement partie des sciences sociales et non des sciences humaines, elles y sont évidemment conviées. La discussion sur ce que signifient ces frontières convenues, inscrites dans l'histoire des disciplines, mais pas forcément dans leur logique intellectuelle profonde, mérite d'ailleurs d'être au cœur des discussions que nous y aurons.

Quant à la question de la valeur intrinsèque de la science opposée à son utilité, je dirai simplement qu'entre la science pour elle-même et l'utilité sociale de la science, il n'y a ni conflit ni opposition. C'est la science en tant que telle qui est utile, en tant que recherche impartiale, par des protocoles collectifs, avec toute la patience et la prudence qui la caractérisent. Cette articulation profonde entre la logique intrinsèque de la science et son utilité, c'est précisément ce que nous avons perdu avec une technicisation effrénée. Ainsi, qu'y a-t-il de plus abstrait que la recherche fondamentale sur les nombres premiers ? Pourtant, quand on a besoin d'élaborer des systèmes cryptographiques inviolables, on se tourne vers les nombres premiers de très grande taille résistant aux algorithmes de factorisation. Et ce qui est vrai pour les mathématiques fondamentales s'applique à d'autres disciplines. Il faut éviter cette fausse binarité qui ne sert à rien.

Quel type de décision peut-il résulter de la Conférence mondiale des humanités? Ce n'est pas une conférence d'États, il n'y aura donc pas de déclaration politique. En revanche, le CIPSH, qui y tiendra en parallèle son Conseil d'administration, pourrait se doter d'un ambitieux programme d'action, ce qui serait important pour l'UNESCO. Pour y parvenir, il lui faudra mobiliser tout un ensemble de partenaires : ses organisations membres, les universités, les conseils de recherche et les fondations. Ensuite, dans la mesure où la Conférence générale de l'UNESCO suivra de peu, en novembre, le lien que nous parviendrons à établir entre ce qui se dira à Liège et ce que décideront nos États membres sera le vecteur de la construction à l'UNESCO d'une vision politique pour les humanités. Au-delà des détails de la planification bureaucratique, il s'agira de proposer une vision, à condition bien sûr que les États s'y retrouvent. L'une des questions importantes pour l'avenir de l'UNESCO est en effet sa capacité à articuler une vision pour les sciences, et celle-ci ne saurait se passer d'une vision pour les humanités.

ALI KAZANCIGIL : S'interroger sur l'utilité de la connaissance et de la science est aussi absurde que de se questionner sur la Joconde de Léonard de Vinci ou le Richard III de Shakespeare. On ne saurait asservir les connaissances scientifiques, littéraires, philosophiques à leur utilité, car elles relèvent de notre humanité. Si ces sciences n'existaient pas, l'UNESCO ne serait pas là non plus. Aujourd'hui, dans les sciences sociales, nous assistons à une évolution très alarmante, une forme de globalisation consistant à y introduire de manière épistémologique la raison instrumentale, celle qui fonde la finance, l'économie, la politique. C'est un danger. ■

Prévenir le burn-out, le stress, la dépression

Des clés pour le bien-être et la santé au travail

Pr Jean-Pierre Olié, 14 mars 2017

L'interaction de facteurs psychosociaux - attentes plus fortes en termes de performances et concurrence accrue, pression des moyens de communication instantanés, manque d'autonomie et de reconnaissance, conflits de valeurs, insécurité de l'emploi - et de facteurs individuels de vulnérabilité liés peuvent entraîner des tensions et un épuisement professionnel préjudiciables à la sécurité et au bien-être des travailleurs, comme au bon fonctionnement de leur entreprise ou de leur institution.

Reconnaissant l'ampleur de ce problème, qui touche tous les pays et toutes les professions, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a choisi d'en faire un sujet de sensibilisation et de mobilisation internationale en inscrivant la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail en 2016 sous le thème « Le stress au travail : un défi collectif ». Cette conférence sera l'occasion d'expliciter ces facteurs de risque, et de proposer des pistes pour prévenir les situations difficiles.

Ce débat du Club Mémoire & Avenir a pris exceptionnellement la forme d'une conférence, délivrée devant une salle XI comble par le **PROFESSEUR JEAN-PIERRE OLIÉ**, ancien chef de service hospitalo-universitaire au Centre hospitalier Sainte-Anne, professeur émérite à l'Université Paris Descartes (Paris V) et membre de l'Académie nationale de médecine. Elle était organisée avec le **DR BRUNO CORDIER**, Chef du Service médical de l'UNESCO, et en association avec la Fondation Pierre Deniker pour la recherche et la prévention en santé mentale, dont il était un des fondateurs et le vice-président.

DR BRUNO CORDIER (chef du Service médical à l'UNESCO) : on ne saurait trop souligner l'importance de la problématique de la souffrance au travail, qui pèse en tout premier lieu sur la santé des membres du personnel, mais qui entraîne aussi de graves répercussions sur l'Organisation. Actuellement, le Service médical assure avant tout la prise en charge de ces problèmes. Mais il est indispensable de prévenir ces troubles, dont le burn-out n'est pas la seule manifestation, et de comprendre comment les dépister précocement pour éviter leur aggravation. La prévention ne concerne pas seulement les superviseurs, mais aussi l'ensemble des membres du personnel. Il appartient à chacun d'œuvrer à l'amélioration des conditions de travail et d'identifier les collègues en souffrance. Or on ne peut prévenir que ce qu'on connaît. Il est donc important d'avoir une meilleure connaissance, ainsi qu'une définition plus précise des pathologies liées au travail.

PROFESSEUR JEAN-PIERRE OLIÉ : Justement, qu'est-ce que le burn-out ?

On a cru trop rapidement que les nouvelles technologies feraient disparaître ou réduiraient très significativement la pénibilité physique au travail. Or on a vu apparaître la problématique de la pénibilité psychique, avec ses corollaires de stress, harcèlement, burn-out et risques psychosociaux.

La notion de stress professionnel est bien connue des médecins, et celle des risques psychosociaux est désormais familière aux directions des ressources humaines dans les entreprises, qui prennent en compte leurs conséquences éventuelles. Si les managers redoutent particulièrement le passage à l'acte suicidaire, ils savent aussi que pour être productif, le personnel doit se sentir bien au travail.

Le syndrome d'épuisement professionnel n'est pas une nouveauté. Dès 1959, un psychiatre français, Claude Veil, le décrivait ainsi : « L'état d'épuisement est le fruit de la rencontre d'un individu et d'une situation… » L'individu avec ses caractéristiques, son terrain, ses potentialités, la situation professionnelle avec ses différentes facettes. Il ajoutait : « … l'on doit se garder des simplifications abusives. Ce n'est pas simplement la faute à telle ou telle condition de milieu, pas plus que ce n'est la faute du sujet ».

Il serait donc tout à fait inapproprié de vouloir réduire l'émergence d'un problème réel comme l'épuisement à son seul contexte professionnel. Il serait tout aussi inapproprié de le réduire aux caractéristiques d'un individu.

Pour Claude Veil, l'épuisement survient quand on franchit un seuil « Tout se passe comme à la banque… Chaque individu possède un certain capital… S'il vient à le dépasser, la fatigue l'avertit : s'il continue, même le plus petit effort va le conduire à la faillite.»

Cette comparaison est éclairante. En effet, comme à la banque, tant qu'il y a du capital, les chèques passent sans problème. Mais lorsqu'il n'y a plus de capital, le plus petit montant pose problème. Lorsque l'individu est épuisé, « cramé », nous dira un peu plus tard Herbert Freudenberger, même le plus petit effort lui est impossible.

Ce psychiatre américain a en effet introduit ce terme en 1971 pour décrire la perte d'enthousiasme de bénévoles consacrant leur temps à aider des usagers de drogues dures : « Les gens sont parfois victimes d'incendie, tout comme les immeubles. Sous la tension produite par la vie dans notre monde complexe, leurs ressources internes en viennent à se consumer sous l'action des flammes, ne laissant qu'un vide immense à l'intérieur, même si l'enveloppe externe reste plus ou moins intacte ».

Tensions inhérentes à un monde complexe

De cette citation, on retiendra d'abord la notion de « monde complexe ». Une complexité qui se situe sur le plan relationnel essentiellement. En effet, les relations inter-humaines sont aujourd'hui si transformées qu'elles n'ont plus rien à voir avec ce qu'elles étaient encore dans un passé récent, avant l'irruption de l'internet, des smartphones. Les habiletés sociales attendues sont désormais bien supérieures et beaucoup plus difficiles à acquérir. Et il faut craindre qu'on n'en ait pas terminé avec l'homme amélioré qu'on nous promet : jusqu'où notre cerveau va-t-il pouvoir supporter cette escalade dans les compétences attendues, et éventuellement recherchées au travers des nouvelles technologies ?

Pour en revenir au burn-out, c'est probablement la psychologue américaine Christina Maslach qui, au début des années 1980, a le mieux étudié et analysé l'épuisement survenant en milieu professionnel, qu'elle définit comme « un état physiologique et psychologique résultant de l'accumulation de facteurs de stress professionnels. »

D'un point de vue descriptif, elle distingue quatre étapes dans l'activité professionnelle : une première phase d'enthousiasme, la personne se sent en accord, stimulée par la mission qui lui est confiée. Vient ensuite une phase de dépendance et de surinvestissement compulsif, aux dépens d'autres dimensions de la vie du sujet, comme la vie affective et familiale. Elle est suivie d'une phase de désillusions, soit parce que la personne est confrontée à des répercussions négatives dans son environnement privé, soit parce qu'elle ne reçoit pas toutes les récompenses imaginées ou espérées pour son travail. Survient enfin la phase d'épuisement proprement dite.

Les facteurs de stress professionnels susceptibles de conduire à cet épuisement, à cette désillusion, sont divers, comme s'accordent à le reconnaître psychologues, psychiatres et médecins du travail : ce sont les exigences du travail, les exigences émotionnelles, le manque d'autonomie et de marge de manœuvre, le manque de soutien social et de reconnaissance au travail, les conflits de valeurs, l'insécurité de l'emploi et du travail. Tous sont reconnus comme étant des facilitateurs d'un épuisement professionnel, mais à ce jour il n'y pas d'études ni de données scientifiques permettant d'établir le poids exact de chacun de ces facteurs.

Néanmoins, il serait simpliste, comme le soulignait Claude Veil, d'imputer la problématique du burn-out au seul contexte professionnel. Il faut interroger les caractéristiques de la personne. Celui qui a de grandes capacités à gérer ses émotions aura moins de difficultés que tel autre, rendu plus fragile par son patrimoine biologique, les expériences qu'il a vécues, son perfectionnisme, ainsi que sa propension à l'hyperactivité et à se laisser envahir plus que de raison par son travail, et enfin par ses antécédents psychopathologiques (dépression, anxiété).

Le burn-out, une maladie ?

Le burn-out est-il une maladie ? Le mot burn-out n'apparaît dans aucune des deux grandes classifications internationales qui font référence dans le monde : le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux de l'American Psychiatric Association et la Classification internationale des maladies de l'Organisation mondiale de la Santé. Et il n'est pas annoncé dans les versions à paraître de ces nomenclatures. À ce jour, le burn-out n'est donc pas répertorié comme diagnostic médical.

Bien sûr, on retrouve dans ces classifications des catégories qui s'en rapprochent, notamment les « troubles de l'adaptation avec humeur dépressive » et les « troubles anxieux », dont les symptômes ressemblent étrangement à ceux du burn-out. Mais ce n'est pas satisfaisant, car défini de la sorte, le burn-out peut être compris comme un trouble propre à l'individu qui ne réussit pas à s'adapter à la situation professionnelle qu'on lui propose. Dans la classification américaine, on trouve les notions de pathologie ou de stress lié au travail. Là encore, il s'agit d'une proposition qui ramène cette problématique à sa dimension contextuelle, liée au travail. On sort ainsi de cette intelligence qu'en avait Claude Veil, qui parlait de la rencontre d'un individu et d'une situation, et non d'une problématique réduite à l'individu et liée aux contraintes professionnelles.

Ainsi, la médecine ne propose pas à l'heure actuelle d'outil diagnostique pour cerner la problématique, pourtant bien réelle, de l'épuisement professionnel. Dans les propositions faites au sein de l'Académie nationale de médecine, il est demandé en priorité que les instituts de recherche se mobilisent pour mener des études permettant de cerner le phénotype clinique recouvert par le concept de burn-out.

L'OMS propose une définition de la santé alliant bien-être physique, psychique et social : cela peut paraître très ambitieux, notamment dans sa dimension sociale. Plus raisonnable est la gradation qu'elle établit, du bien-être psychologique aux troubles psychiques, avec entre les deux, la notion de détresse psychologique qui, à l'antichambre des troubles psychiques, paraît déterminer une zone dans laquelle s'inscrit le burn-out. Celui-ci est une situation

de souffrance, mais non encore une pathologie caractérisée pour laquelle des stratégies thérapeutiques ont été identifiées, codifiées et évaluées.

Il n'est donc guère facile pour le médecin d'agir sur le burn-out, dans la mesure où il ne se trouve pas face à une maladie répertoriée. Le risque est par exemple d'un recours trop rapide aux psychotropes, tranquillisants et antidépresseurs, qui n'ont pas apporté la preuve de leur efficacité dans ces situations et comportent des risques de dépendance liés à leur mésusage.

S'il n'y a pas de solution évidente, il n'en demeure pas moins important de mesurer qu'on parle ici de situations de détresse qui sont bien réelles, et auxquelles sont confrontées dans certaines.

Quelle est la symptomatologie du burn-out ?

Les symptômes du burn-out sont essentiellement :

- la fatigue, l'épuisement professionnel que décrivait Claude Veil, le fait que la personne ne peut plus fournir même un effort en apparence minime ;
- la dépersonnalisation, une altération des capacités d'empathie, d'humanité, d'interaction avec l'environnement.
- une réduction du sentiment d'accomplissement, de réussite professionnelle.

Cette symptomatologie est volontiers l'antichambre de complications diverses, telles que les maladies dépressives, l'anxiété et les conduites addictives. Claude Veil parlait déjà du recours à ces expédients que sont le café, le dopage, l'alcool surtout, mais de nos jours s'y ajoute l'abus des tranquillisants – de merveilleux médicaments quand ils sont bien prescrits et utilisés, mais qui peuvent se révéler de redoutables agents de dépendance et d'altération du fonctionnement.

Les troubles anxio-dépressifs et les conduites addictives peuvent être accompagnés ou compliqués de douleurs physiques. Les substances opiacées, qui sont la thérapeutique des douleurs rebelles, sont aujourd'hui prescrites pour les maladies dépressives. Il en va ainsi de la kétamine, devenue le traitement le plus récent de la dépression.

Ce rapport entre douleur physique et douleur psychique peut être mis en évidence par la neuro-imagerie. Si on place un patient sous IRM et qu'on lui inflige un coup, on va voir s'activer les circuits neuronaux de la sensation de douleur. S'il est confronté, par exemple dans un jeu, à un sentiment d'exclusion, on va voir se mettre en route les mêmes circuits de douleur neuronale.

Une personne qui se trouve en difficulté professionnelle, en situation d'épuisement, et n'arrive plus à répondre aux attentes de son environnement professionnel est à l'évidence entraînée dans une situation d'exclusion sociale. Il n'est donc pas étonnant qu'elle commence à ressentir des douleurs physiques, puisque les réseaux neuronaux de la douleur physique sont peu ou prou les mêmes. On est bien là aux portes de la pathologie dépressive.

Ce tableau clinique assez large, qui englobe la fatigue, la moindre harmonie par rapport à l'environnement social et humain, la situation de désabusement professionnel, peut très vite évoluer si on ne fait rien vers des pathologies caractérisées, comme l'hypertension artérielle ou le diabète sucré.

L'épidémiologie d'un trouble mal délimité aboutit logiquement à des données très variables, et pas forcément exactes. Pourtant, de nombreux chiffres circulent. Si les médias ont pu avancer le chiffre de 3 millions de personnes concernées en France, l'Institut national de veille sanitaire en estimait dernièrement le nombre à 30 000. En extrapolant les chiffres obtenus dans une étude récente réalisée en Belgique, celui-ci se rapprocherait des 100 000 personnes, ce qui paraîtrait réaliste.

Quant aux études visant à identifier des facteurs de vulnérabilité, elles ne semblent pas concluantes, et à ce jour, il n'y a pas de raison de penser que des facteurs socio-démographiques tels que l'âge, le sexe ou la situation familiale aient une influence, pas plus que les caractéristiques de tel ou tel métier.

Et que peut-on dire des indices paracliniques ? Il y a bien certaines modifications biologiques et neurobiologiques qui sont contemporaines de l'épisode dépressif, concernant en particulier ce qu'on appelle les hormones du stress, la noradrénaline, le cortisol, l'augmentation des peptides pro-inflammatoires (témoins d'une inflammation généralisée telle qu'elle existe dans les maladies infectieuses ou auto-immunes), ou encore une diminution des facteurs neurotrophiques (ces protéines responsables de la croissance et de l'entretien des neurones dans notre cerveau).

Quelques études ont essayé de déterminer ce qu'il en était chez des personnes dites en état d'épuisement professionnel et de burn-out. Les résultats sont difficiles à interpréter, mais globalement il apparaît qu'ils sont du même type que ceux observés dans les maladies dépressives, avec une constance et une amplitude moindres.

Donc le fait que l'on soit dans un prodrome ou dans le préalable d'une pathologie plus caractérisée paraît à cette heure-ci confirmé par les études à la recherche d'indices paracliniques.

Soigner ou prévenir ?

Faut-il soigner ou prévenir ? C'est la vigilance qui s'impose d'abord. Le Dr Cordier a souligné dans son introduction l'importance d'une formation à la santé mentale au sein des collectivités et de programmes d'éducation dans le management immédiat. À cet égard, on peut penser à cette île scandinave où, il y a quelques années, les autorités sanitaires se sont émues de la fréquence des suicides et tentatives de suicide et ont imposé pendant un an aux médecins généralistes une réunion mensuelle d'information sur les symptômes de dépression et les facteurs de risque suicidaire. Au terme de cette année, on a vu une augmentation de la prescription d'antidépresseurs et une diminution de la fréquence des suicides et tentatives de suicide. Mais un an après, faute de poursuivre ces mesures préventives, les choses étaient revenues à leur état antérieur.

La leçon qu'on peut en tirer en l'occurrence est qu'une vigilance constante et collective est nécessaire pour prévenir le burn-out professionnel. Elle exige de chacun dans l'environnement professionnel, managers ou médecins du travail, de connaître l'existence de ce problème et de mettre en place quotidiennement des stratégies adaptées. La collaboration entre médecine du travail et management de l'entreprise doit être institutionnalisée dans une démarche de prévention des pathologies mentales liées au travail

Au niveau individuel, on sait aujourd'hui l'importance d'une bonne hygiène de vie et de l'activité physique qui favorise, sur le plan biologique, les sécrétions d'endorphines, de sérotonine, et permet d'optimiser nos aptitudes.

Idéalement il faudrait que chaque entreprise puisse évaluer et dire les facteurs de risque, les actions de prévention à mener et les actions de promotion de la santé mentale qui sont mises en œuvre. C'est un peu ce que nous faisons aujourd'hui.

Échanges avec le public (extraits)

Le burn-out est-il le franchissement des limites qu'on vous impose, ou de celles qu'on s'impose à soi-même ? Peut-il être vu comme un état d'hypersensibilité, de dépassement de soi confinant au spirituel ?

Limites de soi ou limite des autres ? Limite de soi : celui qui a traversé un épisode de souffrance va, d'un point de vue psychologique, avoir une intelligence et une alerte qui vont être différentes de celles qu'il avait auparavant. Cela dépend bien sûr des capacités de résilience de chacun, mais il y aura une mémoire de l'événement. Limite des autres : avoir fait un burn-out est un acte d'héroïsme, puisque le burn-out est assimilé à un surinvestissement professionnel. J'ai beaucoup donné à l'entreprise, donc j'ai fait un burn-out et au fond je suis un héros. Mais si on disait que j'ai fait une dépression, je serais un faible à qui on ne peut pas faire confiance. Il arrive que des managers devant être hospitalisés pour dépression grave réclament qu'on leur délivre un certificat de burn-out. Et de fait, quelques-uns ont pu retrouver toute leur place dans leur entreprise, ce qui aurait été moins sûr s'il avait été dit qu'ils avaient fait une dépression. Nous avons ainsi une mémoire de nos événements de vie qui est aussi bien biologique que psychologique, et collectivement, il y a un regard porté sur ce qui arrive à chacun. D'un point de vue philosophique, toute expérience de vie, même négative, apporte quelque chose.

Comment mesure-t-on le burn-out, y a-t-il des critères objectifs pour caractériser la détresse psychologique ?

Il n'y a pas d'outil diagnostique. On peut mesurer l'intensité d'un trouble à un moment donné, rien de plus. Il en va comme pour toutes les échelles quantitatives. À certains moments de notre vie on peut avoir un score très élevé sur une échelle quantitative de la dépression, sans pour autant déclencher une pathologie, une maladie. Si les auteurs des classifications internationales n'ont pas retenu à ce stade le burn-out en tant que catégorie, ils nous offrent un cadre général qui permet de le situer. En tant que médecins, nous savons bien que le diagnostic de la dépression lui-même n'est pas toujours évident. Le burn-out y ajoute un degré de difficulté supplémentaire.

Y a-t-il une corrélation entre Trouble Déficit de l'Attention / Hyperactivité (TDAH) et burn-out ? Est-ce un terrain fertile, ou une cause ?

Le TDAH est une anomalie neuro-développementale qui débute dans l'enfance et qui peut se manifester par des difficultés de concentration. C'est une maladie, souvent familiale, qui se poursuit à l'âge adulte, et les spécialistes disent volontiers que lorsqu'ils en font le diagnostic chez l'enfant, un parent révèle souvent le même trouble. Dans les facteurs de risques, il y a bien l'hyperactivité, mais en ce qui concerne le burn-out il s'agit généralement d'une hyperactivité plutôt productive. Il n'y a pas de données scientifiques établissant un lien entre ces deux pathologies.

Quelles actions peuvent être menées au sein même des entreprises pour éviter la souffrance au travail ?

Favoriser l'éducation et la formation de chacun, et en premier lieu des managers notamment dans les écoles de formation, est important. Tout aussi importante est la relation entre la médecine du travail et la direction des ressources humaines. Peut-être faut-il reconsidérer les fonctions du médecin du travail et le dispenser des tâches administratives routinières pour lui permettre de mieux accomplir un travail de conseil et d'appui auprès du management. Les pays qui font le mieux dans la gestion des problèmes psychosociaux sont les pays d'Europe du Nord, où le taux de médecins du travail est le plus faible, mais où la santé publique est une spécialité valorisée. On pourrait proposer d'instaurer une structure obligatoire de dialogue entre la médecine du travail et la direction d'entreprise.

Pourquoi envoie-t-on les victimes du burn-out chez le psychiatre ? N'est-ce pas plutôt aux superviseurs responsables de ces situations de consulter ?

Le médecin est là pour aider les patients, qu'il prend en charge du point de vue thérapeutique quand ils le souhaitent. Quant au Service médical de l'UNESCO, son chef n'est pas un médecin du travail au sens de la loi française. Il n'a donc pas la mission d'aller voir un superviseur, si tant est qu'un conflit soit à l'origine du problème. Il existe pour cela d'autres recours, comme le Collège des médiateurs ou le Bureau de l'éthique. ■

Une nouvelle stratégie pour l'Afrique

Entre émergence et transformation

Henri Lopes & Firmin Edouard Matoko, 27 avril 2017

L'Afrique présente une réalité complexe et mouvante, une géographie physique et humaine contrastée, d'importantes disparités démographiques et de niveaux de vie, une mosaïque de langues et d'ethnies qui peuvent être sources de conflits mais aussi d'échanges intenses. Malgré la diversité des situations, c'est un continent jeune et dynamique, où foisonnent les initiatives et se multiplient depuis une dizaine d'années les signes positifs de croissance et de développement économiques.

Néanmoins, l'Afrique accuse toujours un retard dans la réalisation des objectifs internationaux de développement et continue de compter le nombre le plus élevé de pays classés parmi les moins avancés et de pays en situation de post-conflit ou de post-catastrophe. Cet état de fait justifie que l'UNESCO continue de la faire bénéficier en priorité de ses ressources et de ses capacités.

Depuis plus de vingt ans, l'Afrique est une priorité pour l'UNESCO, qui a inscrit son action dans la région dans un cadre spécial assorti d'un ensemble de mécanismes institutionnels conçus spécialement pour appuyer la mise en œuvre de cette priorité : le Département Afrique (AFR) depuis 1996, le Bureau de liaison d'Addis-Abeba depuis 2010 et la Plate-forme intersectorielle sur la Priorité Afrique depuis 2008.

Si de nombreuses interventions réalisées dans ce cadre ont été couronnées de succès - qu'il s'agisse d'Éducation pour tous, de politiques en matière de science, de technologie et d'innovation, du Réseau de données océanographiques pour l'Afrique ou des relations entre culture et développement - et si le Département Afrique a su renforcer son rôle stratégique et établir des partenariats avec des acteurs clés dans la région, le tableau général est encore loin d'être satisfaisant.

L'évaluation de la Priorité Afrique de l'UNESCO réalisée fin 2012 a révélé que les mécanismes censés lui apporter dynamisme et substance n'avaient pas permis d'avancées significatives dans la décentralisation des ressources humaines et financières au profit de la région, et qu'un certain nombre de problèmes systémiques propres à l'Organisation avaient une incidence particulière sur ses activités en Afrique, notamment le manque de concentration des programmes et la lourdeur des procédures administratives.

L'UNESCO a donc été amenée à revoir les modalités de son action en Afrique pour en renforcer la pertinence, l'efficacité et l'impact. C'est dans cet esprit qu'a été engagée la Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la Priorité Afrique (2014-2021), fruit d'un processus de réflexion prospective et de consultation avec des acteurs majeurs du continent, au premier rang desquels figure l'Union Africaine dont elle a endossé la vision : « Bâtir une Afrique intégrée, prospère, en paix avec elle-même et avec le reste du monde, gouvernée et construite par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale » (Agenda 2063 - L'avenir que nous voulons pour l'Afrique).

Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a eu l'immense privilège de réunir sur une même tribune **HENRI LOPES**, ancien Directeur général adjoint qui a lancé le Département Afrique et en a assuré la direction jusqu'en 1998 et **FIRMIN EDOUARD MATOKO**, Sous-directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures.

HENRI LOPES : L'Afrique, c'est d'abord une question de langage. Parler de l'Afrique n'est pas si évident. Certains appréhendent le continent en son entier. Mais pour beaucoup, y compris parmi les Africains, l'Afrique commence au Sud du Sahara. Il m'est arrivé souvent, dans les pays du Maghreb et à plus forte raison du Machrek, de m'entendre dire : nous faisons un grand effort pour l'Afrique, nous avons un grand nombre d'étudiants africains. Alors que Maghreb et Machrek font partie de l'Union africaine. Mais je n'entrerai pas dans cette querelle sémantique et m'en tiendrai à l'Afrique continentale.

L'Afrique est un grand continent : 6 % de la surface terrestre, 20 % des terres émergées. Autre point important qu'il faut avoir à l'esprit quand on évoque l'Afrique, c'est sa population. Aujourd'hui 1,3 milliard d'habitants, c'est le chiffre qu'il y a une vingtaine d'années on donnait pour la Chine. C'est le continent le plus peuplé après l'Asie, avec 16,24 % de la population mondiale. Selon les estimations de l'ONU, sa population atteindrait 2,5 milliards d'habitants en 2050, ce qui représenterait alors le quart de la population mondiale.

L'Afrique est donc un continent, comprenant 50 pays qui tous ont leurs particularités. Ce qui est vrai en Afrique centrale ne l'est plus en Afrique de l'Est, ou en Afrique australe ou septentrionale. Quelquefois, de manière inimaginable, moi qui suis d'Afrique centrale, il m'est arrivé de me trouver dépaysé en Afrique de l'Est. Nous sommes des Bantous à la culture un peu légère, insouciants, aimant la danse. En Afrique de l'Est, sous l'influence anglo-saxonne les gens se montrent beaucoup plus pudiques et réservés.

L'Afrique, et il ne faut pas chercher à se le dissimuler, ce sont aussi les fléaux de la malnutrition, des guerres et des catastrophes dont la presse se fait quotidiennement l'écho. Dans les domaines de compétences de l'UNESCO, le continent souffre surtout d'un décalage en matière d'éducation. Durant ces dernières années, ce décalage s'est réduit, alors qu'il s'était paradoxalement accru après les indépendances sous l'effet de politiques d'ajustement structurel qui avaient amené les gouvernements à réduire leurs efforts en matière d'éducation. Dans les années 90, on estimait que 79 % de la population avait accès à l'enseignement secondaire, contre 70 % dans les années 1980.

Mais l'Afrique c'est aussi un taux de croissance parmi les plus élevés au monde : 2,5 % en moyenne. Une moyenne sur 50 pays, dont certains dépassent les 3 %. Quand j'étais étudiant, nos professeurs à la Sorbonne nous apprenaient que 3 % de taux de croissance, c'était un plafond. Il y a dix ans, on a soudain assisté à l'essor économique et social de tout un continent. En 2014, l'hebdomadaire britannique The Economist publiait ainsi en couverture « Africa Rising », alors que ce même journal titrait 20 ans plus tôt « The Hopeless Continent ».

Cette euphorie s'est atténuée ces dernières années, d'abord dans les pays producteurs de pétrole en raison de la chute des cours, et dans d'autres pour des questions relevant principalement de leur gouvernance.

L'UNESCO, organisation de référence

Quel est le lien qui unit l'UNESCO à l'Afrique ? Je ferai appel à mes souvenirs et à mon expérience. Dans les années 60, durant la période dite des indépendances, l'UNESCO avait pris conscience de l'importance du continent et avait agi. Sa plus grande réussite à mes yeux était le maillage des écoles normales supérieures dont elle avait quadrillé le continent. Il s'agissait de former en un temps record les formateurs de l'enseignement secondaire dont l'Afrique avait tant besoin. Et l'UNESCO a su le faire, grâce aux moyens que mettaient à sa disposition à ce moment-là d'autres institutions telles que le PNUD ou la Banque mondiale. À cette époque, le partenariat avec les organes de financement du Système des Nations Unies était ce que je qualifierai de « fair-play ». L'UNESCO avait la capacité, la connaissance, le professionnalisme, et les agences de financement, qui ne se mêlaient pas de politique, lui laissaient les mains libres sur le terrain.

Je suis moi-même un peu le produit de ces programmes, qui se proposaient d'identifier parmi les étudiants africains, lesquels n'étaient pas nombreux à l'époque, ceux qui seraient formés pour enseigner dans ces écoles normales supérieures. Nous recevions des bourses, qui nous permettaient de suivre deux années de formation dans le pays de notre choix, et nous

revenions prendre la relève des professeurs en place.

L'UNESCO a très tôt manifesté une compréhension des réalités politiques du continent à mon sens supérieure à celle d'autres organisations. Le Directeur général de l'époque, René Maheu, a vite compris que l'Afrique deviendrait un continent d'avenir et le parti politique qu'il pouvait en tirer. En effet, le nombre des États membres était passé en quelques années de 80 à 160 et, dans cet ensemble, le Groupe africain, qui était alors extrêmement compact, pesait lourd. C'est à cette époque que remonte la création de nombreux bureaux régionaux, une quinzaine si ma mémoire est bonne, dont le BREDA à Dakar, le Bureau de Nairobi pour les sciences, celui de Tanger pour la formation des administrateurs…

René Maheu était très conscient des enjeux de l'Afrique, il lui arrivait de prendre des risques. J'étais alors un des plus jeunes chefs de délégation à la Conférence générale, c'était l'époque de la lutte contre l'apartheid et de la décolonisation et le Groupe africain débattait d'une résolution visant à exclure l'Afrique du Sud et le Portugal. C'était intense, passionné. Soudain, René Maheu est descendu de son bureau pour nous dire qu'il avait pris connaissance de ce projet de résolution et que celui-ci ne lui donnerait pas les moyens d'agir. Le Président du Groupe, qui était alors Amadou-Mahtar M'Bow, l'a aussitôt retiré pour le modifier dans le sens suggéré par Maheu, qui avait suggéré de l'adosser à une décision des Nations Unies lui donnant la possibilité de soutenir les mouvements de libération. La résolution a été adoptée en l'état. J'aime à rappeler cet épisode, car il montre qu'il y avait eu, avant Amadou-Mahtar M'Bow, un directeur général africain et c'était René Maheu.

M. M'Bow, pour sa part, a souffert d'une situation qui affectait l'ensemble du Système des Nations Unies : les institutions de financement s'étaient emparées des programmes des agences d'exécution. L'UNICEF, le PNUD ont voulu agir dans le domaine de l'éducation, avec des moyens bien supérieurs, ceux-là mêmes qu'ils mettaient auparavant à la disposition de l'UNESCO, et dont ils se sont servis sans toujours disposer de l'expertise nécessaire. M'Bow

Ce dont on a besoin en Afrique, c'est d'une gouvernance stable qui rende confiance aux populations, et de systèmes d'éducation qui donnent de l'espoir aux jeunes.

a également pâti du retrait des États-Unis et du Royaume-Uni.

Après lui, Federico Mayor, qui avait conscience de succéder à un Africain, a immédiatement fait des gestes en direction de l'Afrique. Je n'en citerai que deux : sa première visite officielle a été pour la Côte d'Ivoire. À l'époque, le Président Houphouët-Boigny était considéré comme un sage. C'est à la suite de cela qu'a été créé le Prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix dont nous connaissons le retentissement. L'autre geste de Mayor a été de lancer la Priorité Afrique, ce qui nous amène au sujet de notre débat aujourd'hui.

FIRMIN EDOUARD MATOKO : On ne saurait évoquer le positionnement de l'UNESCO par rapport à l'Afrique sans montrer quelques images de ce qu'était hier ce continent et de ce qu'il est devenu aujourd'hui. Et c'est cette continuité qu'il convient tout d'abord de souligner pour la Priorité Afrique.

Ceux qui, comme moi, ont grandi en Afrique voyaient dès l'enfance les experts de l'UNESCO construire des écoles, produire du matériel scolaire, former des enseignants. Beaucoup d'étudiants recevaient des bourses UNESCO pour poursuivre leur formation à l'étranger. L'UNESCO était alors pour l'Afrique l'organisation de référence. Beaucoup se souviennent encore de l'action qu'elle y menait, car nombre de pays africains lui doivent leurs écoles normales, la plupart des écoles secondaires aussi. Ce crédit, nous le conservons toujours sur le terrain.

À l'Afrique coloniale ont succédé les nouvelles indépendances, qui se sont accompagnées de conflits et de guerres internes, jusqu'aux années 1990 : celles-ci ont marqué un véritable tournant dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'émergence de l'Afrique. Dans une quinzaine de pays, l'ouverture démocratique a créé les conditions d'une croissance à deux chiffres, plus élevée que la moyenne mondiale.

Ainsi la Côte d'Ivoire, qui sort d'un conflit récent, s'est hissée en quatre ans au rang de pays émergent et affiche un taux de croissance en plein essor.

Et depuis les années 1990, si des conflits persistent, les taux d'alphabétisation et de scolarisation enregistrent des progrès continus. On peut considérer que plus de la moitié des pays africains, de l'Afrique de l'Ouest aux îles du Cap-Vert, de l'Afrique australe à l'île Maurice, bénéficient d'une gouvernance démocratique, d'élections ouvertes, d'alternance. Malgré toutes les imperfections héritées de l'histoire, ces jeunes démocraties africaines sont porteuses d'un véritable espoir d'émancipation. Certes, elles sont loin d'avoir le niveau de maturité de démocraties plus anciennes. L'histoire des nations africaines est courte : on leur demande de faire en quelques décennies des progrès atteints en deux ou trois siècles ailleurs.

Une image contrastée

L'image du continent africain a donc bien changé. On y trouve toujours des poches de grande pauvreté, avec dans certaines régions des écoles qui comptent un enseignant pour quatre-vingt élèves, ou pour deux classes, ou encore des enfants qui ne sont pas assis sur des bancs. On y voit encore une Afrique rurale où des femmes se déplacent, à vélo certes, mais avec un enfant sur le dos et une calebasse sur la tête. Mais ces images côtoient désormais celles, riches d'espoir, d'une Afrique jeune et dynamique.

Ce matin même, j'écoutais sur RFI l'interview d'un jeune entrepreneur sud-africain qui a créé une école pour de jeunes cadres africains à l'île Maurice, où il reçoit 200 à 300 étudiants américains. Le Président Obama avait appelé 500 jeunes talents africains aux États-Unis, là on fait le chemin inverse. Ce dont on a besoin en Afrique, c'est d'une gouvernance stable qui rende confiance aux populations, et de systèmes d'éducation qui donnent de l'espoir aux jeunes. C'est possible, l'UNESCO peut et doit y contribuer. Et c'est sur ces images d'espoir qu'elle doit refonder son programme.

La Stratégie de l'UNESCO pour l'Afrique a été mise en corrélation étroite avec la vision d'« une Afrique intégrée, prospère et en paix, dirigée par ses citoyens et constituant une force dynamique sur la scène mondiale » formulée en 2013 dans une note de cadrage pour l'Agenda 2063 adopté par l'Union africaine. Bâtie sur deux axes majeurs - la construction de la paix par l'édification de sociétés inclusives, pacifiques et résilientes et le renforcement des capacités institutionnelles pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté - elle oriente de manière générale l'action de l'Organisation vers ces priorités et cible plus spécifiquement l'amélioration de la qualité, de l'équité et de la pertinence de l'éducation, le renforcement des capacités scientifiques et techniques, la mobilisation du patrimoine et des industries créatives dans une optique de culture et de développement, la promotion de la liberté d'expression, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour le développement, l'égalité des sexes et l'éducation à la paix et la citoyenneté.

Si toute l'action de l'organisation est tournée vers ces priorités, mon ambition véritable est qu'un jour, on n'ait plus besoin d'une priorité Afrique à l'UNESCO. Et qu'on ne parle plus de l'Afrique comme d'un continent en difficulté dépendant de l'aide internationale, mais comme d'un continent qui, à son tour, peut tout donner.

Échanges avec le public (extraits)

MOUNIR BOUCHENAKI : Si l'action de l'UNESCO en faveur des écoles normales supérieures demeure une référence en Afrique, la culture y a également reçu une grande impulsion, prenant une place quasi prépondérante dans nombre de programmes destinés, et c'était la philosophie de l'UNESCO, aux pays qui en avaient le plus besoin. Quant à la priorité Afrique, il faudrait réfléchir à une nouvelle approche intégrée sur le plan du programme, et à une vision globale du continent sans en séparer l'Afrique du Nord confrontée aux mêmes enjeux.

PHYLLIS KOTITE : C'est avec joie que les État africains nouvellement indépendants ont été accueillis dans les années 1960 à l'ONU, qui a salué la précocité visionnaire avec laquelle ils se sont dotés d'institutions en pointe, notamment dans le domaine des droits humains.

Au début des années 1990, l'Union africaine avait déjà un Centre de prévention des conflits. Récemment encore, le groupe africain n'a pas tardé à négocier avec le nouveau Secrétaire général de l'ONU un accord de médiation pour le rétablissement et le maintien de la paix. La culture de la paix est-elle toujours centrale pour l'UNESCO en Afrique ?

NINOU GARABAGHI : La mise en place de la Priorité Afrique en 1989, coïncidait avec les bouleversements politiques de la fin de la guerre froide. La question du développement économique a alors été abandonnée au profit de priorités telles que la pauvreté et l'Afrique, ce qui à mes yeux sanctionnait une sorte de marginalisation. On voit à nouveau la situation changer avec le coup d'arrêt donné à la mondialisation. Alors que celle-ci avait permis l'essor des pays émergents, les pays puissants reviennent au protectionnisme et modifient les règles. Cela change-t-il les perspectives pour la Priorité Afrique ?

KLAUS BAHR : Quels seraient les moyens et les actions à entreprendre pour rendre ce programme efficace ? Quelles seraient par exemple les dispositions que le nouveau DG devrait prendre dans les cinq ans pour y parvenir ?

RICHARD SACK : Dans les années 80, en accomplissant des missions pour l'UNESCO en tant que consultant sur financement de la Banque mondiale ou du PNUD, j'ai pu mesurer les difficultés auxquelles était confrontée l'UNESCO sur le terrain en tant qu'agence d'exécution. Beaucoup la percevaient davantage comme une organisation politique. Par ailleurs, j'ai toujours eu du mal à répondre quand on m'interrogeait sur l'éducation en Afrique dans sa globalité. On ne peut pas considérer 50 pays, 50 systèmes d'éducation différents avec leurs problématiques et leurs particularités, comme un ensemble. Il faut les traiter de façon désagrégée.

WOLFGANG VOLLMAN : Rappelons que l'UNESCO a publié l'*Histoire générale de l'Afrique*, une somme extraordinaire qui nous a justement ouvert les yeux sur une histoire très complexe, occultée par la colonisation. C'était il y a 20 ans, mais cette grande ouverture sur l'histoire du continent fait encore aujourd'hui l'objet d'études universitaires partout dans le monde.

HENRI LOPES : La colonisation partait du présupposé que nous étions des peuples sans histoire, sans culture, sans civilisation. L'*Histoire générale de l'Afrique* est à cet égard un projet dont l'UNESCO peut être fière. Pour l'intelligentsia africaine, cette collection, en anglais, français, portugais, est un bien précieux. Il y des programmes de suivi à imaginer.

Ce qui change le plus la vision qu'on a d'un continent et des hommes, c'est la culture. Quand Wole Soyinka, Naguib Mahfouz, John Maxwell Coetzee obtiennent le prix Nobel de littérature, le regard porté sur leur pays se modifie. Ce qui handicapait les cultures africaines, c'était que nous avions peu de monuments, que notre culture était orale. « Un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle » disait l'écrivain malien Amadou Hampaté Ba. Eh bien, en Afrique comme en Grèce antique, nos bibliothèques sont dans la mémoire que les gens se transmettent. Les outils modernes, le numérique par exemple, pourraient être précieux pour sauvegarder ce patrimoine culturel et artistique.

Pour en revenir à la Priorité Afrique, je mesure les réticences qu'elle a pu provoquer. Considérer qu'un continent ou qu'un groupe de pays est prioritaire dans une organisation dont le but premier est l'échange international est un peu contraire à sa nature universelle. Ce sont les programmes de substance qui devraient bénéficier d'une priorité et non un continent. Ensuite, dans l'exécution du programme, j'ai rencontré nombre de difficultés, car les États membres africains au Conseil exécutif attendaient de la Priorité Afrique des retombées financières qui ne se sont pas concrétisées. Le Département lui-même n'avait pas de budget spécifique et n'était investi que d'une mission de coordination et d'identification dans les programmes d'activités pouvant constituer une priorité pour l'Afrique. C'était un exercice acrobatique, difficile à mettre en place.

FIRMIN EDOUARD MATOKO : Vous y avez pourtant parfaitement réussi, car si ce programme n'avait pas existé à l'UNESCO, on ne regarderait pas l'Afrique comme on la voit aujourd'hui. Ce que vous avez mis en place a été tout à fait remarquable et depuis une dizaine d'années, on en mesure les résultats. Il y a toujours des questionnements internes, sur les priorités par exemple. Mais nul aujourd'hui ne doute que ce programme doit continuer.

La priorité Afrique reste d'actualité. Il ne vous aura pas échappé que les candidats au poste de Directeur général en ont tous parlé lors de leur audition. Mon espoir est qu'il y ait une autre façon de la voir, qui ne serait plus celle d'une Afrique misérable, mais celle d'une Afrique qui a tout à donner. Et on y arrive. Plusieurs pays africains, comme le Cameroun ou le Nigeria, contribuent financièrement au fonctionnement des bureaux de l'UNESCO qu'ils hébergent. C'était loin d'être le cas il y a quelques années. Nous avons signé avec le nouveau gouvernement du Bénin un accord de partenariat autofinancé par le budget national pour des actions dans le domaine de l'éducation et de la culture. Il y a donc une évolution dans le bon sens. On pourra toujours parler de priorité Afrique, mais le regard que nous portons sur ce programme doit changer. L'Afrique est une terre d'avenir.

La question de savoir si l'UNESCO est une agence opérationnelle ou une agence normative mériterait un débat à elle seule. Quant à savoir si l'UNESCO est une institution spécialisée ou une organisation politique, peut-on dissocier les deux ? Aurions-nous pu sauver Abou Simbel ou Palmyre sans une résolution politique ? Pourrions-nous restaurer les musées dans les zones en guerre sans ouverture politique ? L'UNESCO ne peut pas travailler sans une certaine dimension politique.

En ce qui concerne les nouvelles technologies de l'information, il y a certes beaucoup à faire en Afrique, où un jeune sur deux possède un téléphone mobile, où les gens sont plus alphabétisés par les outils numériques que par les livres. Pourquoi ne pas les utiliser pour éduquer, sensibiliser et former ?

Enfin, la culture de la paix conserve un retentissement immense en Afrique et je reste agréablement surpris par son impact. Sur le terrain, là où les gens connaissent la guerre, cette notion est toujours vivace. L'année dernière nous avons mené avec la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) une évaluation des systèmes éducatifs, et nous avons constaté que les principes de la culture de la paix et des droits de l'homme figuraient dans tous les manuels. Un des premiers objectifs que nous nous étions fixés dans ce programme était d'introduire les concepts de tolérance et d'éducation à la paix dans les manuels scolaires, et c'est ce qu'a fait la CEDEAO pour les pays d'Afrique de l'Ouest. ■

Open Education for a Closing World

Sir John Daniel, Ian Denison & Mathieu Nebra, 29 June 2017

The post-World War II consensus that inspired the creation of UNESCO is breaking down. Countries are raising new barriers; multilateral institutions are struggling and this has been called the 'post-truth' era. Making education more open is a powerful antidote to these trends.

The speakers, **SIR JOHN DANIEL**, former Assistant Director-General for Education, **IAN DENISON**, Chief of Section for Publishing and Branding and **MATHIEU NEBRA**, Co-founder of OpenClassrooms, discussed three facets of educational openness: open educational resources, open access to publications and open courses.

The discussion was moderated by **STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ**, former Chief, Section for Higher Education.

SIR JOHN DANIEL began by unpacking the title of the session Open Education for a Closing World, recognising that it may have been premature to speak about a "closing world", by assuming that trends to erect barriers, oppose immigration and denigrate intergovernmental institutions and alliances would define politics for years to come. More recent events, such as the elections in France and policies in Canada have shown that more open approaches to politics are alive and well.

However, some do describe today's world as a "post-truth" and "post-trust" era. Making education more open makes it easier for people to find the truth and decide whom to trust. Throughout history universities, in particular, have been rather closed places. Ancient universities often have cloisters, a word derived from the Latin for "closed".

But some universities opened up in radical ways in the late 20th century. The UK created The Open University, which abolished academic prerequisites for entry and teaches at a distance on a large scale. Its slogan is "open to people, open to places, open to methods, open to ideas".

Thirty years later the Massachusetts Institute of Technology, MIT, pioneered another type of openness by putting its lecturers" teaching notes on the Web for all to see. UNESCO saw this initiative as an opportunity to facilitate higher education in the developing world and convened a forum in 2002 to take the idea forward.

That meeting coined the term "Open Educational Resources" or OER, to describe educational materials that can be freely shared, copied, mixed and modified by anyone.

Meanwhile others had been working to put a solid legal framework around these freedoms: the Creative Commons licenses. These are not a substitute for Copyright, but they mean that the author has agreed to make the document freely available for anyone to use under certain conditions. For example, the particular Creative Commons logo CC-BY-SA, says that the only two conditions set by this author are, first, that if you copy, distribute or modify the work you should acknowledge where it came from (that's BY), and second you should share your new version equally freely (that's SA: Share Alike).

Making education more open makes it easier for people to find the truth and decide whom to trust.

With this impetus from MIT, UNESCO and Creative Commons the production and use of OER grew steadily over the next decade. In 2012 UNESCO held a World Congress on OER to assess progress and to bring this important development to the attention of governments. Sir John recalled how he and Stamenka Uvalić-Trumbić were involved in organizing the Congress, notably by holding policy forums in UNESCO's five regions to bring together government representatives and producers and users of OERs. These forums refined a document, for presentation to the Congress, urging governments to take advantage of OER in advancing their educational agendas. Its key statement was that "governments can create substantial benefits for their citizens by ensuring that educational materials developed with public funds be made available under open licenses in order to maximize the impact of the investment." The text was adopted by acclamation at the World Congress as the Paris Declaration.

The production and use of OER is expanding steadily. This year UNESCO and Slovenia have joined forces to hold a second World Congress on Open Educational Resources in Ljubljana in September. This will enable us to take stock of progress in a more systematic way. A significant recent development is that OER are mentioned in the Incheon Declaration which sets the targets for Sustainable Development Goal 4 on Education, as an important tool for advancing tertiary education.

Sir John finished by alluding to MOOCs – Massive Open Online Courses - which began in 2012 when a few universities took advantage of the internet to offer simple courses to people all over the world at no cost. Today there are thousands of MOOCs available on all conceivable subjects and in many languages.

IAN DENISON recalled that UNESCO is a producer of research and knowledge. He described how the Organisation adopted an Open Access (OA) policy for itself, which it has been promoting as a principle since 2002.

This has allowed it to be more visible and present both on the web and social media well beyond its own publications. He highlighted what Open Access is, what its core elements are and how it can create open knowledge that can be reused by all. Knowledge is free and should be shared with all those who need it. Access to past knowledge is essential for the creation of new knowledge. Everyone should have access to knowledge. Open Access does not contradict copyright: it is an extension of it. When we talk about access, we should not forget that there are many people today who do not have access to even basic knowledge. No one should be discriminated against on the basis of personal disadvantage, especially those with disabilities and reading difficulties. Open Access is about promoting a knowledge society.

Open Access is central to UNESCO's mandate to maintain, increase and disseminate knowledge. He gave examples of projects related to OA at UNESCO such as the Global Open Access Portal, the OER Declaration, Guidelines on OER in Higher Education; and the development of e-learning tools for Open Access.

Why has it taken so long for UNESCO and other IGOs to implement an Open Access Policy? Even before adopting a formal policy on Open Access in 2013, UNESCO and other international organizations (e.g. CERN, the World Bank, the Asian Development Bank) had online publications and repositories of downloadable content. After three years of discussions in the Executive Board and the General Conference, UNESCO moved from "all rights reserved" to "some rights reserved". The main change was that interested parties no longer had to ask UNESCO for permission to use its publications. To achieve this result, UNESCO had to overcome a number of obstacles. The Creative Commons (CC) licenses were not applicable to IGOs because they had to be arbitrated under national jurisdiction. UNESCO set up a working group with the OECD and WIPO to help create a CC IGO license. There are other systems as well, but Creative Commons is the most collaborative and all IGOs can use it.

Open Access is central to UNESCO's mandate to maintain, increase and disseminate knowledge.

In practice this meant that as of 31 July, 2013, all UNESCO publications approved by the Publications Board are part of the OA repository. Today 1,200 publications are available in this repository for downloading, use and reuse through UNESDOC.

From Open Access to Better Access

UNESCO's aim now is to move from Open Access to Better Access. Content is being moved from its website to places where it is more accessible to a wider audience. A partnership with Wikimedia has made UNESCO sites accessible to new audiences, including people with disabilities, and stimulated the creation of new content. Through the content sharing partnership with Wikipedia, millions of people will learn about UNESCO's work through its publications. UNESCO is piloting a series of projects using two techniques: placing UNESCO publications on a new Wikipedia page or embedding UNESCO texts in existing articles. In 18 months, the visibility of UNESCO has become much greater than on the UNESCO website alone. For example, in 2015, articles and chapters from the UNESCO Science Report on Wikipedia were accessed 800,000 times per month.

In addition, the UNESCO Photo Bank has been used to enrich UNESCO content in three projects to date: World Heritage, Man and the Biosphere, and Intangible Heritage. New content has been created for Wikipedia with 400,000 open images to enrich web pages. In addition, data from UNESCO's Institute for Statistics is being used to enrich Wiki data. This is another way of sharing knowledge that UNESCO is creating.

In another pilot project, called the UNESCO Challenge, UNESCO is working with hundreds of Wikipedia editors to write articles on World Heritage, Man and the Biosphere and the Global Open Access Portal. As a result, 90 editors have created 100 new articles in 15 languages.

Finally, Ian Denison announced the revival of the print edition of UNESCO's flagship magazine, the Courier, which had not been published for 5 years. The first new print issue was published in April this year and was dedicated to

the 2030 Agenda. Copies were distributed at the session. The next issue of the Courier (July 2017) will address topics such as fake news and similar challenges in the post-truth era.

OER have contributed to the steady growth of online learning, which now extends education to people around the world. Mathieu Nebra and Pierre Dubuc's involvement in educational technology began when they were just 13 and 11 years old. They went on to co-found the hugely successful French company OpenClassrooms, which is now at the forefront of online education with 1,000 courses and over 2 million learners.

MATHIEU NEBRA gave an update of the Paris-based OpenClassrooms initiative, which is a start-up launched in 2007 that now has a staff of 80.

He recalled how it all started in 1999, when he was a young boy in middle school and wanted to learn how to develop a website. He went to a bookstore – FNAC – to get some guidance. All the books on computer science were "for professionals" which caused him a lot of frustration. But he persevered and rewrote one of the books to make it more accessible to beginners and created his own website. He realized that knowledge was protected and that you had to be part of a club to have full access to it. He continued through high school, completed his engineering degree and, in 2007, founded a start-up, OpenClassrooms, with his younger friend, Pierre Dubuc.

After eighteen years of hard work, OpenClassrooms has a clear vision and mission – to make education accessible to all - a mission which is close to that of UNESCO, and to help people get a job or upgrade their skills. The primary focus is on vocational training, which was a deliberate choice. Courses in higher education were postponed in the early days to conserve limited resources. The focus is on employability, especially the jobs of the future. Uniquely, OpenClassrooms offers a money-back guarantee if students have not secured employment within six months of completing the course.

This eighteen-year long journey had many pitfalls and setbacks, but also many successes. Mathieu had combined his three passions – writing, computer science and pedagogy – and persevered. Today, OpenClassrooms reaches 2 million distance learners per month and offers courses in 120 countries. The quality of the courses, mainly in computer science, designed and written entirely by the OpenClassrooms team, appealed to learners in French speaking countries, and gained popularity, purely by word of mouth, without any advertising.

OpenClassrooms have now expanded its range of courses. In addition to computer science, it now offers management, marketing, design, human resources in French, English and Spanish. When the MOOC craze started, OpenClassrooms realized that they were actually offering MOOCs! An existing community of members created the courses, supported by experts in pedagogy. The biggest breakthrough for OpenClassrooms was to start offering state-recognized diplomas. Their work was endorsed by former French president, François Hollande.

They were one of the first organizations to offer fully online MOOC-style courses with recognized diplomas at bachelor and master level. These are accepted within the Bologna Process, thus allowing for recognition at the European level. They charge between 20 and 400 Euros per month and have 50,000 learners enrolled for a diploma course that extends to Morocco, Tunisia, Togo and Belgium. Twelve diplomas have been offered so far, and another 50 will be delivered next year. Students are supported by mentors, courses are open and free. Commercial use is prohibited. OpenClassrooms are funded by those studying for a diploma, to pay for the mentoring. Investors come from the public sector. (for more information on OpenClassrooms visit ***openclassrooms.com***) ■

Dans les coulisses des organes directeurs

Pio Rodriguez, Stany Kol & Jacques Rao, 21 septembre 2017

À quelques jours de l'ouverture de la 202e session du Conseil exécutif et de la 39e session de la Conférence générale, **PIO RODRIGUEZ**, **STANY KO**l et **JACQUES RAO** – qui sur plus de trois décennies et à plusieurs années d'intervalle se sont succédé au secrétariat de ces organes directeurs – évoquent leurs expériences et leur vécu dans les coulisses du pouvoir décisionnel à l'UNESCO.

PIO RODRIGUEZ : Lors des négociations qui ont débouché sur l'adoption de l'Acte constitutif de l'UNESCO, le 16 novembre 1945, il avait fallu prendre en considération les débats de la Conférence des Ministres alliés de l'éducation (CAME), ainsi que les précédents installés par la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle (CICI) à Genève et l'Institut International de Coopération Intellectuelle (IICI) à Paris. Deux questions se posaient déjà, qui semblent ici particulièrement pertinentes. La première touchait à la nature même de l'Organisation et avait été parfaitement résumée par Jaime Torres Bodet, qui deviendrait son Directeur général en 1948 : pour lui, l'UNESCO ne pouvait être un centre de coopération intellectuelle au profit d'une élite, mais devait avoir pour mission d'élever la condition de larges groupements humains, bien au-delà de la simple reconstruction qui, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, était alors l'objectif le plus pressant.

La deuxième question, loin d'être secondaire, portait sur la qualité des membres du Conseil exécutif : siégeaient-ils à titre personnel ou représentaient-ils des États ? Le compromis retenu, celui de personnalités nommément désignées, sera revu à plusieurs reprises par la Conférence générale qui, en 1954 déjà, décidait de leur conférer la qualité de représentants de leurs gouvernements respectifs.

En 1976, une nouvelle réforme prévoyait le remplacement des membres en cours de mandat si des « circonstances exceptionnelles » l'exigeaient. Enfin, depuis 1991, le Conseil exécutif est composé non plus de personnes, mais d'États membres, et leur nombre atteint désormais 58.

Si l'on peut être attaché à l'idée d'un Conseil exécutif composé d'intellectuels, force est de reconnaître qu'un conseil plus politique et diplomatique répond mieux à sa mission dans les domaines de compétence de l'Organisation. Le Conseil se doit d'être à l'écoute et de mobiliser toute l'intelligence du monde, sans prétendre concentrer toute l'intelligence mobilisable.

La question de la nature des institutions du Système des Nations Unies était significative à cet égard : en effet la dénomination d'agences techniques, d'abord retenue pour les différencier de la dimension plus politique de l'ONU, s'est révélée réductrice pour des entités telles que l'UNESCO, pour lesquelles fut préférée la désignation d'institution spécialisée.

En 1953, l'arrivée de l'Union soviétique, de l'Ukraine et de la Biélorussie a installé à l'UNESCO un système de blocs politiques. La même année, l'adhésion de l'Espagne franquiste créait une situation difficile, en raison du rejet exprimé par le Président du Conseil exécutif Paulo de Berredo Carneiro et le Directeur général Jaime Torres Bodet, ainsi que des protestations publiques d'Albert Camus, Pablo Casals et d'autres intellectuels de premier plan. Mais la Conférence générale avait alors soutenu le principe de l'intégration dans l'Organisation de tout État adhérant à son Acte constitutif, ce qui était difficile pour certains, mais traduisait une courageuse volonté collective d'ouverture.

Les années 1980, marquées par le départ du Royaume-Uni et de Singapour en 1985, un an après celui des États-Unis d'Amérique, ont été une période particulièrement critique pour l'Organisation, dont le budget s'est trouvé amputé de 30 %. Le Conseil exécutif et le Secrétariat, sous la direction d'Amadou-Mahtar M'Bow puis de Federico Mayor, ont su faire preuve d'une grande capacité de résilience. La diminution du budget s'est traduite par une réduction significative dans les activités et le personnel de l'UNESCO, ainsi que dans la durée des sessions de la Conférence générale et du Conseil exécutif.

Si la Conférence générale est bien l'organe suprême de l'Organisation, le Conseil en est le centre névralgique. Il lui est largement complémentaire, puisque sa fonction est de clarifier par le débat les grandes questions qui la concernent et de préparer les projets de résolution sur lesquels elle aura à se prononcer. Sa composition plus restreinte et ses sessions plus longues lui confèrent à cet égard un avantage significatif. Dans le cadre d'un multilatéralisme à vocation mondiale, il a su se nourrir, tout

Si la Conférence générale est bien l'organe suprême de l'Organisation, le Conseil en est le centre névralgique.

comme la Conférence générale, d'une régionalisation fort utile allant au-delà de la simple répartition des sièges et de l'exécution d'activités à caractère régional.

La fin de la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique, remplacée par la Fédération de Russie, ainsi que la réunification des deux Allemagnes et la désintégration de l'ex-Yougoslavie avaient eu de notables conséquences géopolitiques. Rien qu'en 1992, huit nouveaux États sont devenus membres de l'UNESCO, entraînant de nouvelles modalités de vote et de négociation. Ainsi, si les Groupes I et II du Conseil sont restés inchangés, le vote aligné n'était plus automatique. Dans ce nouveau contexte, les organisations régionales ont gagné du terrain, et le poids des groupes régionaux à l'UNESCO s'est accru d'autant.

Vers la parité

Si les groupes électoraux avaient réussi à obtenir une répartition équitable des sièges dans ces hautes instances, il restait encore à y assurer la parité et une plus grande présence des femmes. Il faudra attendre 1991 pour qu'une femme, la canadienne Marie Bernard-Meunier, soit élue pour la première fois à la présidence de Conseil exécutif. En 2011, et c'était une première dans la vie de l'Organisation, des femmes ont été simultanément élues à la tête de ses trois principaux organes : Katalin Bogyay à la présidence de la Conférence générale, Eleonora Mitrofanova à la présidence du Conseil exécutif et Irina Bokova à la Direction générale du Secrétariat.

Pendant la période où j'en ai assuré le secrétariat, le Conseil exécutif a déployé une intense activité normative, s'attelant à l'examen d'instruments de première importance tels que la Convention sur l'enseignement technique et professionnel (1989), ainsi que les recommandations sur la normalisation internationale des statistiques relatives à la production et la distribution de livres, journaux et périodiques (1985), la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire (1989) et la reconnaissance des études et titres de l'enseignement supérieur (1993). Il a aussi approuvé une importante Déclaration de principes sur la tolérance en 1995.

Dans le même temps, le Conseil exécutif s'est fortement investi dans la formulation du Plan à moyen terme de l'Organisation, ainsi que dans la discussion de son Programme et budget, qui figure régulièrement à son ordre du jour - désormais accompagné d'un plan de dépenses en raison de la situation créée par le non-paiement de la contribution des États-Unis.

Il m'a enfin été donné, dans ces années-là, d'y recevoir Nelson Mandela qui, quelques mois seulement après l'inauguration officielle de sa présidence, en 1994, annonçait la décision de l'Afrique du Sud de rejoindre l'UNESCO, mettant un terme à près de 40 ans d'absence. Le Conseil a également reçu en 1993 la visite de Yasser Arafat, Président de l'Organisation de libération de la Palestine, à qui serait attribué l'année suivante, conjointement au Premier Ministre d'Israël Yitzhak Rabin et à son Ministre des affaires étrangères Shimon Peres, le Prix Félix Houphouët-Boigny, suivi peu après du prix Nobel de la paix. D'autres personnalités éminentes, comme Fidel Castro, se sont aussi adressées au Conseil au cours de cette période.

STANY KOL : Ma fréquentation de la Conférence Générale et du Conseil exécutif s'est étendue sur plus de 30 ans, et je distingue trois étapes dans ce long parcours : d'abord à la Commission française pour l'UNESCO (1972-1979), puis au Secrétariat de l'UNESCO (1979-1994), et enfin au Secrétariat de la Conférence générale (1994-2003).

De ma période à la Commission française pour l'UNESCO, je retiens quatre thèmes qui n'ont rien perdu de leur actualité, et en premier lieu celui de la planification à moyen terme, qui fit l'objet, au début des années 70, d'un grand débat à l'initiative de plusieurs pays et dont l'idée force était de justifier les décisions des organes directeurs sur le programme en définissant des objectifs à atteindre.

Le plan à moyen terme (devenu quelques années plus tard la stratégie à moyen terme) devait être élaboré sur la base d'une analyse des grands problèmes mondiaux et des objectifs à retenir par l'UNESCO pour apporter des solutions dans ses domaines de compétence pendant les six années suivantes. Il devait comporter pour chacun de ses objectifs des « résultats attendus » sur la base desquels serait effectuée une évaluation des différentes actions

entreprises et de leurs effets réels.

Le programme biennal devenait ainsi un instrument orienté vers l'avenir, et le débat sur les programmes futurs devait, dans les travaux de la Conférence et du Conseil, précéder ceux concernant le programme immédiat. Les modalités ont évolué ensuite, mais le principe est resté en vigueur : éclairer le court terme par le moyen terme. Il a même donné lieu à l'une des principales recommandations du groupe de travail créé en 1995 sous la présidence de Torben Krogh, qui était alors le président de la Conférence générale.

Autre sujet important, le statut des membres du Conseil exécutif a été largement décrit par Pio Rodriguez : on pourrait ajouter qu'à l'époque où siégeaient au Conseil des personnalités élues sous leur nom, il était assez rare qu'un membre du Conseil, tout en exprimant ses positions en son nom personnel, avance sur un sujet quelconque des idées différentes de celles de son pays.

Ce qui frappe avec le recul, c'est l'esprit qui régnait alors au Conseil. Plusieurs des personnalités qui y siégeaient, parfois durant plusieurs mandats, avaient une influence et un prestige hors du commun. On les écoutait attentivement, et même on les aimait bien, de sorte que les positions qu'elles exprimaient comptaient beaucoup dans les débats et d'une manière générale dans la vie de l'Organisation. On se souviendra notamment de MM. de Berredo Carneiro (Brésil), Pompei (Italie), Rahnema (Iran), El-Fassi (Maroc), Ki-Zerbo (Burkina Faso), ou encore Lipatti (Roumanie). Autour d'eux, on se sentait souvent dans un club amical plutôt que dans un organe formel. Leur influence ne se limitait pas au Conseil exécutif. Ils étaient aussi présents et actifs dans nombre d'activités de l'Organisation. L'amendement de 1991 a bien sûr modifié radicalement l'identité du Conseil, mais c'est progressivement que cette atmosphère initiale a évolué.

La durée des travaux des organes directeurs a également beaucoup évolué : dans les années 1970, la Conférence générale durait presque six semaines, chaque session du Conseil plus de quatre semaines, soit près de quatre mois en tout dans une année de Conférence générale, alors qu'il y avait beaucoup moins d'États membres qu'aujourd'hui. Dès cette époque est donc apparu le désir d'alléger le poids des organes directeurs dans le calendrier de l'Organisation. Mais bien sûr l'augmentation progressive du nombre d'États membres ne facilitait pas les choses. C'est une contradiction qui a duré jusqu'à nos jours, alourdie par les difficultés financières qu'a rencontrées l'Organisation.

Alléger le poids des organes directeurs dans le calendrier de l'Organisation.

Quoi qu'il en soit, la durée des sessions a nettement diminué au fil des ans, ne dépassant guère plus aujourd'hui deux semaines environ, tant pour le Conseil que pour la Conférence générale, soit environ six semaines au total lors d'une année de Conférence générale.

Enfin, les procédures de décision de la Conférence générale et du Conseil exécutif ont elles aussi bien changé : un événement qui s'est produit à cette époque a eu sur ce point d'importantes conséquences. En 1974, la Conférence a élu un nouveau Directeur général, Amadou-Mahtar M'Bow, mais de graves difficultés ont surgi après qu'elle eut adopté certaines décisions qui furent contestées par plusieurs pays. En même temps, à l'invitation du Kenya, elle avait accepté de tenir sa session de 1976 à Nairobi. La préparation de cette session est vite devenue une sorte de symbole, celui de l'unité à reconquérir. Le nouveau Directeur général, notamment, a prôné la recherche du dialogue et de l'écoute mutuelle plutôt que la force du nombre. C'est ainsi que s'est imposée la nécessité du consensus. Sur sa proposition, la Conférence générale a institué un « groupe de rédaction et de négociation », chargé de rapprocher les points de vue et préparer des décisions susceptibles d'être finalement adoptées par consensus sur les questions a priori les plus délicates.

Ce fut un succès étonnant, marqué par la reprise du dialogue au sein de l'Organisation. Longtemps après cette Conférence générale, on a continué à parler de « l'esprit de Nairobi », et le consensus est demeuré jusqu'à nos jours un élément essentiel des mécanismes de décision à l'UNESCO.

Vient ensuite dans les années 1980 et 1990 une deuxième étape au Secrétariat de l'UNESCO, d'abord au Bureau d'études et de programmation, puis au Cabinet du Directeur général. Ces années-là furent assez stables en ce qui concerne la Conférence générale. Mais le Conseil exécutif, suite au retrait des États-Unis de l'Organisation en 1984, a décidé de constituer un comité temporaire chargé de lui présenter des recommandations et des mesures concrètes tendant à améliorer le fonctionnement de l'Organisation. Celui-ci a consacré une bonne part de ses travaux aux mécanismes de décision des organes directeurs, et ses recommandations visaient notamment à donner au Conseil un rôle accru dans la préparation des décisions de la Conférence générale relatives au programme biennal (C/5).

Dans ce contexte, le comité a insisté tout particulièrement sur la nécessité de rechercher des décisions fondées sur le consensus et a recommandé « de multiplier les possibilités de concertation entre États membres, ainsi qu'entre les États membres et le Secrétariat, notamment au stade de l'élaboration par le Secrétariat du Projet de programme et de budget ». Il en est résulté notamment de nouvelles méthodes de consultation.

Sur un plan plus personnel, dans les années 80, le Directeur général présentait à chaque session du Conseil, le premier jour, un « rapport oral » sur les activités menées par l'Organisation depuis la session précédente. Sa présentation durait souvent plus d'une séance entière, c'est-à-dire plus de trois heures. La préparation de ce rapport représentait un travail considérable : il fallait obtenir en quelques jours les informations nécessaires des différents services du Secrétariat, les mettre en forme, les contrôler, les soumettre à l'approbation du DG, puis les adapter comme il le souhaitait. Cela représentait un document de plusieurs dizaines de pages à préparer au dernier moment, alors qu'au début on ne disposait que de machines à écrire sans mémoire et sans correction automatique. Les journées et même les nuits étaient très chargées… Heureusement sont apparues soudain les machines à traitement de texte, suivies vers 1985 par les premiers ordinateurs de bureau. C'était un progrès considérable, à condition d'apprendre au plus vite à les utiliser. C'est donc au rapport oral du DG que je dois de m'être initié à l'informatique!

Un « esprit de club »

La question du temps de parole s'est posée au Conseil exécutif au début des années 80 et a donné lieu à de longs débats, mais sans consensus : « l'esprit de club » qui régnait alors s'accommodait mal de mesures considérées par beaucoup comme arbitraires ou bureaucratiques. Il a fallu du temps pour aboutir à une première décision, limitant à 45 minutes le temps de parole dans les débats généraux. Par la suite, cette limite a sensiblement été réduite bien sûr.

La troisième étape du parcours, au Secrétariat de la Conférence générale entre 1994 et 2004, a été marquée par les travaux du groupe Krogh. À sa 28e session, en 1995, la Conférence a invité son président, M. Torben Krogh (Danemark), à « constituer un groupe de travail ad hoc chargé d'examiner la structure et la fonction de la Conférence générale et de recommander les moyens les plus efficaces de rendre à celle-ci sa fonction initiale d'organe de décision à part entière ».

Ce n'était évidemment pas la première fois qu'un travail de perfectionnement était entrepris, mais cette fois la situation était nouvelle, marquée par le changement de statut qui venait d'être décidé pour les membres du Conseil exécutif. Il s'agissait non seulement, comme d'habitude, d'améliorer les méthodes de travail de la Conférence générale, mais aussi de réexaminer ses relations avec le nouveau Conseil exécutif. C'est ce contexte particulier qui a fait du « groupe Krogh » un événement particulièrement important dans l'histoire des organes directeurs.

Le groupe, composé de 18 experts, a tenu trois réunions pendant le biennium et a soumis son rapport à la 29e session de la Conférence générale, accompagné des observations et recommandations du Conseil exécutif. Sa préparation, puis la mise en œuvre des recommandations approuvées par la Conférence, ont représenté un travail assez lourd pour le Secrétariat.

Ce rapport comportait 34 recommandations. Comme l'a souligné M. Krogh en le présentant à la Conférence générale, l'orientation principale était que la Conférence, pour s'acquitter pleinement de son rôle, devrait simplifier ses débats sur le Projet de Programme et budget (C/5) soumis à son approbation et se concentrer sur la préparation du C/5 suivant en donnant des directives au Directeur genéral pour sa préparation. Il s'agissait ainsi de consolider la fonction politique de la Conférence générale, tout en renforçant le rôle des États membres et de leurs commissions nationales, ainsi que la coordination des tâches des trois organes directeurs. Cela confirmait donc les efforts entrepris dans le même sens depuis l'introduction de la planification à moyen terme à l'UNESCO.

Ces recommandations ont été soumises à la Conférence générale, qui les a approuvées. Ce travail méthodologique sur la gouvernance s'est poursuivi dans les années suivantes, aussi bien au Conseil exécutif qu'à la Conférence générale. Il est encore vivace aujourd'hui. On notera cependant que certains points sont discutés depuis des années, mais sans aboutir à un consensus. Il en est ainsi du débat de politique générale, qui depuis toujours prend place au début de chaque session. Il a pourtant été proposé plusieurs fois de le programmer plutôt à la fin, en conclusion des débats des diverses commissions, mais cette idée n'a jamais pu être entérinée jusqu'à présent.

Par ailleurs, certaines des recommandations du groupe Krogh, bien qu'approuvées par la Conférence générale, n'ont pas pu être mises en œuvre : par exemple celle selon laquelle les comités directeurs des programmes intergouvernementaux (MAB, Information pour tous etc.) devraient être invités à présenter à la Conférence générale, chacun dans son domaine, des recommandations sur le C/5. Ou encore celle qui visait à présenter dans un seul document les questions soumises à chaque commission. Dans les deux cas se posaient des problèmes pratiques de calendrier qui se sont avérés insolubles.

La délicate question du temps de parole

Traditionnellement, à cette époque, le débat de politique générale dépassait très largement le temps qui lui était imparti. En principe, chaque orateur disposait de huit minutes pour son intervention (temps global du débat divisé par le nombre d'intervenants), mais en pratique cette limite était largement dépassée dans un grand nombre de cas : les discours de 12 ou 15 minutes, voire plus, étaient très fréquents, de sorte que les séances se terminaient chaque jour vers 13 h 30 ou 13 h 45 au lieu de 13 h, et bien au-delà de 19 h le soir au lieu de 18 h, malgré les efforts des présidents.

Mais après la Conférence générale de 2001, le Directeur général a donné instruction de faire mieux respecter le temps de parole en 2003. Grand embarras : comment le secrétaire pourrait-il faire mieux qu'un président ? C'est alors qu'est venue l'idée de clips musicaux qui pourraient être utilisés pour signaler la fin du temps de parole. Elle fut approuvée par le Conseil exécutif dans le cadre de la préparation de la session suivante de la Conférence générale. Plus de 200 clips de deux à trois minutes ont été préparés : pour chaque discours, au bout de sept minutes un clip serait utilisé, chaque fois différent, avec l'aide d'un technicien, tout doucement d'abord, puis de plus en plus nettement, et assez fort après la huitième minute afin d'inciter l'orateur à stopper, quitte à remettre au Secrétariat son texte complet, qui serait ensuite publié parmi les documents d'information.

On aurait pu craindre qu'un ou plusieurs ministres protestent contre ce qu'ils auraient pu considérer comme une atteinte à leur liberté de parole. Mais tout s'est bien passé, et cette nouveauté a même suscité l'intérêt amusé des délégués assis dans la salle I, qui souriaient à chaque clip en attendant le suivant avec curiosité, au point d'avoir l'air déçu quand un ministre s'arrêtait avant le début d'un nouveau clip. Cette ambiance a persisté tout au long du débat de politique générale (une dizaine de jours à l'époque) et les séances ne se sont pas terminées plus tard que 13h10 ou 18h15: du jamais vu!Bref, vive la musique!!!

JACQUES RAO : j'ajouterai quelques éclairages particuliers tirés de ma propre expérience au secrétariat de ces organes directeurs, de 2014 à 2017.

L'UNESCO a enchaîné les réformes par vagues successives depuis 1946. Mais les deux derniers

exercices biennaux ont été marqués par une véritable accélération, que l'on peut attribuer à la conjonction de plusieurs facteurs.

D'abord, l'Organisation a atteint 70 ans d'existence, ce qui marque un tournant. Ensuite, elle s'est inscrite dans un large mouvement de réforme engagé à l'échelle du Système des Nations Unies afin d'intégrer l'action de l'ensemble des institutions dans le cadre d'une initiative qu'on a appelée « Unis dans l'action » (*Delivering as One*), notamment pour la mise en œuvre des programmes sur le terrain. Dans le même temps, la révolution numérique a généré de grands changements. À cela s'ajoute la crise financière connue de tous et enfin, l'apparition de nouveaux intervenants dans cette réflexion collective sur la gouvernance, notamment le Corps commun d'inspection des Nations Unies, qui a produit un rapport très intéressant sur l'UNESCO en 2011. À la suite de celui-ci, la Conférence générale a demandé au Commissaire aux comptes de lui présenter une revue générale de la gouvernance de l'UNESCO. Celui-ci a remis en 2015 un rapport indépendant présentant une analyse approfondie et assez critique. Sur la base de ce rapport, certains mécanismes ont été mis en place pour essayer d'améliorer la gouvernance de l'Organisation.

Sans entrer dans les détails, on en retiendra l'idée générale, qui est d'améliorer les méthodes de travail tout en réduisant les coûts, de faire mieux avec moins, et surtout d'essayer de simplifier le fonctionnement de ce qu'on appelle « la planète UNESCO ».

Celle-ci apparaît dans toute sa complexité dans un tableau préparé pour la 199e session du Conseil exécutif (document 199 EX/12, annexe 2 rev.) et présentant sous forme d'organigramme l'ensemble des organes intergouvernementaux et internationaux qui forment les multiples ramifications de l'UNESCO : outre les services du Secrétariat et organes subsidiaires de la Conférence générale et du Conseil exécutif, on y voit l'empilement des instituts et centres de catégorie I, Conventions internationales et organismes connexes, commissions, comités et programmes internationaux et intergouvernementaux. Dans tous ces organes, on retrouve les mêmes États membres, avec des chevauchements et des superpositions de réunions statutaires coûteuses. Ce n'est pas facile à réformer, car elles découlent des textes normatifs, des conventions, et obéissent à des procédures complexes. Le Commissaire aux comptes a fait à ce sujet des propositions sur lesquelles le Conseil exécutif et la Conférence générale auront à se prononcer lors des sessions prochaines.

Améliorer les méthodes de travail

Concernant spécifiquement les méthodes de travail des organes directeurs : sans entrer non plus dans les détails, on relèvera que le Conseil exécutif a décidé d'introduire des réunions d'intersessions et que la Conférence générale a fait de même en mettant en place un groupe de travail. Ces deux modalités parallèles ont pour mission de revoir toute cette gouvernance. Les résultats sont débattus en ce moment même au Conseil, qui devra tirer un premier bilan des réunions d'intersessions. Le Groupe de travail de la Conférence générale est sur le point de publier un document qui pourra être consulté en ligne.

Parmi les nouvelles dispositions intéressantes envisagées, on relèvera l'introduction d'un statut d'observateur renforcé (*Enhanced Observer Participation Status*). Ainsi les réunions intersessions du Conseil ne sont pas réservées aux seuls membres du Conseil, mais sont ouvertes à l'ensemble des États membres qui y jouissent d'un droit de parole et de proposition. Cette expérience, nouvelle dans l'histoire de l'UNESCO, répond à une volonté d'élargissement de la réflexion sur la fonction de gouvernance.

Autre innovation notable : pour la première fois le Conseil exécutif manifeste une réelle volonté de réformer le débat de politique générale, qui n'est plus qu'une suite de monologues. Dans un document qui vient de sortir, il est ainsi proposé d'inclure des contributions écrites à la plénière dans les procès-verbaux du Conseil exécutif. C'est assez révolutionnaire : les membres du Conseil ne prononceraient plus de discours fleuve, mais les remettraient pour publication au procès-verbal, afin que leur temps de parole puisse être consacré à une discussion de fond sur la crise que traverse l'Organisation ou les nouveaux enjeux de la coopération internationale.

Le troisième changement important est apporté par la réforme de la procédure d'élection du Directeur général, largement inspirée par l'élection à l'ONU. On est passé de séances privées à des séances publiques, notamment pour les auditions des candidats, dont les prestations ont été diffusées simultanément en webcast. Le vote lui-même reste privé, mais on est désormais passé à un fonctionnement beaucoup plus ouvert et transparent. C'est un progrès.

L'environnement de travail de l'Organisation est également transformé par l'accélération de la révolution numérique. Les communications avec un ministère, un ambassadeur, sont désormais électroniques. Ces messages sont considérés comme officiels, alors que ce n'est pas prévu dans les procédures. Les présidents des organes directeurs ont désormais leur site internet. Le Président du Conseil a même son compte Twitter. L'électronique fait donc maintenant partie de la vie de l'Organisation. Une anecdote : en 2009, lors de l'élection de Mme Bokova à la Direction générale, après le 5e tour de scrutin, des applaudissements ont éclaté à l'extérieur de la salle avant même que le Président du Conseil, pourtant très à cheval sur les procédures, ait pu annoncer le résultat du dépouillement des votes. L'information avait fuité par portable à l'extérieur.

En même temps, il y a des limites aux possibilités offertes par la révolution numérique. Bien sûr, on envoie aux délégués tous les documents par voie électronique, mais ceux-là mêmes qui prônent la simplification en public insistent encore en privé pour recevoir leurs documents imprimés. Nombre de délégations ne gèrent pas bien leur boîte électronique, elles sont trop pleines, les messages sont renvoyés... Il en va de même pour le vote électronique. Les salles de l'UNESCO sont maintenant équipées de boîtiers, mais on note encore une certaine frilosité à cet égard. Pourquoi ? D'abord parce que le vote électronique n'est pas prévu dans les textes réglementaires, où il est encore question de vote à main levée ou par appel nominal, ou à scrutin secret. Il faudra donc vraisemblablement « nettoyer » ces textes avant de généraliser le procédé.

L'Organisation reste très attachée à la notion d'adoption des décisions par consensus, même si on observe malheureusement une dérive sur certains sujets très politiques. On peut craindre que l'adoption du vote électronique n'entraîne une érosion de la notion de consensus. Certaines institutions des Nations Unies très avancées dans ce domaine ont fait marche arrière. Ainsi l'OMS est revenue aux modalités traditionnelles pour l'élection de son directeur général.

Les langues de travail, un choix coûteux

La question des langues de travail provoque aussi beaucoup d'effervescence en coulisses : il y a en effet de moins en moins de personnel dans les services de traduction et d'interprétation, qui reposent parfois sur un seul fonctionnaire par unité linguistique, le travail étant largement sous-traité à des prestataires extérieurs. Pour mémoire, il y a officiellement deux langues de travail au Secrétariat, six langues pour les organes directeurs et neuf langues officielles de l'Organisation (incluant le portugais, l'italien et le Hindi), ce qui peut entraîner des surcoûts considérables.

On notera que le Conseil exécutif a tenu à ce que ses réunions d'intersession se déroulent en six langues, ce qui coûte très cher. Or les règles prévoient que les réunions non statutaires devraient se dérouler en deux langues.

Pourquoi est-il si difficile de faire des économies là-dessus ? D'une part les règlements prévoient l'utilisation des six langues, y compris pour les documents officiels, d'autre part les groupes électoraux font pression pour maintenir leur langue, ce qui est légitime. De plus, il n'y a pas de dispositions communes à l'ensemble du Système des Nations Unies. L'étude comparative qui a été tentée fait apparaître tous les cas de figure : certaines organisations, comme la Banque mondiale, sont très pragmatiques et n'utilisent, sauf exception, que l'anglais, mais c'est loin d'être le cas ailleurs. Les États membres sont les mêmes, mais leurs positions diffèrent d'une institution à l'autre.

D'une façon générale, le français perd malheureusement beaucoup de terrain. En 2009, l'UNESCO accueillait à Paris la réunion annuelle des chefs d'agence du Système, le CEB. Une interprétation en anglais et en français était prévue, mais quel ne fut pas notre étonnement

de voir quatre directeurs généraux français s'exprimer, ici à Paris, en anglais. Seule Mme Bokova s'est appliquée à faire des interventions bilingues, suivie en cela par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon.

Une réflexion s'impose donc sur la question des langues de travail, notamment au sein de cette Organisation.

Ainsi, le mouvement de réforme existe depuis de nombreuses années et il est trop tôt pour se prononcer sur le processus en cours, mais celui-ci bénéficie en quelque sorte d'un « alignement des planètes » pour que l'UNESCO change vraiment ses méthodes de travail. Un nouveau Directeur général sera prochainement élu pour quatre ans, et cela coïncide avec la nomination d'un nouveau Secrétaire général de l'ONU qui veut aussi changer les choses et avancer des idées très novatrices. Enfin, les trois organes ont aligné leurs cycles sur un rythme quadriennal : la durée du mandat du DG est passée de 6 ans à 4 ans renouvelables une seule fois, les membres du Conseil exécutif sont élus pour 4 ans, et le C/5 est maintenant voté pour 4 ans, même si la Conférence générale revoit le budget tous les 2 ans. La Stratégie à moyen terme est passée à 8 ans, un multiple de 4. C'est donc une chance historique pour essayer de réformer et synchroniser les relations entre les trois organes.

Pour conclure sur une note optimiste, rappelons que l'UNESCO conserve une formidable force attractive : ses 195 États membres et 10 membres associés sont plus nombreux qu'à l'ONU. Elle continue à faire rêver et il faut espérer que les organes directeurs y contribuent aussi en réussissant cette réforme.

Échanges avec le public (extraits)

DOUDOU DIÈNE rappelle que derrière chacune de ces réformes, il y avait un contexte politique et idéologique. En effet, l'UNESCO est dotée d'un mandat sous tension permanente qui découle de la contradiction entre le politique et l'intellectuel. Elle sera donc toujours en crise. Trois périodes ont exacerbé cette tension. D'abord l'arrivée des pays du Sud dans les années 1960, illustrée par un incident au Conseil exécutif, lorsque le Délégué français qui avait parlé de « pays lointains », s'est entendu rétorquer par Pablo Neruda « lointains, mais à partir de quel centre » ? Une deuxième période importante s'est ouverte lorsque les grandes puissances ont voulu reprendre le contrôle au moyen de deux armes majeures : l'érosion du pilier politique et la réduction du pilier intellectuel par l'éviction des ONG, porteuses du lien essentiel avec la société civile. La troisième période nous amène dans le contexte actuel, caractérisé par une volonté massive de contrôle et de surveillance, qui entraîne des violations majeures des droits de l'homme, mais suscite aussi l'apparition des lanceurs d'alerte, de villes sanctuaires, de rébellions inspirées par les principes fondamentaux de l'UNESCO. Cette période est peut-être la plus fertile et féconde car tous les concepts qui émergent derrière la violence à laquelle nous assistons sont au cœur du mandat de solidarité morale et intellectuelle de l'Humanité dont est investie l'UNESCO.

LOLA POGGI GOUJON, Secrétaire générale du CICT, relève que l'UNESCO a beaucoup perdu avec l'affaiblissement de sa relations avec les ONG, tout comme avec la réforme qui a fait des membres du Conseil des diplomates et des représentants des États alors qu'ils étaient auparavant des émanations de la vie culturelle de leur pays.

GEORGES KUTUKDJIAN, Président de l'AAFU, se demande si la vraie réforme de l'UNESCO ne serait pas de redonner une place importante dans sa gouvernance aux ONG qui sont son vivier intellectuel ? Dans le Système des Nations Unies, seule l'OIT a institué un modèle de gouvernance tripartite, mais l'UNESCO a la particularité d'avoir créé des commissions nationales dont le rôle est précisément de faire remonter aux organes directeurs les contributions de la société civile à leur réflexion sur le programme de l'UNESCO. Or celles-ci ne semblent intervenir que dans sa mise en œuvre, et non plus en amont pour en dessiner les grandes lignes.

PIO RODRIGUEZ, à propos du rôle des commissions nationales et des ONG dans la coopération intellectuelle à l'UNESCO, observe que la vie intellectuelle a très fortement évolué partout dans le monde, et même en France où, à son arrivée dans les années 70, elle se concentrait dans les universités, alors qu'aujourd'hui elle se diffuse partout sur les réseaux sociaux grâce à une nouvelle génération de « natifs du numérique ».

POUR STANY KOL, les ONG avaient un rôle plus visible et actif dans le passé, car elles faisaient partie du cortège de l'UNESCO dans les domaines de l'éducation, des arts, de la philosophie, des sciences sociales. Elles occupaient des bureaux dans les bâtiments de l'UNESCO et y étaient représentées par des personnalités prestigieuses. Les choses ont évolué, notamment avec le développement de l'action opérationnelle dans les années 1970 : avec l'arrivée de nouveaux pays membres, il fallait être de plus en plus sur le terrain pour répondre à de nouvelles priorités. C'est ainsi qu'a pâli l'aura des grandes ONG d'autrefois.

Derrière la réforme des statuts des membres du Conseil exécutif, il y a une évolution plus générale qui fait que le compromis, la dialectique entre le politique et l'intellectuel qui avaient été mis en place à l'UNESCO à sa fondation, ont cédé progressivement du terrain face au politique. De là provient la difficulté majeure à laquelle se sont heurtées les grandes ONG. Pour les commissions nationales, l'évolution est la même, la dimension étatique prenant le pas sur la coopération intellectuelle. On peut le déplorer, mais comment y remédier, c'est un tout autre débat. ■

UNESCO 1988—1993

SILK ROADS:
ROADS OF DIALOGUE

Les Routes de la Soie

Des pistes caravanières aux autoroutes de l'information

Doudou Diène & Ali Moussa-Iye, 14 décembre 2017

Les anciennes voies commerciales qui reliaient la Chine aux autres pays du monde reviennent sur le devant de l'actualité. La nouvelle Route de la Soie, une initiative dévoilée en 2013 par le Président Xi Jinping et baptisée One Belt, One Road (une ceinture, une route), ambitionnait de renouer avec ces routes du passé pour engager une nouvelle stratégie de coopération entre la Chine et ses partenaires en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Europe et en Afrique. Ce vaste réseau de voies terrestres et maritimes reliant plus de 68 pays visait à construire et étendre des infrastructures (ports, autoroutes, rail) nécessitant des investissements de plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Ce concept de Route n'était pas nouveau puisque l'UNESCO avait déjà lancé en 1988, dans le cadre de la Décennie internationale du développement culturel (1988-1997), une initiative intitulée « Étude intégrale des routes de la soie, routes du dialogue », qui deviendra l'un des projets phares de l'Organisation.

Ce projet a mobilisé des milliers de chercheurs, journalistes, artistes et éducateurs dans plus de cinquante pays le long des routes historiques de la soie et au-delà, en vue de favoriser les échanges d'expériences et développer une compréhension commune des différents aspects de leur histoire. Il a contribué à la redéfinition de concepts tels que l'interculturalité, le patrimoine commun, la diversité culturelle et l'identité plurielle.

Suscitant nombre d'expositions, séminaires scientifiques, conférences et échanges publics, il a produit une somme considérable de connaissances sous forme de documents écrits, audiovisuels et oraux sur le patrimoine culturel des peuples d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Des centaines de publications dans plus de 30 langues différentes en ont été tirées, ainsi que des milliers de photos et d'images des régions traversées par les Routes de la Soie.

En outre, le projet a contribué à la création de plusieurs instituts de recherche dans des pays tels que l'Ouzbékistan, la Chine, la Mongolie, le Japon, l'Iran et la Turquie. Il a également conduit à la création du programme de bourses UNESCO-Hirayama (1990-1999) pour encourager les jeunes chercheurs à entreprendre des recherches sur les Routes de la Soie.

En 2003, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a lancé la proposition d'inscription en série et transnationale des Routes de la Soie au patrimoine mondial. Cette initiative qui a réuni douze pays a permis de présenter une liste commune de 33 sites qui ont été inscrits en juin 2014 sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Deux autres nominations pour les Routes de la Soie sont en cours de préparation.

Après l'achèvement de l'« Étude intégrale des Routes de la Soie, routes du dialogue » en 2002, l'UNESCO a entamé en 2010 la deuxième phase du projet sous la forme d'une Plateforme en ligne de la Route de la soie pour le dialogue, la diversité et le développement. Cette initiative répondait à l'intérêt croissant exprimé par les États membres de l'UNESCO pour la revitalisation des Routes de la Soie, afin de tirer les leçons de l'une des premières formes de mondialisation et de relever les défis du dialogue interculturel. Le projet visait également à contribuer à la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022) proclamée par les Nations Unies et pour laquelle l'UNESCO a été désignée comme agence chef de file.

La plateforme en ligne des Routes de la Soie a été officiellement lancée en 2013 à Almaty, au Kazakhstan. Son objectif principal était d'utiliser le potentiel des nouvelles technologies de l'information pour sensibiliser le public à ce patrimoine culturel commun et fournir aux chercheurs, aux artistes, aux communautés locales et en particulier aux jeunes une base de données complète en ligne. Elle devait également encourager, coordonner et soutenir dans les États membres différentes activités destinées à promouvoir le dialogue interculturel et une culture de la paix. Dans le cadre de cette deuxièmes phase plusieurs initiatives importantes ont été engagées, telles que le développement d'un Atlas interactif des interactions culturelles le long des Routes de la Soie.

Pour parler du Projet des Routes de la Soie, le Club Mémoire & Avenir a invité **DOUDOU DIÈNE**, qui en fut l'initiateur en 1988, et **ALI MOUSSA-IYE**, qui a pris le relais et en a dirigé la deuxième phase dans le cadre du programme sur les « Routes du Dialogue ».

DOUDOU DIÈNE : Ce qui a inspiré le Projet des Routes de la Soie, dans le cadre de la Décennie Mondiale de Développement Culturel (1988-1997), c'était d'abord la volonté de déconstruire et mettre en lumière les dynamiques permanentes de l'interculturalité. C'est un vieux concept que l'UNESCO a toujours travaillé et dont une des premières expressions a été le projet Orient-Occident, en 1956. Le Projet des Routes de la Soie devait précisément donner sens et substance à ce terme, forgé en 1877 par le géographe allemand Ferdinand Von Richthofen. Il lui était inspiré par des récits de voyage mythiques ou réels qui portaient déjà en filigrane les notions de circulation et d'échange d'idées, de marchandises et de croyances le long des anciennes voies commerciales eurasiatiques. Mais son intuition la plus féconde, qui va nourrir l'imaginaire collectif, les rêves des poètes et l'intérêt des chercheurs est l'appellation Routes de la Soie, suggérant le secret conservé pendant plusieurs siècles par la Chine sur cette précieuse étoffe.

Une aventure collective

À l'UNESCO, les Routes de la Soie sont une aventure collective, comme tout ce qui se fait de profond et durable dans notre maison. La longue germination du projet remonte à la proposition d'un collègue, l'océanographe pakistanais Mazhar Said Haq, qui avait défendu en 1985 l'intérêt d'une étude multidisciplinaire d'échanges de toute nature y compris culturels ayant irrigué le continent eurasiatique pendant des siècles. Deux autres collègues, Heiji Hattori et Mario Ruivo qui, au retour d'une mission en Asie, avaient envisagé un projet analogue, en ont partagé l'idée avec moi. Tous les trois, nous avons estimé que la désignation des Routes de la Soie comme Routes de Dialogue était de nature à refléter l'esprit de la Décennie du Développement Culturel.

Pour la réalisation du Projet, nous nous sommes appuyés sur des équipes de fonctionnaires créatifs et motivés (une équipe conceptrice de base avec Gail Larminaux, Margaret Benisty, Isabelle Moreno, Eveline Elber Bedu et une équipe opérationnelle avec Lucio Attinelli, Eduardo Barrios, Isabelle Anatole, Nikita Dergatcheff et Reynaldo Hargentégui).

L'UNESCO n'ayant que trop tendance à enfermer des experts dans des salles de réunion place de Fontenoy, il nous est vite apparu, puisque nous parlions de routes, qu'il faudrait les parcourir. Et c'est de là qu'a surgi l'idée des expéditions. Il fallait étudier in situ les interactions de toute nature – humaines, culturelles, religieuses, commerciales.

Nous en avons alors élaboré les principes fondamentaux : objectiver sur le terrain la notion de dialogue interculturel de manière scientifique et historique, mettre à jour l'interculturalité dans le temps long de l'histoire globale des peuples et s'affranchir de l'idéologie et de toute récupération nationaliste par l'interdisciplinarité et la collaboration entre les pays concernés.

Nous avons tout de suite convenu qu'il n'appartiendrait pas à l'UNESCO, mais à la communauté scientifique au niveau international et national, de mettre en lumière ce que la route de la soie exprimait comme interculturalité. Cette mission serait confiée à un comité scientifique international et interdisciplinaire, présidé par le sinologue français d'origine russe, le Professeur Vadim Elisseeff. Il faudrait ensuite encourager les autorités des pays concernés à créer des comités nationaux des Routes de la Soie, des institutions scientifiques chargées d'identifier les manifestations matérielles et immatérielles, les parcours et les traces laissées dans l'histoire par les Routes de la Soie, en s'inspirant de la vision de dialogue qui caractérise le Projet.

L'UNESCO n'ayant que trop tendance à enfermer des experts dans des salles de réunion place de Fontenoy, il nous est vite apparu, puisque nous parlions de routes, qu'il faudrait les parcourir. Et c'est de là qu'a surgi l'idée des expéditions. Il fallait étudier in situ les interactions de toute nature – humaines, culturelles, religieuses, commerciales. Le Comité scientifique international, en consultation avec les comités nationaux, a débattu et élaboré les principales expéditions scientifiques du Projet,

structurées autour de deux axes historiques et géographiques : les Routes terrestres et les Routes maritimes.

Nous avons engagé des consultations avec les communautés scientifiques en France et ailleurs pour déterminer si ces concepts parlaient aux historiens, aux géographes, aux anthropologues, aux sinologues. Les réactions ont été immédiatement positives, enthousiastes même. Le projet allait permettre aux spécialistes de travailler ensemble et d'aller sur le terrain. Il fallait aussi que les gouvernements acceptent d'en devenir des acteurs, car il leur appartenait au bout du compte de prendre la main et d'ouvrir leurs territoires aux expéditions scientifiques. Nous avons donc commencé à les consulter, et là aussi les réactions ont été très favorables car ils avaient pris conscience que la double approche du Projet, multidisciplinaire et sur le terrain, était de nature à revisiter dans le temps long d'une histoire globale la construction de leur identité et de leur patrimoine national.

Une plateforme de dialogue

Nous avons donc conçu le projet des Routes de la Soie comme une plateforme de dialogue, dont l'approche innovante était une lecture multidisciplinaire articulant histoire et géographie pour donner sens et substance au facteur fondamental et structurant des interactions permanentes des peuples par les idées, les croyances, les échanges culturels, économiques et matériels. La structure fondatrice du Projet des Routes de la Soie, le concept même de Routes de Dialogue, c'est la dynamique du mouvement, de la rencontre, de la transformation. Une dynamique qui a produit les constructions culturelles qu'on appelle civilisations, toujours nourries par le pluralisme et les fécondations réciproques.

Une partie de la hiérarchie du Secrétariat a initialement perçu le Projet au mieux comme une diversion touristique et au pire comme une idée folle, peu conforme au Programme ordinaire : entrainer des chercheurs et des intellectuels à travers le continent eurasiatique, des déserts de la Chine aux steppes de Mongolie et d'Asie Centrale jusqu'en Iran, à la rencontre des populations, pour étudier les sites archéologiques et les lieux de culte et de culture, les expressions artistiques, les coutumes, les costumes et même les traditions culinaires - c'était assurément une idée folle ! Heureusement, nous avons pu compter sur l'appui décisif de deux Directeurs généraux : Amadou-Mahtar M'Bow pour le lancement du Projet et Federico Mayor pour sa mise en œuvre. Ce dernier a lui-même inauguré officiellement l'expédition maritime à Venise, puis il est venu l'accueillir à Osaka.

Ainsi, nous avons dû surmonter bien des obstacles, mais comme beaucoup pensaient que ce n'était pas une affaire sérieuse, on nous a laissés tranquilles ! Il restait à structurer le Projet et à trouver les moyens matériels et financiers de sa réalisation, notamment pour les expéditions internationales.

Grâce au soutien des communautés scientifiques nationales, les autorités politiques des pays concernés ont accepté de prendre en charge le coût des expéditions sur leur territoire (hébergement, alimentation, parcours, transport, salles de conférence). Le Projet était de nature à revisiter leur mémoire historique, leur récit national, peut-être même à remettre en question leurs constructions identitaires en mettant à jour des éléments n'y figurant pas et en démontrant qu'elles procédaient d'interactions dynamiques permanentes : aucun pays ne voulait être absent d'un tel projet. Trois pays clés des Routes de la Soie lui ont apporté un soutien fort, immédiat, qui lui a donné de la crédibilité. D'abord la Chine, le départ géographique de la Route de la Soie, qu'elle porte dans son ADN historique, ensuite le Japon, dont les grandes chaînes de télévision ont apporté des contributions financières substantielles et commencé à diffuser des programmes sur les Routes de la Soie avant même que l'UNESCO ne lance le projet. Et enfin le Sultanat d'Oman, pays de Sindbad Le Marin, dont le Sultan a gracieusement offert son navire personnel, le Fulk Al-Salama (Bateau de la Paix), pour les cinq mois de l'expédition maritime, grâce à l'entregent de son Ambassadeur à l'UNESCO, M. Musa Bin Jaafar.

En France, nous avions pensé que la meilleure manière de crédibiliser le concept des routes du dialogue était de convaincre la communauté scientifique et intellectuelle française d'en être partie prenante. Et c'est là que Jean d'Ormesson a joué un rôle actif et décisif. Il avait immédiatement adhéré à notre idée et entrepris avec le grand égyptologue Jean Leclant d'organiser à l'Institut de France une réunion à laquelle ont pris part des académiciens, des représentants de la communauté scientifique et intellectuelle. Tous ont soutenu le projet.

L'UNESCO n'étant pas en mesure, en dehors du personnel, de porter financièrement le Projet, il a fallu nous montrer particulièrement inventifs pour mobiliser les financements nécessaires. Séduits par la nouveauté intellectuelle et l'attrait médiatique des expéditions, sur terre et sur mer, divers organes de la presse écrite et audiovisuelle nous ont fourni des contributions financières importantes pour mettre en mémoire et prendre en images les peuples, les sites archéologiques, les habitats et les ouvrages architecturaux visités. Le grand peintre japonais Ikuo Hirayama, qui avait parcouru les routes de la soie dans sa jeunesse et conservait à Kamakura, au Japon, la plus grande collection d'art bouddhique privée du monde, avait accepté de créer trois grandes affiches portant sa signature qu'il nous autorisait à vendre. Nous avions aussi trouvé des entreprises qui avaient tissé pour nous et offert pour la vente des foulards en soie sur cette thématique. Comme nous prenions le risque d'amener un grand nombre de chercheurs dans les steppes et les déserts, il fallait leur procurer une assurance médicale. Le Dr Edmond Gariépy, médecin de l'UNESCO, qui venait de prendre sa retraite, a bien voulu accepter la position de médecin des Expéditions, chargé d'évaluer les dossiers médicaux de tous les participants. Il a réussi à convaincre Europe Assistance d'offrir une couverture santé.

Cinq grandes expéditions ont été entreprises dans le cadre de ce projet : (i) les routes du désert de Xi'an à Kashgar en Chine en 1990; (ii) les routes maritimes de Venise à Osaka à travers 27 ports historiques en 1990-1991; (iii) les routes des steppes d'Achgabat au Turkménistan à Almaty au Kazakhstan, passant par cinq républiques d'Asie centrale en 1991, (iv) les routes nomades en Mongolie en 1992; et (v) les routes bouddhistes au Népal en 1994.

Dans l'expédition sur la Route du Désert en Chine, l'équipe scientifique comprenait une trentaine de savants et spécialistes, dont le sinologue Jacques Giès, du musée Guimet des arts asiatiques, l'économiste Samir Amin et l'anthropologue américain expert en traditions culinaires André Gunder Frank, ainsi que des historiens d'art et de religions. Dix-neuf pays et de nombreuses disciplines étaient représentés, car nous tenions à donner au groupe une dimension multidisciplinaire afin que le regard porté sur les questions à l'étude soit véritablement pluriel.

Autre exemple de l'extension territoriale et de la profondeur scientifique du Projet, l'expédition sur la Route Maritime nous a conduits à visiter 16 pays ; à bord, nous avions embarqués 90 spécialistes venant de 25 pays. Nous avons tenu 17 séminaires internationaux qui ont rassemblé une centaine de spécialistes locaux et internationaux.

Une lecture commune, multidisciplinaire et transnationale

Toutes nos expéditions étaient précédées de séminaires organisés par les comités nationaux. Ceux-ci faisaient remonter au Comité international leurs observations, leurs réflexions et leurs propositions en vue de leur analyse approfondie et de leur harmonisation. Des séminaires se tenaient également pendant les expéditions (il y en avait deux par jour sur le bateau !), et nos travaux étaient précédés et suivis de visites des sites historiques, archéologiques et religieux, ainsi que d'échanges avec les populations. Nous voulions toucher du doigt toutes les transformations de ce qu'on appelle l'ethnicité. Nous avons pu nous rendre compte que ce qu'on appelle « ethnique » est aléatoire, fragile et évolutif, et que ces transformations sont continues et sans rupture.

Quels ont été les résultats de ces expéditions ? Tout d'abord, elles ont assuré la promotion d'une lecture commune de l'histoire et de la culture. Nous voulions, dans l'esprit du mandat de l'UNESCO, promouvoir une réflexion commune, multidisciplinaire et transnationale, sur les transformations générées dans le temps long sur le continent Eurasiatique par ces interactions humaines, culturelles, matérielles. Ensuite, elles nous ont permis d'étudier les constructions identitaires et patrimoniales. Enfin, elles ont suscité la création d'institutions intellectuelles et scientifiques destinées à

prolonger dans la durée, ainsi qu'à donner sens et substance aux échanges initiés sur le terrain par les expéditions.

Sont ainsi issus du Projet l'Institut international d'études de l'Asie centrale à Samarkand (Ouzbékistan), l'Institut international d'études des civilisations nomadiques à Oulan Bator (Mongolie), le Musée et Centre d'études maritimes à Quanzhou, dans le Fujian (Chine). La ville de Quanzhou (l'ancienne Zeitoun) et la province du Fujian illustrent en effet l'histoire et les interactions humaines, culturelles et spirituelles des relations maritimes des Routes de la Soie.

On leur doit aussi le Programme de tourisme interculturel sur les Routes de la Soie conjoint à l'UNESCO et à l'Organisation mondiale du tourisme (qui le reprendra par la suite à son compte), l'inventaire des caravansérails en Asie centrale, ainsi que l'Institut de « Silkroadologie » (nouvelle discipline) du Professeur Higuchi à Nara, au Japon.

« Silkroadologie »

Enfin, elles ont donné lieu à de nombreuses publications et co-éditions dont *The Silk Roads: Highways of Culture and Commerce* (2000, UNESCO/Bergham Books), quatre publications pour adultes et jeunes, en anglais et français sur *Les Routes de la Soie et des Épices (Cultures and Civilisations, Inventions et commerces, Exploration à travers les terres lointaines, Exploration à travers les mers et les océans*, Fleurus, 1994), et de nombreux ouvrages dont *Turkestan : Oasis de la Chine* de la photographe Kevin Kling (1991, Chêne), et *La Route de la Soie ou les Empires du Mirage* (2006, Payot) par Edith et François-Bernard Huyghe, qui furent les mémorialistes de l'expédition maritime.

Grâce à une riche couverture médiatique, plusieurs centaines d'heures de courts-métrages et de films documentaires ont été produites par des équipes de télévision chinoises, japonaises, coréennes, omanaises, ainsi que par la chaîne franco-allemande ARTE. S'y sont ajoutés des dizaines d'articles dans la presse spécialisée (*Archeologia, Science et Vie*) et générale (reportages dans *Le Monde* et *Libération* par des journalistes participant aux expéditions, articles dans *Le Figaro*, *Paris Match*, etc.).

De ces travaux procèdent aussi divers concepts et axes de réflexion, et en particulier une compréhension et une complexification des constructions identitaires qui ont amené les chercheurs dans les différents pays concernés à se poser certaines questions à partir des travaux scientifiques que nous engagions. Deux concepts en sont sortis, qui restent encore féconds, et tout d'abord l'articulation entre « identité plurielle et patrimoine commun ». Les identités, comme les fleurs dans un jardin, gardent leur singularité tout en se fécondant mutuellement. Et dans la dynamique de l'histoire, elles ont créé un patrimoine commun. Le deuxième concept est lié à la pérennité, la profondeur historique, des interactions entre les cultures. Les cultures et les civilisations sont toutes dans une dynamique permanente d'interaction, de transformation, qui permet de revisiter les clôtures identitaires, ethniques, religieuses ou autres que l'on voit resurgir aujourd'hui.

Le Projet des Routes de la Soie, qui a donné légitimité et pertinence au concept des Routes interculturelles (Routes de l'Esclave, Routes de la Foi, Route d'Al Andalus…) s'est nourri à deux sources profondes de l'UNESCO : la production intellectuelle de ses secteurs de programme (éducation, culture, sciences humaines, sciences exactes), consultés dans sa conception et associés à sa mise en œuvre, et la participation active de la société civile. Les associations intellectuelles et scientifiques internationales ont été déterminantes dans la mobilisation de leurs membres nationaux pour la conception du Projet et la sélection des équipes scientifiques et culturelles des expéditions. On peut citer entre autres le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH), le Conseil international des musées (ICOM), le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), le Conseil international de la musique (CIM) ou l'Union internationale des architectes (UIA) dont les secrétaires généraux ont fait partie du Comité scientifique international. L'inscription de sites des Routes de la Soie sur la Liste du patrimoine mondial, matériel et immatériel, devra prendre en compte et inclure dans son processus les résultats acquis par le Projet, et notamment la validation scientifique des Routes de la Soie.

Le Projet s'est donc articulé sur les trois piliers fondamentaux de l'UNESCO : les gouvernements, la société civile intellectuelle et scientifique et un secrétariat international indépendant et compétent. L'UNESCO est toujours en crise, comme maintenant, lorsque l'équilibre entre ces trois piliers est rompu.

L'UNESCO dispose en conséquence, dans un contexte mondial marqué par les crispations identitaires, d'une vaste documentation scientifique et intellectuelle, d'une expérience d'exploration sur le terrain et d'un réseau mondial de chercheurs et d'intellectuels qui donnent sens et substance à l'intuition féconde de la « solidarité intellectuelle et morale » proclamée par son Acte constitutif. Ces atouts peuvent lui permettre d'inscrire le dialogue interculturel et interreligieux au cœur de la revitalisation actuelle des Routes de la Soie, surdéterminée par l'économie. La culture, le spirituel et le pluralisme constituent en effet l'héritage fécond du Projet de l'UNESCO sur les Routes de la Soie.

ALI MOUSSA-IYE : Quand j'ai pris, en 2004, la tête de la Section Histoire et culture, qui avait hérité de tous les programmes phares des Histoires générales et des Routes du Dialogue, le Projet des Routes de la Soie avait été suspendu au profit d'autres projets de dialogue interculturel, comme le Plan Caucase ou le Plan Arabia. On était passé à autre chose. À partir de 2009, nous avons tenté de relancer certains grands projets, comme l'Histoire générale de l'Afrique, à partir de financements extrabudgétaires.

En 2010, tel un phénix, après dix ans de silence, le projet des Routes de la Soie renaissait. Chargée de par son Acte constitutif de « l'avancement et de la diffusion du savoir », l'UNESCO se devait de sortir de ses cartons la documentation exceptionnelle qu'il avait produite (articles, photos, films, publications, rapports…) et de la diffuser en faisant appel à des moyens technologiques qui n'existaient pas à l'époque. Ensuite, les États membres faisaient preuve d'un intérêt renouvelé pour les Routes de la Soie et étaient décidés à apporter leur soutien politique et financier à la poursuite du projet. Celui-ci était devenu une nécessité en des temps marqués par la montée de l'ignorance, de la suspicion et de l'hostilité, du repli identitaire. En 2013, nous avons donc lancé une plateforme en ligne de la Route de la soie, adossée à un réseau international de points focaux et nourrie par des activités concrètes que vous exposera plus en détails mon collègue Mehrdad Shabahang.

Nous assistons désormais à une prolifération de projets relatifs aux Routes de la Soie aux niveaux national, régional et international, ainsi que dans différents domaines (artistiques, commerciaux, éducatifs, industriels, touristiques, en matière de communications et d'infrastructures). Le plus emblématique est l'initiative « One Belt, One Road », lancée en 2013 par la Chine, qui ambitionne de renouer les liens avec le reste de l'Asie, ainsi qu'avec l'Europe et l'Afrique, en utilisant le récit historique des Routes de la Soie. Mais d'autres pays comme l'Inde, l'Iran, le Japon, Oman, la République de Corée souhaitent également construire de nouvelles relations sur la mémoire et l'héritage de ces Routes. Au-delà des intérêts économiques et géopolitiques, ce regain d'intérêt est le signe, chez beaucoup, d'une nostalgie, celle d'une autre manière d'interagir, d'échanger et de partager…

Des corridors de confiance et de coexistence

Ainsi les Routes de la Soie apparaissent comme un exemple de moments privilégiés de dialogue et de rapprochement et offrent un récit romantique des interactions entre les peuples et les cultures. Tout l'imaginaire et la romance associés à la soie, étoffe de luxe et de glamour, du secret de sa production aux légendes racontant le dévoilement de celui-ci, renforcent cette attirance pour les Routes de la Soie. « La soie ? Elle est la plus fragile et la plus résistante, la plus fugace et la plus durable, la plus illustre et la moins connue… La Terre s'est écrite en déroulant son fil », écrivait Irène Frain dans *Pour un reflet de soie*.

Ces Routes, comme l'a expliqué Doudou Diène, ont été des corridors de confiance et de coexistence, et sont une illustration de la construction d'influences mutuelles et de dialogues interculturels. Contrairement à d'autres Routes de dialogue, comme la Route de l'esclave, les Routes de la Soie présentent quelques spécificités. Elles furent des espaces protégés de tran-

sactions commerciales exigeant un minimum de sécurité, de tolérance et de confiance, où les capacités d'échange et de négociation se révélaient beaucoup plus efficaces que l'emploi de la force. Ayant compris que les conflits tuaient le commerce et les recettes qu'ils en tiraient, la plupart des pouvoirs contrôlant les Routes de la Soie avaient intérêt à en assurer la sécurité. Tout le monde trouvait son compte à préserver ces Routes, puisque chacun y bénéficiait d'un commerce en quelque sorte équitable - ce qui n'est pas le cas par exemple pour le pétrole ou le diamant, qui nécessitent le déploiement de forces militaires. Contrairement à d'autres encore, les Routes de la Soie n'ont pas été façonnées par le mode colonial de domination et de production, puisque les populations dominées y bénéficiaient aussi du commerce. Enfin, grâce aux contacts directs entre les individus et les groupes au cours du long voyage sur les pistes et dans les caravansérails, ces Routes ont favorisé une culture de l'interaction, un esprit de curiosité mutuelle, des compétences en communication interculturelle. Elles ont encouragé des rencontres et des échanges dans la durée, bien plus pérennes que les relations rapides d'aujourd'hui.

Toutes ces spécificités ont fait des Routes de la Soie un laboratoire pour étudier les capacités interculturelles développées par les peuples concernés et le processus d'interculturalité qui a façonné notre monde. C'est aussi un laboratoire pour comprendre l'intelligence politique des pouvoirs de l'époque désireux de préserver des espaces paisibles en vue d'en tirer les « dividendes de la paix ».

S'il y a un regain d'intérêt des États membres pour les Routes de la Soie, il y a aussi certains malentendus et des confusions sur la signification et la portée actuelle de cette histoire. Pour éviter toute instrumentalisation, L'UNESCO devait donc faire davantage que diffuser le savoir qu'elle avait recueilli : il lui fallait rappeler les principes éthiques qui guident son action et celle de ses partenaires dans cette nouvelle phase du Projet. Avec le réseau des points focaux, nous avons ainsi défini cinq grands principes, qui impliquent (a) la reconnaissance de toute culture comme produit de la diversité et d'un dialogue, (b) l'égale dignité des cultures, (c) le respect du pluralisme culturel, (d) le partage et l'appropriation de l'héritage commun des Routes de la Soie, et enfin (e) une coopération pour une créativité renouvelée, propre à favoriser les industries culturelles et concourir ainsi aux objectifs de développement durable recherchés par les Nations Unies à l'horizon 2030.

MEHRDAD SHABAHANG, Spécialiste du programme, présente dans leurs grandes lignes les activités engagées depuis 2010 dans le cadre de la deuxième phase du Projet des Routes de la Soie. Grâce à des fonds extrabudgétaires, notamment privés, sont en cours de réalisation :

1. La construction d'une plateforme en ligne (en anglais, arabe, chinois, russe) pour mettre à la disposition des États membres, des chercheurs, du public (des jeunes notamment) les archives consultables sous diverses rubriques : Banque du savoir (articles avec résumé) ; Sujets thématiques (patrimoine culturel, immatériel (festivals, gastronomie, sport...) et matériel, documentaire (Mémoire du monde), sites culturels, naturels, subaquatiques ; Institutions dans le monde ; Carte des villes; Actualités (événements se produisant dans les pays concernés).
2. La mise en place d'un Réseau international de points focaux par pays (destiné à enrichir et à promouvoir la plateforme, conformément aux recommandations de la réunion tenue à X'ian en 2017, là même où le projet de l'Étude intégrale des Routes de la Soie a été lancé il y a 25 ans).
3. La préparation d'un Atlas en ligne interactif des interactions culturelles le long des Routes de la Soie. L'Atlas aspire à présenter les influences mutuelles entre les cultures des Routes de la Soie. Il est destiné au grand public et utilise les dernières techniques pour cartographier l'historicité, la diversité et la complexité du patrimoine des Routes de la Soie. Basées sur la recherche déjà menée sur le patrimoine des Routes de la Soie, ces interactions cartographiées seront organisées par thèmes : science et savoir-faire, pharmacologie et médecine, religion et spiritualité, mythologie, langues et littérature, arts, musique et danse, rituels et célébrations, costumes et vêtements, agriculture, nourriture et gastronomie, etc.
4. Un concours photos sur le thème des interactions culturelles (« Regards de jeunes sur les Routes de la Soie »), sous la conduite de l'éminent photographe iranien Reza, auteur de l'ouvrage Éternités afghanes, publié par les Éditions UNESCO et les Éditions Duchesne en 2002.

Échanges avec le public (extraits)

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : Le Projet des Routes de la Soie a véritablement changé ma vie. À l'époque du lancement de l'expédition maritime, nous préparions, avec Jean d'Ormesson, le départ du bateau du Sultan d'Oman à Venise où j'étais délégué culturel. Mon épouse et moi-même nous sommes proposés pour tenir le cahier de bord de l'expédition, et c'est ainsi que nous avons embarqué pour presque cinq mois en mer ! Nous avons travaillé comme jamais, aux escales aussi bien qu'à bord, où nous pouvions, chose extraordinaire, entendre un spécialiste de la construction maritime discuter avec un musicologue coréen ou un spécialiste de l'expansion du bouddhisme du petit véhicule au Sri Lanka ! Après l'expédition, nous avons publié *La Route de la Soie ou les empires du mirage*, où nous évoquions la circulation des marchandises, mais aussi des croyances portées par les pèlerins et les prédicateurs, et de l'imaginaire véhiculé par les voyageurs, de Marco Polo à Ibn Batouta, dans une période de l'histoire de l'humanité où aucune idée n'allait plus vite qu'un homme à pied ou en bateau. Cette phase s'est achevée au 15e siècle avec les grandes découvertes, la diffusion de l'imprimerie en Occident et l'abandon de ces routes par la Chine pour des raisons politiques. L'ouvrage a attiré l'attention de Régis Debray, qui montait alors les *Cahiers de la médiologie* et m'a associé à son travail, que je poursuis encore avec lui aujourd'hui.

JENS BOEL : Le Projet des Routes de la Soie est un bel exemple d'activité de fort impact, qui témoigne aussi du potentiel que recèlent les archives de l'Organisation. Les innombrables documents, images, matériels audiovisuels produits par le Projet doivent servir la propagation des idéaux de l'UNESCO. Le Secrétariat a montré dans ce contexte une capacité sans commune mesure avec ses moyens financiers à faire office de laboratoire d'idées, avec le soutien des États membres et d'autres partenaires. Enfin, tout ce qui a été dit sur les dynamiques créées autour des expéditions apporte une réponse à la crise du multiculturalisme que nous observons aujourd'hui. Le fait de créer des liens, entre des villes, des communautés scientifiques, des associations culturelles et même entre des États, ailleurs que dans les enceintes diplomatiques formelles, prolonge et renouvelle une tradition qui est propre à l'UNESCO depuis sa création.

NINOU GARABAGHI : Quand ce projet a été lancé, le contexte était différent. Aujourd'hui, on ne peut ignorer la puissance commerciale de la Chine. Cela n'est-il pas de nature à susciter quelques inquiétudes dans les pays voisins ? Par ailleurs, ne pourrait-on rajouter aux travaux diffusés par la plateforme en ligne une référence à la collection UNESCO d'œuvres représentatives, un autre projet phare, malheureusement lui aussi suspendu, qui permettrait de découvrir les œuvres non traduites d'écrivains d'autres cultures ?

N'DEYE FALL : Alors que certains pays sont confrontés à la question des réfugiés, voire de l'esclavage, et que d'autres, comme la France et le Canada, affrontent des problèmes d'identité, le Projet des Routes de la Soie ne peut-il faire contrepoids à ces repliements identitaires ? Et ne pourrait-on élargir l'audience de ces travaux scientifiques de manière à influer sur les politiques nationales, notamment dans le domaine de l'immigration ?

MOHAMED BACHIRI : Les bons résultats de ce Projet sont repris par certains pays individuellement. Si l'UNESCO était une entreprise privée, elle serait en droit de réclamer des droits d'auteurs ! La Chine a lancé en 2013 son initiative *One Belt, One Road* sur des bases similaires, mais en mobilisant des moyens colossaux. L'UNESCO, qui a lancé au même moment la seconde phase du Projet, ne pourrait-elle accompagner l'initiative chinoise dans ses domaines de compétence et attirer une partie de ces investissements, notamment pour l'Afrique ?

SIGRID NIEDERMAYER : Les Routes de la Soie ont eu un volet éducatif, grâce à la mobilisation du réseau des Écoles associées, pour lesquelles a été produit en plusieurs langues un prototype de matériel éducatif superbement illustré qui a été mis à la disposition des ministères de l'éducation le long des Routes de la Soie et sur d'autres continents. Ce Projet était authentiquement interdisciplinaire et intersectoriel : l'équipe de Doudou Diène a su mobiliser tous les secteurs.

FENG JING : Il ne faut pas oublier le travail engagé dans le cadre du Centre du patrimoine mondial pour la nomination de sites et de monuments partagés sur la route de la soie qui doivent être protégés et transmis aux générations futures. C'est très important pour les identités et les valeurs partagées autour de ces sites, et constitue une contribution au développement durable des communautés vivant le long de ces itinéraires.

ALI MOUSSA-IYE : L'initiative chinoise *One Belt, One Road* a pu être influencée par le projet de l'UNESCO, mais elle appartient à la Chine. Le Président chinois l'a lancée à l'UNESCO, en présence de la Directrice générale, qu'il a ensuite invitée en mai 2017 à Beijing à l'occasion de sa présentation dans un grand forum international en présence des représentants d'une centaine de pays. Nous nous inscrivons dans un de ses volets intitulé *People-to-people connectivity* qui relève de nos compétences. Quant à réclamer des droits d'auteurs, certes l'idée est séduisante en ces temps de restrictions budgétaires, mais la philosophie de l'UNESCO est plutôt de mettre les connaissances produites en accès libre, à la disposition de tous. Il est légitime que les pays qui nous ont aidés à financer le projet des Routes de la Soie – la Chine, mais aussi le Kazakhstan, l'Iran, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan, l'Allemagne – en tirent également profit.

La suggestion d'inclure dans la plateforme en ligne les collections UNESCO d'œuvres représentatives ou de musiques traditionnelles du monde paraît intéressante et sera examinée. Quant au matériel développé pour le volet éducatif des Routes de la Soie, il pourrait servir de modèle pour de futurs ouvrages didactiques et de vulgarisation tirés d'une lecture croisée des histoires générales et régionales et des différentes routes du dialogue, et faisant appel aux nouveaux outils de communications.

DOUDOU DIÈNE : Les Routes de la Soie ont eu leur phase obscure. Pendant dix ans, le Projet a été littéralement enterré. Les travaux d'une trentaine de séminaires, des centaines d'articles, des milliers de photos, plus de 500 heures de métrages tournés par les organes audiovisuels qui avaient contribué au financement des expéditions, tous ces documents fruits d'un travail immense prenaient la poussière par caisses entières dans les sous-sols, les films se dégradaient, cela n'intéressait plus. Ali et Mehrdad ont réussi à récupérer ces trésors inestimables et à les diffuser en ligne. Pour la continuité dynamique de son action, l'UNESCO doit faire revivre ce patrimoine dans les pays le long de ces routes, de la Chine au Portugal, et jusqu'au Nigéria où on a retrouvé des traces de ces échanges.

La question de l'identité religieuse est au cœur des problèmes actuels. Les Routes de la Soie étaient des routes commerciales, mais le commerçant arabe qui partait vers les marchés d'Asie centrale vendre des tapis, tout comme le moine bouddhiste ou le négociant nestorien, y apportaient aussi leurs croyances. Le matériel et le spirituel étaient inextricablement mêlés, témoignant bien de la nature plurielle de l'identité religieuse. Nous avons même mis au jour des rencontres entre le soufisme et le bouddhisme tantrique en Asie centrale et dans quelques régions du Pakistan. Ce dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est de comprendre et décrypter ces éléments, de voir qu'ils sont le produit d'une histoire. Comme disait Sartre « l'important n'est pas ce que l'Histoire fait de nous, mais ce que nous-mêmes faisons de ce que l'Histoire fait de nous ». Il faut déconstruire, expliquer, éclairer, pour casser les fondamentalismes et les discours identitaires clos de ceux qui prétendent réduire l'histoire à des formules simples. L'UNESCO n'a pas d'autre rôle que d'amener la réflexion sur ces complexités, les éclairer et les mettre au jour par des études pluridisciplinaires, afin que les peuples puissent y apporter leurs propres réponses. ■

L'UNESCO, inutile comme Mozart ?

Philippe Ratte & Vincent Defourny, 25 janvier 2018

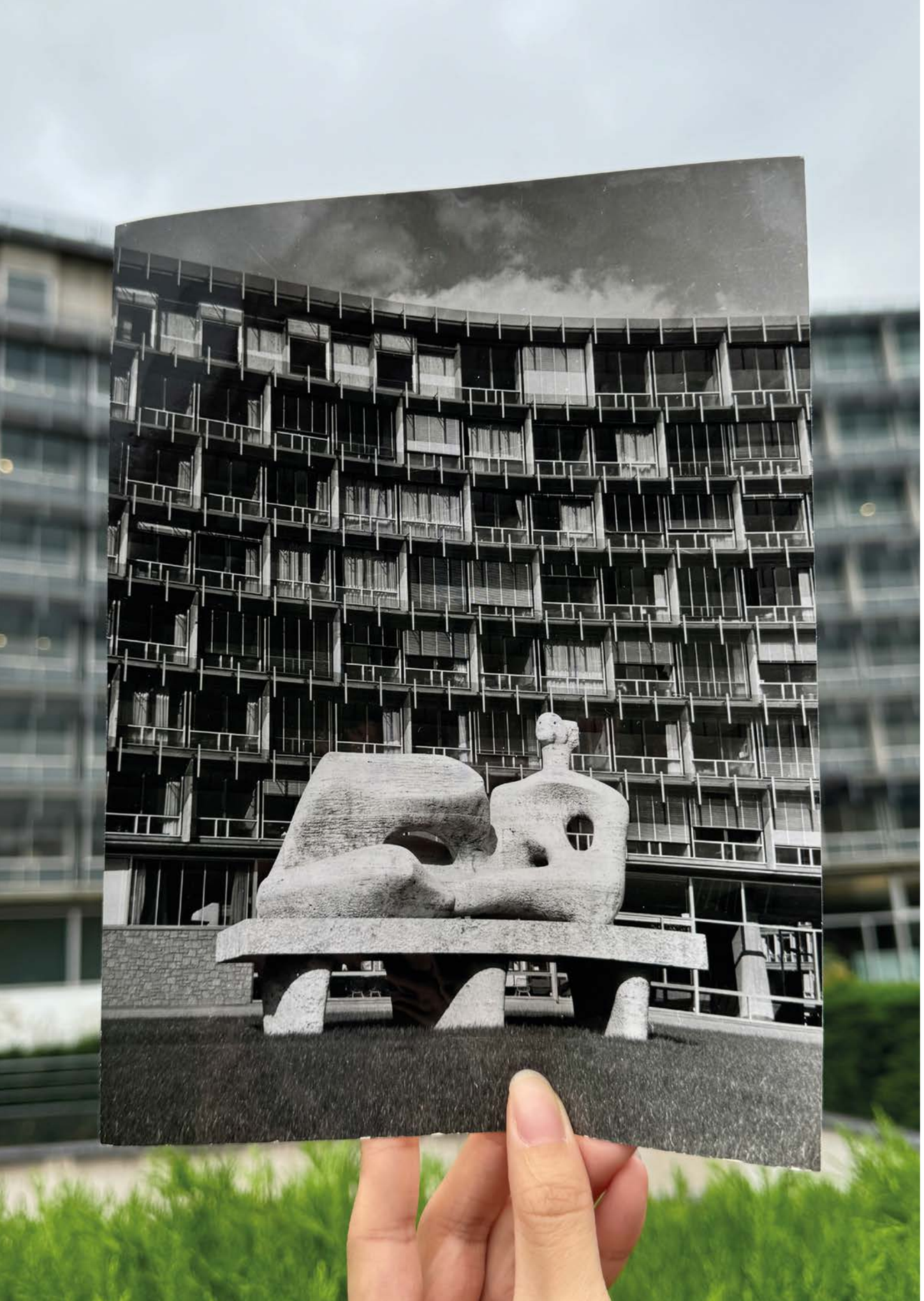
Le cinéaste Frédéric Rossif avait lancé en son temps cette boutade, à laquelle la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, a paru répondre, à l'occasion de son installation dans ses fonctions le 13 novembre 2017, par l'affirmation que « jamais l'UNESCO n'a été aussi nécessaire », avant d'ajouter : « le rêve des pères fondateurs… n'est pas accompli et nous devons à la jeunesse de poursuivre cette ambition avec elle et pour elle. »

Quoi de plus ambitieux, en effet, que de vouloir défendre l'idée que « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix », et de se donner pour but « d'atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité » ? Un idéal aussi sublime et intangible que l'œuvre de Mozart.

Or, l'Organisation traverse une crise financière et politique sans précédent. Après avoir suspendu leur contribution, et ce depuis 2011, les États-Unis d'Amérique viennent une nouvelle fois de s'en retirer, plongeant l'UNESCO dans de graves difficultés.

Aujourd'hui, une page se tourne, un nouveau mandat commence dans un monde en proie à de profonds bouleversements. « Mon objectif, a déclaré la Directrice générale, est que nous parvenions tous ensemble à dessiner le visage de l'UNESCO à l'horizon 2030, une UNESCO moderne, afin que notre Organisation participe pleinement à la redéfinition des paramètres qui vont façonner le monde de demain avec ou sans nous. Mon ambition est que l'UNESCO pèse pour dessiner un visage humain à la mondialisation. »

Relever de tels défis exige un retour aux valeurs fondatrices de l'Organisation, afin qu'elle puisse redevenir un lieu de dialogue, un laboratoire d'idées, un pont entre les cultures. Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a invité **PHILIPPE RATTE**, ancien responsable de la planification puis de la communication au secteur de la culture, et **VINCENT DEFOURNY**, Directeur de la Division de l'information du public à l'UNESCO.



PHILIPPE RATTE : Je réprouve absolument le fond et la forme du mot qui nous sert de point de départ. Cela se veut spirituel, mais c'est insultant aussi bien pour Mozart que pour l'UNESCO. Car tout roule dans cette pirouette sur la notion d'utilité, qui est aussi inappropriée pour l'UNESCO que pour n'importe quel musicien. L'UNESCO n'a pas à se prévaloir d'être utile (tant mieux si elle l'est accessoirement), mais à assumer le fait d'être strictement nécessaire. Son malheur est d'avoir été, presque dès ses premiers mois, dévoyée vers l'obsession de se prouver utile, alors que son Acte constitutif lui assignait une tout autre portée, en l'instituant comme le fondement de notre siècle et une des chances du siècle qui vient.

À force de chercher à se rendre utile pour justifier la reconduction des crédits dont vit son Organisation, l'UNESCO a fini par se mettre en péril, mais bien plus gravement encore, elle a délaissé sa raison d'être, qui n'était absolument pas de l'ordre de l'utilité dont se prévalent ses multiples activités dispersées, au Siège et hors Siège, mais relevait d'une nécessité bien plus fondamentale dont personne d'autre ne s'occupe : engendrer par la coopération des nations le rapprochement « sincère et durable » des peuples à travers une « meilleure compréhension mutuelle » au niveau des individus. Ce que l'Acte constitutif appelle « la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ». C'est cela le seul fondement d'une paix solide, condition tellement plus importante à remplir que la satisfaction locale d'on ne sait quel micro projet, car si cette condition est remplie, alors les besoins à satisfaire le seront très facilement et à beaucoup plus grande échelle qu'à partir du chétif budget de l'UNESCO !

Hélas, en soixante-dix ans, l'UNESCO, fondée le 16 novembre 1945 en tant que nécessité vitale pour le monde à venir, s'est muée en l'Organisation instituée le 4 novembre 1946 qui, sous la pression de ses fonctionnaires et des administrations de ses États membres une fois qu'elles en eurent pris le contrôle effectif, s'est dispersée en une gamme indéfinie d'actions morcelées en activités pompeusement programmées dans le C/5. En quoi, s'imaginant se rendre utile, elle a trahi et Mozart et l'UNESCO telle qu'elle était voulue par ses fondateurs, qui

L'UNESCO est née dans des circonstances bien particulières, non reproductibles.

l'un comme l'autre n'ont besoin que de paraître pour induire spontanément un effet de « solidarité intellectuelle et morale de l'humanité » par le simple pouvoir de la justesse et de la beauté.

Notre problème est que nous n'avons que cette UNESCO septuagénaire et affaiblie, alors que son mandat est plus actuel que jamais à l'orée d'une époque où, selon le mot du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies António Guterres, « l'humanité est dans le rouge ». Or il semble presque impossible de la transformer et strictement impossible de la refonder.

L'UNESCO en effet est née dans des circonstances bien particulières, non reproductibles. Elle résulte du croisement exceptionnel, en 1945, du souffle de la « grande et terrible guerre qui vient de finir », qui avait sidéré les contemporains (l'humanité venait de passer très près d'une catastrophe finale dont elle sortait à la fois très endommagée et avide de prendre le contre-pied), et de la ressource que procurait alors la relative unité de conception du monde que portait, parmi les élites mondiales, le magistère de l'Occident alors à son acmé. Aujourd'hui, dans un monde de huit milliards d'habitants extraordinairement divers où toutes les cultures ont affirmé leur singularité à part entière, il ne serait plus possible de réunir pareille cohésion philosophique, morale et intellectuelle, et on ne peut évidemment pas souhaiter renouveler le puissant effet de levier qu'avait eu le repoussoir de la Seconde guerre mondiale.

Il nous faut donc absolument préserver cette création unique et improbable que fut l'UNESCO, en quelque état qu'elle se trouve.

Par contre, il est hors de question de la conserver si sa seule raison d'être est de faire joli dans le paysage institutionnel, d'être « utile comme Mozart », une gentille petite maison sympathique peuplée de gens qui se flattent d'exercer une mission élevée de figuration culturelle. L'UNESCO, c'est beaucoup plus que cela. Elle n'est pas née pour s'occuper de

culture, mais pour répondre à une situation catastrophique laissée par « la grande et terrible guerre qui venait de s'achever » et dont on avait enfin compris qu'elle avait été provoquée par « le reniement de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine ».

L'UNESCO a été créée pour rétablir, maintenir et développer cet idéal. Et si elle a aujourd'hui une actualité exceptionnelle, qui n'a rien à voir avec son éventuelle utilité, c'est parce que nous entrons et baignons déjà dans ce que j'appellerai, de manière un peu emphatique et excessive, le troisième totalitarisme. Le premier a été vaincu en 1945, le deuxième a fini par agoniser à la fin du 20e siècle, le troisième est celui qui consiste à envisager l'humanité non pas comme une ressource infinie, mais comme un tout, obéissant à des lois et des règles de plus en plus maillées, serrées, ce qui fonctionne déjà pour les marchandises et pour le système digital mondial. Un monde lisse qu'on pourrait comparer à ces marais dans lesquels on s'enlise, où il n'y a plus de distinction entre les composants, une sorte de plasma, de masse visqueuse. Si on s'intéresse au fonctionnement des médias, à la circulation des nouvelles, à la canalisation des centres d'intérêt à travers le monde, on mesure facilement l'ampleur de cette globalisation, de cette appartenance à un milieu de plus en plus homogène, cohérent, et contre lequel l'UNESCO est conçue pour s'insurger.

L'UNESCO n'a qu'un but : défendre et promouvoir la dignité humaine, c'est-à-dire ce qui dans la nature humaine distingue chacun de nous comme une ressource utile, un « nous » qui inclut l'infinité des hommes passés, présents et futurs, une ressource qui doit certes être valorisée par l'éducation, la science et la culture,

Aujourd'hui, dans un monde de huit milliards d'habitants extraordinairement divers où toutes les cultures ont affirmé leur singularité à part entière, il ne serait plus possible de réunir pareille cohésion philosophique, morale et intellectuelle

mais qui réside à l'état germinal dans la vie de chacun. Si on parle d'« élever les défenses de la paix dans l'esprit des hommes », c'est bien que les pousses de ces défenses s'y trouvent déjà. C'est donc une institution dont la raison d'être est de faire appel à chacun dans le monde. Aussi quand on parle de l'UNESCO, ne s'agit-il pas de l'Organisation et encore moins de son palais, mais potentiellement de huit à neuf milliards de personnes !

La voix des sans-voix

L'UNESCO a une vocation fondamentale, qui est d'être la voix de ceux qui n'en ont pas. Je ne parle pas seulement de ceux que l'on dit « démunis », les sans-voix de notre époque, mais les voix du passé qui ne parle plus, de l'avenir qui ne parle pas encore, et aussi celles de la nature, des paysages, de la beauté, de l'ineffable, de l'impondérable, celles des civilisations : nous sommes leur voix. Et quand je dis « nous », je veux parler de l'espèce humaine, qu'il faut ériger en acteur de son histoire. Elle a longtemps cru l'être à travers des États, des puissances, des conflits, mais elle l'est en réalité aujourd'hui de moins en moins au sens où l'organisation du monde ne repose pas sur la fraternité et les liens entre les hommes, mais sur la circulation des marchandises. Une bonne analyse de la théorie économique de Ricardo parue dans les années 1960 évoquait *La production de marchandises* par des marchandises (Piero Sraffa, 1999) et, de fait, nous vivons chacun de nous de plus en plus dans un monde où nous sommes à la fois des marchandises et des producteurs de marchandises. Ce danger est grave et confère à l'UNESCO une « utilité » vitale. Entre gondoles de supermarché et jeux sur internet, le temps proprement humain se dilue de plus en plus rapidement dans la vaste circulation silencieuse des marchandises, à laquelle il appartient déjà massivement, ne fût-ce que par les traces qu'il laisse dans la « Matrix » des Big data. Nous glissons imperceptiblement du temps de l'influence et de la causalité à celui de la corrélation et du *streamlining*.

Le but de l'UNESCO est dès lors de défendre la place de la dignité humaine, et ceux qui ont à le faire ce sont les États qui, en signant l'Acte constitutif, ont souscrit à des « devoirs sacrés ».

Non pas de simples engagements diplomatiques, mais des devoirs reconnus comme fondamentaux pour leur propre expression et pour celle des peuples dont ils sont les représentants.

Pour mettre en œuvre cet idéal, il ne faut pas un Secrétariat qui fait des programmes, ou un C/5 qui ne m'a jamais paru incarner la raison d'être de notre institution, mais des gens qui organisent et animent la coopération entre les autres. Dans le texte de l'Acte constitutif, ce terme de coopération, comme celui d'échange ou de partenariat, est omniprésent, car absolument fondamental. Les moyens à mettre en œuvre sont donc la coopération des États du monde, pour organiser l'interaction des sociétés du monde, elle-même propice à la bonne intelligence entre leurs citoyens, entre les humains, parce qu'ils ne sont humains qu'à proportion de cette bonne intelligence qui leur vient du sentiment de former une seule et même humanité dans laquelle chacun est une ressource irremplaçable.

Quand nous nous occupons d'éducation, de science, de culture et de communication, nous avons quatre pieds, mais il est inconfortable de s'asseoir sur le pied d'une chaise et malcommode de manger sur le pied d'une table. L'important, c'est la table et non ses pieds ! Ne nous imaginons pas qu'en nous occupant d'un secteur, de la science, de l'éducation ou de la culture, nous accomplissons le mandat de l'UNESCO. C'est une simple condition, un chemin vers autre chose de plus important.

Pour résumer, nous sommes partis d'une situation catastrophique : nous devrions repartir de là. Évidemment, personne ne s'imaginait avant 1940 qu'on se retrouverait dans une situation où l'humanité serait allée au-delà de toutes les horreurs possibles. De même aujourd'hui, nous sommes incapables de prédire si dans cinq ans nous ne nous retrouverons pas dans une situation aussi tragique, parce qu'il nous est impossible d'anticiper en quoi elle serait dramatique. Deux informations alarmantes circulaient toutefois ce matin : 1 % de la population mondiale détient 82 % de la richesse mondiale. C'est une situation aberrante qui est porteuse de grands dangers. Et le *Doomsday Clock*, outil conceptuel tenu depuis 1947 par le *Bulletin of the Atomic Scientists* de l'université de Chicago, nous annonce que si en 1991 ça allait mieux, aujourd'hui nous sommes au plus près de l'issue fatidique de ce compte à rebours vers la fin du monde.

Nous nous trouvons donc aujourd'hui dans une situation menaçante et potentiellement tragique dont nous ne connaissons ni les tenants ni les aboutissants. Pensez à la formule du philosophe allemand Sloterdijk qui définit l'humanité comme une « avalanche pensante ». De plus en plus avalanche, de moins en moins pensante ! C'est là que nous avons un besoin vital de l'UNESCO, qui par chance se trouve disponible avant la catastrophe, et non créée après, comme en 1945.

Un retour aux fondamentaux

Face à de telles perspectives, il nous faut revenir aux fondamentaux de l'Acte constitutif de l'UNESCO. Celui-ci nous assigne pour but d'« assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous ». Comment ? En contribuant au maintien de la paix et de la sécurité, non pas directement, mais en ménageant les conditions qui permettront aux États de le faire. À cette fin, il s'agit de « resserrer, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations ». De ce point de vue, l'UNESCO joue un rôle extraordinairement utile par ses organes directeurs, même si on peut parfois avoir du mal à le croire en les voyant fonctionner. Il est fondamental que les États se rencontrent et se parlent ici. Le 4 novembre 1966, le général de Gaulle les saluait d'ailleurs avec beaucoup de justesse pour l'exercice de cette fonction de conversation

Le résultat attendu est donc d'aller vers plus de paix et de sécurité en favorisant la collaboration entre nations. Notre rôle est d'y aider et il ne faut pas perdre de vue cet objectif ultime en nous égarant dans le registre des opérations dans lequel on a tendance à se laisser enfermer.

L'Acte constitutif nous indique que les causes de la grande catastrophe de 1939-1945 sont « l'incompréhension entre les peuples, la suspicion et la méfiance entre les nations, par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre ». Mais quand on y ajoute « le reniement

de l'idéal démocratique de dignité, d'égalité et de respect de la personne humaine » et « la volonté de lui substituer, en exploitant l'ignorance et le préjugé, le dogme de l'inégalité des races et des hommes », on comprend mieux que le principe même autour duquel l'UNESCO a été conçue est celui de la dignité humaine.

L'Acte constitutif reconnaît aussi qu'« une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples » et que la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité est seule capable de nous permettre de jeter les fondements de la paix.

On peut donc résumer ainsi la mission de l'UNESCO : concourir à « la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité » afin de créer « l'adhésion unanime, sincère et durable des peuples » aux buts de « paix et de prospérité commune en vue desquels l'ONU a été créée et que sa charte proclame ». Détail intéressant : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Il nous faut atteindre un but unitaire avec des moyens complexes et composites. C'est là que gît la difficulté : passer de la pluralité des moyens employés à l'unité de résultat universel dont on fait un devoir (« doivent »). Cette universalité étant évidemment impossible à définir en termes unitaires, et l'infinie diversité « des hommes » semblant longtemps impossible à homogénéiser, on a cédé à la tentation de multiplier les initiatives « utiles ».

Les gouvernements, dont l'Acte constitutif fait les seuls acteurs de l'UNESCO et au service desquels se trouve le Secrétariat, sont responsables de l'ensemble de la mission de l'UNESCO, et pas seulement des seuls « accords politiques, économiques et sociaux » auxquels ils consacrent pourtant 99 % de leur activité.

Quand j'ai dit que l'UNESCO était nécessaire, et même vitale pour le monde, c'est parce qu'elle occupe un créneau radical et central dans les conditions de survie de l'humanité demain, mais qui reste une préoccupation mineure pour ces États. Retenons ces mots de Primo Levi qui nous rappellent que le danger des camps de concentration n'est pas historique mais philosophique : « à partir de l'instant où l'on considère que l'étranger est l'ennemi, alors au bout du chemin il y a le Lager, le camp de concentration ». C'est une séquence non pas banalement historique mais logique, qui s'est produite plusieurs fois dans l'histoire et qui peut se reproduire n'importe où.

Une intelligence collective en action

L'UNESCO a été fondée en 1945 dans un contexte où les organisations obéissaient à des logiques très différentes de celles qu'on leur connaît aujourd'hui. Nous en avons hérité et hélas conservé une structure hiérarchique pyramidale, avec des échelons, des certifications... Une structure complètement inadaptée au monde d'aujourd'hui, ce « monde de la multitude » dont Olivier Colin donne une excellente description. Une Organisation pyramiddale, si grande soit-elle, a des limites. L'humanité quant à elle n'a pour l'instant de limite que ses huit milliards d'individus. Ce sont huit milliards de cerveaux qu'on arrive désormais à connecter. Nous détenons tous avec nos smartphones des outils infiniment plus puissants que les gros ordinateurs du Pentagone d'il y a 50 ans; Nous sommes suréquipés de moyens pour travailler ensemble et produire de la valeur. C'est une puissance collective que le monde n'a jamais connue. Pierre Chaunu, grand historien, avait inventé la notion de « cerveau collectif », faisant valoir que si l'Occident s'était imposé au reste de l'humanité, c'est parce qu'à travers l'imprimerie, l'urbanisation, il avait fabriqué un cerveau collectif plus puissant qui lui avait donné une supériorité pendant trois ou quatre siècles. Celle-ci appartient aujourd'hui à l'humanité entière. Nous sommes un cerveau collectif de plus en plus puissant. Pour l'instant, il y a des communautés vastes et diffuses qui tiennent les codes, les câblages, les machines et les réseaux de ce cerveau collectif. Il appartient à chacun d'entre nous, face à cette remarquable réalisation qu'est le système de communication mondial ainsi créé, d'assurer une présence de l'humanité qui soit collégiale, synergétique, humaine. Nous devons être capables ensemble d'utiliser au mieux l'infinité des ressources que nous représentons. Pour éviter le pire : une guerre qui conduirait l'humanité droit à sa fin.

Collectivement, la puissance de l'humanité transcende l'UNESCO, qui doit donc cesser de s'organiser comme une industrie locale avec des chefs et des sous-chefs auxquels répondent de petites mains qui produisent des programmes inscrits dans le C/5, et devenir une plateforme capable de mobiliser, faire interagir et communiquer l'humanité entière. Et il y a urgence !

VINCENT DEFOURNY : Je voudrais pour ma part m'intéresser plus particulièrement à la manière dont nous nous représentons l'Organisation. Car en posant la question « Inutile comme Mozart ? », on peut se demander sur quoi porte la comparaison avec Mozart. L'UNESCO est certes une organisation mais aussi d'une certaine manière une « désorganisation ». Ce côté organisant/désorganisant est un processus permanent par lequel on fait et défait la raison pour laquelle on a été constitué. La représentation d'une organisation qui est un tout et que certains pourraient être tentés de considérer comme une sorte de « Vatican » moderne ou de point de référence qui dispenserait des enseignements au reste de l'humanité, ne peut évidemment que nous induire en erreur.

Je vous proposerais de comparer l'UNESCO à un système planétaire, apparu en 1945 dans une constellation née de la conscience aiguë que les différends ne devaient plus être résolus par la force, mais que les forces de l'esprit pouvaient organiser un certain nombre de mouvements sur cette terre. Et autour de cette planète UNESCO se sont mis en orbite des satellites, eux-mêmes s'inscrivant dans un mouvement plus vaste. C'est cette musique céleste qu'il faut essayer d'écouter, cette dynamique qu'il faut comprendre. Comprendre justement ce qui fait que ça tient encore, et qu'il faut que ça tienne. Comme on le sait bien, dans un système planétaire, si les forces gravitationnelles faiblissent, les planètes peuvent entrer en collision, ou sortir de leur orbite. Il y a un véritable risque pour l'UNESCO de sortir de son système planétaire et peut-être même de disparaître. C'est justement cette force gravitationnelle qui fait toute l'originalité de cette représentation de l'UNESCO comme système planétaire. Et cette force d'attraction, Philippe l'a rappelé avec beaucoup d'intelligence, c'est cette vision de la paix et de la dignité humaine, du destin commun qui nous unit. Cet élément constitue à mon sens le noyau de l'UNESCO et la force autour de laquelle peuvent se retrouver des ONG, des États membres, des spécialistes et diverses parties prenantes pour construire ce mouvement d'organisation autour duquel nous avons à travailler. C'est dans cette conviction fondamentale et dans cette musique là que je voudrais inscrire la réflexion sur l'utilité de l'UNESCO.

De manière plus précise, je relierai mon propos à l'agenda 2030, dans le cadre duquel les États membres ont défini les objectifs du développement durable, à partir d'un double constat. D'abord les enseignements tirés de la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) durant les quinze premières années de ce siècle : ceux-ci sont apparus bien trop partiels et limités – par exemple, on a compris que mettre l'accent sur l'accès à l'éducation n'était pas suffisant et qu'il fallait se préoccuper non pas seulement de mettre tous les enfants à l'école, mais de fournir à tous un enseignement de qualité. Ensuite l'expression des aspirations fondamentales des citoyens à travers une enquête lancée par internet, au début de la réflexion post-2015, sur le thème *The World We Want*, le monde que nous voulons, qui a fait ressortir de manière très forte des exigences de paix, de sécurité, d'accès à l'eau, d'éducation, de villes durables, etc. C'est ce qui a conduit à formuler les Objectifs du développement durable (ODD), un ensemble de 17 objectifs inspirés des OMD, mais aussi d'une réflexion sur le monde que nous voulons, dont les États membres signataires ont fait leur agenda et leur boussole pour les 15 années suivantes. Il s'agit, comme le disait Philippe, d'un engagement des États membres auquel participent l'ONU et l'UNESCO. C'est dans cette dynamique que nous nous inscrivons désormais. On peut se féliciter que l'UNESCO ait pu jouer un rôle dans leur élaboration, parfois de manière indirecte, par exemple en faisant reconnaître, pour une des premières fois dans une réflexion onusienne, le rôle de la culture pour la mise en œuvre de tous ces objectifs.

Un agenda commun de dignité et de paix

Aujourd'hui comme en 1945, on retrouve cette conscience vive de la nécessité de construire un

agenda commun autour de la dignité humaine et de la paix. Ce sont certes les questions liées au changement climatique qui nous apportent cette conscience plus aiguë que l'humanité court à sa perte si nous ne sommes pas capables de changer de direction. Mais il suffit aussi d'ouvrir son journal télévisé ou son ordinateur pour mesurer la gravité de la situation, et il n'est pas anodin que le Secrétaire général de l'ONU en adressant ses vœux à la population mondiale ait parlé d'« alerte rouge ». La situation du monde est grave aujourd'hui et il faut prendre conscience de cette gravité et de cette inquiétude pour les raisons mêmes qui ont présidé à la création de l'UNESCO et des Nations Unies en 1945.

Je reviendrai d'une manière plus spécifique sur certains éléments, qui ont à voir avec notre fonction de communication. Vous le savez bien, la communication de l'UNESCO est souvent très « descendante », très unilatérale, partant d'un centre, un peu comme on l'avait imaginée à l'époque de la communication de masse. Aujourd'hui, comme l'a dit Philippe, nous sommes dans un monde de multiples émetteurs, non plus un monde de *One to Many*, mais de *Many to Many*. Dans cette dynamique du « plusieurs vers plusieurs », il faut que l'UNESCO trouve sa place. D'une certaine manière, on pourrait se satisfaire de sa place dans le monde de l'information en constatant que 2 000 à 3 000 articles de presse par jour mentionnent le nom de l'UNESCO. Très peu d'organisations peuvent s'enorgueillir de tels résultats. Elle figure parmi les marques les plus importantes dans le secteur non marchand. Les gens connaissent l'UNESCO, ne savent pas toujours ce qu'elle fait, mais en ont globalement une opinion favorable.

Une grande partie de cette popularité, nous la devons au patrimoine mondial, et cette logique de labellisation nous a amené beaucoup de visibilité. Néanmoins, que comprennent les gens lorsqu'on leur parle de patrimoine ? Très souvent ils y voient une reconnaissance, une sorte de concours de beauté dans lequel leur site est primé. Or c'est exactement à l'opposé de l'esprit de la Convention sur le patrimoine mondial, qui est d'assortir la reconnaissance de la valeur exceptionnelle d'un site d'une responsabilité de le préserver pour le compte de l'humanité. C'est une main tendue, une petite passerelle qui est l'expression concrète d'une interdépendance, d'une solidarité, d'une coopération entre les peuples, et non, ce qui est un grand malentendu, le champ clos de rivalités dérisoires.

Dans ce contexte, nous sommes face au défi de transformer le modèle de communication sur lequel nous opérons et de passer d'un modèle unidirectionnel à une meilleure prise en compte de la bidirectionnalité de la communication. Et la reconstruction de notre modèle de communication doit être guidée par l'idée d'une « intelligence collective en action ». Cette expression, employée par Mme Azoulay pour définir l'UNESCO dans son discours de prise de fonction, qui séduit et inspire, nous ramène à la fonction fondamentale de la coopération intellectuelle, qui est au cœur de la mission et de l'action de l'Organisation.

Échanges avec le public (extraits)

JOHN CROWLEY : Il était important de sortir de notre perspective centrée sur le Secrétariat, qui est un aspect de notre dépression collective de fonctionnaires de l'UNESCO depuis quelques années. Je formulerai deux observations qui sont en même temps des questions. Vous l'avez tous les deux dit, même si ce n'est pas exactement en ces termes, que l'un des indicateurs les plus importants de notre succès était l'état de la diplomatie mondiale, et la place relative qu'y tenaient les questions et les méthodes de travail qui sont les nôtres. Il est clair que nous ne pouvons que nous inquiéter de l'érosion de la place relative, non seulement de l'UNESCO, mais aussi de la coopération internationale que nous promouvons au sein du système international. Le fait que nous nous réunissions aujourd'hui, alors même que les écrans et les réseaux sont saturés par le Forum de Davos, rappelle que ce que veulent les acteurs les plus puissants du système international, y compris des États qui affirment dans nos organes directeurs qu'ils croient absolument à la pertinence de l'Acte constitutif, ce n'est pas le système multilatéral tel qu'il a été construit dans le contexte que vous avez rappelé, mais tout autre chose, sans doute bien résumé par Davos.

Je vois trois différences principales entre le système que nous avons l'ambition de promouvoir et celui qui se met en place - y compris au travers de mécanismes formels, comme ceux qui visent à financer la réponse au changement climatique, le Green Climate Fund ou le Climate Adaptation Fund, qui sont délibérément tenus à l'écart des institutions spécialisées des Nations Unies. Ce sont des mécanismes de cooptation et non des mécanismes d'appartenance. L'UNESCO n'est pas un G195, car il y a un droit d'adhésion pour les États membres des Nations Unies (pour les non-membres, c'est un peu plus compliqué...). Mais cela donne en fait une instance de représentation de l'humanité tout entière et non un directoire des puissants. Ensuite, les institutions du système multilatéral visent à produire du droit, ce qui suppose la négociation de textes à la fois consensuels et techniques, car ils ne se contentent pas de formuler des ambitions ou des aspirations, mais visent bien à les inscrire dans des procédures. Il est clair que les communiqués du G20 ne le font pas, pas plus que Davos ou les autres mécanismes de distribution de milliards au service de la réponse au changement climatique.

Enfin, le système multilatéral s'appuie sur un Secrétariat, qui n'est pas seulement chargé de la production et de la diffusion de documents pour les réunions. Il lui est donné, pour le meilleur ou pour le pire, d'autres fonctions, celles d'une sorte de « clergé séculier », selon les termes de l'ancien Sous-Directeur général Richard Hoggart. Une idée qui est au cœur de la vision qu'avait Julian Huxley de la raison d'être du Secrétariat. Le G20 n'a pas de secrétariat, et ce n'est pas anodin. Mes deux questions sont donc les suivantes : Est-ce que l'état de la coopération internationale est si éloigné de la vision proposée par Philippe ? Et si cette vision mérite encore d'être défendue, malgré ces circonstances peu favorables, comment imaginer le rôle du Secrétariat, sachant que nous sommes au service non pas des États membres, mais de l'Acte constitutif et des organes directeurs ?

PHILIPPE RATTE : Vincent a rappelé que nous avions aujourd'hui un système de communication *Many to Many*, et cela crée un monde dangereux, parce que mou. Autant le système de pouvoir westphalien était structuré par des États et des puissances, autant ce monde de plasma dans lequel nous entrons est dépourvu de structures. Il faut donc les créer. Très peu d'organisations et de systèmes sont dans la situation d'y concourir, mais l'UNESCO est bien placée pour le faire. Vincent l'a rappelé, l'UNESCO est une marque populaire, c'est un atout considérable. Elle jouit d'une quasi universalité, autre atout très puissant, fondé non pas sur un privilège mais sur l'exercice d'un droit, et il était fondamental de le rappeler. Enfin, les questions dont elle s'occupe ont un impédance moins grande que les sujets géopolitiques : on peut plus facilement s'entendre sur l'éducation, la culture et la science. Trois bonnes raisons qui nous confèrent une capacité et nous impriment un devoir. Dans la maison, cela suppose que l'on mette fin aux querelles internes du Secrétariat, aux rivalités de secteurs, de bureaux, de budget, qui discréditent l'Organisation. Celle-ci est propriétaire, détentrice, nourricière d'un germe de civilisation dont le monde a un besoin urgent, technique et philosophique, de capacités que l'on gaspille dans des guerres picrocholines qui sont dérisoires et nous conduisent à être chassés du centre du système au profit d'organisations coopératives de directoire. Chacun ici a une responsabilité de réforme structurelle de l'Organisation pour lui permettre un retour au premier plan des enjeux du monde.

JUSTIN AHANHANZO (Commission océanographique intergouvernementale, SC/COI) : le titre de ce débat résume la complexité et même la beauté du questionnement que doit être l'UNESCO, même s'il est paradoxal de la comparer à Mozart, dont la musique nécessite un peu de préparation pour être comprise. A-t-on besoin de préparation pour comprendre l'UNESCO ? Ce titre m'a en tous cas interpellé et j'ai été séduit par les présentations : je suggère à l'AAFU de les distribuer largement, car l'un des problèmes les plus immédiats pour beaucoup de fonctionnaires aujourd'hui est le manque de mémoire et de compréhension de la profondeur de la mission de l'Organisation. Je vois l'UNESCO, non comme une institution, mais comme un idéal, matérialisé par ses États membres, ses organes directeurs, son Secrétariat. Nous avons

tendance à la juger à l'aune de ses différentes composantes. Or cet idéal de paix est difficile à atteindre, il reste immatériel tant qu'il ne fait pas défaut et ne nous confronte pas à la matérialité de la violence, ou d'atrocités comme l'esclavage, le racisme, la Shoah... Les programmes ne sont que des moyens dans la poursuite de cette grande idée. Malheureusement, ces dernières années, l'UNESCO est devenue une sorte de bureau d'études, avec un petit budget, de petits résultats.

NINOU GARABAGHI : Quelque chose me dérange dans le titre de ce débat. Et je ne dois pas être la seule. L'impact d'un mot comme « inutile », sur l'esprit de ceux qui ne connaissent pas bien l'UNESCO, peut être préjudiciable. Il vaudrait mieux utiliser des termes plus positifs.

CHRISTINE ROCHE (CCIC, plateforme d'ONG catholiques) : L'UNESCO ne se prive-t-elle pas de ressources intellectuelles en ne faisant pas appel de manière plus visible à la réflexion des ONG partenaires et le Secrétariat n'a-t-il pas un rôle de passerelle entre la société civile et les États membres?

VINCENT DEFOURNY : Le titre « inutile comme Mozart » est évidemment une dissonance cognitive faite d'abord pour provoquer un questionnement, ce qui est à la base de toute démarche de connaissance. Concernant le rôle des ONG, il serait particulièrement intéressant de revenir aux premières années de l'UNESCO et de regarder comment l'Organisation a essayé de se constituer au tout début, avec un budget déjà extrêmement réduit : 7,5 millions de dollars en 1948, un budget dont la faiblesse par rapport à sa mission devait amener quelques années plus tard son Directeur général Jaime Torres-Bodet à démissionner. L'UNESCO s'est donc donné comme moyen d'action la création de grandes ONG internationales, qu'elle a mises en orbite dans les domaines des arts, de la philosophie ou des sciences. Elle a ainsi donné quelques impulsions pour structurer la société civile. Par la suite, nous le savons, ce système a dérivé vers une sorte de consanguinité qui a nourri un clientélisme un peu malsain. Le pendule est parti à l'autre extrémité et la relation avec les ONG a été un peu asséchée. Nous devons aujourd'hui retrouver une dynamique pour que les ONG puissent, tout en conservant leur indépendance et leur liberté de parole, retrouver pleinement leur place dans la galaxie de l'UNESCO et lui apporter l'énergie qui fait parfois défaut à ses États membres. Il est par ailleurs intéressant de noter que dans le budget de 1947-1948, le premier poste était celui de la « dissémination des idées » qui était deux fois plus important que celui de l'éducation. Cela fait rêver aujourd'hui, alors que le budget de la communication à l'UNESCO ne dépasse pas 100 000 dollars par an ! J'ai affiché dans mon bureau le premier numéro du *Courrier de l'UNESCO* qui nous rapporte ces éléments d'information sur le budget. À propos du *Courrier*, et puisque nous avons eu le plaisir de le relancer en 2017, je vous invite vivement à le soutenir en vous abonnant à sa version papier ou électronique.

GEORGES KUTUKDJIAN (Président de l'AAFU) : J'aurais voulu que vous disiez quelques mots sur la dimension historique, sur le fait que le monde a changé ; l'UNESCO, je le crains, n'a pas toujours suivi, ni compris, les changements qui se produisaient dans le monde.

PHILIPPE RATTE : Quand je suis né, sur terre, il y avait deux milliards d'hommes, quand je mourrai il y en aura huit. C'est une transformation historique phénoménale qui gouverne tout le reste. L'humanité y a fait face grâce à des progrès technologiques prodigieux, à une mondialisation qui a mis en relation les avantages comparatifs de toutes les parties du monde et aussi à un peu plus de paix que dans les temps antérieurs. Nous venons d'assister en une génération à une transformation anthropologique capitale, que personne n'a su appréhender, ni les États, ni l'UNESCO, qui était grevée par une rigidité structurelle liée aux contraintes inhérentes à son caractère intergouvernemental. Et puisqu'on est dans l'histoire, je rappellerai qu'en 1758, apprenant la défaite de Rossbach, Mme de Pompadour aurait lancé « Après nous, le déluge » ; aujourd'hui en 2018, nous dirions à l'inverse : « Après le déluge, nous » ! Le déluge est en train de se produire.

Notre problème est d'y survivre, et une fois l'arche posée sur le mont Ararat, de replanter la vigne ! Notre viatique, notre Graal, à savoir la révérence pour la dignité humaine, est on ne peut plus fragile. Imaginez que nous mettions tout d'un coup mille personnes dans cette salle. La dignité humaine prendrait un très mauvais coup. C'est un peu ce qui se passe avec l'humanité, comprimée dans un espace limité. Le coefficient de survie, de tolérance, d'humanité, diminue à mesure qu'on se compacte. C'était d'ailleurs bien la logique déshumanisante des camps de concentration.

Le remède n'est certainement pas de réduire le nombre des gens, on n'y arrivera pas, mais d'ouvrir entre eux un espace intérieur, par une sorte de foisonnement des relations. La métaphore, que je prendrai cette fois dans le Nouveau Testament, est celle de la multiplication des pains, qui a permis à une foule compacte de se transformer en une communauté habitée par l'infini, où chacun trouvait largement de quoi se nourrir ainsi que son prochain. Le miracle n'avait certainement pas été une réelle multiplication des pains, mais son équivalent, à savoir la dissipation de l'angoisse d'en manquer par la puissance d'une manne symbolique nourricière — un pain qui n'était pas nourrissant mais nourricier, qui tenait à la qualité de la présence commune. Nous avons la capacité, dans la vie professionnelle qui est la nôtre, de faire de notre organisation sclérosée par sa structure hiérarchique, une maison de la créativité, des partenariats, du lien, avec les ONG comme avec tous nos partenaires. Notre maison fabriquera ainsi le vide interstitiel, qui est en fait le plein de l'humanité.

ZAHIR AZIZ : I agree with both speakers that UNESCO was created to preserve and upgrade human dignity, through its instruments which are education, science, culture and communication. My more than 40 years of association with UNESCO tell me that unfortunately it has not sufficiently looked beyond its European ideas and borders. In order to get to almost 7 billion human beings, UNESCO has to go out and see what others can contribute. Today, there are nearly 3 billion people around the world who cannot even communicate with their neighbors and are unable to participate effectively. Therefore it is essential to go and search for useful ideas elsewhere.

VINCENT DEFOURNY : Lors d'un échange d'idées sur les programmes de réforme que nous engageons à chaque changement à la tête de l'Organisation, j'avais souhaité qu'on puisse envoyer tout le monde hors Siège pendant six mois pour s'imprégner de ce qu'il y avait ailleurs ! Je suis persuadé comme vous que nous devons sortir de la place de Fontenoy et nous ouvrir à d'autres modes de pensée et de réflexion.

JENS BOEL : Ce qui a été dit sur la dissémination des idées, la défense de la dignité humaine et l'interaction avec la société civile nous ramène à une seule et même chose, à savoir que l'UNESCO est une exigence, un devoir éthique d'agir. Elle a le devoir d'être courageuse et de prendre des risques. L'UNESCO n'est pas une ONG, elle instaure une coopération unique dans le Système des Nations Unies avec toutes sortes de composantes de la société civile. Pour parler histoire, elle n'a jamais été aussi forte que lorsqu'elle a eu le courage d'engager la lutte contre l'apartheid et le racisme ou de soutenir des mouvements de libération. Quand il s'agit de combattre les préjugés, les stéréotypes, les discriminations, l'UNESCO a le devoir d'être moins prudente et de prendre plus de risques, par exemple dans la défense des journalistes ou la régulation de l'intelligence artificielle.

PHILIPPE RATTE : Effectivement, face à un danger, il n'y a rien de mieux à faire que de prendre des risques. Comme nous y exhorte Jens, il faudrait que l'UNESCO renonce à une certaine prudence protectrice et confortable dans laquelle elle a grandi, et qu'elle se tourne délibérément vers les grands périls qui guettent l'humanité dans les années et décennies à venir. On voit bien que, face à des solutions technologiques de caractère transhumaniste qui font de nous des extensions de machines intelligentes, il nous incombe de garder vivante la flamme de l'imperfection humaine. C'est notre rôle, en entretenant l'écart fécond entre les ressources de l'humain, de refuser l'optimisation totale de l'humanité, qui sera sa mort certaine. ■

Qui a peur des « Fake News »?

Marius Lukošiūnas & François-Bernard Huyghe, 22 mars 2018

Mot de l'année 2017 pour le dictionnaire Collins, les « *Fake News* », informations sensationnelles et mensongères, décrivent un phénomène aussi ancien que le débat public lui-même. Mais les réseaux sociaux confèrent aujourd'hui une ampleur inédite, inquiétante, à cette prolifération de fausses informations, de faits dits alternatifs ou de révélations imaginaires. Dans cette montée du faux, annonciatrice d'une ère de la « post-vérité » où chacun a le loisir de s'alimenter en ligne de versions de la réalité conformes à ses préjugés, certains voient un danger pour la démocratie, une crise manifeste de légitimité des élites. Les médias traditionnels lui opposent stigmatisation et démentis, les gouvernements envisagent de légiférer contre lui, les grands du numérique tentent de le chasser du Net, mais le combat est loin d'être gagné. Entre fuite de données et théories alternatives, rumeurs, trucages, influences étrangères, canulars et désinformations, bidouillages informatiques et croyances sauvages, nos sociétés de l'information ont visiblement un problème avec le contrôle de l'information.

Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a invité **FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE**, spécialiste des médias, qui s'est interrogé, dans un ouvrage récent*, sur les ressorts culturels, psychologiques et technologiques de cette rupture, ainsi que **MARIUS LUKOŠIŪNAS**, de la Division pour la liberté d'expression et le développement des médias à l'UNESCO, qui participe à la réflexion pour des solutions globales associant une plus grande autorégulation professionnelle à l'émergence de nouveaux modèles économiques et au développement de l'éducation des jeunes aux médias.

* *Fake News, La Grande Peur* (VA Press, 2018).

MARIUS LUKOŠIŪNAS : I would like to shed light on a few aspects of this issue: why is it important for UNESCO and why are we engaged, what is the scope of our engagement and what have we done to date about it?

When we were developing our approach in UNESCO, a year and a half ago, we looked at definitions. According to the Oxford Dictionary, fake news are "False reports of events, written and read on websites". A recent Reuters Foundation study on fake news defined it as "News you don't believe". There is an obvious gap between the Oxford Dictionary definition that uses the words "false reports" instead of news, and the Reuters Foundation's definition from an audience perspective.

A third view, that of researchers at Stanford University defines "fake news" as news articles that are intentionally and demonstrably false, and are likely to mislead readers. This definition excludes several close cousins of fake news, such as unintentional reporting errors, rumors that do not originate from a specific news article, conspiracy theories (which by definition are difficult to verify as true or false), satire that is unlikely to be misconstrued as factual, false statements by politicians, reports that are slanted or misleading but not outright false.

Now why does UNESCO concern itself with this issue ? One of our five major Programmes is Communication and Information, under which we deal with Freedom of Expression, Freedom of Information and Media Development. The process we are discussing has begun to reshape the communication landscape, and has an impact on the quality and credibility of journalism, which is one of the objectives of Major Programme V.

In a sense, this phenomenon is not new. As early as 1890, the Spanish-American War in Cuba was fueled by the media. However, the media have historically done a lot to keep false news in check, through specific legislation (national or international), self-regulatory mechanisms, codes of ethics, press councils and professional organizations established by the industry, professional practices such as quality journalism, pluralism of opinions, etc.... UNESCO has emphasized and supported the training of journalists and the strengthening of quality journalism, media literacy and fact-checking networks. There is definitely a number of tools to help counter fake news or rather disinformation that takes the form of fake news

The impact of social media

Today, traditional media are losing control over the dissemination and content of news and their central position as the main source of news for audiences. They are being replaced by decentralized, personalized media technologies.

Internet platforms/social intermediaries are accused of being slow to stop the spread of fraudulent news. Their algorithms are criticized for a lack of transparency in the way they work to create individual "filter bubbles". This is exemplified by the way one social network censored for child nudity an iconic photo taken during the Vietnam War of a little girl running screaming and naked after a napalm attack.

There is also a view that welcomes the expansion of media pluralism through the advent of social media, seeing it as an alternative to mainstream journalism which too often falls short of professional standards. Another perspective, however, deplores the potential that social media offers for audiences to live in closed information cocoons as well as an apparent inability to distinguish truth from fabrication.

The threats to the web today are real – from misinformation/disinformation and questionable political advertising to a loss of control over our personal data. You have all seen in the news the scandal of Facebook profile harvesting by Cambridge Analytica for electoral purposes. Several remedies are being sought through privacy protections, better screening of ads, purge of bots. There is also the question of anonymity. Some scholars say that if we just could get rid of anonymity on social media, many problems would be solved.

In recent years, social media have had an impact on political communication. Political parties and candidates use it to reach voters, mobilize supporters, and raise funds. Voters use social media to communicate with candidates and each other about election-related issues and to participate in campaigns. Civil society groups and citizens use social media to monitor elections.

Among the remedies being developed, Germany enacted in 2018 a new "Act improving law enforcement on social networks" which primarily targets hate speech and other criminal content, but could also address false or fake news. Another approach is self-regulation, as offered by The Global Network Initiative (GNI), a non-governmental organization sponsored by a coalition of multinational corporations, including Facebook, Twitter, Google, Microsoft and others. The GNI principles on freedom of expression and privacy state that privacy is a human right and a guarantee of human dignity. It is important to maintain personal security, protect identity and promote freedom of expression in the digital age.

What has UNESCO done ? At this stage, we are trying to understand the process and provide information and analysis to Member States through various events organized by the Secretariat and through publications such as *World Trends in Freedom of Expression and Media Development*. In March 2017, UNESCO organized a colloquium entitled "Journalism under fire: challenges of our time", to discuss the recent challenges to journalism posed by "fake news" as well as the technological and economic changes that are reshaping the media landscape. Topics ranged from the rise of identity politics, to threats to business models, responses to the spread of "fake news", the role of social media platforms, and the importance of journalism training and media and information literacy.

The fragmentation of truth

In February 2018, UNESCO and the Global Network Initiative convened a colloquium to assess issues related to Information and Communication Technologies (ICTs) and elections. The focus was on what UNESCO, and other UN actors, as well as the private sector, civil society and academia can do to maximize the benefits that digital technologies bring to democracy, while minimizing their negative impacts on civil and political rights.

There are still a number of issues that need to be addressed. We talk about the fragmentation of truth. Or different kinds of truth. Are we witnessing an epochal development that challenges the fundamental principles on which freedom of expression rests ? Are the current controversies over information threatening to dethrone truth and science as beacons for the development of rational policies and practices for inclusive human progress and sustainable development?

Another set of questions is whether we are witnessing a case of critical market failure with respect to ideas and truth. How do controversies over the slippery slogan of "fake news" relate to social trust and authenticity, and to the impact of hate speech, xenophobia, and misogynistic information that violate our rights and threaten peace?

Finally, what remedies might be considered ? Is there a need for greater self-regulation by internet giants and individual users ? Are existing laws sufficient to protect the right to reputation or electoral integrity when these are violated by false information ? Can the rise of fact-checking organizations help balance and correct misperceptions? And finally, how can quality journalism be strengthened to counteract dis/misinformation ?

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : Nous sommes dans une période où on parle beaucoup des « *fake news* », il y a même une panique à ce sujet. Je lisais ce matin même sur Twitter que la Rand Corporation lançait une mobilisation générale pour rétablir le principe de vérité, pendant que Google annonçait qu'il allait perfectionner ses algorithmes modérateurs pour chasser encore plus de « *fake news* » et propos scandaleux de ses moteurs de recherche.

Nous sommes dans une configuration où la question des « *fake news* », qui comme cela vient d'être très justement dit est un terme flou et imprécis, devient un débat majeur. Ainsi est-il question d'adopter en France, pour les contrer en période électorale, une loi qui permettra de contraindre les fournisseurs d'accès à retirer sur simple référé du juge des contenus faux et dangereux, et de retirer leur licence à des organes appartenant à une puissance étrangère et répandant de la propagande.

Nous sommes donc dans une situation de panique systémique face à cette question. Il est assez amusant de voir que ce terme s'est

popularisé à partir de 2016, en même temps que « *post-truth* », « *fact-checking* » et autres expressions anglaises. Cette panique des autorités correspond à une interrogation sur le sens du vrai. Nous avons publié dans la revue *Médium* dirigée par Régis Debray un Globish Glossaire répertoriant une cinquantaine d'anglicismes tels que « *soft power* », « *smart power* », « *weaponized information* », qui sont tous arrivés en même temps, avant et autour de cette notion vague de « f*ake news* ».

Quelle en serait la définition la plus acceptable a minima ? Ce serait un bobard, une fabrication répondant à une intention stratégique.

Qu'est-ce qui peut être faux dans une information ? Le contenu lui-même : on peut attribuer à quelqu'un une déclaration qu'il n'a pas faite, raconter un événement imaginaire, truquer des photographies ou les recontextualiser - comme cette photo d'un enfant malheureux prétendument bombardé en Syrie parue il y a quelques jours, mais déjà publiée il y a deux ans à propos de l'Iraq… On peut se référer à de fausses autorités ou de faux sites imitant des médias classiques, ou même créer de faux émetteurs ou mouvements d'opinion. Des gens qui interviennent sur le net avec de fausses identités ou avec des algorithmes peuvent simuler un faux mouvement d'opinion dans un contexte électoral donné - ou, par exemple, pour contrer la candidature de Paris au Jeux olympiques : les milliers de partisans d'une cité rivale se trouvaient curieusement tous, d'après leur adresse IP, au Bangladesh ou au Pakistan.

Le piège à clics

Plus intéressant encore, on peut fausser non seulement le contenu, le contexte ou l'émetteur, mais subtilement fausser l'attention. Le temps de cerveau humain disponible est limité, il a une valeur, pour la publicité de TF1 ou de Google, donc il s'agira dans nos recherches internet de le diriger par des astuces, des ruses, vers une annonce publicitaire. On appelle cela le « *click bait* », le piège à clics, qui vous appâte avec une nouvelle peu vraisemblable, laquelle vous renvoie sur un site, souvent situé en Macédoine, qui vous fera apparaître des messages publicitaires. Les quelques secondes que vous aurez consacrées à cette visite sont donc rentabilisées.

On voit bien qu'il y a une explosion des « *fake news* » : sur les réseaux sociaux vous en verrez d'invraisemblables, qui peuvent aller de l'invasion d'extraterrestres à des complots de services spéciaux, en passant par des déclarations imaginaires d'hommes politiques. Très vite ces « *fake news* » nous entraînent vers d'autres dérives, par exemple des théories de la conspiration. Ainsi le quotidien Libération s'est-il récemment alarmé d'un sondage de la Fondation Jean Jaurès qui faisait apparaître que 80 % des Français étaient conspirationnistes ! En fait, il suffisait pour tomber dans cette catégorie de répondre à des questions floues du genre : pensez-vous que l'assassinat de John Kennedy a pu être provoqué par des services secrets ?

Vous citiez l'exemple de cette loi allemande : elle est très dangereuse, car à partir de l'idée qu'on va combattre les fausses nouvelles pernicieuses, subversives, ce qui pose déjà un problème car quel est le juge qui va nous dire ce qui est vrai et ce qui est faux, on glisse vers les discours de haine, avec lesquels arrivent les théories conspirationnistes, le djihadisme, les pensées extrémistes… On passe gentiment d'« il est interdit d'interdire » à « réprimer sans frontières » ! Il est clair que le flou sémantique qui entoure toutes ces notions va donner lieu à des stratégies d'interdiction de plus en plus imprécises.

Il est intéressant de voir que cette alarme suscitée par ce qu'on a pu appeler l'ère de la post vérité a donné lieu à toute une production théorique qui s'articule autour de trois idées générales :

Les complotismes : des puissances étrangères, engageant des trolls, utilisant des médias en ligne, répandant la désinformation sur les réseaux sociaux, tenteraient de perturber des élections. Ce qui donne la couverture du journal *Le Monde* titrant que la Russie serait à l'origine du Brexit, de l'élection de Trump et du référendum en Catalogne. Pourquoi pas Miss France et le prix Goncourt ? C'est un élément de causalité diabolique, attribuant à une puissance étrangère le pouvoir de perturber la démocratie, de la saboter. Bien sûr, tout cela n'est pas imaginaire : on a mentionné l'étude de Stanford, mais il y en a d'autres, comme celles de la Fondation Reuters ou de la Columbia School of Journalism,

qui ont examiné l'hypothèse d'une ingérence par les faux et ont conclu que des millions d'électeurs avaient été effectivement exposés à une « *fake news* » au moins. Mais dans le même temps, les mêmes ont été exposés à des millions de vraies informations, d'heures de télévision et de pages de journaux. Il y a donc un effet de disproportion qui équivaudrait à prêter une sorte de puissance magique aux « *fake news* » sur le cerveau humain, qui les rendrait beaucoup plus efficaces que des millions d'autres informations ou tentatives d'influence allant dans d'autres sens.

De la post-vérité aux bulles informationnelles

Autre explication : nous serions entrées dans l'ère de la post-vérité, c'est-à-dire de l'indifférence aux faits avérés et à leur vérification. Ainsi, une part de la population serait devenue indifférente à la raison, aux contraintes économiques, à la preuve par les faits et choisirait les nouvelles qui correspondent à ses fantasmes ou à ses peurs pour se créer un univers mental qui lui correspondrait. Ce qui, face au suffrage universel, ne va pas sans poser de problème démocratique !

La troisième thèse est, comme cela a été évoqué, celle des « bulles », qui correspond au fait que les réseaux sociaux sont devenus une source d'information de plus en plus importante pour beaucoup de gens, les exposant aux opinions de « *followers* », de « *likers* » qui pensent comme eux, concurremment à une information venant d'« en haut » par les médias classiques envoyant des messages vers les masses. Il y a donc une concurrence entre une information de masse et une information individualisée, qu'on pourrait d'ailleurs produire soi-même sans être un expert en informatique ni bien maîtriser les logiciels. Autrefois, souvenons-nous de Citizen Kane, pour conquérir l'opinion et se faire élire, il fallait acheter un journal, avec ses rotatives, ses journalistes. De nos jours, grâce à la rencontre du plus vieux des médias, la rumeur, et des technologies les plus modernes, chacun peut devenir un émetteur. Une situation qu'un chanteur de rock avait résumé avec le slogan : « Ne haïssez plus les médias, devenez les médias ». Pendant les printemps arabes, d'aucuns se félicitaient de la capacité des médias sociaux à échapper à la censure et libérer la parole ; les mêmes aujourd'hui se désolent du nouveau pouvoir des médias de contrer le discours des experts, des élites, des politiques. Il y a donc conflit entre deux stratégies de l'autorité de l'attention, celle des médias « *mainstream* » et celle des réseaux sociaux, qui vont fonctionner sur des logiques très différentes.

Derrière la question sémantique et technologique, il y a une question rhétorique, donc politique. C'est un changement dans l'art de persuader. Les « f*ake news* » font ainsi partie d'un nouvel environnement de l'information fait à la fois de résistance au discours venu d'en haut et de confirmation d'une attitude de scepticisme (« on nous ment tout le temps ») et antisystème qui devient un perturbateur de la vie politique. Les machines à produire du consensus sont visiblement en panne. La bonne question, ce n'est pas tant de savoir si les gens votent mal parce qu'ils sont influencés par des « *fake news* », mais s'ils recherchent des nouvelles non officielles parce qu'ils sont entrés dans une forme de rupture avec le discours dominant.

L'étude de Stanford précédemment citée, et bien d'autres consacrées au sujet, aboutissent à la même conclusion : certes il y a énormément de fausses nouvelles, ou de désinformation orientée politiquement, mais elles fonctionnent dans des milieux restreints, prêts à les accepter, déjà en rupture avec le discours dominant. Cela ne suffit pas à perturber des élections ou à en infléchir le résultat. C'est un facteur parmi d'autres. Les conseils d'un spécialiste du marketing politique disant à tel candidat de parler plus vite ou plus lentement, ou de porter une cravate d'une certaine couleur, ont également été des facteurs faiblement déterminants dans certains votes.

Le facteur « *fake news* » n'est pas un facteur explicatif unique. On voit d'ailleurs ressortir des explications alternatives, dont la fameuse affaire de Cambridge Analytica, une société britannique parfaitement légale par ailleurs qui a utilisé des données acquises par Facebook et extraites de tests de personnalité, comme on peut en trouver dans les magazines féminins, pour procéder à du profilage d'électeurs,

permettant d'adresser à ces profilés des messages très ciblés, sans être forcément mensongers. On n'est plus dans la logique du discours électoral classique, mais dans la réception de messages très personnalisés, finement adaptés à la situation de chacun. C'est une autre logique, fondée sur l'utilisation des données. Cela n'est pas nouveau, même si on attribue l'apparition de ce phénomène à des élections récentes. Je me souviens d'un article de Wired, il y a cinq ou six ans, annonçant que, dans sa campagne électorale, le Président Obama avait déjà eu recours à des techniques similaires, bien qu'à moindre échelle.

Face aux « *fake news* » auxquelles on attribue un pouvoir de perturbateur, à mon avis largement imaginaire, sur les processus démocratiques en cours, on voit se mobiliser dans la panique plusieurs acteurs, et en premier lieu l'État : on a déjà parlé de la loi allemande, en France on envisage d'adopter une loi permettant en période électorale de demander à un opérateur de retirer un contenu. Certains vont plus loin : au Vietnam on a créé une « patrouille » de hackers chargés de retirer les « vues erronées » de la Toile.

Les GAFA (les quatre géants du Web : Google, Apple, Facebook, Amazon) jouent aussi cette carte pour préserver leur fonds de commerce, l'image de marque. Si Facebook est accusé d'être l'écosystème des djihadistes, d'avoir favorisé l'élection de tel chef d'État ou de se prêter à toutes les carabistouilles du type de celles qui ont été dévoilées à la faveur du scandale impliquant Cambridge Analytica, son action en bourse ne peut qu'en souffrir. Il y a donc une mobilisation des moteurs de recherche pour chasser ces contenus par un mélange de techniques associant des algorithmes et des vérificateurs humains (afin d'éviter des gaffes les amenant à censurer pour pédophilie la photo d'une petite vietnamienne fuyant sous les bombes). Se développe ainsi tout un système de contrôle. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la propagande djihadiste, sur laquelle j'ai beaucoup travaillé. Il y a deux ans encore, on la trouvait très facilement en ligne : vidéos, documents de propagande, publications sophistiquées. Depuis, Google a modifié ses algorithmes et il est devenu très difficile d'y accéder.

Nous entrons dans une nouvelle forme d'affrontement : on ne se bat plus pour des projets de société, des valeurs, des intérêts différents, mais pour l'établissement de la vérité. Pour savoir quelle version de la réalité atteindra les citoyens et décidera de leur comportement politique.

C'est une bonne nouvelle, mais le pouvoir formidable conféré à des algorithmes de nous dire quoi penser peut tout de même donner à réfléchir.

Enfin, les médias eux-mêmes se mobilisent. Il existe dans le monde quelque 153 systèmes de « *fact-checking* », de vérification du faux, par des médias coalisés entre eux et avec les GAFA. C'est un phénomène intéressant. On ne peut douter de la sincérité de journalistes amoureux de la vérité et convaincus de leur vocation de délivrer des faits certifiés, mais il est intéressant de voir que les médias classiques doivent se justifier de la publication d'informations non vérifiées. De façon paradoxale, certains sondages aux États-Unis annoncent une remontée de la confiance dans les médias classiques. La campagne anti-fake news a tendance à ramener marginalement vers les médias traditionnels.

Face à ces nouveaux rapports politiques, géopolitiques, idéologiques et technologiques, nous entrons dans une nouvelle forme d'affrontement : on ne se bat plus pour des projets de société, des valeurs, des intérêts différents, mais pour l'établissement de la vérité. Pour savoir quelle version de la réalité atteindra les citoyens et décidera de leur comportement politique. On voit apparaître une nouvelle ligne de rupture, autour de la question de la croyance.

Échanges avec le public (extraits)

NINOU GARABAGHI : Jusqu'à présent les puissants étaient détenteurs de l'information, qu'ils pouvaient infléchir dans le sens de leurs intérêts. N'assiste-t-on pas désormais à une démocratisation de l'information, et n'est-ce pas plutôt cela qui dérange ?

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : Vous avez parfaitement raison. Il y a eu des « *fake news* » d'État, on en a vu dans toutes les guerres (en Yougoslavie, en Iraq, etc..). Mais pour les fabriquer, c'était long, cher et bureaucratique. Il fallait recourir à des services d'État ou à des agences spécialisées. Aujourd'hui, c'est à la portée du premier venu. Paradoxalement, la vérité s'est démocratisée, mais le mensonge aussi. Percy Barlow, un des premiers penseurs d'internet disparu il y a quelques jours, célébrait la liberté illimitée de circulation de cette chose immatérielle qu'est l'information.

BIRGITTE MOLLER : Is it a common belief that in the face of fake news we will all act irresponsibly, and are we considered incapable of verifying, checking other sources, talking to people we can trust and find out what's true?

MARIUS LUKOŠIŪNAS : You have intentional and unintentional misinformation that points at the responsibility of social networks, institutional shortcomings or weakening medias. One aspect of this problem effectively lies on the receiving end, on the receivers of the news. Some as you rightly pointed out are able to filter, understand or deconstruct, others are not. Part of the problem is that new technologies are creating 'bubbles' in which people are being constantly bombarded with the same opinions. After a while, even a critical person can be affected. It is a complex issue.

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : There are good and bad aspects to this. The good news is that it becomes easier to spot fake news. We have softwares, fact checking in the media, everybody is trying to uncover fake news. There is a good chance if you are an educated receiver and are willing to do your own research that you will quickly find out if you are being cheated. The bad news is that this is very time consuming and technology is improving fast. We are for example beginning to see deep fake videos using someone's face or speech. This is very problematic.

PATRICE C. : Pourriez-vous en dire plus sur la relation entre « *fake news* » et réseaux sociaux, dans lesquels on reste entre soi et où les « *fake news* » ne sont pas un problème puisqu'on les considère comme vraies, tandis qu'avec les autres médias on peut comparer et chercher un semblant de vérité ?

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : Les réseaux sociaux sont le milieu naturel d'expansion des « fake news », car les critères d'autorité et de confiance ne sont pas les mêmes qu'à l'égard des médias classiques. La nouvelle, comme dans le cas de la rumeur, va vous parvenir par quelqu'un qui vous ressemble ou un proche, et très vite. Vous allez être soumis immédiatement à la tentation narcissique de cliquer pour la répandre. Autre facteur : la bulle de confirmation. Si vous croyiez aux soucoupes volantes il y a trente ans, vous étiez relativement isolé. Aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, vous trouvez en cinq minutes des gens qui partagent votre conviction et déploient toute leur intelligence à en trouver des preuves, ou à démontrer qu'on cherche à les leur cacher. Les réseaux sociaux tendent à créer des écosystèmes où se retrouvent des personnes partageant les mêmes convictions. Cela fonctionne comme un réseau de liens et de nœuds.

MARIUS LUKOŠIŪNAS : When comparing media and social media, the first difference, in my view, is that traditional media are never anonymous, even if they carry propaganda, you always know or find out who is the owner or the editor and what is their position in the context of public discourse. Whereas on social media you don't know where information is coming from. As I pointed out earlier, there are ethical and professional norms that guide content on the traditional media. And I agree that we react increasingly fast to what circulates on social media. Yesterday I was sitting next to a representative of the Wallenberg Foundation. It has supported the development of an application for children which detains any posting for a few seconds and makes the user respond to questions such as : 'will it hurt anyone'? There is a new generation coming which will receive more information from social media, and react instantly to it.

MALCOLM HADLEY : Has UNESCO been the object or the subject of fake news, have you seen false accusations on the social networks against the UN? And were you head of Facebook, how would you respond to the accusation that Facebook has been slow in halting the circulation of fake news?

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : The UN System is not protected nor insulated from such phenomena. I saw a statement that UNESCO had delivered a certificate qualifying Islam as “the most peaceful religion”. Granting such qualifications to religions is obviously meaningless. As CEO of Facebook, in the face of such accusations, I would probably be looking to change jobs !

ZAHIR AZIZ : I believe that the Organization has suffered a number of such occurrences and some even led to decisions by Member States at different periods. Are there cultural or gender boundaries to the principle of Freedom of Expression that UNESCO has been defending since its inception?

MARIUS LUKOŠIŪNAS : The boundaries to the principle of freedom of expression are those established by international instruments, such as Article 19 of the Universal Declaration of Human Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) or other UN document, that define it very clearly.

GEORGES KUTUKDJIAN : Je me suis souvent demandé si la fabrication des « *fake news* » ne relevait pas de la production romanesque, où on glisse de la vérité au vraisemblable. Les « *fake news* » doivent avoir un semblant de vraisemblance pour fonctionner. Par ailleurs, il me paraît très préoccupant qu’elles conduisent progressivement, par des mesures législatives ou réglementaires, à limiter la liberté d’expression. Je crois que celle-ci doit rester une, entière et indivisible, et qu’il serait gravissime de la restreindre à cause d’un phénomène aussi vieux que l’humanité, mais auquel les réseaux sociaux donnent une ampleur inédite.

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : Le vraisemblable l’est avant tout pour quelqu’un, il est déterminé par nos passions ou nos affects. Quant à ce qui est pire, des « *fakes* » ou de la peur des « *fakes* », et du prix à payer pour être débarrassé du faux, je vous renvoie à Benjamin Constant, qui considérait qu’en autorisant deux opinions à s’exprimer, on permettait à une erreur ou à une fausseté au moins de se répandre.

JOSIANE TAILLEFER : Il y a un demi-siècle, il me semble qu’il était surtout question de la persuasion clandestine, dont parlait par exemple Vance Packard. Il s’agissait d’une stratégie pour convaincre. Je m’interroge sur le risque pour l’esprit humain de ne plus faire son choix, de perdre son libre arbitre, dans ce marasme d’information.

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : À mon sens, il n’y a jamais eu un âge d’or où les gens croyaient à la vérité, faisaient usage de leur raison et en tiraient les décisions démocratiques les plus justes. Il n’y a pas si longtemps, un Français sur quatre admirait encore Staline... On a toujours été la proie d’illusions. Certes, la solution est dans la formation du citoyen, dans sa capacité d’utiliser sa raison, de comprendre les processus rhétoriques et de ne pas être dupe de ces manœuvres, mais c’est plus facile à dire qu’à faire.

MICHEL GIÈS : Vous nous avez aidés à comprendre ce qu’étaient les « *fake news* » et, en particulier, ce qu’elles n’étaient pas. À plusieurs reprises, elles ont été opposées au discours dominant. Or qu’est-ce que ce « *mainstream speech* » et quels en sont les contours ?

FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE : La caractéristique d’un discours dominant est qu’il domine et décide de ce qu’on peut énoncer. Sur un plateau de télévision, on verra par exemple peu de partisans d’une politique économique dirigiste. On peut trouver des idées qui n’ont pas disparu, qui s’expriment encore mais qui, par un consensus de fait, vont être ringardisées ou écartées. Cela peut parfois s’expliquer de façon assez simple, par des orientations sociologiques ou propres à l’histoire de ceux qui détiennent le droit à la parole. ■

People on the Move

Protecting Migrant Rights, The New Global Compact on Migration

Paul de Guchteneire & Konstantinos Tararas, 24 May 2018

We are witnessing in today’s world an unprecedented level of human mobility, a global phenomena that requires collective approaches and solutions. In 2016, the United Nations launched negotiations for the development of a Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration. The document adopted at a conference in December 2018 in Morocco was the first inter-governmentally negotiated agreement to cover all dimensions of international migration. UNESCO was closely involved in this process, as its work on international migration extends across all its fields of competence.

To discuss these issues, the Memory & Future Club of AFUS invited **PAUL DE GUCHTENEIRE**, former head of the International Migration Program at UNESCO, and **KONSTANTINOS TARARAS**, from the Inclusion and Rights Section of the Social and Human Sciences Sector, who contributes to UNESCO’s current programmes on migration from a human rights and inclusion angle.

Paul de Guchteneire was unable to attend due to unforeseen railway incidents and sent a written contribution that is published below. **DR JILL ALPES**, independent research consultant, former Migration Law Section, VU Amsterdam and Amnesty Netherlands, replaced him at his request.

PAUL DE GUCHTENEIRE: The Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration is an ambitious plan of the UN to create a global strategy on migration. The pact is to facilitate a common understanding on a humane approach to migration, with a document that reflects a true international agreement on the difficult and complex issues that surround migration.

An earlier attempt by the international community to establish common standards for migration policies aimed to introduce a core human rights instrument in the form of the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (adopted by General Assembly resolution 45/158 of 18 December 1990). To date, the Convention has been ratified by some 52 Member States, significantly fewer than the other core human rights instruments. The main reasons for the slow acceptance of the Convention can be considered as political. Governments see ratification as a political problem. The text of the Convention itself is not seen as the main reason for the slow ratification.

The new pact should be less difficult for Member States to sign, mainly because it will be a non-binding document. The objectives of the pact, some 22 are listed in the original document, not only cover the protection of migrants' human rights, but also specify a number of strategic goals such as minimizing the adverse drivers and structural factors that compel people to leave their country of origin, increasing the availability of channels for regular migration, and managing borders in a secure and coordinated manner. Some of the objectives of the Compact are of particular interest to UNESCO, for example:

- Empowering migrants and societies to achieve full inclusion and social cohesion;
- Eliminating all forms of discrimination and promotion of a fact-based public discourse to shape perceptions of migration;
- Investing in skills development and facilitating recognition of skills, qualifications and competences;
- Creating the conditions for migrants and diasporas to contribute fully to sustainable development in all countries.

The objectives of the pact, some 22 are listed in the original document, not only cover the protection of migrants' human rights, but also specify a number of strategic goals such as minimizing the adverse drivers and structural factors that compel people to leave their country of origin.

The acceptance of the Compact will be a step forward towards a better cooperation and management of migration. Given the human rights basis of the Compact, it will also provide opportunities for a better protection of migrants' human rights. It is an attempt to create a common understanding that migratory flows are likely to remain an important part of the world and that these flows need to be managed in a way that recognizes both the reality of interdependence among states and national sovereignty. No easy task…

For the UN this will be a chance to prove its relevance on an issue that is highly politicized in many parts of the world. But if all goes well, it will be a chance to shift world opinion on the need to address future migration in the same way that the UN has managed to persuade the world to address climate change.

JILL ALPES: The Global Compact negotiations came out of the New York Declaration in a moment of history where there are greater refugee movements, particularly in Europe. This development is not a result of a request of the human rights community, but rather of states in need to tackle migrant and refugee issues.

In general terms, the human rights community is concerned by the non-legally binding character of this instrument, but also by the risk of downscaling existing human rights standards. Another concern is its complementarity with the Global Compact on Refugees that is being developed in parallel. There is real concern that people not coming under the purview of either document will fall through the cracks, and that

certain issues will not be addressed in either one or both.

Migration governance and human rights

There is also a conceptual and methodological issue: it is not evident to distinguish migrants and refugees. As soon as individuals cross borders and leave their country, they become migrants and enter a long and complicated process that requires legal and practical interventions until they are recognized as refugees or not. The verification and objectification of compacts for migrants and refugees are very far from the actual reality on the ground, from everything that it takes for a person to move from the category of migrant to that of refugee. This is far from being obvious for anyone who has been actually on the ground and worked directly with people on the move.

Another problem is that by reifying this distinction between migrants and refugees there is also the danger of obscuring and watering down the human rights for both categories. By reifying refugee rights, we may overlook human rights issues for other migrants.

The last point I wanted to flag in my general remarks about the Global Compact on Migration is the question of its implications for migration governance and for human rights. The Zero draft issued last February was followed by rounds of negotiations to be finalized in June. A lot will depend on the implementation and follow-up procedures which will be negotiated between June and December. As a legal anthropologist, I am aware that it is often through the procedures that we will really assess the importance of this instrument, in the way states will engage with people on the move, categorize them and grant them their respective rights.

In more specific terms, the Global Compact, as a cooperative framework, defines a number of actionable objectives for the achievement of safe and orderly migration. Objective 21 concerns cooperation in facilitating returns, readmission and reintegration. It established a series of principles on the obligations of the receiving states, and the rights of people that have been issued removal orders. As this is my area of specialization, allow me to discuss this in some detail.

The fact that there is so much focus on return is a matter of concern to the human rights community. It is questionable whether returns are really cost-effective. Are they really the most appropriate tools to tackle the issue of irregular migration?

The original draft of the Global Compact on migration had a lot of helpful language in terms of protecting human rights, but it was criticized by Member States for not being strong enough on the issue of returns. What we have seen is that the latest draft no longer refers to regularization campaigns as a policy tool. Negotiations are shifting towards a stronger focus on return.

Another concern is the call for more cooperation between the states that return migrants and states that receive returnees, without specifying the needs for confidentiality of information. This raises serious human rights issues, as we are not sufficiently assured that people that are being returned have exhausted all the appeals rights, and have received sufficient legal assistance to be granted refugee status.

There is also a confusion between the right and the obligation to return. There is a shifting of language concerning the right to return for individuals, and the obligations of the state of origin to accept them, and the obligations of the individuals to return.

Although the Global Compact pushes returns at the cost of other policy tools such as regularization, it is positive in its calls for more human rights monitoring of returns, and also the situation of people after return. That last element is innovative. When states deport migrants, they return to their countries and nobody cares about what happens to them afterwards. There are reintegration programs of the IOM for some returnees, but there are no evaluation mechanisms.

Human rights monitoring of what happens to people after return can be efficient in that it allows a more objective and balanced view of the effectiveness of return as a policy instrument. It helps determine whether returns were legal, if people are exposed to death of persecution, if families have been separated, if they are not creating vulnerabilities, exposing them to trafficking or slavery, if they are effective in preventing people from re-emigrating.

Monitoring of returns is therefore a positive element in the Global Compact, and warrants more discussions to see how this post-deportation monitoring will be implemented and by whom, so that it actually serves its purpose in protecting both the individuals' concerns and the interest of nation-states.

KONSTATINOS TARARAS: It is undeniable that migration and mobility have become a priority in recent years on the international agenda. A series of events illustrate that fact, starting with the UN High-level Dialogue on International Migration and Development in 2013, the adoption in 2015 of the 2030 Agenda for Sustainable Development in which migration specific objectives have been included as issues of priority, and then of course the 2016 New York Declaration for Refugees and Migrants.

However, if Member States agree that migration issues and the handling of human mobility are priorities, they do not hold the same views or approaches. There are significant divergences, perhaps the most illustrative is the clash between an agenda focused on security considerations and an agenda that places the emphasis on human rights and a welcoming approach.

Another issue is the need to make sure that the new document on migration becomes a key reference instrument for all regions. There is a sense among specialists working on migration that all regions are not equally invested in the dialogue about the Global Compact. Africa, for instance, although it is much concerned by the increase in refugees' movements and precarious migration, does not appear as invested and engaged in the negotiations as other regions, which is not without repercussions.

The Global Compact itself is a non-binding instrument and will not generate legal obligations to Member States. However it tries to create convergences and a set of common purposes regarding the management of migration while promoting a flexibility at Member States' level in response to two considerations: the first being that migration evolves, is not set in stone as a phenomenon, and the second that needs and specific conditions amongst Member States diverge quite significantly.

The Global Compact contains a few overarching principles and 22 objectives that basically cover all stages of human mobility and considerations that may relate to the movement of people. The objectives are not clustered thematically but addressed from a temporal perspective.

What is UNESCO's role in general and in connection with the Global Compact? It is to be noted that UNESCO does not have, as in the times of my colleague Paul de Guchteneire, a standalone programme on migration. Issues of human mobility are addressed in different areas of the Organization's fields of competence: Education, Social and Human Sciences, Communication and Information and Culture. Perhaps we could cluster the different interventions of the Organization around three overlapping and complementary topics.

The first of these topics encompasses diverse actions to promote the inclusion of migration through:

- The empowerment of local governments; a major development is the emphasis on the work on cities, considering that local authorities have a key role to play on the frontlines for the reception of migrants and refugees in addressing key issues and challenges for their integration, from essential services to pressing issues of discrimination;
- The changing of media narratives and deconstructing approaches based on prejudice and stereotypes, and the use of ICTs as a way of promoting better access to information that would help migrants and refugees to integrate;
- The changing of mindsets, an area in which UNESCO has been working on since its creation, with the work on global citizenship education and building skills for intercultural dialogue, promotion of understanding and tolerance among people of different identities.

A second big block of actions comes under the mandate of Education and has to do with the promotion of the right to education and access to quality education for all, through three distinct areas of work:

- The recognition of diplomas and qualifications, that UNESCO is driving through regional instruments. A decision will be submitted

to the General Conference at its next session in 2019 in view of the adoption of a global instrument in this area;
- Work in the context of technical and vocational education and training;
- Specific interventions to ensure access to quality education in emergency situations, for example in Syria, Iraq, Lebanon and Jordan. We are now in the phase of implementing a new regional framework for education in emergencies based on country plans responding to their specific circumstances and scheduled for 2018-2019 and 2020-2021.

The third area of intervention is the strengthening of the migration evidence base mainly through the work of UNESCO's Institute for Statistics, focusing on data collection for student mobility, including at the doctorate level. In November this year UNESCO will launch the Global Education Monitoring Report 2019 which will be dedicated to the issue of migration and displacement and its impact on education, with important supporting data. Also in this area I would add the work done in the Social and Human Sciences Sector on social transformation aiming at connecting social research and data to policy making, particularly in Africa.

Encourage better coordinated approaches

Finally, of strategic relevance is the work accomplished by UNESCO in connection with the UN System, particularly in the Global Migration Group (GMG), an inter-agency platform bringing together agencies to encourage more coherent and better coordinated approaches to the issue of international migration.

Turning to the priorities of the Global Compact for Migration, I would like to highlight the direct projection into the mandate of UNESCO of a significant number of its 22 objectives, in particular objectives 1 (Collect and utilize accurate and disaggregated data as a basis for evidence-based policies), 2 (Minimize the adverse drivers and structural factors that compel people to leave their country of origin), 7 (Address and reduce vulnerabilities in migration), 15 (Provide access to basic social services for migrants), 16 (Empower migrants and societies to realize full inclusion and social cohesion), 17 (Eliminate all forms of discrimination and promote fact-based public discourse to shape perceptions of migration) and 18 (Invest in skills development and facilitate recognition of skills, qualifications and competences).

What would be the way forward, and the opportunities and challenges facing us? I would go back to the actual text of the Global Compact itself, stressing the importance of human rights and rights-based approaches as reference for the whole construction of this instrument. What is quite new in its conception is that it tries to envisage migration as a global phenomenon that should be addressed in all its complexities and not narrowed down to security issues.

The recognition of the specific role of local governments in addressing the multiple challenges faced by migrants and refugees is dear to my Sector, given our work on cities. It resonates with the growing awareness of their role at the international level, for example in the 2030 Agenda for Sustainable Development, such as in SDG n° 11 concerning integration at the local level.

One of the challenges regarding the implementation of the Global Compact was to re-design the way in which the UN System interacts with this global priority. As I mentioned before, the Global Migration Group (GMG) was set up to promote coherence and coordination: with the emergence and finalization of the negotiation of the Global Compact we will probably have a new mechanism of coordination. The responsibility for coordination is to be given to the International Organization for Migration (IOM) whilst in the past it was shared by members of the GMG on a rotation basis.

The second innovation is that the new mechanism will distinguish between core members having an important investment in these issues in terms of financial and human resources, and non-core members. We are not certain at this stage how this will impact UNESCO, where it is difficult at times to quantify inputs and emphasis placed on the issue.

Discussion with the audience (extracts)

CHRISTINE DE GRIES (NGO-UNESCO Liaison Committee): As mandated by the International Conference of NGOs, we have been working for several months on the issue of migration, in cooperation with the UNESCO Secretariat. We are preparing a Forum on Migration on 26-27 September, to be held in Tunisia. We hope to achieve two key results: a declaration that can be handed over to our correspondents taking part in the Global Compact for Migration negotiations, to put forward the ideas we have developed in partnership with UNESCO. We would also like to set up a pilot project to give practical continuity to this Forum, the implementation of which would be entrusted to the NGOs that participated in it.

MARIANNE HÖÖK: Countries are taking increasingly stringent and tough legislation on refugees. One cannot help but wonder what the Global Compact means for the actual situation of refugees around the world? Is there any way of influencing these absurd and somewhat kafkaesque laws?

NINOU GARABAGHI: In the euphoria of globalization, there was talk of a world without borders. Today it has given way to a world of walls. The international community is failing to grasp the scale of the problem and is waiting for disasters to happen before reacting. Even before I retired, I wanted UNESCO to take up the issue of climate refugees. I'd like to know how the Global Compact tackles this issue, which is set to worsen with the globalization of development and global warming.

SIGRID NIEDERMAYER: In Paris, there are currently 2,500 refugees camped along the Canal Saint-Martin, who are due to be evacuated momentarily. I visited the migrant reception center at Porte de la Chapelle and realized that it operates mainly thanks to NGOs such as the Red Cross, Médecin du Monde and Emmaüs. The authorities are passing the buck, and the refugees no longer know where to go. Couldn't UNESCO intercede on their behalf with the city authorities?

KONSTANTINOS TARARAS: Allow me to thank the NGO Liaison Committee for taking the initiative of this Forum and for choosing to work on this issue. We are already in contact and will continue to exchange to ensure that this Forum will serve our common purposes and all issues of convergence that we have identified.

Referring to the point on environmental migrants, it is included in objective 2 of the draft compact currently under negotiation addressing adverse drivers that contribute to mobility. We should understand that this is a comprehensive framework for action encompassing the overall topic of human mobility, although it does not cover every detail of the situation of migrants that have been pushed to move by environmental degradation. The concern is there, but the specifics will be developed by countries associated with the implementation of the Global Compact along the way. However what is important, as I stressed in my introduction, is that it sets forth a common platform for implementation that includes the respect of human rights, gender equality and specific needs of children and other vulnerable groups. As it is a political instrument and remains non-bonding, it is important to acknowledge such guarantees.

As for challenges that we face in our immediate environment, it is important to bear in mind the mandate of the Organization. Our way of responding is through our work in our areas of competence, as we do not deliver humanitarian assistance. Nevertheless, we have engaged recently in a dialogue with the city of Paris in view of tackling issues of discrimination and inclusion of migrants and refugees. We are hoping to work together on reviewing policies, learning from experience and promoting cooperation and exchange of information with other like minded cities.

The responsibility for dealing with specific problems rests with city authorities but we would like to see greater dialogue and exchange on challenges, approaches taken and good practices. We have conducted research in Europe using the International Coalition of Inclusive and Sustainable Cities - an initiative launched by UNESCO in 2004 to establish a network of cities interested in sharing experiences in order to improve their policies to fight racism, discrimination, xenophobia and exclusion. This research has been published in 2016 under the title "Cites Welcoming Refugees and Migrants" and is available online.

Finally, I would like to stress that the Global Compact will not operate miracle solutions, but it will create political momentum and will allow increasing dialogue and monitoring efforts in the context of the United Nations. The mere fact that an internationally agreed document will come out of these negotiations will certainly create new opportunities.

JILL ALPES: Civil society is actively involved in these negotiations, particularly through the International Coalition on Migration which is driven by migrant activists. On the European level, the attempt to bridge the gap between local realities and global discussions on international norms is exemplified by the Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants called PICUM which is very engaged in the negotiations in New York. Such platforms have the capacity to raise the voices of people on the ground. How much they will be actually heard in the negotiations remains to be seen.

On what is happening here in Paris, the solutions are coming from lower levels than the city authorities. I live in the Goutte d'Or where there is a very interesting collective called "Quartier solidaire" that brings together different activist groups that offer practical solutions and demonstrate a culture of dialogue and respect for different approaches. I do believe that cities can be really important stakeholders in moving forward and implementing pragmatic solutions that will go much further than those implemented at the state level. I would like to raise the idea of town-twinning arrangements between cities where deportations may occur, such as Paris, with cities of return such as Bamako, to promote dialogue, education, transfer of training skills and monitoring of the situation of migrants after they return to their countries of origin.

MALCOLM HADLEY: In the 70 years since the creation of this Organization, have migrations ever been more politically important than today? Consider the results of the elections in Italy, Brexit, the shifting of public opinion in Germany, the Mexican border wall in the US, the decision to lodge migrants in an island outside continental Australia - all these political issues relate to migration. And yet, governments are not prepared to tackle such issues on an international scale.

GEORGES KUTUKDJIAN: I am puzzled by the choice of the words "Global Compact" for this document. What does it mean, and what is the calendar for the implementation of this instrument? Also, I did not see in the draft references to the Convention for the Suppression of the Traffic in Persons adopted in 1949, when it is obvious that there is a direct connection between present migrant issues and human trafficking.

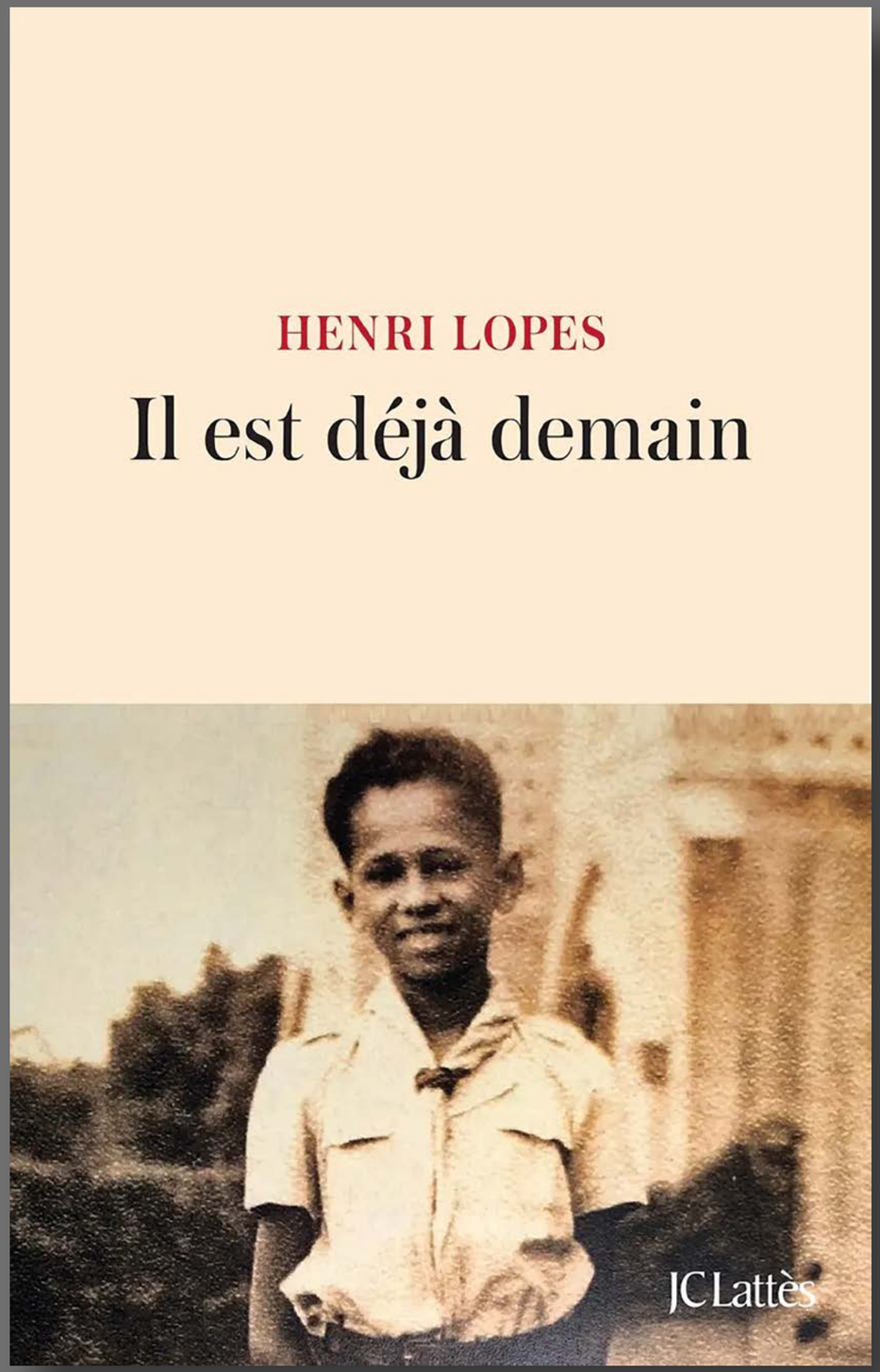
KONSTANTINOS TARARAS: There are no such distinctions in UNESCO documents. We use mostly the terms of migration and human mobility. Regarding the use of terms Global Compact, we should see the Global Compact on Migration and the Refugee Response Framework as a continuation of the New York Declaration for Refugees and Migrants of November 2016 which spells out the main points of agreement reached by Member States. The Global Compact on Migration and the Global Compact on Refugees that are being developed in parallel are operational documents designed to dwell more on practical initiatives to be implemented by Member States.

The issue of smuggling and trafficking is a key issue, however it is not among the core issues that UNESCO is addressing. It is contemplated in at least two of the Objectives of the Global Compact: n°9 designed to "strengthen the transnational response to smuggling of migrants" and n°10 which means to "prevent and combat trafficking in persons in the context of international migration". This issue is part of the overall framework presently under negotiation. Concerning their calendar, if all goes according to plan, the final draft should be agreed upon by end June-early July, and there will be a period of communication and building momentum leading to the adoption of the instrument at the intergovernmental conference that will take place in Morocco next December. The agenda for its implementation will then extend until 2030 to coincide with the end of the 2030 Agenda for Sustainable Development.

JILL ALPES: The Global Compact does not address this issue in detail because there is no need to do so from a human rights perspective. There are legally binding instruments that cover this issue such as the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime (2000). What is needed is a reaffirmation that victims of trafficking can be a vulnerable category.

As for the difference between migrants and immigrants, I would recommend an interesting book by Bridget Anderson entitled *Us and Them? The Dangerous Politics of Immigration Control* that explores the distinction between migrant and citizen and challenges us to think beyond these categories to consider these issues in terms of marginalization. Her thesis is that immigrants and migrants have more in common than immigrants and citizens.

The meeting concluded with the screening of a clip prepared by Greek students for a competition launched by UNESCO on the theme of "Opening Hearts and Minds for Refugees". ■



Il est déjà demain

Rencontre avec Henri Lopes

Henri Lopes & Madeleine Gobeil, 20 septembre 2018

Cette rencontre avec **HENRI LOPES** a été organisée par le Club Mémoire & Avenir à l'occasion de la parution de son récit autobiographique *Il est déjà demain* (Ed. J-C Lattès, 2018). La présentation de l'ouvrage par **MADELEINE GOBEIL**, ancienne Directrice des arts et de la vie culturelle à l'UNESCO, a été suivie de la lecture d'extraits et d'un échange avec l'auteur.

Homme politique et diplomate, Henri Lopes est aussi et surtout l'auteur de plusieurs romans et de recueils de nouvelles et d'essais ; il a reçu pour son œuvre de romancier le Grand Prix de la francophonie de l'Académie Française en 1993. Dans les années 1960 où il étudie à Paris, il découvre la poésie et s'imprègne de l'influence de Senghor, de Césaire, mais aussi d'Aragon ; il s'essaye à l'histoire, se laisse séduire par le militantisme de ces années turbulentes. De retour au Congo, il est nommé Directeur général de l'Enseignement, puis Ministre de l'Éducation nationale en 1969. Commence alors une carrière politique qui le conduira jusqu'au poste de Premier Ministre (1973-1975). Au début des années 1980, Henri Lopes rejoint l'UNESCO où il assure successivement les fonctions de Sous-Directeur général pour le soutien du programme, pour la culture, pour les relations extérieures, avant de devenir le premier Directeur général adjoint (DDG) en charge du Département Afrique. Dix-sept ans plus tard, en 1998, il quitte l'Organisation dont il écrit qu'elle fut son « Abbaye de Thélème », et les « pages les plus agréables à écrire, et à relire, de son parcours ».

Mais sa carrière était alors loin d'être finie : il allait encore être Ambassadeur du Congo en France pendant 18 ans, membre du Haut conseil de la francophonie et représentant personnel du chef de l'État congolais à l'OIF.

Il est déjà demain est un récit autobiographique dans lequel il retrace son cheminement dans une quête de soi qui le conduit des rives de l'Oubangui à celles de la Seine, des plus hautes fonctions de l'État congolais au sommet de la hiérarchie à l'UNESCO. Henri Lopes y pose un regard de romancier sur les combats idéologiques qui ont jalonné les luttes pour l'indépendance en Afrique et les désillusions qui ont suivi, sur les négociations feutrées qui animent les couloirs de la diplomatie internationale et les hautes personnalités rencontrées dans les cercles exclusifs du pouvoir politique. Au fil des histoires romanesques et parfois douloureuses qui ont tissé sa filiation, il fait de ce récit de l'errance et du métissage une célébration du mariage des cultures, et le portrait intime d'un continent, l'Afrique, qu'il aura longtemps quitté sans finalement jamais s'en séparer.

Et dans ce livre qui se lit comme un roman, Henri Lopes, qui a occupé les plus hautes fonctions à l'UNESCO, éclaire des pans entiers de l'histoire de l'Organisation, invoquant la mémoire d'illustres collègues dont les noms résonnent dans nos mémoires : Amadou-Mahtar M'Bow, Federico Mayor, Jean d'Ormesson, Edouard Glissant, Mahmoud Hussein, René Depestre, Edouard Maunick, Tchicaya U'Tamsi, Edgar Reichman, Michel de Bonnecorse, Françoise Rivière…. Sans oublier Madeleine Gobeil qui nous a fait l'amitié de présenter une analyse personnelle de l'ouvrage.

En introduisant son autobiographie, **HENRI LOPES** précise dans quelles circonstances il a été amené à écrire cet ouvrage. Le point de départ, a-t-il dit, « ce sont des photos conservées dans mon musée personnel, mon bureau. Ces photos commencent très tôt, j'avais deux ans à peine, certaines précèdent même le mariage de mes parents. Il y avait la demande de mes enfants, et notamment de mon fils qui me considérait comme une bibliothèque vivante, comme disait Hampaté Ba, et qui, avec un micro et un magnétophone, avait entrepris de me faire parler sur nos origines. Beaucoup d'amis, notamment au Congo, me réclamaient eux aussi un témoignage sur ce que j'avais vécu, les chemins par lesquels j'étais passé. Cela rencontrait un de mes soucis, car lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, des jeunes qui sortions de l'université, nous ne savions rien, alors que nous croyions tout savoir ; pire, nous ne connaissions rien de l'histoire récente de notre pays. S'y ajoute un de mes grands regrets : j'avais un oncle qui avait été le premier Vice-président de la République au Congo. Je lui avais demandé : 'Tonton, tu me racontes plein d'événements, mais pourrais-tu les écrire ? Je retiens mieux ce que je lis et ce sera aussi utile pour les autres'. Mais il avait refusé. Je lui avais offert un magnétophone, il en trouvait le maniement trop compliqué. Peu après, il mourait.

J'ai commis plusieurs ouvrages au cours de ma vie, mais c'est le premier où je me mets à nu. Dans mes romans, beaucoup veulent me retrouver, mais j'avance toujours masqué. Là, pour la première fois, je dis tout, et de la manière dont je l'ai ressenti.

Je laisse à Madeleine Gobeil le soin de vous en faire une présentation. »

MADELEINE GOBEIL : écrire ses mémoires n'est pas une aventure de tout repos, Michel Leiris nous l'a montré dans L'âge d'homme où il compare les écrits biographiques à la corrida, à une prise de risque avec la métaphore de la corne de taureau qui met à nu. *Il est déjà demain*, c'est la corne de taureau d'Henri Lopes, c'est le moment de vérité d'une vie longue et riche et ce rendez-vous, il ne l'a pas manqué.

Ce qu'Henri Lopes nomme le fil rouge du livre et que je nomme pour ma part sa ligne mélodique c'est la question du métissage, la célébration des cultures qui le hante depuis l'enfance. Il est vraiment astucieux de commencer le chapitre sur son enfance en se décrivant à 30 ans, Directeur de l'enseignement supérieur de son pays, le Congo, obligé une fois de plus de s'expliquer sur sa peau claire, sur son nom aux consonances portugaises. N'est-ce pas suspect dans un pays qu'on veut africaniser à tout prix ? C'est une excellente entrée en matière pour expliquer une enfance en traquant ses origines diverses, africaines et européennes, et faussement lusitaniennes, à une époque où le sort réservé aux métisses, aux femmes qui ont « fauté » avec les blancs, n'est pas de tout repos.

On sait par ses romans déjà que l'enfance d'Henri fut entourée d'amour par sa mère d'abord qui l'idolâtrait, par ses innombrables « tantines » qui le choyaient plus que de raison, par sa grand-mère, le premier Socrate de sa vie. Il a baigné dans une chaude atmosphère féminine qui a imprégné toute son œuvre. Il a fréquenté les deux rives, connu auprès de son père biologique des paysages splendides et les joies de la famille élargie. Mais c'est un enfant ballotté entre la famille de son père, de sa mère, celle des métis, un monde très particulier qu'il nous décrit avec beaucoup de naturel et de vérité. Il entend les insultes à l'école, « enfant manioc », enfant « café au lait »… Il vit à la fois la sécurité et l'insécurité, est très jaloux et en veut férocement à sa mère qui change souvent de mari et lui donne plusieurs pères.

C'est un enfant intelligent, curieux de tout, précoce et dans la photo de couverture de ses mémoires, on voit un petit garçon de onze ans dans son uniforme de scout, le sourire large, le front très haut, le regard légèrement crispé et averti d'un enfant qui sait déjà, qui interroge, ces yeux ont vu des choses qu'ils devraient ignorer. On le surnomme Riquet. Petit Henri ? On ne peut s'empêcher de penser au conte de Perrault de 1697, Riquet à la Houppe, l'histoire d'un prince né laid mais intelligent et qui ne retrouve sa beauté que par la grâce de l'amour. Le Littré définit « riquet » comme « contrefait ou bossu » et l'on ne peut que penser au long chemin que le petit Riquet devra parcourir pour devenir l'homme accompli que nous connaissons.

C'est le quatrième et dernier mari de sa mère, un Français, Max Elie, un colonial à la culture éblouissante et qui le traite comme son fils, qui fait découvrir la France au jeune Henri de 11 ans. On le sait, Henri Lopes est un grand voyageur et son livre regorge de merveilleux récits de voyage en Chine comme en Russie, aux Antilles, aux États-Unis, en Afrique comme dans le monde arabe. C'est une des beautés du livre.

Ce premier voyage qui dure trois semaines est vu à travers les yeux éblouis d'un jeune enfant qui découvre la mer, la vie sociale sur un bateau. Dakar, Casablanca, même les amours enfantines. En arrivant à Marseille, Henri est tout étonné de découvrir que ce sont des blancs qui sont les dockers et aussi les serveurs dans les restaurants et les concierges des hôtels. Les Blancs en France seraient-ils différents des Blancs d'Afrique ? Pour la première fois surgit confusément dans son esprit la mise en cause de la supériorité raciale sur laquelle reposait tout l'édifice colonial.

Ses parents sont originaires de Noirmoutier, non loin de Nantes, et le projet est qu'Henri devienne Français, qu'au lycée Georges Clémenceau il fasse oublier ses origines en s'imposant par ses qualités intellectuelles. Les pages qu'il écrit sur ces sept années sont belles, éclairantes mais assez tristes. On lâche l'enfant dans une sorte de caserne, un lycée à la discipline militaire où on marche en rangs, ses parents retournent en Afrique et ne le verront pas pendant trois ans. Il doit trouver sa voie dans un univers si étranger à l'Afrique. C'est un garçon courageux, seul souvent à Noël et aux vacances où il s'ennuie.

Mais tout compte fait, Henri Lopes jette un regard chaleureux sur ces sept années au lycée Georges Clémenceau. Il entretient de bonnes relations avec ses camarades, fait du sport, est souvent chef de sa classe, mais surtout il y fait de solides études qui vont fonder son armature intellectuelle. Il devient un lecteur avide de la grande littérature universelle, lit Voltaire, Diderot, Jean-Jacques Rousseau, les grands Russes. Il retrouve parfois son originale famille de Noirmoutier, travaille dans leur bistrot et apprend le boogie woogie, s'imagine en « jeune voyou ». Heureusement, il peut compter sur la famille Perron qui lui sert de correspondant. C'est une famille française ouverte, intelligente, de bonne tenue, responsable de cette partie si polie de son être, cette discrétion, cette courtoisie - j'oserais dire aristocratique - dont Henri Lopes fait toujours preuve avec ses interlocuteurs.

Sans identité fixe

Et voilà une qualité rare chez Henri Lopes. Lui, qui se dit SIF, sans identité fixe, est toujours reconnaissant lorsqu'il reçoit quelque chose qui lui paraît essentiel. Au lycée Clémenceau apparaît une grande figure de son panthéon personnel, celle de son professeur de philosophie Michel Verret, un adepte de la dialectique matérialiste qui l'initie à Hegel, à Husserl, à Marx, à la littérature classique et qui, surtout, lui apprend la tolérance, à écouter l'autre, à douter de ses certitudes. Henri ne l'oubliera jamais.

Finis l'enfance et l'adolescence... Et c'est alors que le livre s'envole, qu'il nous tient en haleine, qu'on ne peut plus le lâcher : tous les chapitres sur ses années militantes à Paris, comme ceux qui décrivent au temps des Indépendances sa vie active au Congo dans des postes prestigieux, forment pour moi le cœur du livre, une révélation dont on ne sort pas indemne. La langue devient plus belle, la phrase court, souvent haletante, parfois musicale, elle mord dans la vie, Henri Lopes est un admirable conteur. Il illustre cet homme en devenir, cet homme dont j'ai parlé quelquefois avec Jean-Paul Sartre, cet homme qui devient lui-même à partir de « ce qu'on a fait de lui ».

Nous sommes de la même génération, et comme Henri Lopes je suis étrangère. Comme elle est belle sa découverte de Paris dans les années 60 et comme je m'y retrouve ! Elle est passionnante sa description du Paris des monuments, des musées, des parcs, des concerts, des cinémas rue Champollion, de la vie à la Cité universitaire, des études à Henri IV et à la Sorbonne qui l'enchantent. Il est épris d'histoire, surtout d'histoire médiévale et suit assidûment les cours de très grands maîtres. Il y a les rencontres, l'amour avec la belle Nirva, historienne et géographe qui lui fait découvrir les Antilles, une présence tutélaire mais secrète dans ce livre, les conversations interminables dans les cafés. Paris à cette époque est généreuse, sûre d'elle-même, accueillante à l'étranger, l'effervescence intellectuelle est partout, j'en suis témoin.

Le temps des Indépendances

Pour les pays africains, pour l'Algérie, c'est le temps des Indépendances qui se profile et Henri découvre avec enthousiasme le militantisme auprès de ses amis africains dans cette célèbre Association internationale des étudiants d'Afrique noire en France. C'est la pépinière très surveillée des futurs dirigeants et cadres après les Indépendances. Le moment charnière de son militantisme, et qui en décide, c'est le très célèbre Festival de la jeunesse et des étudiants à Vienne en 1959 où sont réunis tous les jeunes militants qui luttent pour l'indépendance de leurs pays, et se battent sans relâche contre le colonialisme et l'impérialisme américain. Bientôt, Henri passe le plus clair de son temps à militer. Imbibé de cultures européennes, c'est aussi le moment où il découvre ses racines africaines dans les grands livres de Senghor, de Césaire, de Cheik Anta Diop, de tant d'autres écrivains dont son cher Léon-Gontran Damas qui écrit ce beau vers : « Rendez-moi mes poupées noires ». Il faut se réconcilier avec l'enfance, retrouver le parfum des ancêtres, la beauté des paysages, des fleurs, l'odeur de la grand-mère « qui le serrait dans ses bras ». Pas de politique solide sans politique culturelle, leçon qu'il a apprise de son mentor, le grand Louis Aragon, poète et militant qui a lutté toute sa vie contre le colonialisme et l'exploitation de l'homme par l'homme. À une époque où le communisme, auréolé par sa résistance contre le nazisme, apparaissait à une partie de la jeunesse comme un idéal de libération des peuples.

Henri Lopes pourrait faire carrière en France dans l'enseignement ou à l'UNESCO qu'il connaît bien et dont René Maheu lui a demandé de rejoindre les rangs. Mais un des Socrate de sa vie, le Père Hoang, un chinois communiste réfugié en France - il en trace un merveilleux portrait – lui conseille, lui enjoint même de revenir en Afrique. « Vous êtes la première génération d'élite » dit-il.

La vie d'Henri Lopes au Congo Brazzaville après la proclamation de l'Indépendance, où il est tour à tour Directeur de l'Enseignement, Ministre de l'Éducation, Ministre des Affaires étrangères, Premier Ministre et Ministre des Finances, est la partie la plus bouleversante, en un sens la plus romanesque du livre aussi, car il y écrit la trame historique des jours et des nuits de son aventure politique. Une narration haute en couleur. Que diront les gens de son pays ? Pour nous, ses lecteurs, c'est toute une révélation, car Henri Lopes parle peu de lui-même, n'a pas la nostalgie du passé, ne tire jamais de haut, ne se met jamais en avant, a même parfois des timidités. Sérieux, il ne se prend jamais au sérieux.

C'est avec simplicité, parfois avec humour qu'il nous décrit cette période de sa vie où il fut aux commandes de son pays avec beaucoup d'autres et les enjeux de son affranchissement de la tutelle française. Le pays est dirigé par un Parti unique, le Mouvement national de la Révolution dont l'idéologie de référence est le nationalisme scientifique d'inspiration marxiste-léniniste. Il y a la rupture avec les USA, des schismes divers au sein du Parti, des milices, des cours révolutionnaires. Sait-on vraiment ce qu'est la guerre froide ? Au loin, on y aperçoit la silhouette de tribuns célèbres comme Nasser, NKrumah, Sékou Touré, d'intellectuels comme Franz Fanon, de martyrs comme Patrice Lumumba.

Ministre de l'éducation à 31 ans en 1968, Henri Lopes, qui a parcouru son pays de part en part, affronte les plus grandes difficultés, l'inadéquation entre la soif d'enseignement et les ressources du pays où l'éducation absorbe déjà 25 % de ses ressources. Peu de bâtiments, un manque criant d'enseignants. Les étudiants se révoltent, certains veulent une école du peuple, il y a des dénonciations même parmi les amis et un premier mort en 1970. Henri Lopes est désavoué. Est-ce qu'on comprend bien les enjeux, la grille de lecture marxiste a-t-elle un avenir face au poids des tribus, des diverses clientèles, avec des joutes constantes entre les régions et les tribus ?

Henri Lopes devient Ministre des Affaires étrangères. Certains de ses collègues deviennent peu à peu des personnages de son récit, Pierre Nzé, un ami fidèle, le Commandant Raoul qu'il accompagne en Chine, le Président de l'État, un pur et dur, féru de savoirs scientifiques au point de passer des examens universitaires, et qui apprécie son jeune collègue.

Aux Affaires étrangères, Henri Lopes introduit son pays dans la sphère internationale.

Le voyage en Chine où la délégation congolaise est reçue par Chou en Lai et Mao Ze Dong est un morceau d'anthologie, une des plus belles pages du livre avec la figure impressionnante de l'élégant Chou en Lai qui accorde toute son attention à la délégation congolaise. Pressé de s'engager auprès de la jeune nation en difficulté, Chou en Lai qui défend sa théorie des trois mondes a cette réponse très belle : « Les eaux lointaines ne peuvent pas éteindre le feu ».

C'est au Festival panafricain des arts et des lettres à Alger qu'Henri Lopes rencontre ces artistes qu'il aime tant, Amilcar Cabral, Miriam Makeba, Manu Dibango, Nina Simone. C'est au cours de ce Festival qu'il croise le fer avec Senghor et ses affidés en présentant un texte visant à dépasser le concept de Négritude, car le devenir de l'Afrique ne lui semble pas devoir être basé sur la couleur de la peau. Du point de vue de la création littéraire et artistique, le concept de négritude étouffe la création.

Au Festival, on le présente comme un écrivain, il a écrit des poèmes et l'hymne national de son pays. C'est alors qu'il décide d'arrêter de fumer et d'écrire tous les jours. Il s'y tient, et cela donne son beau livre de nouvelles, *Tribaliques*, son entrée remarquée en littérature.

Les difficultés s'amoncellent, les partisans se déchirent et Henri poursuit des voyages aux Nations Unies et dans toute l'Afrique, malgré un putsch sanglant en 1972 qui laisse le Parti exsangue. En 1973, nommé Premier Ministre il ne peut que constater le dénuement de son pays. Il revoit Chou en Lai en Chine, observe les dérives de Sékou Touré, ne reçoit aucun appui financier des pays du Golfe et de la Libye et trouve un peu de réconfort en la personne de Julius Nyerere, le Maalimu, le Maître d'école qui a quitté le pouvoir en ne trahissant aucun idéal de sa jeunesse. C'est un magnifique portrait. Le Maalimu constate que l'Afrique, malgré les indépendances, est encore victime des séquelles de la traite négrière, de l'exploitation coloniale et du poids des cultures complexes et non élucidées.

L'UNESCO, son « Abbaye de Thélème »

Henri Lopes fait de son côté un constat amer : les slogans marxistes n'ont produit au Congo qu'un endormissement des énergies, de la créativité et une politique de développement inopérante. Les événements vont se précipiter, le gouvernement doit donner sa démission en 1975, Henri Lopes est arrêté et relâché. Ces pages sont terribles. Il est dans le plus grand danger ainsi que sa famille. Le Président Marien Ngouabi est assassiné. Henri Lopes sait qu'il doit partir. L'UNESCO lui ouvre ses portes. Il est nommé, sans qu'on lui demande son avis, Ministre des Finances en attendant l'agrément de son gouvernement pour un poste à l'international. Enfin, il atterrit à l'UNESCO, dans ces murs où nous sommes en ce moment.

Les pages sur l'UNESCO sont assez légères et plaisantes et nous valent de savoureux portraits, celui entre autres du Directeur général Amadou-Mahtar M'Bow, dont il est le conseiller avant de devenir son Sous-Directeur à la culture. C'est un homme fier, élégant, un bourreau de travail, un homme généreux. Très vite, Henri Lopes connaît notre Maison de l'intérieur, il l'aime et est épaté par cette machine bien huilée, cet outil merveilleux, son personnel compétent qui permet au Directeur général d'accomplir ce travail. Il parle très bien et avec humour de ses collègues écrivains, René Depestre, Edouard Glissant, les chers "jumeaux" égyptiens, et s'étend (un peu trop à mon avis) sur le rôle de Jean d'Ormesson. Il a de savoureux propos sur les polyglottes de l'UNESCO. À la Culture, il comprend les enjeux de ce secteur, la vitrine que représente le Patrimoine dans le monde : il soutient les premiers pas du « patrimoine immatériel » que j'ai l'honneur de mettre en place avec mes collègues Noriko Aikawa et Indrasen Vencatachellum, et m'accompagne en faveur de la création artistique.

Quel patron était Henri Lopes à la Culture ? Nous l'aimions beaucoup. C'était, malgré son élégance, son sourire et sa courtoisie, une main de fer dans un gant de velours. Cela vous étonne? Cet immense travailleur n'accordait sa confiance et son estime qu'aux fonctionnaires qui étaient responsables, joyeux et travailleurs. Il savait déléguer et donnait sa confiance à ceux qu'il pensait devoir la mériter. J'en faisais partie et mes meilleures années à l'UNESCO furent celles où j'ai œuvré sous sa direction.

J'ajoute que plus tard, à la Direction du Département Afrique, il a rendu des services éminents à ce continent qu'il aime tant.

L'UNESCO, comme il le dit si bien, fut son « Abbaye de Thélème ».

Je ne m'attarde pas sur ses années comme Ambassadeur du Congo en France qui l'ont occupé depuis 18 ans. Il est trop tôt pour en parler adéquatement.

Des événements douloureux ont endeuillé en 2009 la vie d'Henri Lopes, la mort de la merveilleuse Nirva qui a accompagné ses combats et lui a donné cette famille à laquelle il est si attaché. Depuis quelque temps, les yeux d'émeraude de la belle Christine lui sont une source de grande joie. Je vous laisse découvrir le dernier chapitre de son livre, un texte poignant, une sorte de testament que ce grand vivant nous confie.

En refermant ce beau livre où ce grand écrivain, cet homme de cœur nous permet de l'approcher, je pense au beau mot de mon cher vieux Sartre : « C'est un homme, fait de tous les hommes et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui ».

À la suite de cette présentation, **ANNIE FERRET**, *femme de lettres, africaine d'adoption vivant entre Paris et le Mali, le Togo et le Burkina Faso, a donné lecture de quelques extraits choisis d'*Il est déjà demain.

Échanges avec le public (extraits)

JUSTIN AHANHANZO : Vous avez été militant, vous avez cru aux idéaux, puis une fois aux affaires, vous avez vécu les désillusions de l'époque des Indépendances. Qu'est-ce qui a fait que la violence politique a eu raison de ces idéaux et de la volonté de construction de nos pays ? Quel message d'espoir adresser à la jeunesse aujourd'hui ? Saura-t-elle apporter des solutions nouvelles ?

HENRI LOPES : Sans prétendre que l'expérience congolaise soit valable dans toute l'Afrique, et pour schématiser, je dirais que les dirigeants de ma génération manquaient de culture. Au sens le plus large du terme, mais aussi dans ce que ce concept a de plus élevé. Il faut - et pas seulement en Afrique -, cultiver le politique et politiser le culturel. Comme l'a rappelé Madeleine Gobeil en retraçant ma biographie, j'avais été initié au marxisme, et je croyais qu'il apportait la solution à tout. Mais il est arrivé un moment où j'ai mis les livres de Lénine et Mao de côté, j'ai repris les polycopiés de mes cours d'histoire du Moyen-Age de la Sorbonne et j'ai relu Georges Balandier. Dans ces ouvrages, j'ai trouvé, sinon des réponses, du moins des indications et des clés pour mieux comprendre nos propres sociétés, que nous connaissions en fait bien mal.

Vous dites que la jeunesse peut apporter des solutions, je le pense et je l'espère, mais ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on trouve des solutions à tout. Le politique est extrêmement complexe, le monde dans lequel nous nous trouvons aussi, et l'histoire de l'Afrique est finalement toute récente. C'est dans une autre salle, tout près d'ici, que Julius Nyerere, quelque peu agacé par des questions qui lui étaient posées, s'était naguère écrié : « Nous avons connu des réussites et aussi des échecs, mais je défie Mme Thatcher, Ronald Reagan ou le Président Mitterrand de venir diriger un pays d'Afrique. »

MERETE GERLACH NIELSEN : Je m'occupais de l'unité des femmes à l'UNESCO à l'époque où Henri Lopes était Sous-directeur général pour la culture et il était l'un de ceux qui m'ont interviewée lorsque je postulais à l'Organisation. Nous sommes nombreux ici à partager des souvenirs avec vous. Pensez-vous que nous devrions tous nous lancer dans ces récits autobiographiques ?

HENRI LOPES : Si vous êtes africain, je dirais oui, quelle que soit la qualité de ce que vous produisez, il y aura toujours quelque chose d'utile. Notre patrimoine est extrêmement réduit. Les sources dont nous disposons pour écrire et comprendre notre histoire récente sont peu nombreuses, aussi tous les témoignages sont-ils importants.

EDMOND MOUKALA : Mes souvenirs remontent à ma première mission en Chine. J'étais stagiaire, j'avais 24 ans et Madeleine Gobeil m'avait alors présenté au Sous-Directeur général pour la culture, Henri Lopes. Je me souviens que, dans les rues de Pékin, vers la place Tiananmen, il avait rappelé qu'il s'était déjà trouvé là avec le gouvernement congolais lors de la signature d'un premier accord avec la Chine…

À l'heure où se réunit le Forum Chine-Afrique, que pensez-vous des milliards déversés sur l'Afrique dans le cadre d'une coopération qui s'amplifie ?

HENRI LOPES : Je la trouve fructueuse. L'une des possibilités que l'Indépendance nous a donné était de varier nos partenaires, et le Congo était effectivement un des premiers pays à nouer des relations avec la Chine. Nous avons pu connaître des échecs mais pour autant que je le sache, ça n'a jamais été de la faute des Chinois, mais de la nôtre. Je n'ai pas peur de la coopération avec ce pays. La barrière de la langue est immense, les différences culturelles sont énormes, mais il est bon d'avoir des interlocuteurs qui justement ne nous connaissent pas et nous posent parfois des questions innocentes sur notre manière de faire. Quant aux chiffres qu'on nous assène, il faut rester froid, car les pays qui s'émeuvent de la coopération entre la Chine et tel ou tel pays africain entretiennent eux-mêmes des échanges commerciaux d'une toute autre ampleur avec elle.

J'ai trouvé en Chine des dirigeants qui nous disaient la vérité. Ainsi de l'anecdote que rapportait tout à l'heure Madeleine Gobeil : nous nous préparions à faire une nationalisation et en tant que marxistes-léninistes, nous attendions de la compréhension de nos camarades chinois, dont nous espérions l'aide. Les trois séances de travail que j'ai eues avec Chou En-lai ont toutes eu lieu de nuit. Lorsqu'il fut question de notre désir de nationalisation, il nous assura que si nous nationalisions des entreprises et avions du mal à vendre notre sucre, la Chine nous l'achèterait à un cours avantageux, supérieur au cours du marché. Nous ayant mis à l'aise là-dessus, Chou En-lai se tourna alors vers le chef de la délégation, le commandant Raoul, et lui dit : « Je vous déconseille de nationaliser. Si vous avez un conflit sérieux avec la France, qui va vous aider ? Les 'pays frères '? Les eaux lointaines ne peuvent pas éteindre le feu. » Les dialogues que j'ai eus avec les Chinois étaient d'une très grande pédagogie politique, ils nous disaient la vérité tout en se montrant compréhensifs pour notre situation.

NICOLAS MARTIN-GRANEL : Comment se fait-il que dans un petit pays comme le Congo il y ait tant d'écrivains ? Je me demande justement si le terreau marxiste n'a pas contribué à l'émergence d'une certaine dissidence littéraire ? Et l'aspect critique de votre travail n'est sans doute pas étranger à l'éclosion de cette « fratrie » des lettres. Le niveau d'éducation du Congo y a certainement contribué, mais il y a eu aussi d'autres ferments et le rôle d'Henri Lopes à cet égard n'est pas négligeable. Alors à quand le 2e tome de vos mémoires ? Dans le labo du CNRS où je travaille, nous avons mis en chantier une grande édition des œuvres d'Henri Lopes et je tenais à vous remercier d'avoir donné vos brouillons.

HENRI LOPES : Dans notre « fratrie », puisque vous désignez ainsi les écrivains congolais de ma génération, nous n'écrivions que des fictions, car nous avions un régime politique où on se servait des écrits pour prouver que les gens complotaient. Je n'ai donc pas conservé de notes ; ce qui en a tenu lieu ce sont des photos et des points de repère dont j'ai essayé de constituer un ensemble. Il n'y aura donc pas de 2e tome, le premier m'a épuisé ! Et d'ailleurs si j'avais tout dit, cela aurait été indigeste.

La rencontre s'est achevée sur une distribution du livre et une séance de dédicace. ■

Valeurs du sport et sport de valeur

Un agenda renouvelé pour l'UNESCO

Philipp Müller-Wirth, Marie-Josée Lallart & Nikita Dergatcheff, 14 février 2019

Si la valeur pédagogique de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport n'est plus à démontrer, si le sport est reconnu partout dans le monde comme une «école de vie » et une pratique essentielle dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'égalité des sexes, de l'épanouissement de l'enfant et de l'adulte, il joue également un rôle important dans le développement des pays comme dans la transmission des valeurs de solidarité, de respect pour l'autre et de fair-play qui fondent la cohésion de la communauté internationale.

En tant qu'institution chef de file des Nations Unies pour le sport et l'éducation physique, l'UNESCO inspire, oriente et soutient l'élaboration de politiques dans le domaine du sport, s'appuyant pour cela sur un ensemble d'instruments :

- la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport – document de référence inscrivant le sport au cœur des droits fondamentaux et le mettant au service de principes universels tels que l'égalité des genres, la non-discrimination et l'inclusion sociale;
- la Convention internationale contre le dopage dans le sport – instrument normatif de premier plan en matière d'éthique et de gouvernance sportives ;

- la Conférence internationale des ministres du sport (MINEPS) – forum qui a pour mandat de susciter un consensus mondial au sujet des questions de fond et des priorités en matière sportive ;
- le Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport (CIGEPS) – mécanisme destiné à assurer l'adhésion des gouvernements et le contrôle de la qualité par des spécialistes.

En 2017, la sixième Conférence internationale des ministres du sport (MINEPS VI) a adopté le Plan d'action de Kazan, qui constitue une référence internationale en matière d'élaboration des politiques du sport et offre un cadre novateur permettant d'inscrire ces politiques dans le cadre des objectifs mondiaux de développement durable énoncés par les Nations Unies dans l'Agenda 2030.

Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a invité **PHILIPP MÜLLER-WIRTH** qui au sein du Secteur des sciences sociales coordonne les activités relatives aux politiques du sport, ainsi que **MARIE JOSÉE LALLART**, qui fut à l'origine du Programme Espérance et solidarité autour d'un ballon pour l'éducation des enfants démunis par le sport et **NIKITA DERGATCHEFF**, qui a pris part à la création du Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport (FIDEPS) et engagé les premiers partenariats de l'UNESCO avec le secteur privé dans ce domaine.

NIKITA DERGATCHEFF : Fin 1979, alors que je me trouvais à la Division des Conférences à un moment où le Secteur de l'éducation était le pourvoyeur de grand nombre de réunions, Henri Dieuzeide, Directeur de la Division des structures, contenus et méthodes éducatives de l'UNESCO, m'avait proposé de mettre en route le Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport (FIDEPS), un nouveau programme extrabudgétaire dont la création avait été décidée lors de la précédente session de la Conférence générale.

La France a dès le départ soutenu la création du FIDEPS en détachant un fonctionnaire du Ministère de la jeunesse et des sports qui fut chargé notamment de la recherche de ressources, ainsi que de la promotion du Fonds. Ce détachement allait être renouvelé en continu durant 15 ans.

L'ambiance de travail avec Henri Dieuzeide, Pierre Henquet et plus tard Étienne Brunswic, était intellectuellement stimulante et tonique. Il nous faudra près d'un an pour mettre en fonction la nouvelle structure (recherche d'un logo, élaboration de dépliants, etc.). Un rapport intitulé *La mission humaniste de l'éducation physique et sportive* a été élaboré sous la houlette de ce mythique trio, en s'appuyant sur la Charte internationale de l'éducation physique et du sport, texte très inspirant adopté en 1978 par la Conférence générale, ainsi qu'à partir des recommandations du CIGEPS et sur la base des réponses à un questionnaire préparatoire adressé à tous les États membres.

En relisant ce document plus de 30 ans après sa rédaction, j'ai été frappé par sa pertinence pour le développement de l'éducation physique et sportive en milieu scolaire et universitaire, la promotion par l'éducation des valeurs éthiques et morales du sport, la promotion du sport pour tous et l'extension de sa pratique à tous les groupes de population dans le respect de la dignité de l'être humain. Ce texte à valeur universelle n'a pas pris une ride. Avec le recul, il y aura peut-être manqué une plus forte sensibilisation aux grandes dérives dues à l'aggravation du dopage qui s'est développé dans de nouvelles strates de l'univers sportif.

Je voudrais ici rendre un hommage particulier à Juan Carlos Langlois, premier Directeur du Fonds international pour la promotion de la culture, qui a guidé avec son expérience, sa persévérance et une énorme bienveillance les premiers pas du FIDEPS.

En novembre 1988, la 6e session du CIGEPS tenue à Moscou et suivie de la 2e Conférence internationale des ministres de l'EPS (MINEPS 2) a été l'occasion de dresser un premier bilan du fonctionnement du FIDEPS.

Les contributions en espèces reçues par le Fonds international pour la promotion de la Culture, qui était notre modèle de référence, soit plus de quatre millions de dollars pour la période, avaient fait espérer des apports équivalents pour le FIDEPS. Or, si nous avions atteint globalement ce montant, les contributions financières ne dépassaient pas 700 000 dollars, le reste représentant principalement des contributions sous forme de bourses pour la participation à des stages de formation ou de perfectionnement sportif à différents niveaux. J'adresse un très amical salut à Marie-Thé Defretin, mon homologue à la Division des Bourses : ensemble nous avons coordonné la mise en place de près de 400 bourses dans divers domaines. Notre entente professionnelle était d'une telle qualité que de collègues, nous sommes devenus, après la retraite, de parfaits amis !

Il avait donc fallu se rendre à l'évidence : si les premières années, les contributions financières et les contributions en services étaient à peu près équilibrées, les premières ne cessaient de s'amenuiser au profit des secondes.

Il devenait évident que le FIDEPS manquait de la notoriété et de la souplesse que permettait la structure du Fonds de la Culture, qui était placé sous l'autorité d'un Conseil d'administration composé de personnes physiques, alors que nous dépendions d'un Comité intergouvernemental, avec toutes les lourdeurs que cela suppose. Nous avons donc été autorisés à rechercher des personnalités de la société civile, du monde de l'entreprise, de la communication, ou d'activités liées directement au sport, afin de présenter au Directeur général une liste de candidats pour un Conseil d'administration de 14 membres qui serait placé sous l'autorité du Président du Comité intergouvernemental.

Les premiers résultats en termes d'image de cette mesure ont été obtenus grâce, en particulier, à John Boulter, Directeur des relations internationales d'ADIDAS : ils se sont traduits par le don de milliers de T-shirts (même si l'impression du logo de l'UNESCO à la même hauteur que celui d'une entité commerciale parut dans un premier temps poser problème!). Cela fut suivi de l'impression de deux affiches d'artistes de renommée internationale : le belge Jean-Michel Folon (impression offerte par la Communauté française de Belgique), et le suisse Hans Erni (considéré comme l'artiste « officiel » du CIO) don de la Suisse. Robert Parienté alors directeur adjoint du journal sportif français *L'Équipe*, avait obtenu du dessinateur humoriste Roger Blachon (qui avait à l'époque une renommée équivalente à celle aujourd'hui de Philippe Geluck) la création et le don durant deux années successives de cartes de vœux dédiées au FIDEPS – une première pour notre atelier d'imprimerie qui étrennait son tout nouvel équipement d'impression en quadrichromie. Enfin, Giulite Coutinho, ancien Président de la Fédération brésilienne de football, avait réussi à sensibiliser le grand joueur de foot Pelé à venir recevoir des mains de Federico Mayor le passeport d'ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO – ce qui valut un record de participation pour notre salle de presse, des centaines de journalistes étant venus couvrir l'évènement sur la Piazza Suffren.

Toujours dans l'idée de donner une meilleure visibilité à nos actions, il avait été décidé de soutenir des initiatives venant de jeunes, après approbation de leur commission nationale, en vue de diffuser le plus largement possible et au plus grand nombre la Charte internationale de l'EPS, ainsi que nos T-shirt FIDEPS/Adidas. Cette approche a généré toute une série de projets : c'est ainsi qu'une équipe de jeunes partant de la Piazza Suffren pour faire en roller le tour du bassin méditerranéen a été saluée au passage à Monaco par le Prince Albert et ensuite à Rome par le pape le plus sportif Jean Paul II pour revenir six semaines plus tard, Place de Fontenoy, où nous avons accueillis les jeunes athlètes amaigris, bronzés mais heureux.

Premiers partenariats

À la recherche de ressources nouvelles, nous avons mené une action de partenariat avec un groupe des Mutuelles de France, qui se concrétisa par la création d'un jeu de société « SET & MATCH » basé sur les règles du tennis pour initier les jeunes aux idéaux du fair-play. Ce jeu, dont le créateur Henri Régnier nous avait cédé le droit d'auteur et qui avait reçu l'agrément de la Fédération internationale de tennis, fut produit à 3 000 exemplaires.

Enfin, conformément aux recommandations de la Conférence des ministres du sport et à une lettre circulaire du Directeur général préconisant d'associer le sport et les arts et demandant aux États membres de protéger et développer les jeux, danses et sports de la tradition, le FIDEPS contribua avec les délégations d'Argentine, de Russie, du Vietnam et dans le cadre d'un premier festival des Pays d'Europe du Sud, en Corse, à l'organisation de différentes manifestations en prélude de ce qui devait être les « Premières fêtes mondiales de jeux et sports de tradition » dans l'esprit de la Décennie mondiale du développement culturel. La Mairie de Paris, intéressée, proposa un lieu au bout du Champ de Mars pour allier les jeux terrestres et nautiques autour du Pont d'Iéna ! La complexité logistique et son coût financier eurent finalement raison de ce beau projet.

Puis, ce fut au tour des rallyes avec un Paris-Pékin automobile au cours duquel une soixantaine de jeunes de moins de 30 ans traversèrent 11 États membres, puis un rallye sportif et humanitaire de cyclisme entre Paris et Ziguinchor, au Sénégal. Les ambulances utilisées comme voiture d'assistance furent ensuite offertes aux pays traversés. Dans le même esprit, un rallye de camions reliant le cercle polaire à la Méditerranée recueillera tout au long du parcours des petits équipements sportifs qui seront ensuite distribués dans les pays en développement, avec le concours de divers organismes. Pour le lancement d'un de ses modèles, Ford organisa sous le patronage de l'UNESCO un rallye automobile continental en plein hiver reliant Londres à New York via Moscou et le détroit de Béring. En contrepartie, un équipage israélo-palestinien baptisé UNESCO Youth Réconciliation Team achèvera symboliquement son parcours devant le Siège de l'ONU à New York.

Le gouvernement suisse fit don d'une dizaine de véhicules tout terrain démilitarisés qui furent ensuite attribués à quatre ONG européennes dont Handicap International pour leurs projets en Ouzbékistan, en Colombie, au Mozambique et à Madagascar.

Parallèlement, un partenariat établi avec la Fondation BMW via un des membres actifs du Conseil d'administration du FIDEPS permettait de jeter les jalons d'un projet sportif et culturel, assez décrié au départ dans le Secrétariat, concrétisé par un rallye qui se voulait être une sorte d'anti Paris-Dakar. Le départ du Paris-Astrakhan sur les Routes de la Soie d'une centaine de motocyclistes – parmi lesquels une vingtaine de jeunes ayant remporté un concours d'idées relayé par nos commissions nationales, qui bénéficiaient du prêt d'une moto BMW et étaient pris en charge pendant toute la durée de l'expédition –, sera donné le 16 juillet 1990 de la Piazza Suffren en présence du Ministre français de la jeunesse et des sports.

Le succès de cette opération générera un second partenariat : la Fondation BMW, qui soutenait traditionnellement des projets liés à l'architecture, avait choisi comme thème pour son concours de 1991 la conception d'équipements sportifs adaptés aux conditions climatiques dans les pays en développement, structures qui devaient être peu coûteuses, modulables et réalisées avec le concours d'un savoir-faire local. Réalisées par de jeunes architectes de talent, les maquettes des cinq premiers prix firent l'objet d'une exposition durant la 25e session de la Conférence générale.

Coopération avec le Comité international olympique

Au même moment, le Comité International Olympique (CIO) présentait la maquette d'un projet intitulé OLYMPAFRICA qui devait concrétiser enfin sa coopération avec l'UNESCO. Quelques mois plus tard, Federico Mayor et Juan Antonio Samaranch feront ensemble une tournée pour lancer en Afrique les premières étapes de ce projet. Selon un retour assez confidentiel, le président du CIO aurait été exaspéré par l'accueil chaleureux réservé au charismatique Directeur général de l'UNESCO. L'expérience ne sera pas, à ma connaissance, renouvelée.

En avril 1995, à l'invitation du Comité Olympique Italien, Arthur Gillette, qui était alors le Directeur de la Division de la jeunesse et des activités sportives, devait se rendre à Rome pour assister à un symposium au titre évocateur : le sport contre la drogue. Empêché au dernier moment, il me demande de le remplacer. Après une journée de débats, je suis surpris de constater qu'aucun des intervenants ne prononce le mot de dopage. Je fais part à l'assemblée de mon étonnement et j'entends un certain brouhaha dans la salle. Le Prince Alexandre de Mérode, Vice-président du CIO et Président de sa Commission médicale, dénonce alors « l'amalgame regrettable fait par le représentant de l'UNESCO ». Alors même que six ans auparavant, la déclaration conjointe UNESCO/CIO signée après MINEPS 2 (Moscou, 1989), stipulait qu'à sa 25° session, la Conférence générale devrait être saisie de projets de résolution concernant la lutte contre le dopage et une participation plus large des États Membres aux Jeux olympiques !

Sentant qu'il y avait quelque chose à creuser, je demande par fax au Siège quelques munitions afin d'étayer mon propos. Un consultant belge (Olivier Ralet) me renvoie dès le lendemain de bons arguments pour ma dernière intervention, que je délivre avant la séance de clôture, sur le thème «Faut-il distinguer la prévention de l'abus des drogues et la prévention du dopage ? ». À en juger par le nombre de responsables venus me trouver à la fin de la conférence pour prendre connaissance du texte, l'intervention du représentant de l'UNESCO avait été bien reçue. Ce fut un moment de fierté pour notre Organisation, qui compensa quelques grandes déceptions.

Ainsi Pelé, que nous pensions impliquer conjointement avec la Fédération internationale de football (FIFA) dans le projet de « plus grand stade du monde pour tous les enfants du monde » ne répondra jamais à nos demandes. La FIFA, avec qui nous avions esquissé la possibilité d'établir une contremarque au bénéfice des actions du FIDEPS sur les billets d'entrée aux grands match de la Coupe du Monde, nous a fait lambiner un certain temps pour répondre que cela n'était pas possible pour des raisons techniques (concurrence avec les loteries nationales, taxes fiscales etc..). Si l'on en juge par les scandales financiers et la corruption qui ont entaché depuis la réputation de cet organisme, on peut comprendre avec le recul l'incongruité à l'époque de notre démarche.

Néanmoins, ces déceptions n'ont pas entaché l'attractivité des actions de l'UNESCO en faveur du sport, qui ont réussi à mobiliser autour de l'Organisation énormément de monde et à susciter l'intérêt des médias. C'est ce dont je voulais témoigner devant vous aujourd'hui.

MARIE JOSÉ LALLART : J'étais également impliquée dans la Conférence MINEPS à Moscou, ainsi qu'avec le CIGEPS, lorsque dans le bureau d'Arthur Gillette, notre directeur à l'époque, se présente l'ONG libanaise Offre joie qui nous dit qu'après 17 ans de conflit, il serait important d'organiser des rencontres entre les jeunes de différentes communautés. Elle demandait simplement du matériel sportif, notamment des ballons. Avec quelques stagiaires particulièrement motivés, nous avons récolté des centaines de ballons, que nous stockions un peu partout dans les bureaux, ce qui était assez pénible pour nos collègues ! Nous avons réussi à partir au Liban avec tous ces ballons, un Libanais généreux a payé mon voyage et la distribution a remporté un succès extraordinaire, très symbolique.

Nous avons vu dans cette première expérience une possibilité d'agir autrement et de mener des actions qui pour ma part me touchaient spécialement. De retour à l'UNESCO, une lettre m'attendait sur mon bureau, émanant d'un camp de réfugiés en Guinée. Encouragés par notre premier succès, nous avons donc organisé à Conakry une distribution de matériel sportif, non pas à la façon des ONG, mais à l'occasion de rencontres sportives permettant un échange direct avec des jeunes défavorisés. Nous étions partis avec un avion de transport de l'armée française accompagnés de Virginie Sainte-Rose, une journaliste du journal *L'Équipe*. Si le retour, par nos propres moyens, fut un peu difficile, nous étions enthousiasmés par la possibilité qu'offraient ces activités sportives d'œuvrer pour la paix.

L'éducation par le sport

Avec le soutien d'Arthur Gillette, nous avons mené plusieurs opérations du même type et le Directeur général, Federico Mayor, nous a fait appeler dans son bureau pour en parler. Il nous a demandé de mener une opération analogue dans la région des Grands Lacs en Afrique pour œuvrer à l'unité des pays alentour, et nous a accordé pour ce faire un budget approprié.

À Kinshasa, j'ai été frappée de voir errer dans les rues des hordes d'enfants pieds nus et couverts de haillons, qu'on appelait les shégués, ainsi que des essaims d'enfants dits sorciers qui ne voulaient pas parler avec les shégués. La situation de ces enfants et adolescents m'a interpellée. Nous nous sentions responsables de l'injustice et de l'indignité de ces situations. Nous avons donc décidé de réorienter nos actions en direction des enfants de la rue, en grande vulnérabilité.

C'est ainsi que nous avons mené des opérations à Madagascar pour soutenir l'éducation non formelle par la méthode Action Scolaire d'appoint pour Malgaches adolescents (ASAMA), qui permet en l'espace de dix mois à un enfant qui ne sait pas lire de passer son certificat d'études. Les apprentissages de base sont indispensables pour mener ces enfants vers un enseignement professionnel et les sortir de la précarité.

Des sportifs de toutes les disciplines sportives ont accepté de soutenir avec nous des actions d'alphabétisation pour les enfants en situation de grande vulnérabilité par le biais d'activités sportives, comme le Brésilien Paolo Cesar au Mozambique, le champion de boxe Mahyar Monshipour en Iran, la championne olympique Marie-Josée Perec au Rwanda, le footballeur Christian Karembeu au Togo.

J'avais également imaginé différentes actions en partenariat avec des entreprises : ainsi Texas instruments nous avait fait don d'un grand nombre de calculatrices scientifiques complexes, que j'avais offertes à des écoles secondaires en échange de la scolarisation gratuite d'une quinzaine d'enfants démunis. Il était à l'époque assez simple pour l'UNESCO, qui bénéficiait d'une belle notoriété, d'obtenir des centaines de ballons, de shorts et de T-shirts que nous pouvions distribuer à l'appui de nos actions sur le terrain.

En 2005, avec un footballeur professionnel du Club Manchester United, Mikaël Sylvestre, nous

avons créé Les Ecoles de l'espoir pour mettre en place des centres éducatifs destinés à apprendre à lire et écrire aux enfants défavorisés, et notamment aux filles. Ces Écoles de l'espoir, qui utilisent le sport pour transmettre aux enfants des valeurs telles que l'esprit d'équipe, le respect des autres, le sens de l'effort et l'engagement, ont d'abord été lancées à Kankan, en Guinée. C'est ainsi que nous avons réussi à scolariser des enfants du bord du fleuve, des pousseurs de charrette, et à leur permettre en même temps d'acquérir une formation professionnelle afin d'accéder à un métier et à l'autonomie.

Plus récemment, nous avons créé Les Maillons de l'espoir, qui continuent les activités engagées alors à l'UNESCO, notamment en Haïti où le même Mikaël Sylvestre a demandé à chaque joueurs d'Arsenal de faire don d'une journée de salaire, ce qui nous a permis de collecter 170 000 € pour construire une école. En 2014, le footballeur Sidney Govou a soutenu, dans le cadre du projet Les Maillons de l'espoir, la création en République démocratique du Congo d'une école réservée aux filles ayant subi des violences sexuelles et la mise en place au Burundi d'un programme de réhabilitation des jeunes albinos.

Enfin, avec le Dr Denis Mukwege, Lauréat du prix Nobel de la paix en 2018, nous menons un projet depuis quatre ans à Bukavu, en RDC, pour les filles survivantes du viol, que l'on aide à acquérir les fondamentaux éducatifs et une formation professionnelle, ainsi qu'à se réapproprier leur corps par le biais du sport : elles sont particulièrement attirées par le football et le karaté. Elles repartent dans leur village après cette formation avec une machine à coudre qui leur permet d'assurer leur autonomie et de regagner le respect de leur entourage.

Toujours avec Les Maillons de l'espoir, nous menons actuellement trois autres projets : dans les favelas de Fortaleza au Nord-Est du Brésil, à Douala au Cameroun et à Bujumbura pour les jeunes Albinos du Burundi.

PHILIPP MUELLER-WIRTH : C'est un vrai défi de promouvoir le rôle du sport à l'UNESCO, notamment auprès de ceux qui doutent du bien-fondé de l'engagement de l'Organisation

Sport also brings a wide range of socio-economic returns, as well as individual and societal benefits; [...] the previous presentations have given examples of how sport can be used to achieve a number of UNESCO's priorities, including gender equality.

dans ce domaine. Il n'était pas rare il y a quelques décennies, même dans les milieux qui pratiquaient le sport, de juger quelque peu ringarde la consommation massive d'événements sportifs. Les fantaisies capillaires et vestimentaires de quelques footballeurs pouvaient susciter une certaine ironie. À l'UNESCO persiste encore cette posture de supériorité culturelle à l'égard du sport. Pourtant les choses ont bien changé. Au niveau esthétique déjà, beaucoup de sportifs sont devenus des modèles d'élégance et la mode sportive est désormais un des plus grands secteurs de l'industrie vestimentaire. Il y a un véritable changement dans la perception culturelle du sport partout dans le monde.

(Il poursuit en anglais)

I am here to make the case for sport. We have just heard examples of what can be achieved in this area. However, such good deeds remain anecdotal and do not yet carry weight in policy making. This is the core challenge we face.

First of all, sport is a matter of survival. Our children's generation is the first to have a shorter life expectancy than previous generations, mainly because we have stopped moving. We consume sports through screens but sedentary lifestyles are becoming a public health issue. We have more deaths in the world due to physical inactivity than because of hunger! Numerous charts show this decline and the challenge is no longer to increase or even maintain current levels of activity, but simply to slow down the dramatic rates of decline.

Of course, one could argue that this is a matter for the World Health Organization, so why should UNESCO care? One could answer that neurological research shows that the brain works better when the body is moving. Even

20 minutes of active walking improves its abilities : children who walk to school instead of being driven have already a better disposition to learn.

But sport also brings a wide range of socio-economic returns, as well as individual and societal benefits; the previous presentations have given examples of how sport can be used to achieve a number of UNESCO's priorities, including gender equality.

Sports and Olympic events rank higher than royal funerals on the list of most-watched TV programs. This has implications for the use of sport as a medium. Nelson Mandela understood that sport could be used for broader political purposes, particularly national cohesion. He is the founder of the concept of sport for development and peace. Many high-profile politicians now take sport seriously. The same is happening in the UN system, as evidenced by the recent meeting of UN Secretary-General Antonio Guterres with IOC President Thomas Bach, and the UNESCO Director-General signing an agreement in Davos with FIFA President Gianni Infantino.

This brings us to the question of what we have done in this context: we are uniquely positioned in the UN system to promote policy instruments. UNESCO's leadership in sport is demonstrated by key instruments: the International Charter for Physical Education, Physical Activity and Sport (1978, revised in 2015) embodies the global consensus on the values of sport for policy makers, but also for key actors, academics, NGOs... The Intergovernmental Committee for Physical Education and Sport (CIGEPS), created in 1978, has been revitalized: we have new stakeholders knocking on our door, such as the World Players' Association, the Council of Europe and many others. UNESCO also convenes the International Conference of Ministers of Sport (MINEPS) and is responsible for the International Convention against Doping in Sport (2005).

An integrated approach to sport policies

What are the main challenges for UNESCO in this international context? First, we need to focus more political attention on grassroots sport in its various forms, including recreational and traditional games. This is much more important than the global media attention that can be gained through sports key players and stars. There is a need for strategic sport policy at city and national level, not just as an add-on, but as an integrated governmental approach: this almost never happens, it is where we face our greatest challenges and where our greatest potential lies. Of course, the values we promote will not be credible if we do not mobilize adequate resources to implement them, a classic UNESCO challenge. Finally, the most critical intervention is to ensure quality physical education at an early age and youth empowerment.

The Kazan Plan of Action, which has become an international reference for the development of sport policies, provides an innovative, action-based framework for the integration of these policies into the global goals of the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development. It was adopted by more than 100 Member States at the Sixth International Conference of Ministers of Sport (MINEPS VI) in 2017, supported by the UNESCO General Conference and endorsed by the UN General Assembly in December 2018. This is quite an achievement. All UN bodies are now behind us, backing a framework that brings us all together.

The main implication is that sport is recognized as a cross-cutting policy tool, not just for ministers of sport, but also for ministers of education, health and youth. Sport can be a significant driver of development if it is aligned with national/local priorities. Another important issue is the aggregation of information and data to enable scaling up of interventions. Partnerships within and outside government, especially with the business community, are also critical.

The Kazan Action Plan defines 5 Key Actions to stimulate local and international partnerships, and a Sport Policy Follow-up Framework to measure progress and structure knowledge exchange. These Key Actions aim to develop: 1) an advocacy tool to attract investment in physical education and sport, which will be implemented in part with the IOC; 2) indicators to measure the contribution of sport to the SDGs, an action effectively led by the Commonwealth; 3) unified international standards in the field

of sport integrity, led by the Council of Europe; 4) a Global Observatory on Women and Sport, to be hosted by Switzerland; 5) a clearinghouse for information exchange, supported by the Russian Federation.

Three main policy areas in the MINEPS Sport Policy Follow-up Framework will define all international policy efforts in sport in the near future, within the timeframe of the SDGs. First, we need to ensure that everyone (women and girls, vulnerable groups, etc.) can enjoy and practice their fundamental right to sport, and that no one is left behind. This will be achieved through a comprehensive vision of inclusive access for all to sport, physical education and physical activity. Second, to maximize the contribution of sport to sustainable development and peace, sport must be used for non-sport purposes by different actors and in different contexts. UNESCO can be a lead agency in education and youth, but there are certainly many others involved in this policy area. And last but not least, in order to maintain the catalytic function of sport, we have to protect the integrity of sport and make sure that sport is not corrupt, that it does not harm, that it does not cheat. There is a lot of work to be done in this area.

However, sport is not relevant to all SDGs, but there are agreed titles and narratives, and specific linkages to 10 SDGs and 39 targets. Sport is therefore closely linked to the overarching development framework. This is essential for mobilizing donors and development assistance.

There are already a number of regional efforts, particularly in Africa, to adopt this plan as a regional policy framework, and our next challenge will be to provide guidance and training on its implementation, particularly at the national level. The real issue will be to engage the sports and business communities so that policies and resources come together. With the CIGEPS 2019 session in March 2019 and MINEPS VII due in 2021, UNESCO is perfectly positioned to play such a convening role in the future.

Échanges avec le public (extraits)

ANNIE SUGIER (Alliance internationale des femmes) : On peut s'étonner que, dans la Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport, les femmes et les filles figurent parmi les populations vulnérables, avec les enfants, les personnes âgées, les populations autochtones, les handicapés. Or les femmes représentent 50 % de la population. Certes, il subsiste des inégalités, mais c'est une erreur. Ensuite, ce qui est choquant, c'est que l'on y dit devoir tenir compte des besoins spécifiques de ces populations vulnérables, alors que les grandes championnes comme Nawel El Moutawakel, Hassiba Boulmerka ou Habiba Ghribi ont concouru sur un pied d'égalité avec les autres championnes. Il y a des pays comme l'Iran et l'Arabie saoudite qui posent des conditions à l'envoi de femmes et elles sont acceptées, alors que ces conditions ne sont ni culturelles, ni religieuses, mais la marque d'un apartheid sexuel imposé. Si des hommes politiques comme Mandela ont compris l'importance du sport pour promouvoir les valeurs universelles, n'oublions pas que l'Afrique du Sud a été exclue pendant trente ans pour apartheid racial. Alors pourquoi, quand il s'agit d'apartheid sexuel, on n'ose pas appliquer la même sanction, et pourquoi, au nom d'une inclusivité qui tend à se substituer à l'universalisme, accepte-t-on de tels diktats ?

MARIE-CHRISTINE GRIES (Soroptimist International) : La pratique de sports de haut niveau montre que les femmes n'ont rien à envier aux hommes en matière de capacités physiques. Ce préjugé sexiste a la peau dure. Il y a une vingtaine d'années, un jeune homme qui faisait son service militaire dans l'armée de l'air expliquait que les femmes ne pouvaient pas piloter un Alphajet car elles risquaient une descente d'organes. Quelques années plus tard, la patrouille de France était commandée par une femme. Le sport au féminin entre bien dans la promotion de la condition des femmes qui incombe à l'UNESCO.

PHILIPP MULLER-WIRTH : Inclure les femmes dans la liste des personnes vulnérables, comme cela se présente dans nombre d'instruments internationaux, peut être mal compris, mais en l'occurrence, l'élaboration de la Charte, ainsi que sa révision, ont fait l'objet de négociations très ardues au cours desquelles les associations qui défendent la promotion de la femme dans la pratique sportive ont activement milité pour cela. De même, dans toute discussion sur les droits de l'homme, il y a une catégorisation des groupes vulnérables (jeunes, enfants, handicapés, migrants, etc.), dont les femmes font toujours partie.

BESEAT KIFLÉ SÉLASSIÉ : Je conviens avec Nikita Dergatcheff que la complémentarité du FIDEPS avec le Fonds international pour la culture alors dirigé par Juan Carlos Langlois montre bien que les structures flexibles n'impliquant pas les gouvernements sont mieux adaptées à l'action de l'UNESCO et à la poursuite des missions pour lesquelles elle a été créée. Dans ce qui a été décrit par Marie-José Lallart, on relève que c'est grâce à son initiative et non à des mécanismes hiérarchiques de décisions internes que ces actions ont pu être menées. Ces exemples montrent qu'il faudrait dans le fonctionnement actuel de l'UNESCO laisser un peu plus d'initiative aux personnes chargées des programmes.

NIKITA DERGATCHEFF : En ce qui concerne la structure du FIDEPS, son Conseil d'administration qui était déjà un progrès par rapport à la pesanteur de la structure gouvernementale, manquait lui aussi un peu de souplesse. C'est pourquoi nous avons créé avec Juan Carlos Langlois, à son départ de l'UNESCO, l'association Art Sport Culture (ASC). Certaines de nos opérations, comme le T-shirt Adidas, ont bien failli ne jamais voir le jour à cause des contraintes imposées à l'utilisation du logo de l'UNESCO. De même, le partenariat avec BMW dans le cadre du projet des Routes de la Soie, dans lequel cette entreprise trouvait bien sûr son intérêt, nous a bien des fois confrontés au manque de souplesse de structures pourtant nécessaires. J'avoue m'être souvent senti un peu hors-la-loi…

MARIE JOSÉ LALLART : Il est vrai qu'il faut parfois s'affranchir des contraintes administratives si l'on veut atteindre le but qu'on s'est fixé avec ses convictions. C'est à la portée de chacun, même si j'entends dire qu'on ne pourrait plus aujourd'hui mener un projet tel que « Solidarité autour d'un ballon ».

BARBARA BARRY DE LONGCHAMP : Having attended, as a delegate, the First International Conference of Ministers responsible for Physical Education and Sport (MINEPS I), I can retrace the events that had led to the convening of the Conference. Sport first appeared in UNESCO's programme in 1952 but it remained marginal until the early sixties when, on the initiative of a group of leading sports' academics, a new international body was created - The International Council of Sport and Physical Education (ICSPE). Under the stewardship of the Council's President, Lord Noel-Baker, distinguished British academic, former Cabinet Minister, Nobel Peace Prize Laureate and Olympic medalist, and of its Vice-President, the legendary French tennis player, Jean Borotra, ICSPE rapidly gained international recognition. The Council developed a strong working relationship with UNESCO and supported by its Director-General, René Maheu, and the President of the Olympic Committee (IOC), the General Conference approved the convening, at UNESCO Headquarters, in April 1976, of MINEPS I.

Clearly very timely, the Conference was an enormous success; most delegations were led by Ministers, a number of sports personalities attended, the United Nations System was well represented, as were pertinent international NGOs. It was, at the time, the largest Conference ever organized by UNESCO outside of the biennial General Conferences.

MINEPS I set the scene for UNESCO's future role in physical education and sport, as an important component of Education for all. The key results of the Conference were: the establishment of the Intergovernmental Committee for Physical Education and Sport (CIGEPS), the creation of the International Fund for the Development of Physical Education and Sport (FIDEPS) and the approval of the International Charter of Physical Education and Sport. Since then, vast changes have taken place in the world of sport. Sport has become a powerful social, economic and political force and UNESCO, through its physical education and sport programme, has a critical contribution to make, in an effort to ensure that sport is "a force for good". In this connection, the Kazan Action Plan, adopted at MINEPS VI, is a valuable step in the right direction.

SIR JOHN DANIEL : There was a mention of the International Convention Against Doping in Sport. I have particular memories of that : when the Director-General first requested me to look into it in 2003, I replied I wasn't sure it was within our mandate, to which he replied : "John, everything is within our mandate!". The elaboration of conventions in UNESCO is normally a very long and painful business, but this one went at the speed of light simply because countries had to have signed up to the Convention before they could compete in the Winter Olympics in Turin. To our amazement, countries who had never agreed on anything were falling over themselves to bring this one forward! So despite my initial skepticism as ADG/ED, this ended up being a happy event.

MONIQUE BOISIER (ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES) : Le problème des conventions est qu'elles ne sont pas mises en œuvre dans le bon sens. Si les ONG étaient plus impliquées dans ce travail, nous pourrions bien mieux vous aider. Nous aimerions être davantage intégrées dans l'action que mène l'UNESCO pour le sport et avons l'intention de saisir le Comité de liaison ONG-UNESCO de cette question, dans la perspective des jeux olympiques de Paris en 2024. ■

Les commissions nationales

Un atout maître pour l'UNESCO

Paola Leoncini-Bartoli, Barbara Barry de Longchamp & Jean-Pierre Boyer,
18 avril 2019

Avec 199 Commissions nationales, dont 192 dans les États membres et 7 dans les États associés, l'UNESCO dispose d'un réseau mondial d'organismes nationaux de coopération unique dans le Système des Nations Unies. Qu'elles soient gouvernementales, semi-gouvernementales ou autonomes, qu'elles reposent sur un Secrétaire général seul ou comptent jusqu'à 90 employés à plein temps, elles forment un précieux maillage conférant au « réseau UNESCO » son extension globale. Parmi les membres de la « famille UNESCO », elles jouent à l'échelon national un rôle singulier, à la fois de liaison auprès de leur gouvernement et de mobilisation pour la société civile, le secteur privé et d'autres partenaires pour toutes les questions qui intéressent l'Organisation.

Si l'Acte constitutif a tout d'abord attribué aux commissions nationales un rôle consultatif et d'organe de liaison, y compris auprès de leur délégation nationale à la Conférence générale et du représentant de leur pays et de ses suppléants au Conseil exécutif, leur champ d'action s'est au fil du temps considérablement étendu, leur conférant des responsabilités dans l'élaboration et l'évaluation du programme, l'exécution des activités, l'information du public et la création de partenariats au niveau national.

Depuis 1991, elles sont devenues l'un des acteurs principaux du processus de décentralisation. Avec l'introduction de la réforme des Nations Unies sur le terrain, des commissions nationales (du Belize, de Sainte-Lucie et des Îles Vierges britanniques) ont été sollicitées pour participer au processus des plans cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). D'autres ont contribué aux programmes de l'UNESCO en mobilisant de vastes réseaux d'experts, voire en procédant à des collectes de fonds (la Commission nationale de la République de Corée a recueilli des fonds pour l'action de l'UNESCO en Haïti). Par-delà la diversité de leurs structures et de leurs capacités, elles sont désormais appelées à jouer un rôle de facilitateur du dialogue national et régional sur l'Agenda 2030 et de plaidoyer auprès des parties prenantes sur le territoire national pour les Objectifs de développement durable se rapportant aux domaines de compétence de l'UNESCO.

Malheureusement, ces attentes ambitieuses se heurtent à de nombreux écueils. Le budget du programme ordinaire alloué à l'accompagnement des Commissions nationales a diminué des deux tiers entre 2012 et 2017, réduisant d'autant la capacité du Secrétariat à soutenir et encourager le réseau dans la mise en place d'initiatives innovantes. Les restructurations internes et la suppression des formations et des réunions régionales de consultation ont également contribué à distendre les liens, si bien que les ressources du réseau UNESCO de commissions nationales ne sont plus pleinement exploitées.

Faire véritablement fonctionner le réseau de commissions nationales est donc un défi majeur pour l'UNESCO, qui exige de renforcer et réorganiser les modalités d'interaction et consolider les processus de travail entre le Secrétariat et les commissions nationales, de clarifier les rôles respectifs, notamment dans la représentation des intérêts de l'Organisation, de mieux aligner les actions menées par les Commissions nationales avec les priorités approuvées dans le cadre du programme et budget biennal, et d'élaborer une stratégie ciblée de coopération avec les partenaires de la société civile, du secteur privé et d'autres entités du Système des Nations Unies. De leur côté, les États membres devraient fournir à leurs commissions nationales les moyens indispensables pour assurer leur fonctionnement et leur rayonnement à l'échelle nationale.

Pour en parler, le Club Mémoire & Avenir a invité **PAOLA LEONCINI-BARTOLI**, ancienne Directrice de Cabinet puis Directrice pour les politiques culturelles et le développement, qui a réalisé en 2018 une étude complète sur la contribution des Commissions nationales à la planification stratégique et à la mise en œuvre du Programme de l'UNESCO, **BARBARA BARRY DE LONGCHAMP**, qui a dirigé la Division des Commissions nationales de 1986 à 1996, époque de leur plus grand rayonnement, et **JEAN-PIERRE BOYER**, Secrétaire général de la Commission française pour l'UNESCO de 1997 à 2010.

PAOLA LEONCINI BARTOLI : En 2018, lors de l'entrée en fonctions de la nouvelle Directrice générale, Audrey Azoulay, en attendant ma réintégration au secteur de la Culture, j'ai mené une réflexion à sa demande sur la situation des commissions nationales. J'ai essayé de centrer cette étude sur leur évolution au fil du temps d'une part, et de l'autre sur la place qu'elles occupent actuellement, afin de pouvoir formuler quelques recommandations et d'identifier des pistes de travail pour l'avenir.

En me saisissant de cette tâche, je me suis aperçue que la littérature consacrée aux Commissions nationales était fort abondante et que les six mois dont je disposais pour mener cette étude pourraient bien se révéler insuffisants pour m'en acquitter. Mais j'ai eu la chance de pouvoir m'appuyer sur des collègues compétents du secteur des relations extérieures et sur les commissions nationales, j'ai ainsi pu prendre connaissance des décisions récentes et des audits successifs qui ont considérablement transformé, surtout dans les quinze dernières années, le rôle et la place des commissions nationales à l'UNESCO. Je me suis saisie des textes qui en déterminent le statut juridique, la gouvernance interne, les questions de représentation, ainsi que des évaluations qui leur ont été consacrées, notamment entre 2010 et 2013 et qui ont abouti à l'établissement d'un Groupe de travail tripartite comprenant des représentants des délégations permanentes, des commissions nationales et du Secrétariat de l'UNESCO.

Si les choses ont ainsi évolué notamment à partir de 2013, c'est parce qu'il y avait une insatisfaction partagée par les États membres, le Secrétariat et surtout les commissions nationales elles-mêmes sur la façon dont elles étaient associées à l'action de l'UNESCO, à la diffusion de ses valeurs et à l'élaboration et l'exécution de son programme. Cette insatisfaction portait notamment sur les consultations régionales relatives au Programme, auxquelles nombre d'entre vous ici ont contribué dans le passé.

Le Groupe de travail tripartite a identifié des mesures prioritaires destinées à améliorer le cadre juridique et structurel de la coopération avec les commissions nationales, revoir leurs fonctions, notamment en relation avec le Programme, renforcer les interactions entre elles et les partenariats, revoir leur relation avec le Programme de participation qui a connu durant ces mêmes années une révision en profondeur, et surtout redéfinir la répartition des rôles et des responsabilités avec le Secrétariat au Siège et hors Siège, ainsi qu'avec les délégations permanentes. C'est un long débat, auquel je m'intéresse personnellement depuis mon arrivé à l'UNESCO en 1992 : quelle place pour les commissions nationales, pour quels objectifs, sont-elles aptes à porter la voix des pays qu'elles représentent, et à représenter l'Organisation, notamment là où elle n'est pas présente…

Un contexte multilatéral évolutif

Sans entrer dans le cœur de l'étude que j'ai menée, je dois souligner qu'elle s'inscrit dans un contexte multilatéral particulier où les relations avec les États membres et nos partenaires ont considérablement changé. Nous voyons aujourd'hui des commissions nationales très mobilisées qui veulent être reconnues comme des partenaires à part entière, dans la levée de fonds comme dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes, et être des acteurs forts de l'UNESCO dans les pays. C'est une évolution très positive sur laquelle il faut bâtir. En même temps, nous assistons aussi à une présence de plus en plus forte, que l'on pourrait qualifier de « micro-management », des États membres eux-mêmes dans nombre de domaines, au détriment du rôle des commissions nationales dans la réflexion et la promotion des valeurs de l'UNESCO.

Au cours de cette étude, j'ai pu m'entretenir avec les représentants d'une trentaine de commissions nationales qui ont nourri ma réflexion et m'ont confortée dans la conviction qu'elles étaient pleinement mobilisées à nos côtés, et non pas inactives ou dysfonctionnelles comme on l'entend parfois dire dans les couloirs. Mais j'ai aussi constaté la grande faiblesse de nombre d'entre elles, qui ne reçoivent pas dans leur propre pays le soutien institutionnel et moral qui leur est dû. C'est une réalité.

Afin améliorer la coopération avec les commissions nationales, j'ai donc proposé quelques pistes de réflexion que je résumerai ainsi :

Tout d'abord, il est essentiel d'engager la pleine responsabilité des États membres dans

leur renforcement et le soutien qu'ils leur doivent. Il y a là une relation très problématique, parfois plus complexe qu'avec le Secrétariat lui-même. On ne s'en est pas beaucoup préoccupé ces quinze dernières années et j'attribue ce fait au rôle de plus en plus prépondérant des États membres et des gouvernements sur l'ensemble du système multilatéral, qui a privé progressivement le Secrétariat et les commissions nationales elles-mêmes de la possibilité de se faire entendre auprès des États pour les persuader de soutenir puissamment l'action de leurs commissions nationales au niveau du pays, notamment dans la réflexion et la promotion des valeurs de l'UNESCO.

Il faut ensuite revoir et réorganiser les modalités des consultations stratégiques. Celles qui ont été mises en place après la réforme de 2010-2013 ne conviennent plus et, de mes échanges avec les commissions nationales, est ressorti notamment leur souhait de créer des espaces de débat plus réguliers sur des thématiques précises, notamment en lien avec l'Agenda 2030. Plusieurs d'entre elles, comme les commissions de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, ont pris l'initiative de proposer des plateformes de dialogue en vue d'un travail intellectuel et prospectif. Je pense aussi qu'il faut favoriser la tenue de réunions systématiques des commissions nationales en marge des sessions des organes directeurs, afin de leur permettre de rester en prise avec les décisions et les positions qu'y adoptent les États membres.

Dans la réflexion sur le statut des commissions nationales, il nous incombe de clarifier et reconnaître pleinement leur rôle constitutionnel comme partenaires stratégiques dans les pays membres et comme relais pour la mise en œuvre du programme. Cela nous amènera à élaborer une stratégie de partenariat qui les concerne et les engage de façon ciblée envers l'Organisation en liaison avec les priorités adoptées, en veillant à assurer une stratégie concertée et synchronisée en matière de communication. Cela nous imposera aussi de revoir et réorganiser les modalités de coopération avec les bureaux hors Siège pour assurer une véritable coordination dans la mise en œuvre des priorités.

Enfin, et j'y tiens particulièrement, nous devons revoir la structure organisationnelle au sein du Secrétariat et les moyens de son fonctionnement (ses outils et son budget), afin de lui donner à nouveau les moyens de soutenir et servir efficacement le réseau des Commissions nationales.

At a time when the Organisation is facing enormous challenges, it needs its privileged networks, the Clubs, Centres and Associations, the International NGOs, the UNESCO Chairs and most of all the National Commissions.

BARBARA BARRY DE LONGCHAMP : This was an extremely enlightening update on the state of cooperation with the National Commissions. I noted, with concern, that the already reduced budget for cooperation with the Commissions has been further reduced by two-thirds over the last six years (amounting to approximately $200 per Commission per year) and that both the staff and the programme have practically disappeared. Surely, at a time when the Organisation is facing enormous challenges, it needs its privileged networks, the Clubs, Centres and Associations, the International NGOs, the UNESCO Chairs and most of all the National Commissions, supported by Member States and the Secretariat, with an appropriate programme to enhance their capacities.

I do not intend to dwell upon the past but will relate a little anecdote which is relevant to our discussions today. Having spent five years in the Asia and Oceania Division of the Sector for Cooperation and External Relations, I was called one afternoon, in 1986, to see the Director-General, with no indication of the subject matter. In relation to his recent official visits to Member States, he expressed his concern that, in some countries, the National Commission did not seem to exist and some Secretaries-General appeared to have been appointed on the eve of his visit. It was urgent to take action to remedy this situation and he proposed my transfer to the National Commissions Unit. They were difficult times, as the United States, the United Kingdom and Singapore had recently withdrawn from the Organisation but, with a small team devoted to supporting the Commissions and a lot of imagination, we managed to make a difference.

It is all about people coming together

Turning, now, to the present situation - what do Member States, the Secretariat and the National Commissions need to do, as a priority, in order to avoid a further decline in the capacity of the Commissions to meet their growing responsibilities? I will concentrate on three issues: 1) training, 2) participation in programme planning and execution, 3) political will.

Training of Secretaries-General of National Commissions is probably the most essential aspect of the programme for cooperation with the Commissions. There are 199 Commissions and, on the basis of a 6-8 year mandate, 25-30 new Secretaries-General will need to be trained each year. This initial training should take place at Headquarters, with a comprehensive course covering programme activities, central services, the functioning of the Executive Board and the General Conference and the role of a Secretary-General.

UNESCO is a human organization, it is about people coming together, about meeting people in charge of programmes, getting to know and building relations with colleagues from other Commissions... These courses can be supplemented from time to time by other forms of training - handbooks, digital material, secondments - but not replaced by them. Training of staff of Commissions is also important and can often be organized in cooperation with Field Offices or through secondments to other Commissions.

Programme planning and execution: with the passage (in 1991) of the "Japanese amendment" which changed the nature of membership of the Executive Board, the increase in the size of the Board and the decrease in the length of Board sessions, discussions, in the Board, on programme preparation were less profound and attention was focussed on the need to improve the capacities of National Commissions to play their role in programme planning and execution. In response to this demand and with a view to improving the process of consultation with the Commissions, a series of regional consultations were organized jointly by the Division of National Commissions and the Bureau of Strategic Planning. The results of the consultations were very encouraging and, in subsequent biennia, the process was repeated with increased success, from both a qualitative and quantitative point of view. Having been involved, to a greater extent, in programme planning, the Commissions were also better equipped to play a role in programme execution at the national, sub-regional and regional levels. While some consultations continue to take place, they need to be reintroduced in a structured manner, in order to maximize results.

Political will: National Commissions will never be functional if decision makers are not behind them. This problem arises quite frequently in Commissions which are governmental in structure and often suffer rapid changes of Presidents, Secretaries-General and staff. When Commissions continue to be fragile, senior officials of the Secretariat, undertaking missions to the countries concerned, should be briefed, so that they can raise the issue with decision makers. Also useful, in this connection, is the organization, on the eve of the General Conference, of a high-level workshop of a selection of Presidents of established Commissions, together with Ministers Presidents of fragile Commissions. This initiative, which was initially launched by the President of the French Commission, in cooperation with the Division of National Commissions, should be revived, as it not only achieved positive results but was also cost effective.

Finally, I would like to refer to the role and functions of the key players: the Secretariat at Headquarters and in the Field, the Permanent Delegations and the National Commissions. Despite numerous surveys, studies, tripartite reviews over decades, the situation remains unclear and there is competition and rivalry between the key players, rather than cooperation and complementarity. A related issue is the circulation of information, about which Commissions and Field Offices, in particular, continue to complain. Clearly, these matters

require further clarification, in order to avoid confusion and wasted energy.

In conclusion, urgent action needs to be taken on a number of issues that have been raised today, in order to ensure that National Commissions can continue to be a key asset for the Organisation.

JEAN-PIERRE BOYER : Je vais tenter de donner un éclairage particulier à cet échange en décrivant de l'intérieur comment une commission nationale peut fonctionner, travailler avec les autres et avec le Secrétariat de l'UNESCO. Je vais évidemment parler de la Commission française, à une date déjà assez éloignée puisque nous allons nous retrouver une dizaine d'années dans le passé. Je regrouperai ces remarques sur trois axes principaux, à savoir les commissions nationales comme forces de proposition, comme présence de l'UNESCO dans les États membres et comme membres d'un réseau de coopération.

Les commissions nationales comme force de proposition : l'article 7 de l'Acte constitutif dit l'essentiel en disposant que « Chaque État membre prendra les dispositions appropriées à sa situation particulière pour associer aux travaux de l'Organisation les principaux groupes nationaux qui s'intéressent aux problèmes d'éducation, de recherche scientifique et de culture, de préférence en constituant une commission nationale où seront représentés le gouvernement et ces différents groupes. »

Une diversité de statuts

Il existe une énorme diversité de commissions nationales, plus ou moins proches de l'État. La Commission française telle que je l'ai connue reflétait assez bien cet article 7, puisque c'était un organisme de l'État, comme l'indiquait son nom de « Commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture ». Depuis mon départ, les choses ont évolué et elle s'est maintenant rapprochée d'un statut d'association. Mais auparavant, c'était une commission interministérielle où se trouvaient représentés les ministères concernés par l'action de l'UNESCO : affaires étrangères, culture, éducation nationale, environnement, enseignement supérieur. Elle était composée d'environ 200 membres, tous bénévoles, qui étaient essentiellement des représentants des grandes institutions culturelles, scientifiques et éducatives, ainsi que de la Bibliothèque nationale, du Musée du Louvre etc… Il y avait des membres élus par des associations culturelles et scientifiques, des membres désignés par le gouvernement, des représentants d'associations, différentes ONG qui travaillaient avec l'UNESCO, ainsi que des représentants du Parlement (députés et sénateurs de l'opposition et de la majorité). Le Délégué permanent auprès de l'UNESCO était lui-même membre de la Commission et participait activement à ses travaux.

La Commission était structurée en différents comités, qui formaient des groupes de travail sur des questions précises. On pourrait légitimement parler de réservoir d'expertise comptant des personnalités de haut niveau comme Jean d'Ormesson, des prix Nobel de médecine comme Luc Montagnier et Françoise Barré-Sinoussi, Noëlle Lenoir pour les questions de bioéthique… Les domaines de compétence de l'UNESCO étaient largement couverts et la commission était un lieu d'échange d'idées, un organisme vivant, certes doté d'un statut gouvernemental, mais dont l'autonomie et la liberté d'expression étaient totales, ce qui lui permettait d'être une force de proposition à l'égard de l'UNESCO.

Par exemple, après le rapport Pérez de Cuéllar sur la question de la diversité culturelle qui a abouti à la Convention de 2005, nous avons aussi travaillé sur le patrimoine immatériel, sur la bioéthique, ainsi que sur les questions d'éthique et de droits de l'homme dans la société de l'information. C'étaient donc des sujets assez divers, mais en même temps, nous avons établi des priorités et constamment veillé à nous situer au carrefour des priorités de la France et de celles de l'UNESCO. Nous avons travaillé à faire des propositions nouvelles à l'UNESCO, et en même temps, lorsque l'Organisation lançait un nouveau concept au plan international, participé de façon active à sa mise en œuvre.

Nous nous attachions à promouvoir la pensée, la culture, la science françaises en direction de l'UNESCO, en pensant bien sûr que cela serait utile à l'ensemble des États membres, mais, en sens inverse, nous nous efforcions aussi d'affirmer la présence de l'UNESCO, qui en France comme dans d'autres pays était très respectée mais restait assez mal connue. Nous nous sommes donc employés à promouvoir les objectifs de l'Organisation, au travers de contacts avec la presse, d'une lettre d'information, d'actions de mobilisation, par exemple en direction du monde éducatif à l'occasion de la Journée internationale des enseignants. Nous œuvrions également au travers de différents réseaux, extrêmement utiles et efficaces, tels que les Chaires UNESCO, les Écoles associées, les Clubs UNESCO, qui se sont beaucoup développés en France à partir du moment où le Directeur général en a fait la proposition.

Par ailleurs, différentes actions étaient confiées à la Commission par le Secrétariat, comme une sorte de décentralisation fonctionnelle de son action. Ainsi, sur les droits de l'homme et la société de l'information, nous avons réalisé sur contrat une réunion au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Avec une contribution équivalente et ce que nous obtenions des différents ministères, nous avons pu multiplier par cinq ou six la somme initialement allouée par l'UNESCO. Nous participions aussi à l'exécution du Programme : nous avons par exemple beaucoup travaillé à un kit pédagogique sur le thème de l'éducation à la paix en partenariat avec le Secteur des sciences sociales et l'Institut des hautes études de défense nationale. Sans oublier bien sûr tout ce qui résultait d'actions normatives de l'UNESCO et notamment les différentes conventions culturelles, et la contribution à de grand projets coordonnés à l'échelon international comme celui des Routes de la Soie pour lequel nous avons créé un comité national présidé par l'orientaliste Jean Leclant.

Dynamique de réseaux

Enfin, je ne saurais trop insister sur l'importance de la dynamique de réseaux. Les commissions nationales sont un réseau de coopération internationale tout à fait unique et grâce au Secrétariat et aux efforts de la Division des commissions nationales, nous entretenions des relations de travail régulières à la faveur notamment des consultations sur le C/5 et des réunions régionales qui lui étaient consacrées. Nous avions ainsi des coopérations suivies avec les commissions les plus proches, par exemple la commission allemande, mais aussi avec des commissions d'autres régions, en particulier en Afrique et dans les pays arabes. C'était un excellent moyen de concertation avec des collègues qui se sentaient un peu éloignés du Siège, alors que nous avions la chance d'être à côté, et avec lesquels nous pouvions partager des informations et des réflexions.

Nous menions des projets conjoints, parfois avec l'appui du Secrétariat, parfois indépendamment. Par exemple, nous avons réalisé un bilan des sciences sociales en Afrique subsaharienne lors d'une réunion au Gabon organisée en coopération avec la Commission gabonaise, et une autre réunion de bilan pour le monde arabe, qui s'est tenue à Marrakech en coopération avec la Commission marocaine. Nous avons travaillé avec la commission sénégalaise sur les conditions du métier d'enseignant en Afrique, et lancé un projet pour aider à la création de comités de bioéthique en Afrique sub-saharienne. Nous avons également mené des activités de formation pour d'autres commissions nationales. L'un de ces projets, soutenu activement par la Division des commissions nationales, nous a permis d'inviter une trentaine de collègues d'autres commissions pour des journées de formation à Paris qui leur ont permis de rencontrer à la fois des fonctionnaires de l'UNESCO et des responsables d'institutions éducatives et culturelles nationales. Je pense aussi à l'intéressant projet interrégional sur le dialogue euro-arabe, qui a débouché sur des études conjointes de manuels scolaires.

Certains collègues attendaient beaucoup du Secrétariat de l'UNESCO et je salue le travail remarquable de ce qui était encore une division pour aider les commissions qui manquaient de moyens, mais je tiens à souligner aussi que la principale responsabilité se situe du côté des États membres. Il faut absolument que ceux-ci donnent à leur commission nationale les moyens non seulement financiers mais surtout institutionnels de travailler le plus largement possible avec les organismes chargés de la vie intellectuelle du pays.

Au fond, dans ce débat il y a une question politique qu'il ne faut pas se dissimuler :

il convient avant tout de s'interroger sur ce que les États membres attendent exactement de l'UNESCO. Si l'on veut une organisation qui rayonne, qui compte dans le monde dans ses différents domaines, alors les commissions nationales sont des relais indispensables, et vous n'imaginez pas la ferveur que peut susciter le nom de l'UNESCO auprès des enseignants, des gens de culture ou des scientifiques. Ou alors, si l'on veut que l'UNESCO soit une agence technique avec des moyens forcément limités, une audience réduite, là il est clair que les commissions nationales non seulement ne sont pas nécessaires mais ne sont, peut-être, qu'une survivance du passé.

Échanges avec le public

ZAHIR AZIZ started also as Secretary-General of the Afghan National Commission before joining the Secretariat in the Division for National Commissions, and finally representing his country as Permanent Delegate to UNESCO. He stresses the importance of national Commissions and their role. At this stage of its life, having been much diminished in the past ten years, the Organization very much needs its privileged networks and mainly National Commissions. Without them, it may not even exist in some Member States, as it cannot maintain offices everywhere. Discussing National Commissions should always be done in the context of article VII of the Constitution. There is no need for hundreds of pages of studies, all is said in the Constitution and in the Charter of National Commissions. He suggests disseminating widely the records of this meeting and creating a group of friends of National Commissions to help strengthen their cooperation.

MARGUERITE DAUNY (Pax Romana) s'interroge sur la situation actuelle de la commission française, ainsi que sur son rôle et son rayonnement.

JEAN-PIERRE BOYER précise que la nature de la commission française a changé. Dès avant son départ, un nouveau décret auquel ni lui, ni le Président de la Commission qui était alors Jean Favier, n'étaient favorables avait déjà significativement réduit ses ressources et son poids. Deux ou trois ans plus tard, elle prenait le statut d'association. Quant à la proximité entre les commissions nationales et le Secrétariat, lui-même a suivi un cheminement analogue qui l'a conduit de la Commission française, où il était conseiller à la culture, au secteur de l'éducation où il a travaillé cinq ans pour la commission internationale sur l'éducation pour le 21e siècle présidée par Jacques Delors. L'expérience était très gratifiante sur le plan intellectuel, mais force est de reconnaître qu'il y avait d'énormes pesanteurs, aussi avait-il préféré réintégrer comme Secrétaire général la Commission française, où sa marge de manœuvre était plus grande. Ce passage au Secrétariat de l'UNESCO lui a permis de constater que beaucoup de fonctionnaires ne connaissaient pas vraiment les commissions nationales, aussi invitait-il fréquemment sous-directeurs généraux et responsables des secteurs à exposer leur programme devant la Commission lors de leur prise de fonctions, mais il n'avait eu qu'à se féliciter de sa coopération avec le Secrétariat. Bien sûr, il arrivait quelquefois que des initiatives soient prises en France sans que la Commission soit informée, mais dans l'ensemble la coopération, avec la Division des commissions nationales comme avec les secteurs de programme, était exemplaire.

Pour **MALCOLM HADLEY**, il faudrait reprendre et recenser tout ce qui a été publié sur les commissions nationales, et cela remonte à loin. En 1978 déjà, dans l'ouvrage intitulé *An Idea and its Servant: UNESCO from Within*, l'ancien Sous-Directeur général Richard Hoggarth leur consacrait deux pages et concluait : « *Most commissions are neither strong enough nor effective enough and they are often understaffed administratively. They do not work well and their governments do not wish them to do so.* » ■

Rediscovering Our Hidden Heritage

In search of UNESCO's original Press Room

Eng Sengsavang, Santje Pander, Dorian Meijnen & Jacques Duflos de Saint Amand, 5 September 2019

"In the Spring of 2018, a Dutch researcher completing a Master's in cultural heritage conservation, Santje Pander, visited the UNESCO Archives, bringing with her an unsolved mystery. When UNESCO's headquarters building was inaugurated in 1958, hidden within its concrete walls was an architectural gem: the UNESCO Press Room. Gerrit Rietveld, the Dutch designer and architect closely linked with the De Stijl modern art movement, designed both the structure and interior of this original Press Room. What made the Press Room so captivating both visually and conceptually was, in large part, how the multicolored geometry of the linoleum floor, which covered the entire room, was contiguous with the tables; and how Rietveld's use of an industrial, low-cost material such as linoleum created an unexpectedly stunning work of habitable art." With these words, Eng Sengsavang of UNESCO's Archives, told the story of an astonishing architectural revival.

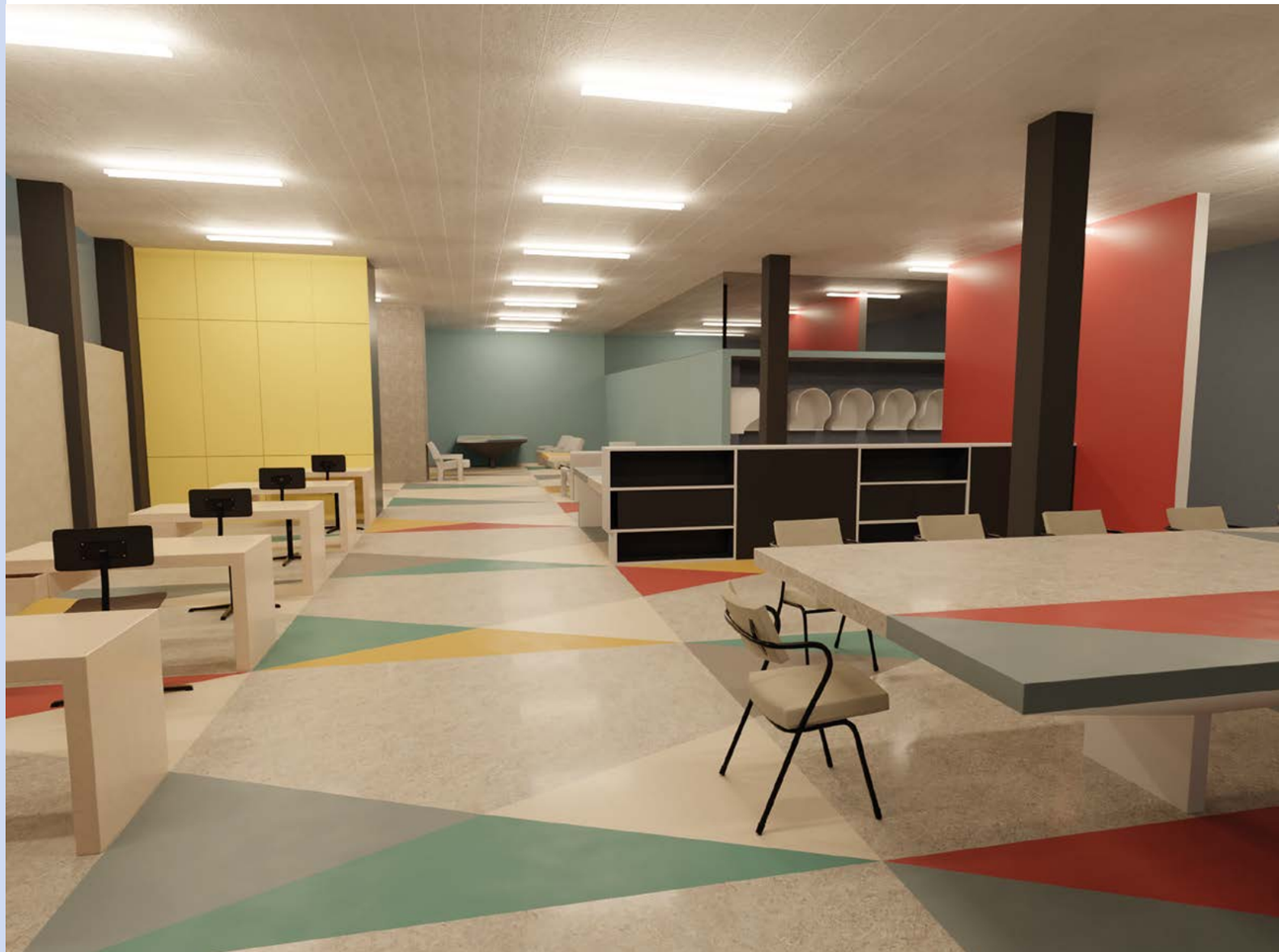
Rietveld's spectacular work of habitable art was dismantled in the 1980s, but a few pieces of its original furniture were salvaged and kept in the collections of the Dutch Cultural Heritage Agency. Today, this landmark historical design is being reconstructed in view of its possible presentation in a museum in the Netherlands.

At the invitation of the Memory & Future Club, this project was discussed by **ENG SENGSAVANG**, UNESCO Archives, **SANTJE PANDER**, Post-Master Trainee at the University of Amsterdam specializing in the conservation and restoration of historic interiors, **DORIAN MEIJNEN**, from the Dutch Cultural Heritage Agency and **JACQUES DUFLOS DE SAINT AMAND**, architect at UNESCO's Headquarters Buildings Management Section.

A number of experts and officials from The Netherlands were also present, with special mention to **SYLVIA VAN SCHAIK**, Curator of modern art at the Dutch Agency of Cultural Heritage, **RON KIEVITS**, Head of restoration at the Dutch Agency of Cultural Heritage, **JAN HOVERS**, Director of the Zaans Museum in Zaandam, **MARIJKE GRIFFIOEN**, from Forbo Flooring, the company that produced the original linoleum for the Press Room, and H. E. Ambassador **HANS CAREL WESSELING**, Permanent Delegate of the Kingdom of the Netherlands to UNESCO.

ENG SENGSAVANG sets the context of this discussion by recalling that the reference service at UNESCO, which receives about 300 visitors a year, welcomed in 2018 Santje Pander for research on the UNESCO Press Room. It is believed that the Press Room had been dismantled at an uncertain date in the 1980s. UNESCO Archives hold about 145 boxes of archival materials on the construction of the building, which were made available to Santje. During her second visit, Santje asked to visit the original site of the Press Room. At that point, its exact location had not been pinpointed either by Santje or by Eng. By chance, a former staff member, Eduardo Barrios, who used to work in the Information department, was giving an oral history interview that day and at Eng's request showed her to the former Press Room in the basement, a place she knew only as a kind of passageway. Behind a plain back door, there was a concrete, dark antechamber. Santje started to analyze the room, its shape, walls and floor. A few pieces of evidence confirmed that it was actually the correct location of the Press Room. However, she could not find what she was looking for: the original flooring was not there. As Santje will continue this ongoing research process on missing elements of UNESCO's historic building, active or former staff members who know of this room and still hold documents or photographs that illustrate its existence will hopefully come forth with contributions.

SANTJE PANDER recalls that the UNESCO Press Room was originally designed by Gerrit Thomas Rietveld, a famous designer in the Netherlands. In the photo taken on its inauguration in 1958, one can see four desks. This is what her research started with, and she made it the



subject of her Master's thesis. When the Press Room was dismantled in the 1980s, the furniture was salvaged and sent to the Agency of Cultural Heritage in the Netherlands, together with chairs, cabinets and other interior elements. The desks in particular were an important part of the design of Rietveld as they were covered with linoleum, in continuation of the patterns on the floor. Unfortunately, the floor was not saved and as the Agency plans to exhibit a reconstitution of the room, the linoleum, which has such an important interaction with the furniture, will also have to be reconstructed.

Thanks to a 4D Research Award granted by the University of Amsterdam for her thesis, it was possible for Santje to pursue digital research on the reconstruction of the linoleum in collaboration with the University 4D Research Lab, in 2018. For this purpose, she came back to UNESCO to do some archival research. There were unfortunately few pictures and documentary evidence left, but while searching the location, she was able to identify pieces of the original wall cover still hanging, as well as traces of the original burlap at the back of the linoleum imprinted on the concrete floor.

The Press Room was specifically designed for UNESCO's building, together with artworks by Karel Appel, as a donation of the Netherlands. Gerrit Thomas Rietveld was already a renowned architect, particularly for his contribution to the De Stijl movement. He was not entirely happy with the location given to him: the room was 12 x 20,5 m large, weirdly shaped with obstructive columns and was destined to house a number of people working simultaneously on different tasks. In a lecture in 1958, he described it as "a room that was more of a random leftover in the basement of the connecting hall between the conference building and the administration. There were irregularly placed columns to support the higher levels. These were fairly obstructive for the positioning of the tables, desks, phones and translation machines, etc. To make such an interior look like a pleasant workplace, other than good form and placement of installations some kind of juggling with colors was needed."

A coherent ensemble

Rietveld therefore created a coherent ensemble, as can be seen from photos published in 1958 by Linoleum News, a magazine of the Dutch linoleum factory that produced the floor for the Press Room. The photos show that what gave the room its remarkable unity was not only the use of colors, but also the materials used, including 'Suwide' wall coverings. This material was available on the market during the post-war period, and Rietveld used it on the walls as well as on chairs that are still in possession of the Dutch Agency of Cultural Heritage. Traces of this wall covering were found in situ at UNESCO.

The other material used was linoleum. This floor covering is made from solidified linseed oil (linoxyn), resins, gum, wood flour, chalk and pigments for the color, on a burlap backing. Although it had been produced since the second half of the 19th century, new bright colors had become available at the time that Rietveld used it to design large color planes throughout the room. In an architectural drawing, he wrote: "floors and tables are covered with linoleum in two colors of gray with yellow, red, blue and green triangles. This creates a very colorful effect because the center planes on the tables and floor form a unity, with the line accentuating the systematic placement of the tables." In a magazine published in 1957, it is also described how Rietveld used linoleum to create a grid on the floor: "In this special room that would be used intensively, it was necessary to place the furniture according to a strict scheme. The module was also used to determine the size and shape of the colored planes that were needed for the required contrast. It was necessary, clear and convincing to let this size and color system continue under and on the tables."

So Rietveld divided the floor plan in squares of 241,5 cm and again in geometrically shaped planes under and on the tables. The same measurements were also used to place the tables. Looking at the room from above on the floor plan, one can see the continuity of the pattern.

Although the floor was not saved in the 1980s, we can still determine its exact colors from the remaining furniture. Six of the seven colors used are still on the tables stored at the Dutch Agency of Cultural Heritage. However, the colors are degraded by intensive use over time. Therefore, cleaned areas show that the furniture linoleum has been slightly discolored.

By looking into the factory archives of the original producer, which nowadays still produces linoleum under the name of Forbo Flooring, it was possible to retrace the colors used originally. Samples derived from productions dating back to 1958, never used and stored in the dark, show different shades of grey, marble imitations and monochrome colors that placed next to each other to form a color harmony.
Forbo Flooring can still produce specific colors for certain projects. Although they use a slightly different recipe, very similar colors can still be recreated using different color pigments. These slight differences in composition have almost no effect on the material. However there are differences in the coating, which is important when looking at historic interiors: modern linoleum has a much harder, glossier finish as it is made to be more resistant to wear and tear, as compared to historic bee wax coated, much softer, less textured samples.

There are different options to work from for the reconstruction of the Press Room. The period selected is important, as the material would not have looked the same at different times: should we use the exact calm color balance selected in 1958 by Rietveld and available in archival samples, or the colors still visible on the furniture, slightly degraded by use, in unity with the floor, even if the latter could turn out to be more damaged and degraded than the furniture? These choices were used to feed the 3D models and simulations produced in the 4D lab, to help compare them more effectively.

This project is ongoing, suitable methods for cleaning the linoleum desks are still being researched, archival research continues. As available photographs were hand-colored, some color placements remain uncertain and original architectural drawings are still missing.

JACQUES DUFLOS DE SAINT AMAND, architecte de la section des bâtiments à l'UNESCO, évoque l'architecture du bâtiment et l'utilisation de matériaux tels que le linoléum, présent en 1958 et réutilisé lors de la rénovation du plan Belmont entre 2001 et 2009. Celui-ci a des qualités très intéressantes, notamment son homogénéité, son élasticité et surtout ses propriétés bactéricides qui en font un matériau idéal pour les lieux de grand passage.

Les concepteurs du bâtiment, le Français Bernard Zehrfuss, l'Américain Marcel Breuer et l'Italien Pier Luigi Nervi, que l'on voit sur une photo au 7e étage sur ce qui était à l'époque une terrasse ouverte transformée depuis en cafétéria, comptaient parmi les architectes les plus connus de l'époque. Ils étaient épaulés par un Comité international constitué de Lucio Costa (Brésil, qui a conçu le plan directeur de Brasilia), Walter Gropius (États-Unis, fondateur du Bauhaus), Le Corbusier (France), Sven Markelius (Suède) et Ernesto Nathan Rogers (Italie), avec la collaboration de Eero Saarinen (Finlande) – lequel a incidemment conçu les fauteuils de la salle IX.

Le bâtiment de l'UNESCO est emblématique de l'architecture moderniste et en décline les concepts fondamentaux, déjà énoncés par Le Corbusier en 1927: les pilotis au rez-de-chaussée qui suppriment les murs porteurs, permettant une grande liberté et assurant la continuité avec l'extérieur, les toitures-terrasses qui suppriment les toitures pentues, les plans libres grâce aux poteaux porteurs, les fenêtres en bandeau qui courent sur toute la façade, laquelle n'est plus qu'une sorte de peau qui peut être entièrement vitrée. Lors de la rénovation en 2009, on a essayé de retrouver cet effet de vitrage continu de haut en bas, même si l'installation de la climatisation a occulté une partie des fenêtres. Enfin, le mouvement moderniste préconise la liberté des bâtiments par rapport à leur environnement : ceux-ci ne sont plus alignés sur la rue, mais détachés des contraintes d'alignement. Ils peuvent ainsi avoir une forme propre définie par leur fonction ou leur structure.

L'utilisation des matériaux est un élément important de l'architecture du bâtiment : la forme des poteaux n'est pas commandée par des critères esthétiques, mais adaptée aux contraintes physiques, de façon à en réduire la quantité de béton, les planchers sont très minces : partout il y a un souci d'économie des matériaux.

DORIAN MEIJNEN is a curator currently doing research on the history of the Press Room interior for the Cultural Heritage Agency of the

As a starting point, we had the existing furniture, design drawings found in archives, 75 letters between UNESCO, Rietveld and the Dutch ministry, a model catalogue, and photographs including one showing Rietveld with Luther Evans, the Director-General at the moment, and the Dutch Minister of arts, education and science. An additional 30 photographs were recently found in the UNESCO Archives, a valuable addition to this research material.

Netherlands, a governmental agency for the safeguarding of Dutch art collections that does not maintain physical exhibition spaces but is tasked in ensuring that collections are available and largely visible for the public. Objects are loaned to museums but also to institutions such as embassies or public buildings. Collections include objects for display and others that can be used, such as furniture. To make sure that they are exhibited and kept as they should, a lot of research is needed, and the work on the UNESCO Press Room is part of these ongoing tasks.

As was previously said, this interior was dismantled in the 1980s and brought back to the Netherlands in 1984. It is a sizable room, which makes it not easy to exhibit. Its main characteristic is its unity: all objects belong together and are related to one another and to the flooring and wall covers. They were quite damaged, and some have been restored in recent years. However, without the walls and the floor, these large objects lose much of their interest. This is what makes the reconstitution difficult: it is more than an interior, a total work of art. To be able to present it to the public, extensive work is still needed.

The goal of the recent research carried out on these objects aims mainly at improving their "loanability" and presentation. Ideally, we would like to attempt a reconstruction as a whole in a museum or other location. A virtual reconstruction and visual analysis are being worked at with this aim in mind. As a starting point, we had the existing furniture, design drawings found in archives, 75 letters between UNESCO, Rietveld and the Dutch ministry, a model catalogue, and photographs including one showing Rietveld with Luther Evans, the Director-General at the moment and the Dutch Minister of arts, education and science. An additional 30 photographs were recently found in the UNESCO Archives, a valuable addition to this research material.

A number of interesting details found in these archives will help to reconstruct every centimeter of this interior to make sure we will be able to exhibit it sometime soon. It is also important to reconstruct the design process that started in 1956. This process is important to determine why certain choices were made, and by whom. Now we have a clear vision of Rietveld's choices and UNESCO's demands. One of the most interesting pieces of information was construed from the financial struggle that went on throughout the process. The Dutch Government had assigned 15 000 guilders for this work but within a few months, Rietveld needed 40 000 fl to complete his design. He did not want to compromise the quality of his work with these financial constraints, so he went to UNESCO and negotiated. The Organization agreed to fund architectural elements such as lighting, acoustical ceilings, mirrors and panels under the general costs of the building. The Dutch Government sponsored the furniture for a total amount of 18 000 fl, not far from the initial allocation considered. It was left with the uncomfortable task of raising sponsoring from private donors. Eventually, the linoleum floor was donated by the factory which became Forbo Flooring, and the wall covering was sponsored by another company that no longer exists.

Rietveld did have to make some design changes because of these budget constraints. Instead of his original chair designs, he reused model chairs made for the 1958 Brussels World Expo. Interestingly, the original design was released in 2014 by a Dutch design company and sold under the name of Press Room Chair!

Understanding the design process

Knowing the design process is really important to help make choices for reconstruction. It reveals small details such as this clock that ended up on a wall to hide a hole drilled accidentally from behind by a worker. These details leave the reconstruction with two possibilities: either redoing the room as Rietveld wanted it to be (and leave out the clock), or keep it as it appears on the photographs at the opening, and tell the story behind it.

There were lots of exchanges between Rietveld and UNESCO during the preparation process, however, some of the Organization's requests came quite late. For instance, selector plates on the tables to plug in headphones and equipment were requested in May 1958, when the furniture had already been delivered to Paris in April! Rietveld had to send one of his workmen to carve holes in the finished tables for these selector plates. These are even now a problem, because none came back to the Netherlands with the tables, which were left with the gaps. On one of the tables, the gap was covered with linoleum when it was restored for an exhibition in 1988. We therefore have two choices: either exhibit the tables as Rietveld had originally meant them to be, or reproduce the plates through 3D printing to add them on.

Another detail concerns the lighting. This is an important feature as Rietveld's original design contains a detailed map indicating the exact position of each fluorescent tube. They were used to distract the eye from an irregularity in the construction of the room and make it look perfectly rectangular when it was not. All these details make this interior very special.

Until now, only parts of the room have been exhibited, this is why it is so important to reconstitute this interior in its unity. Happily, the Zaans Museum is currently considering the possibility of a full reconstruction.

All the research done can now come to fruition. The Dutch Cultural Heritage Agency is entering an interesting new phase of research to determine if this large exhibit will follow a traditional no-touch museum type presentation or if visitors will be allowed to walk through the room on the floor and use the furniture. A publication is also under way. All this work would greatly benefit from any additional testimonies and information that could be provided by UNESCO former staff members who may have worked in this room. Even the smallest detail can help make reconstruction as accurate as possible.

Exchanges with the audience

AMBASSADOR HANS CAREL WESSELING finds this Press Room remarkably attractive and cannot help but wonder why it was dismantled? He had never associated Rietveld's design with linoleum, and it certainly takes all the talent of this great architect to turn what is generally considered as a common material into such beautiful art. He thanks the Dutch Cultural Heritage Agency representatives for coming to this event. Their presence shows how central culture is to UNESCO. Stepping into its building is like entering a museum. Works of art donated by the Netherlands, such as the Karel Appel painting, are a tribute to multilateralism. Is there a way to preserve and remember Rietveld's important input to the building?

JACQUES DUFLOS DE SAINT AMAND rappelle que l'ensemble du bâtiment des conférences a été remanié dans les années 1980, et qu'une mezzanine avait alors été construite dans la salle I. C'est à cette époque qu'a été installé le standard téléphonique à l'emplacement de l'ancienne salle de presse. Il est probable que ces modifications aient malheureusement entraîné la destruction de cet espace.

DORIAN MEIJNEN suggests that a video of the 3D modeling of the Press Room would help bring it back, at least digitally.

SANTJE PANDER thinks that there should be some signaling on the original entrance of this room, where a piece of the original Suwide is still hanging. This would help raise awareness.

FRANCE MARQUET, South Asia foundation, asks how the decision to dismantle the Press Room was taken, and if there would be any trace of it?

ENG SENGSAVANG believes it is hard to say whether it was a simple technical decision or if there was more to it. It may have been discussed by the Headquarters Committee or the Governing bodies of UNESCO and would in this case be documented in the Archives. This would be a good track to follow up on.

GEORGES PAPAGIANNIS, Chief of Media Services and supervisor of what would be today the Press Room, reflects on the intersection of people and spaces and what they do for us. In some kind of dungeon, there was an effort to create a place that would inspire people who were actually responsible for telling UNESCO's story. By walking into this space, they would feel invigorated and embrace the highest aspiration of an Organization that seeks to inspire people to change the world. Nowadays, we are cutting corners and thinking that we are beyond what it means to be in spaces that change our spirit, give us a different sense of purpose and energize us in ways that help us fulfill the legacy of those who came before in this Organization. He thanks the panel, the people who came from the Netherlands and the Former Staff Members Association for bringing the past back into the future, and helping to reflect on it. ■

Lutter contre les inégalités et ne laisser personne de côté

Un agenda global

Sir John Daniel, Pierre Sané & John Crowley, 23 octobre 2019

Que représentent les inégalités aujourd'hui ? Nous vivons plus longtemps, faisons de plus longues études et disposons de revenus supérieurs. Plus de 130 pays ont atteint la scolarisation universelle dans le primaire. Mais en dépit de ces progrès, de vastes poches d'inégalité persistent entre les pays et dans les sociétés elles-mêmes, se renforçant entre elles pour perpétuer la pauvreté et l'exclusion. Ces inégalités multidimensionnelles sont devenues une source d'incertitude et de vulnérabilité. L'UNESCO, au travers de ses actions pour l'éducation et de son combat contre les inégalités, les disparités géographiques ou territoriales, les fractures culturelles, les crises climatiques et la dégradation de l'environnement, est bien placée pour inspirer des politiques publiques susceptibles de surmonter ces handicaps, afin de ne « laisser personne de côté » et garantir, partout et pour tous, l'égalité des chances. Pour accompagner la réflexion en cours dans les secteurs de programme à l'UNESCO sur ce sujet majeur, le Club Mémoire & Avenir a invité **SIR JOHN DANIEL**, ancien Sous-Directeur général pour l'éducation (2001-2004), **PIERRE SANÉ**, ancien Secrétaire général d'Amnesty International et Sous-directeur général pour les sciences sociales et humaines à l'UNESCO (2001 à 2010), **JOHN CROWLEY**, chef de la Section recherche, politiques et prospective du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) et **GEORGES KUTUKDJIAN**, ancien Directeur de la Division des sciences humaines, de la philosophie et de l'éthique des sciences et des technologies (SHS) et Président de l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO.

To **SIR JOHN DANIEL**, inequality is one of the major obstacles to the achievement of the UN Sustainable Development Goals and, also, quite possibly, to the continued stability of some countries and communities.

He pays tribute to the economist Thomas Piketty who has put the issue of inequality front and centre in today's political discourse, and quotes from his recent book, *Capital et idéologie* (Seuil, 2019), where it is said: "*Chaque société humaine doit justifier ses inégalités : il faut leur trouver des raisons, faute de quoi c'est l'ensemble de l'édifice politique et social qui menace de s'effondrer"*. It goes on saying: "*De (notre) analyse historique émerge une conclusion importante : c'est le combat pour l'égalité et l'éducation qui a permis le développement humain et le progrès social, et non pas la sacralisation de la propriété, de la stabilité et de l'inégalité."*

In several other recent books, three key questions are raised about inequality: Is inequality getting worse? What promotes greater equality? How do you and I address the politics of inequality?

Is inequality getting worse? The reference here is Anand Giridharadas book: *Winners Take All: The Elite Charade of Changing the World* (Penguin Random House, 2018). This book focuses mainly on the USA and Giridharadas starts by pointing out how fast inequality has grown in the US over recent decades.

- Pretax income of the top 10 % has doubled since 1980.
- Pretax income of the top 1 % has tripled since 1980.
- Pretax income of the top 0.001 % has risen by 7 times since 1980.

But over the same period the average pretax income of the bottom half of Americans has stayed almost precisely the same. While the USA may be an extreme case it is also an important example of the impact of growing inequalities. American society appears to suffer from an increasing range of social and political pathologies. One of them is the spread of populism shortly.

Reducing inequality

What can be done to reduce inequality? Or more positively, what promotes greater equality? For this topic, he recommends the Austrian historian Walter Scheidel magisterial tome: *The Great Leveler: Violence and the History of Inequality from the Stone Age to the 21st Century*. As the title implies, Scheidel works on a large canvas. He looks at four phenomena that have reduced inequality over the course of human history.

- Mass mobilization warfare – such as the First World War.
- Transformative revolutions – e.g. the French Revolution and the Russian revolution.
- State failure or system collapse – seen now in examples like Venezuela and Libya.
- Severe epidemics – such as the Black Death in the 14th century.

The First World War – the Great War – certainly reduced inequality. It gave workers more power and brought women into the labor force. However, it's hard to imagine that kind of war with mass armies happening again – and it was a horrible process. Revolutions are now out of fashion, and to judge by examples like the French Revolution and the Russian Revolution they do not reduce inequality much in the long term. A new elite replaces the old one. The same can be said for state and system failure – it often leads to civil war and the poor don't benefit much from that. Finally, the Black Death killed a large part of the population of Europe in the 14th century and reduced inequality by giving the surviving workers more power. But it's hard to imagine a devastating epidemic like that happening again – and we wouldn't want it anyway.

We cannot look to catastrophes like these to create a fairer balance of incomes in countries today. We must look instead to the political processes of taxation and social support. These are slow and difficult but they do yield results. The Gini coefficient is used to compare a few countries with respect to inequality. A Gini coefficient of 0 (zero): means complete equality – everyone in the country has the same income. At the other extreme a Gini coefficient of 1 (one) (100 %): means that one person has all the income and the rest of the population have none. No country has Gini coefficients at either of these extremes. The higher the number, the more unequally income is distributed in that country.

According to a table ranking a few countries according to their Gini coefficient, South Africa appears at the top. It is a country where a small elite have very high incomes while most of the population live in poverty. Norway is at the bottom, meaning that public policy in Norway, through the tax system and social programmes, prevents large differences in income between poor and rich. Canada has a lower Gini coefficient than the United States. In terms of income distribution Canada is more like Norway and the USA is more like South Africa. The greater equality in Canada, compared to the USA, partly results from Canada's better and more egalitarian education system. The rest of the world often sees Canada and the USA as essentially similar, yet their distinct social and educational policies produce different results.

Another table shows the 2015 results, for Canada and the USA, of the OECD's Programme for International Student Assessment (PISA). PISA focuses on two aspects of education systems, pupils' average performance, which is a surrogate for quality, and the gap between the best and the poorest performers, which measures the inequality of outcomes from the education system. One can see that Canada has both a higher mean score and also greater equality of outcomes, with a lower proportion of poor performers. Such results and comparisons are vital background to UNESCO's work towards the Sustainable Development Goals of 2030.

On a slide of the Gini coefficient around the world, one can see that, by and large, the southern hemisphere has more countries with very unequal distributions of income than the northern hemisphere. Expanding the quality and reach of secondary education is probably the greatest force for achieving this result.

The Road to Somewhere

Finally, how to address the politics of inequality? This is inspiring a torrent of books. One with a broad perspective is *National Populism: The Revolt against Liberal Democracy*, by Roger Eatwell and Matthew Goodwin (Pelican Books, 2018). This argues that when ordinary people see the rich getting much richer while their own incomes stagnate, they rebel against the political system that allows this. In essence populist politics means urging ordinary people to be hostile to the elite. It's not the same as conventional left-wing politics. The right-wing version of populism, well demonstrated by Donald Trump, urges the majority to be hostile to the elite but also to minorities such as immigrants or foreigners that these populists accuse the elite of favoring. So far, judging by the results of the national election held earlier this week, populism has not taken much hold in Canada. Liberal democracy seems to be holding.

In conclusion, Sir John Daniel recommends a final book with insights about how one might address populism personally. It is the *Road to Somewhere; The Populist Revolt and the Future of Politics* by David Goodhart (2017). Goodhart divides people into two broad groups: a 'Somewhere' is a person who is rooted in a particular community or country; he or she hasn't traveled much and does not have a higher education. An 'Anywhere' is someone who is globally mobile and often has a university degree. Goodhart explains the rise of populism as a rebellion of the 'somewheres' against being ruled by the 'anywheres'. It is assumed that everyone in the room is an 'anywhere'. It goes with being on the staff of UNESCO! His parting advice to reduce inequality of esteem and combat the rise of populism, is to keep in touch with the 'somewheres'. He urges: "Do not let your international experience and perspective cut you off from the majority of the population and lead you to become objects of resentment in wider communities that you came from. That is how you can make a modest contribution to combating inequality".

GEORGES KUTUKDJIAN souligne l'importance de la bibliographie proposée par Sir John Daniel. En présentant Pierre Sané, il rappelle ses efforts pour inscrire sur l'agenda international la question de la pauvreté comme atteinte aux droits fondamentaux, ce dont témoigne une série de 4 ouvrages publiés sous son égide par l'UNESCO, sous le titre *Freedom from Poverty as a Human Right*. Ces ouvrages sont accessibles gratuitement en ligne.

Pour **PIERRE SANÉ** le sujet des inégalités est un sujet sensible, qui dérange ceux qui ne veulent

pas que l'on examine les injustices sociales que le Système des Nations Unies a justement pour mission de combattre. Le travail conceptuel réalisé dans ces ouvrages pour faire accepter comme un nouveau paradigme que les inégalités constituent une violation des droits humains s'est heurté à bien des difficultés. Mais quand on a travaillé dans le Système des Nations Unies pendant quelques années, on sait comment contourner ces obstacles et surmonter les résistances.

Et de fait, les Nations Unies ont été créées pour corriger les inégalités produites par le système de Bretton Woods, lequel propage le néo-libéralisme et dépossède les États de leurs capacités d'intervention pour résorber les inégalités créées par le capitalisme extrême et sans frontières qui asservit les peuples et suscite partout des tensions. Ce matin même, on ne dénombre pas moins de 16 zones de tension, de Haïti au Liban en passant par le Chili et Hong Kong, et tout cela est lié au néolibéralisme qui dépossède les États, transforme les êtres humains en consommateurs et asservit la société à l'économie, alors que le Système des Nations Unies veut mettre l'économie au service de la société.

À l'UNESCO, le Secteur des sciences sociales et humaines a trois missions essentielles : la production de connaissance, le soutien à la formulation de politiques publiques et l'élaboration de normes. Ce matin même, on dénombrait sur Amazon quelque 17 000 entrées sur le sujet des inégalités. Il n'est pas utile pour le secteur de consacrer ses ressources à produire des connaissances sur ce sujet. La dernière livraison de Thomas Piketty, *Capitalisme et idéologie*, lui consacre 1200 pages !

Documenter les inégalités en Afrique

Néanmoins, il y a certainement des manques que l'UNESCO peut combler : ainsi, l'état des inégalités en Afrique, leurs conséquences et les mécanismes qui les produisent, ne sont pas suffisamment documentés. Le Secteur des sciences sociales pourrait s'allier avec une organisation telle que le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) pour produire des études sur les inégalités en Afrique. L'Afrique du Sud, le pays le plus inégalitaire selon le coefficient GINI, possède un réseau dense d'universités et de centres de recherche qui disposent certainement d'analyses sur les inégalités héritées de l'histoire et de l'Apartheid dans ce pays. Dans d'autres pays, comme le Sénégal, où on ne trouve guère d'études sur le sujet, l'UNESCO peut intervenir pour contribuer à combler cet écart et engager des recherches pour soutenir l'élaboration de politiques publiques et la production de normes.

Il faudrait également s'intéresser aux inégalités entre les pays. L'Afrique est pauvre parce que l'Europe est riche. L'Europe s'est enrichie en appauvrissant l'Afrique, à cause de l'esclavage, du colonialisme, du pillage des ressources, et cela se poursuit. Ces mécanismes de transfert de ressources doivent être élucidés si l'on veut combattre les inégalités.

Enfin, et c'est une troisième piste de réflexion, il faut investir dans la recherche sur la richesse, et sur ses relations avec le pouvoir, la démocratie, la cohésion sociale. On devrait arriver par ce chemin à l'établissement d'un seuil. Le seuil de l'extrême pauvreté a été fixé à deux dollars par personne et par jour. Il faudrait s'entendre pour fixer un seuil d'extrême richesse, au-delà duquel on n'appartient plus à l'humanité ordinaire.

Dans le cadre de ses recherches relatives à l'élaboration des politiques et au renforcement des capacités, SHS pourrait s'appuyer sur la série des ouvrages précédemment mentionnés pour asseoir le concept de pauvreté comme violation des droits humains. Il faudrait en dégager une stratégie de lutte contre la pauvreté qui fasse appel aux mécanismes de garantie des droits humains. À partir du moment où la pauvreté est considérée comme une atteinte aux droits fondamentaux, elle devient une urgence et on peut recourir aux mécanismes correspondants pour obtenir son éradication, lutter contre l'impunité et placer ceux qui en sont responsables – le FMI, la Banque mondiale, les gouvernements complices - dans la situation d'en répondre devant la justice internationale. Imposer des politiques publiques qui enferment les gens dans la pauvreté et les empêchent d'en sortir deviendrait ainsi un crime contre l'humanité. Pour vaincre la pauvreté massive, il faut commencer par l'abolir, pour ensuite l'éradiquer. Il y a donc là un travail à poursuivre au niveau conceptuel et en liaison avec les organisations de la société civile. Celles-ci pourront porter ces stratégies et forcer les États à respecter les droits humains.

Un autre domaine à considérer est celui qui concerne les contrats, les prêts, les investissements et les accords économiques internationaux : ceux-ci devraient inclure une clause de réduction des inégalités, à l'instar de la clause démocratique qu'ils comportent généralement. Ainsi, dans l'Accord de Cotonou ou dans les nouveaux accords de partenariat économique conclus avec les États d'Afrique, l'Union européenne insiste sur le respect des principes démocratiques. Souvent, cela s'arrête au carnaval électoral, alors qu'il faudrait œuvrer à la participation de citoyens éduqués et non réduits à leur seule survie. La démocratie s'appuie sur l'éducation et ne se conçoit pas sans un minimum vital. À défaut, les électeurs vendent leur vote, ou votent pour n'importe qui. Il faut donc travailler à un cadre et une méthodologie qui puissent aider les organisations de la société civile à proposer des clauses à inscrire dans ces accords internationaux pour empêcher l'approfondissement des inégalités.

Primauté des droits économiques et sociaux

Alors qu'il était Secrétaire général d'Amnesty International, Pierre Sané a soutenu des collègues d'ONG en Jamaïque et à Trinidad-et-Tobago qui réclamaient des amendements constitutionnels pour inscrire dans la constitution de leur pays une clause subordonnant le remboursement des prêts internationaux à la satisfaction prioritaire des droits économiques, sociaux et culturels des populations. Ainsi, il deviendrait impossible, par exemple, de tailler dans les budgets de l'éducation ou de la santé pour rembourser des prêts de la Banque mondiale. Les droits humains prendraient ainsi le pas sur l'obligation de rembourser les prêts.

Ceux qui suivent la campagne américaine ont entendu que Bernie Sanders, actuellement en haut des sondages du parti démocrate, veut se débarrasser des milliardaires, « *tax them into oblivion* ». Ce débat est en cours au sein de la gauche américaine pour qui envisager la disparition des milliardaires n'est plus un tabou. En attendant, à l'instar des principes de Responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui imposent aux entreprises des comportements sociaux conciliant la recherche du profit et le respect des droits humains, des droits des travailleurs, des normes anti-corruption ou de l'environnement, on devrait envisager d'imposer des normes de responsabilité sociale au-delà d'un certain niveau de richesse. Il faudrait élaborer une déclaration éthique fondée sur les droits humains qui identifie les obligations des super riches à l'égard de la société, en plus évidemment de payer leurs impôts !

Peut-être faut-il réfléchir à appliquer à la richesse extrême la démarche suivie à l'encontre du racisme, pour la considérer comme un fléau. Aujourd'hui on admire la richesse extrême, on pense qu'elle fait partie de l'ordre des choses, mais le jour où on y portera un regard négatif, on pourra commencer à la déconstruire pour penser à la manière de la combattre, de l'interdire. Derrière l'extrême richesse, il y a souvent des crimes extrêmes.

JOHN CROWLEY points out that since 2014, license to work on inequalities comes from the Sustainable Development Goals. SDG 10 calls upon Member States and UNESCO in its areas of competence to work towards the reduction of inequalities. But it is a modest agenda. Not so much because the SDGs as such are modest - in fact if one goes deep into their consequences and implications they might be considered more radical than most people would think. But rather because the political consensus on which they are based, which defines the conditions within which UNESCO can act on them, is not even a reformist but a very conservative agenda. Put in simple terms, in a context of welfare capitalism as exemplified in different social models in Europe, the SDGs are a "bismarckian" agenda, meant for stopping inequalities from getting out of control, because they might threaten the international order. It is about keeping the world safe for liberal capitalism in the broad sense, combined with its more statist variants in certain countries. Of course, eliminating extreme poverty, reducing inequalities, fulfilling the multiple dimensions of the SDGs

would be quite radical, if you went to the heart of it. But this is not intended, we are merely required to keep things under control.

There is nothing wrong with the bismarckian agenda compared to some of the alternatives, but it is not about enshrining fundamental equality of rights, dignity, conditions, respect and status, it is about defining the boundaries of inequality beyond which fundamental inequalities, of status in particular, would risk becoming a threat. The argument against inequality is not for the realization of equality, it is for tempered inequality.

The case for equality

An exercise of intellectual and political archaeology would show that the traditional way of arguing against inequalities is from the perspective of equality. Reference is made to Richard Henry Tawney's book *Equality*, first published in 1931, and again in 1964 with an introduction by Richard Titmuss. Without going into the intellectual history of the British Labour party or British social democracy, it is worth noting that this book is entitled Equality, even if it contains a lot of proposals for reducing inequalities through taxation or education. Its point is to argue for equality and, as a consequence, to emphasize the need for practical policies to undermine inequalities.

Having reviewed a series of classic statements of egalitarianism from a range of writers mainly but not exclusively British in the nineteenth century, Tawney concludes: "The equality which all these thinkers emphasize as desirable is not equality of capacity or attainment but of circumstances, institutions and manner of life. The inequality that they deplore is not an inequality of personal gifts, but of the social and economic environment. Their concern is not with the biological phenomenon but with the spiritual relation and the conduct to be based on. Their view, in short, is that because men are men, social institutions, property rights and the organization of industry and the system of public health and education should be planned as far as possible to emphasize and strengthen not the class differences which divide but the common humanity which unites them."

Apart from alluding to "men being men", there are a couple of references which no one in the UN system would use today. First, few people today would define property rights as an institution to be organized for the benefit of society, because once you start regarding property rights not as sacred individual endowments but as a social institution to be organized deliberately for the benefit of all, then you qualify property rights by social justice. That is not a very radical idea, but in the last three decades it has largely dropped out of most public discourse. What was just said about some kind of ethical statement of the responsibilities of the high net-worth individuals by the mere virtue of the fact that they have excessive wealth is a qualification of property rights. Otherwise, it is not a matter of Warren Buffett and Bill Gates giving away their money, it is a matter of them having an obligation to do so, not as they wish, but as social arrangements make it desirable.

Another word that would probably not be used in contemporary discussions is that social institutions should be "planned". This is not incompatible with the SDGs agenda: you could argue that SDG 17 points at some kind of planning for the achievement of the SDGs. However, this is the Goal that is the least taken seriously in the current implementation architecture. We define 16 goals and hope that they will somehow be achieved. The idea that there is some planned infrastructure or architecture for the achievement of what the international community is committed to is regarded as being too late "20th century", perhaps even borderline. We have created a very strange world where concern for inequality is not a consequence of egalitarianism, but an alternative to it.

The second quote is from *The Future of Socialism*, a 1956 book by Anthony Crosland, a major figure of the Labour party at the time. He died in 1978 and was profoundly influential as a serious economist/sociologist, and in addition to defending a set of political positions, he provides an interesting analysis that still deserves reading, as testimony of a vanished age. No one would write such a book today. It is not that we have different answers to the same questions, it is probably that we don't even understand any more what the questions used to be. And that's where a Club such as Memoire & Avenir would

You can't be friends with someone who earns more than ten times more than you do.

have a call to conduct exercises of intellectual archaeology, if only to remind ourselves of questions we have forgotten…

One striking thing about this book is that there is a whole chapter devoted to the case for social equality. There is a lot about combating inequalities too, but as a consequence of the case for social equality. As Crosland puts it: "In fact, if we want more equality, the case for it must rest on statements largely if not entirely unrelated to economic welfare". The reason he says this is because he claims, in 1956, that the reduction of extreme wealth by progressive taxation, has been definitively achieved and no longer needs to be considered as an urgent issue. How the world has changed! We know that the extent to which progressive taxation was rolled back in the 1980s, first in the US then in other parts of the world, is one of the main reasons why a new class of billionaires as referred to earlier exist in the first place. They were literally taxed out of existence in the middle of the 20th century everywhere in the world, including in the US. Whether this was good or bad, it was a fact. And if you read Paul Krugman, this was rather good for economic growth, innovation, productivity, employment; basically every indicator of economic performance, except for inflation, was much higher at the time when the US had very high marginal tax rates than it has been since the Reagan revolution.

It is striking that John Daniel started by referring to Thomas Piketty who basically revives these arguments, on the same basis as Krugman albeit on a slightly different political perspective, and reminds us that the 1950s were probably better not just in terms of economic performance, but also of social solidarity and cohesion, perception of human progress and the ability for everyone everywhere to have hopes and dreams, however difficult the particular circumstances. These were times of intense artistic and cultural development, not hindered by high marginal tax rates.

These were not times when the rich ceased to exist, they were just part of the same society as the rest of us. Pierre Sané said polemically that beyond a certain point the super rich cease to be human. They certainly cease to be a member of the same society. There is an interesting line in George Orwell's novel *Keep the Aspidistra Flying* (1936), where his passive aggressive hero at some point says to one of his richer friends "You can't be friends with someone who earns more than ten times more than you do". The point is not whether it is true, but that it is felt to be true. You don't have to be friends with your fellow citizens, but the question is when do you cease to be a common citizen. That is a question that only 50 years ago would have been self-evident, but that we do not want to ask in the current international agenda.

Crosland continues: "Nevertheless the case for equality can still rest firmly on certain values or ethical judgments of non-economical character, on the belief that more equality, even though carrying few implications for the sum of economic satisfaction, would yet be conducive to a better society. This I believe to be so for three reasons, relating respectively to the diminution of social antagonism, to social justice and to the avoidance of social waste."

In conclusion, it is fine to be discussing inequalities, but why are we not discussing equality?

Échanges avec le public (extraits)

WOLFGANG VOLMER relève que l'économiste Esther Duflo, qui vient de recevoir le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur la lutte contre la pauvreté, particulièrement en Asie du Sud et plus spécifiquement en Inde, a identifié trois éléments, dits les trois I (idéologie, inertie et ignorance) concourant à l'échec d'actions concrètes comme les programmes de microcrédit ou de médecins et enseignants aux pieds nus. Ce constat se vérifie-t-il également dans d'autres régions ?

DEOLINDA PINTO RIBEIRO observe que Thomas Piketty attribue l'accroissement des inégalités au fait que le rendement du capital serait supérieur à la croissance économique. La solution résiderait-elle dans une plus grande participation des travailleurs à la stratégie des entreprises ? Autre question : en Afrique du Nord et dans les États arabes, on relève actuellement de

nombreux mouvements sociaux de protestation contre les inégalités. Pourquoi ne les observe-t-on pas en Afrique sub-saharienne ?

SIGRID NIEDERMAYER souligne qu'au Canada, ce sont les autochtones qui vivent dans la plus grande précarité. Leurs territoires au Nord du Canada sont exploités par des sociétés minières qui viennent souvent des États-Unis. Ils sembleraient s'affirmer depuis quelque temps pour négocier efficacement la création d'emplois pour leur communauté et la formation des travailleurs non qualifiés.

SIR JOHN DANIEL reconnaît que la situation faite aux autochtones est une tache sur l'histoire du Canada, mais les choses y ont beaucoup changé depuis une vingtaine d'années. La Cour suprême du Canada est remontée jusqu'au 16e siècle pour revisiter les traités et accords conclus avec les peuples autochtones. Grâce à ce travail, la position des peuples autochtones est désormais bien plus favorable.

PIERRE SANÉ, qui a suivi de loin les travaux d'Esther Duflo, notamment en Inde, reconnaît que l'Afrique est aussi un cimetière de projets de lutte contre la pauvreté. Il n'est pas évident que des interventions humanitaires extérieures permettent l'éradication de la pauvreté dans ces pays. Ainsi en Chine, 90 % de la population vivait en deçà du seuil de pauvreté dans les années 1970. Aujourd'hui, 99 % de la population se retrouve au-dessus, et les autorités se sont engagées à éliminer la pauvreté d'ici à deux ou trois ans. On n'obtient pas un tel résultat par le biais du microcrédit. Il faut une volonté politique et des engagements permettant de mener une politique multidimensionnelle où chaque programme, chaque investissement, comporte un volet de réduction de la pauvreté. Quant aux manifestations contre la pauvreté en Afrique, il y en a peut-être moins qu'ailleurs ; elles sont généralement déclenchées par un événement politique, mais restent nourries par un mécontentement préalable dû à la corruption, la cherté de la vie, tous facteurs liés aux inégalités. Sans signes avant-coureurs, il suffit d'une étincelle pour provoquer des manifestations, souvent violentes. Enfin, les droits des handicapés sont bien garantis par une convention des Nations Unies. Les institutions des Nations Unies font véritablement du bon travail. En Afrique, ce sont elles qui font avancer la réflexion intellectuelle et défendent les plus démunis – les réfugiés, les femmes, les enfants.

JOHN CROWLEY observe que la formule selon laquelle le rendement du capital est supérieur à la croissance économique a été présentée par Piketty comme une sorte de loi naturelle. En réalité, la rentabilité du capital est le produit d'une structure institutionnelle favorable aux rentes. Celles-ci résultent de la détention d'un capital présentant une forme de rigidité, comme c'est le cas, par exemple, pour le foncier. Mark Twain disait bien « *Buy land, they're not making it anymore* ». Ce « mode de production », selon les termes de Marx, c'est-à-dire la conjonction d'un fondement matériel et d'un cadre juridique, produit une rentabilité du capital. Et sa supériorité par rapport à la croissance économique est également le produit d'un système. L'idée de Piketty selon laquelle la seule fiscalité pourrait corriger l'ensemble des effets systémiques de ce mode de production paraît assez naïve, non seulement pour des raisons de sociologie politique (il est difficile de faire voter les riches pour des augmentations d'impôt), mais aussi pour des raisons conceptuelles. Ces résultats ne sont pas accidentels, ni le produit de choix individuels : ils sont inscrits dans des systèmes. D'où l'importance de l'utilisation du mot de « planification » dans l'ouvrage de Richard Henry Tawney *Equality*, qui sans aller jusqu'à prôner la planification autoritaire à la soviétique ou plus indicative à la française, rappelle que tous ces phénomènes ne se traitent qu'à la hauteur des structures et des systèmes qui les produisent. Pour des raisons évidentes de consensus diplomatique au sein des Nations Unies, il serait certes difficile pour l'UNESCO d'aller sur ce terrain, mais n'enfermons pas pour autant notre pensée dans des paramètres qui contraignent notre action. Pensons au-delà. Cela ouvrira la porte à toute une série de débats qui sont au cœur des sujets qui doivent nous intéresser, même en l'absence de leviers institutionnels permettant d'agir. ■

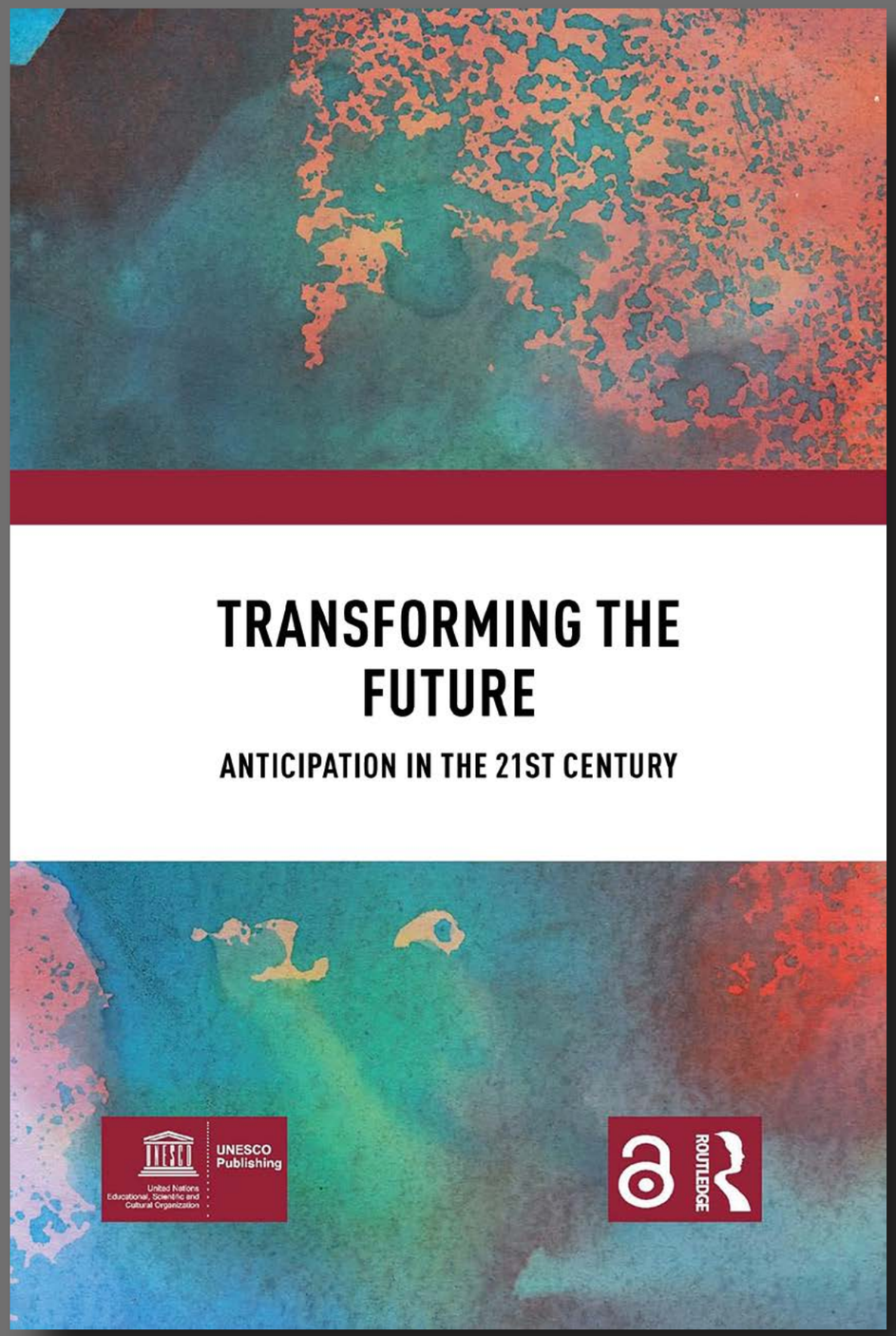
Transforming the Future

Anticipation in the 21st Century

An interview with Riel Miller, 20 February 2020

Since 2012, UNESCO has been pioneering an action-learning/action-research approach to a) discovering the diversity of anticipatory systems and processes that shape why and how people 'use-the-future'; b) co-creating local Futures Literacy capabilities; c) expanding perceptions of the present and sparking new questions of direct relevance to local actors; and d) improving the tools for diffusing and researching Futures Literacy. The Routledge/UNESCO publication *Transforming the Future: Anticipation in the 21st Century* (free download) presents key findings from this work and points to the critical role Futures Literacy plays in addressing the challenges of the 21st Century.

On this issue, the Memory & Future Club of AFUS invited **RIEL MILLER**, Head of Futures Literacy at UNESCO and the originator of the concept of Futures Literacy Laboratories, as well as one of the world's authorities on the theory and practice of using the future to change what people see and do. An accomplished keynote speaker and facilitator, he first answered a few questions related to his work before opening a free discussion with the floor.



NEDA FERRIER: You have developed the concept of Futures Literacy. Can you explain what it is, what it means?

RIEL MILLER: I began my career in Paris with the OECD in 1982, coming from the New School for Social Research in New York, where I received a PhD in Economics (in 1987). One of the things that struck me then was that the forecasts that we were producing at the OECD, which at the time were the most reputable in the world, were known to be inaccurate. Still the heads of state that were visiting the OECD presented them as something we could count on. Indeed, because at the time these forecasts could move markets, the OECD deployed a double security system for people handling these 'credible' predictions. As some will remember, in 1982, inflation was high and the economy was pretty volatile. Still people wanted to believe in the forecasts. And leaders presented these projections as true. It was then that I realized that images of the future are powerful and since people want to bet on it they will even use forecasts they know to be erroneous. That was the beginning of my effort to understand why and how we use the future. For well over thirty years now, I have been exploring this question: what is the future?

Using-the-future is a competency

Eventually this led to the concept of Futures Literacy as a capability, as I became aware that there are actually different kinds of futures. Futures that are ontologically distinct. For the most part people are unaware of these distinctions. Unaware of the different kinds of futures we end up conflating ideologies and forecasts, uncertainties and probabilities. Failing entirely to understand complexity as a state or condition, and instead thinking of it as something we can dial-up or dial-down. This has powerful consequences: if people depend on the future and don't know what kind of future they are contemplating, it seeds not only confusion but also anxiety and fear. Futures illiteracy leads to all kinds of worries, excessive ambitions to control tomorrow, inflated expectations of planning, all ways of using-the-future that are an invitation to failure and disappointment. Not to mention a profound alienation from the fundamentally complex, creative and evolutionary nature of the world we are part of.

The more I worked with governments, companies and communities to design processes to think about the future, the more I realized that 'using-the-future' is a competency. The ability to understand the different reasons and methods for imagining the future. Of course this raises the challenge of defining the different elements that make someone more or less futures literate. For this we need tools that reveal the anticipatory systems and processes that make up the constituent elements of 'using-the-future'. We need tools that make the invisible visible. Just like microscopes help us to see bacteria in a drop of water, making otherwise invisible organisms visible. Identifying the anticipatory assumptions that enable people to imagine the future provides the analytical framework that conceives Futures Literacy as an umbrella that encompasses the diversity of reasons and methods for imagining the future, all the way from forecasting and scenario planning to divination, all different approaches to imagining the future.

NEDA FERRIER: You say that Futures Literacy is a capability. Is it accessible to everyone? How is this capability relevant for development? How might being 'futures literate' contribute to people's efforts to improve their lives?

RIEL MILLER: Absolutely, it is accessible to everyone. This is because the root or source of Futures Literacy is a fundamental attribute of all life. Single celled organisms, trees, cats and obviously humans, all deploy anticipatory systems and processes. People use these systems and processes all the time, to cross the street or make bets. Through learning-by-doing, meaning getting people to actually engage with their anticipatory systems, the cultivation of Futures Literacy is accessible to all.

As for development, the key contribution of Futures Literacy is that it enables a more effective relationship between human agency and complexity. This advance reflects a few things that happened in the scientific world, first of all a better understanding of complexity as a

fundamental condition (not more or less) in a creative universe, and second the elaboration of new conceptual foundations for human agency as proposed by the capability approach of Amartya Sen and Martha Nussbaum. This has enabled new ways of thinking about the relationship between capability and freedom, or human agency in a complex, creative universe. Such developments in the social sciences have coincided with changes in our aspirations, our desire to respect and foster diversity, to deploy tools that facilitate access and interaction, all of which puts even greater emphasis on the need to create and negotiate shared meaning.

Which is why Futures Literacy, the capacity to more fully understand why and how to imagine the future, is a key practical ingredient for living in today's world. When you are able to appreciate that the future can be imagined for different reasons and in different ways, that complexity and fundamental uncertainty are basic conditions of existence in this universe, then you are in a better position to reduce anxiety about the future, appreciate novelty, and understand the fears and hopes that inform trust and common cause. And because everyone "uses-the-future" all the time, the best way to learn about Futures Literacy is by doing – meaning engaging in structured action learning activities.

This is the design premise for the 70+ Futures Literacy Laboratories co-created by UNESCO since 2012. These custom, co-designed events are real laboratories, structured experiential processes that enable participants to experiment with 'using-the-future'. Futures Literacy Labs are a way to introduce people to the fact that they can imagine the future on the basis of their own assumptions rather than ones they have borrowed from the past or somewhere else. These Labs cultivate people's Futures Literacy by creating a set of distinct contexts for practicing, playing with the imaginary future. Like learning how to read and write, practice helps.

Turning the imaginable into the probable

The design principles that shape the co-creation of Futures Literacy laboratories emerged from my role as an architect of processes for thinking about the future. I started testing different designs beginning in 1988 when I was responsible for a project in Ontario called Vision 2000 – an effort to think about the future of the community college system. In my role as designer of processes for thinking about the future I quickly realized that most of the time the expectation of Governments, NGOs, corporations, etc. is that when we think about the future we are going to look into trends, models, predictions. So that is where Futures Literacy Labs start, with exercises that invite people to make their implicit models and forecasts explicit. Once they do that, they begin to realize that their images of the future are relatively weak and not very convincing. This is not particularly surprising given that few people exercise their imagination or pay much attention to the specific narrative and analytical frames they use to invent their descriptions of imaginary tomorrows. Which is why Futures Literacy Labs are designed to give participants an opportunity to build their awareness of why and how to imagine the future.

The more I tested processes designed to reveal the different reasons and methods for imaging the future, the more I realized that it was possible to diversify the anticipatory systems and processes being used to generate plans, hopes, fears and, more generally, perceptions of the world around us. Along the way I gradually became a professional futurist. I joined the boards of the Association of the Professional Futurists and the World Futures Studies Federation. I served, and continue to serve, on the editorial boards of a number of the main academic journals in the Futures Studies field. During this time one of the things I realized was that most reports providing images of the future ended up sitting on shelves. In other words, after a lot of effort coming up with scenarios or forecasts, the impact seemed rather modest. Given the importance of the future, particularly setting goals for planning, this didn't seem to make much sense. And yet, gradually it became clear that the 'problem' was what was being expected of a futures exercise. As is always the case, defining achievement requires a metric, a way to measure or determine if the expected result has been realized or not. In the case of images of the future, the metrics were related to planning or setting targets and roadmaps for getting to the imagined future. Turning the imaginable into the probable. This expectation does not sit well with the formal position of most professional futurists who constantly remind clients and the public that the future cannot be predicted. Indeed most forecasts of complex systems are not convincing enough to get people to place bets or make plans. No wonder futures exercises disappoint if the expectation is that somehow, contrary to what we know about our universe, we will discover 'the future' or 'futures' – desirable or undesirable – that can be engineered to happen.

As it turns out, everything in this universe, on different time scales, is complex, fundamentally open and creative, characterized by being unknowable in advance. Of course, this does not stop us from anticipating the future on the basis of a set of assumptions that simplify and reduce the world to models and parameters that are complicated rather than complex. We do this all the time, indeed in order to come to this talk you used the future and made a series of assumptions about the future in order to select a mode of transport, show up at a specific time, etc. However, once we take an anticipatory systems perspective it becomes clear that using the future 'for the future' is not the only way to exploit our amazing capacity to imagine. Anticipation for emergence offers other reasons and methods for imagining the future. This other approach to imagining the future offers a way to embrace uncertainty by realizing that the so far unfamiliar phenomena that are continuously emerging in our creative universe, and upending best laid plans, are easier to sense and make sense of when we are not fixated on planning the future.

Futures Literacy, by diversifying the reasons and methods for imaging the future, enables people to become more comfortable with complexity, more confident that novelty – the expression of fundamental uncertainty – can be a resource rather than a threat. That spontaneity and improvisation, nourished by experimentation and change, can allow us to reconcile human agency with complexity. Instead of trying to be masters of the universe, the colonizers of tomorrow, engineers of what will be, we walk on two legs, anticipation for the future AND for emergence.

Futures Literacy, by diversifying the reasons and methods for imaging the future, enables people to become more comfortable with complexity, more confident that novelty – the expression of fundamental uncertainty – can be a resource rather than a threat. That spontaneity and improvisation, nourished by experimentation and change, can allow us to reconcile human agency with complexity. Instead of trying to be masters of the universe, the colonizers of tomorrow, engineers of what will be, we walk on two legs, anticipation for the future AND for emergence. Plus, the good news is that Futures Literacy Labs are designed to give participants a first feel of what it is like to 'walk on two legs'. The Labs use learning by doing as a way to develop Futures Literacy as a competency that allows people to see and act in different ways.

NEDA FERRIER: Having designed and organized more than 70 Futures Literacy Laboratories in 25 different countries, do you have an assessment at this stage of their effectiveness and their impact? Have you been able to build a community of practice around them?

RIEL MILLER: It has been a shoestring operation, but it resonates and spreads. For example, we ran an All Africa Futures Forum UNESCO event in collaboration with the Millenium Project in South Africa a few years ago and on that occasion we ran a basic learning-by-doing Futures Literacy Laboratory. Following this, Aidan Eyakuze, who is the author of one of the 14 case studies presented in *Transforming the Future, Anticipation in the 21st Century*, organized a series of Futures Literacy Labs using Futures Literacy tools to prepare the 2015 general election

in Tanzania. Another example, also a case study in the book, involved running Labs in four different cities in Manabí, a province on the coast of Ecuador. Another case study presents work undertaken between 2013 and 2017 in Norway where the Ministry of Innovation and Technology organized several sectoral labs using the Futures Literacy approach to engage in policy learning and policy development. I should also mention that one of our first Future Literacy Laboratories held here at UNESCO was on the future of research in cultural heritage preservation. It was a European Commission project aimed at developing a Strategic Research Agenda for the field of cultural heritage, with a horizon of 10–20 years. Participants made it clear that the Lab played a key role in reformulating their strategic agenda.

A diversity of anticipatory systems

Futures Literacy Labs are only one tool amongst many that facilitate the exploration of anticipatory systems and processes or what we call the competency of Futures Literacy. Other techniques, from historical review of 'past futures' to narrative analysis of myths, offer ways to research and understand the frames of our imagination. What makes Futures Literacy Laboratories attractive is that the design principles that shape the actual processes undertaken on the ground have been extensively field tested and have a proven track record of efficiently and effectively cultivating capacity. Labs are a relatively low-cost methodology for engaging in both research and learning related to locally authentic and meaningful anticipatory systems and processes. Of course, there are different degrees of sophistication and cost in the design and implementation of Futures Literacy Labs. Indeed, much of our current work is focused on refining the design principles, manuals and playbooks for diffusion, but also the relevant evaluation and research frameworks. After all, the study and application of Futures Literacy and the diversity of underlying anticipatory systems and processes is a relatively new field.

In this regard it is worth pointing out that it was only a bit over a decade ago that I became aware of the work of Robert Rosen, a mathematical biologist who published a book in 1985 that proposed a theory of living organisms as "anticipatory systems". Once you begin to think of life as a relational, dynamic concept, you realize that there are anticipatory systems in all life forms. A protozoa in a Petri dish will move towards sugar to survive. When a tree loses its leaves, a cat waits for a mouse, a baby cries for food, these are all fundamental manifestations of anticipatory systems and processes in living systems. Constitutive aspects of life, but also fundamental attributes of consciousness (expectations, feelings of fear, hope, happiness) are related to these anticipatory processes. It is on this basis that Futures Literacy is defined as the ability to understand and deploy anticipatory systems and processes.

Research into Futures Literacy and the vast range of underlying anticipatory systems and processes is now gaining speed. The fact that we were able in the last few years to establish 11 new UNESCO chairs is indicative of the interest the field is generating. At present, we are developing ten more chairs, in China, Russia, Kenya, Austria, etc. This is a clear sign of the resonance of UNESCO's work as a global laboratory of ideas around Futures Literacy and anticipatory systems. Through on the ground activities like Futures Literacy Labs UNESCO is catalyzing innovation at a practical level. Through our action-research all around the world, with many different organizations, we are co-creating knowledge with powerful knock-on effects. For example, yesterday I was in Rabat demonstrating the functioning of a Futures Literacy Lab at ISESCO. Now they are keen to collaborate with UNESCO to launch a whole series of Future Literacy Labs over the next year throughout the Islamic world.

To address your question about development directly, let me underscore that UNESCO's work in the field is creating tangible opportunities to experiment with innovative approaches to implementing the "Senian" idea of capability as the key to development. Cultivating Futures Literacy takes on this challenge directly by enabling communities to diversify why and how they imagine their own futures. For example, last year, at a Futures Literacy Lab in Rwanda with 120 university students, it became evident during Phase 1 of the Lab, that the initial image of the future – the one that was easiest for participants to describe when they were asked to imagine Rwanda in 2040 – was that of "Wakanda", a fictional country created by Marvel Comics and home to the superhero Black Panther. This powerful image of the future was created by Hollywood, it is a techno-modern utopia, 'politically correct' from a mass-market cinema perspective, with fantastic fashions, really exciting. Yet when I asked the students at the end of Phase 1 of the Lab how they felt about the image they had come up with they told me that they felt a sense of despair. Since they did not see how they could ever make Wakanda happen. This image of the future not only locked them into a version of agency that looked like a recipe for failure – the feeling of being inadequate to climb the mountain of this technotopia. But it was also quite clearly someone else's idea of the future, not home grown.

The question becomes how to collaborate with people in ways that co-create situations for cultivating their imagination? How to get beyond the images that arise from someone else's frames as well as the images that arise from the expectation that we should be able to impose today's ideas on tomorrow: colonized images for colonizing tomorrow. What approaches might create the conditions in which people feel invited and able to uncover their own narrative traditions, their own history of imagining the future? What are the design principles for processes that foster an awareness of the different underlying storytelling conventions, the structure of the stories from mythology and culture? What kinds of learning processes, such as collective intelligence knowledge creation tools, facilitate the negotiation of shared meanings around the origins of the images of the future that people use? How to make sense of the power of these images? And what about the ability to connect imagined futures to actual situations?

Understanding why and how we imagine the future

Of course, it is perfectly natural to imagine the future in terms of imitation and convergence. But at a certain point you come to the realization that to become yourself it is not enough to imitate big brother or big sister, to converge and catch-up to the adults. At some point you need to think of who you are in your own context. This means being able to not only imagine different futures but also see that experimentation, experience, and uncertainty are rich but unplanned sources of becoming and being. It also helps to realize that the futures we imagine shape our expectations and that our expectations determine what we fear and hope for. Lacking an understanding of why and how we imagine the future it is not surprising that it is often difficult to find meaning in life. As Karl Popper put it, this is "poverty of imagination" and it is a condition that is closely associated with conflict, war, despair and anger. Hence, you can see why Futures Literacy is a central issue for UNESCO.

NEDA FERRIER: Through this field work, the Futures Literacy concept is therefore empowering people, particularly in the developing world, to anchor development in their own history, their own context. On a more strategic level, how do you use future thinking and Futures Literacy in advising governments and designing policies?

RIEL MILLER: If you accept that we live in a complex emergent universe, and that we can't predict the future, what do we do? How do we respond to the climate crisis, and species extinction, when we must act now? This is an issue which has to do with both humility and morality, and the agency related to it. I was always unhappy with the idea of structuring human agency with the justification that the ends justify the means. "We know best and will tell you what to do, we will save you and the planet". What is the alternative? In my view, a response to these questions has at least two components. One is to live my values now. To not justify my current acts in the name of the future, but by finding opportunities to express those values in the present. From this point of view my legacy is not some brilliant plan for the preservation of species, which may or may not make sense 20, 50 or 100 years from now. My legacy is how I have acted to change my relationship to the world in the present. Attempting to impose the future as I see it now on

the next generation is a colonial position. The second and related component, one that depends on being more futures literate, involves enhancing our capacity to detect and invent opportunities in the present. For example, if I want to express my desire to reduce current rates of species extinction then I must be able to see the potential of the present in a different way. To not be locked into futures that depend on the continuity of the intrinsic alienation and exploitation that are built into current systems and practices.

Learning to walk on the two legs of Futures Literacy taps into some very basic aspects of awareness or perception of both the world and our role in it. Right now, the dominant mindset takes a rather strange approach to time – it imagines immortality and eternity, as if time stopped. Think of Peter Pan and Frankenstein, eternal youth, eternal life. This point-of-view, this way of denying time, does not respect the end of things. We avoid imagining futures in which people die and organizations like nation-states, corporations or cities decline, become diminished, even vanish. When things end, die or fade away, rather than it being seen as a defeat, a terrible catastrophe, an indication of failure, what if we could understand that it is actually a gift: the creation of compost for the next generation. Reality is circular, evolutionary. If we can't integrate the end of things into our thinking, we are basically at odds with the way the universe functions.

Of course we still make bets all the time. Nobody says to eliminate bets and the entire structure of thinking that goes around betting. But why bias our betting towards immortality and control of the future? Such bets are heavy with defensiveness and obsessed by the need for certainty. So we build pyramids, fortresses and impose repetition of past versions of success on future generations. Why constrain our ability to perceive the world by fearing change, over-investment in path dependency, and resistance to things ending? Our world is incredibly creative. Constant experimentation, purposeful and combinatorial, generates novelty, emergent phenomena, often with no name, unknowable in advance. What did the word 'google' mean 20 years ago? We make it so much harder to perceive novelty if our imagination is constrained to extrapolating the past into the future, with a focus on preserving the past and imposing our will on the future through managerial expertise and technocratic knowledge. This is a key aspect of 'poverty of the imagination' it weakens our ability to observe and appreciate the potential of what is going on around us.

In large part this effort to understand anticipation has to do with how we relate to transformation. UNESCO is an old-fashioned organization, rooted in a highly teleological perspective – the Universal Declaration of Human Rights includes full employment. The SDGs imagine the future in terms of industrial-era achievements and definitions of well-being. If I am consistent with my position about things ending and being renewed, ways of doing things do not need to last forever and our big challenge is to invent new ways of doing things and to be open to the opportunities, the strengths and weaknesses of the world around us. Thus, the idea of perpetual dominance stops making sense. Things go up, go down or decline because other things grow up. This is a birth and death perspective on transformation. It is about adaptation and genuine resilience that includes discontinuity. It is also about humility and generosity. Might our gift to future generations be a greater willingness to become compost, to be their fertilizer, to not live forever? This way of thinking about transformation and change depends on being able to alter the way we use the future – to become futures literate.

Open discussion (in French and English alternatively)

LOLA POGGI-GOUJON (Conseil international du cinéma, de la télévision et de la communication Audiovisuelle, CICT) : Comment concilier la vision du futur qui par essence est individuelle et subjective avec la nécessité de l'inscrire dans un cadre ? Je me souviens encore de mes premières expériences sur le terrain, où je me retrouvais systématiquement entravée dans mon action dès lors qu'il s'agissait de projets financés par la Banque mondiale, laquelle dans ses ajustements structurels mettait justement en œuvre sa propre vision du futur. Et d'où provient l'expression « Future literacy », comment ce néologisme a-t-il été forgé? Comme l'écrit Umberto Ecco dans *Le nom de la rose*, Stat rosa pristina nomine : La rose d'antan subsiste par son nom !

RIEL MILLER : Ces projets sont souvent fondés sur un modèle de rattrapage qui pour moi est non historique, car il repose sur une construction factice du passé. Tous les historiens vous diront que les changements d'époque ne sont pas compris par les contemporains. Notre façon, très impérialiste, d'assurer la reproduction du pouvoir en l'appuyant sur un récit fabriqué mais rassurant du passé, est à l'origine des entraves que vous évoquez. De fait, ce qu'on pourrait faire sur le terrain, ce serait de cultiver les outils, les compétences et les réseaux qui peuvent à terme représenter une alternative, une autre vision. Nous travaillons actuellement en Afrique et ailleurs sur la manière de décoloniser la pensée et mesurons à quel point c'est difficile. Quant aux mots que nous employons, pour imaginer un avenir qui n'existe pas, il faut des mots, des concepts. Souvent dans les ateliers, j'observe que les gens retombent vite dans d'anciens paradigmes car notre langage est lié à notre identité et à notre envie de certitude. C'est un piège. Et le problème se pose dans toutes les langues comme je le constate avec la traduction de mon ouvrage, car comment transcrire exactement des mots, certes un peu inventés et déformés, mais qui sont des outils puissants pour traiter les questions qui nous interrogent ? Très souvent dans nos laboratoires, je comprends que nous sommes sur la bonne voie quand on me dit que les mots manquent pour exprimer la pensée.

JEAN-PIERRE BOYER (ancien Secrétaire général de la Commission nationale française pour l'UNESCO) : Quelle est selon vous la place de la prospective à l'intérieur de l'UNESCO ? A l'époque où j'étais secrétaire de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt-et-unième siècle, dite Commission Delors, nous travaillions sur un rapport qui se voulait prospectif. Plus tard, dans un groupe de travail présidé par Michel Agnaieff, alors Président de la Commission canadienne, nous avons beaucoup insisté sur la fonction prospective de l'UNESCO, qui devait être centrale. Nous estimions que chaque secteur devait être orienté vers une vision prospective, avec une coordination d'ensemble. Actuellement, la prospective semble concentrée au sein du Secteur des sciences sociales. Comment se fait la coordination et comment l'UNESCO peut-elle être prospective de manière convaincante dans tous ses domaines de compétence ?

RIEL MILLER : Personne ici ne s'étonnera de l'opacité des décision organisationnelles dans la maison. Quant à l'approche sectorielle, dès mon arrivée à l'UNESCO, lorsque la Directrice générale m'a demandé d'aider à changer la manière de penser le futur dans notre institution, on m'a conseillé d'aller voir les sous-directeurs généraux. J'ai simplement proposé d'aider à intégrer le futur dans leurs programmes, d'en maîtriser les outils, mais vous ne serez pas surpris d'apprendre que je n'ai pas trouvé de répondant, ni au Siège ni hors Siège. Depuis, je travaille exclusivement avec des partenaires et des financements extérieurs. Pourtant, pas plus tard que la semaine dernière, j'ai organisé pour un de nos collègues un laboratoire sur le Futur des conséquences de l'esclavage qui a été un succès. On est venu m'en remercier, alors que l'offre était disponible depuis plus de sept ans !

Il y a une tradition française de la prospective nourrie par les travaux de Gaston Berger, Michel Godet, Bertrand de Jouvenel, également liée à la réflexion philosophique de penseurs comme Edgar Morin. La prospective menée dans le cadre de France Stratégie par exemple, mais aussi dans les entreprises et les ONG reste très voisine de la vision de l'OCDE en ce qu'elle s'intègre dans une démarche de planification. Pour Gaston Berger, regarder l'avenir devrait perturber notre idée du présent. En même temps, il comparait nos civilisations à une voiture qui roulait de plus en plus vite la nuit sur une route inconnue et dont les phares devaient porter de plus en plus loin. Ces deux propositions me paraissent contradictoires, mais la réalité nous contraint à les prendre toutes les deux en compte.

Demander à l'UNESCO, à l'OCDE ou à des gouvernements d'utiliser l'approche prospective dominante pour prévoir et planifier n'est

pas bienvenu en toutes circonstances. Il est heureux que tout le monde ne soit pas preneur d'une prospective exclusivement orientée sur la prévision et l'action, si appréhender l'avenir, c'est agir pour coloniser demain, et si on investit dans des exercices de prévision majeurs mobilisant des experts en nombre pour produire des rapports qui restent sur les étagères. Cela n'est pas compatible avec l'adoption d'une approche du type Littératie des Futurs.

MARIE-CLAUDE MACHON HONORÉ (Présidente du Comité de liaison ONG-UNESCO): Décoloniser la pensée me paraît un concept intéressant, c'est en effet une question de mots. Il n'est que de penser à la novlangue dont Orwell avait fait, dans *1984*, un instrument de domination intellectuelle. Ne pourrait-on mener les observations nécessaires à la prospective à partir de situations concrètes, dans les régions, comme le font les ONG sur le terrain ?

RIEL MILLER : Un de nos défis majeurs est en effet l'authenticité. Les gens se rendent compte parfois, comme dans l'exemple de l'atelier au Rwanda, que leur pensée a été colonisée à leur insu. Or notre démarche consiste principalement à leur permettre de se faire leur propre idée du futur. Je propose toujours de commencer par un questionnement permettant de créer un contexte de créativité et d'ouverture. Au Sierra Leone, avec des jeunes, nous avons démarré un laboratoire par des chants, des danses, des libations aux ancêtres. Il n'y pas de modèle unique, chaque contexte est différent. Je comprends qu'il puisse être gênant pour des collègues soucieux d'efficacité et désireux de tenir leurs objectifs budgétaires et de publication de s'engager dans un processus qui réclame en amont un énorme investissement de production de connaissance par la voie de l'intelligence collective. Mais un processus authentique ne saurait se réduire à des objectifs fixés à l'avance : c'est un cheminement, un apprentissage. Chacun doit tracer son propre parcours. Cela nous impose de travailler ensemble à élaborer des principes de design qui ne sont pas fondés sur l'ingénierie du passé.

PATRICK GALLAUD (Vice-président de l'AAFU) : Nous avons publié dans notre magazine Lien un dossier sur le changement climatique. Notre idée était d'adopter une vision de départ positive. Or il s'est révélé difficile d'obtenir des contributions positives des secteurs concernés, qui collaborent au sein de la plateforme intersectorielle sur le climat. Comment peut-on parler d'avenir à des jeunes dans une situation aussi préoccupante ? Le GIEC, qui se réunit dans quelques jours à l'UNESCO, n'aura sans doute pas de bonnes nouvelles à donner.

RIEL MILLER : C'est un sujet sur lequel je travaille essentiellement avec des partenaires extérieurs. Ma réponse est que nous vivons dans une incertitude fondamentale et qu'il est important de considérer cela comme positif. Si nous voulons être immortels et perpétuer nos civilisations pour l'éternité, alors oui, les nouvelles sont préoccupantes. Mais si nous considérons, hors de toute idéologie, que notre planète nous envoie un message, qu'il y a peut-être un problème fondamental dans notre manière d'habiter le monde, et que nous devons repenser notre rapport à l'univers qui nous entoure, ainsi qu'à notre commencement et à notre fin, alors nous pouvons commencer à travailler sur les constructions mentales hiérarchiques, déterministes et réductionnistes qui nous aliènent, les remplacer par ce que nous savons de la complexité du monde, diversifier notre façon d'être. Dominer notre anxiété face à l'incertitude nous évite de nous retrancher dans une attitude défensive qui nous entraîne à ériger des murailles et des citadelles, à nous enfermer dans des pièges.

La littératie des futurs est une invitation à repenser comment vivre sur cette terre. Ce ne sera pas forcément mieux : apprendre à lire et écrire peut servir à déclarer la guerre comme à écrire des poèmes d'amour. Mais c'est une compétence qui peut nous aider à trouver du sens dans le monde autour de nous, dès maintenant, et cela profitera au futur.

JOSIANE TAILLEFER (Vice-Présidente de l'AAFU) : Croyez-vous vraiment que l'on puisse penser l'avenir quand on n'est pas capable de tirer les leçons du passé ?

RIEL MILLER : La sagesse n'a plus beaucoup de valeur dans notre société, et nous avons du mal à intégrer les leçons du passé dans le présent. Il faut changer notre approche pour la rendre compatible avec la complexité, l'émergence, la nouveauté, la spécificité. Notre époque nous porte aux généralités, aux produits de masse : nous nous faisons une idée générale du succès, du statut, alors que notre vie est composée de moments spécifiques en temps et espace, uniques et éphémères. La quête permanente de réalisations durables et de masse nous prive fondamentalement de l'essentiel de notre expérience. Cela nous empêche d'apprécier le monde autour de nous et ses immenses richesses. Il est absurde de vouloir homogénéiser et réduire les différences, qui sont à l'origine de la créativité et de l'évolution. Dans la diversité, il y aura beaucoup d'échecs, des expériences qui ne serviront à rien, et c'est tant mieux, car il faut beaucoup d'exubérance, d'expériences, de gaspillage même pour faire la richesse de la vie.

MALCOLM HADLEY: Each of us have favorite authors who have written about the future: in the English language we have Karl Marx, Aldous Huxley, H.G. Wells, etc. Do you have a favorite author? And why?

RIEL MILLER: I certainly read science fiction! I was struck as an adolescent by a book by Robert Heinlein on the story of a man who woke up in a woman's body. Quite a reorientation of perspective! There was also Greg Bear's novel *Darwin's Radio* which is on genetic adaptation: he imagines that the human species in order to survive has to significantly change the way it functions organically. All of a sudden children are born around the world that can learn in no time 20 to 30 languages, change color, and communicate in better ways.
As they are different, they end up being killed… I like books that tell us about using our imagination in ways which disorient and alter our perception of the world. And for me fundamentally that is what using the future is about. All future thinking is fiction. We are very accustomed to narrative structures with beginnings and ends, this limits our ability to imagine. So I am not endorsing literature in its current form, but there are some writers and artists that inspire us to break out of the mold.

PS – Covid-19 illustrates, as if we needed another demonstration, that we can prepare but not control. Effective improvisation and spontaneity depend on highly demanding preparation – but not a plan for every circumstance. Catastrophic events also bring to the forefront questions about the vulnerability (non-diversified) of existing systems and the opportunities that destruction (the end of certain things) creates. Might this be the moment to rethink the relationship between trust and physical interaction in order to take advantage of digital tools that allow us to organize work for life instead of life for work? (See: *Trying to know what we do not know: the heterarchical murmuration learning intensive society*, Miller, 2016). ■

Sustaining multilateralism①

Urging the U.S. to re-engage with UNESCO

An interview with Aaron Benavot, 14 January 2021

The US suspended funding of UNESCO in 2011 following the acceptance by the UNESCO General Conference of Palestine as a member, and formally withdrew in 2017.

In November 2020, following the US presidential election, the Comparative and International Education Society (CIES) issued a statement approved by its Board of Directors urging the incoming Biden/Harris administration « to rejoin UNESCO and to re-engage in all areas of the Organization's expertise, including cultural heritage, education, lifelong learning, information/communication and science ».

At the time of this interview, just a few days after the inauguration of the Biden-Harris administration, the return of the US to the Paris Climate Agreement and the World Health Organization had already been announced. In addition, the EU had launched a new EU Transatlantic Agenda. Numerous US based organizations were urging the new administration to rejoin UNESCO. This inspired the Memory & Future Club to conduct a series of interviews with US academics and experts.

A first video interview was conducted by **ALEXANDRA DRAXLER**, former education specialist at UNESCO, with **AARON BENAVOT**, Professor of Global Education Policy at the School of Education of the University at Albany, part of the State University of New York, to review the history of UNESCO's relationship with the USA, mutual benefits of a positive relationship and possible paths for renewed collaboration. Aaron Benavot spent some 8 years at UNESCO as a senior analyst and then Director of the Global Education Monitoring Report.

Following the Covid-19 crisis, the Memory & Future Club's discussions were videoconferenced and broadcast on video. The full intervew is available through this link: ***https://youtu.be/beelU4mVw1A***

The United States has been both an enthusiastic supporter and long-standing critic of UNESCO since its creation. Its support for programmes that align with its bi-lateral development policies has been strong. It has also been critical of what it viewed as poor management decisions and the politicization of certain decisions of the General Conference. As a result the US suspended funding three times since 1974, withdrawing from the Organization twice, and re-negotiated its contribution to UNESCO's budget downwards before returning after the first withdrawal.

Responding to questions, Dr. Benavot began by providing an overview of the significance of UNESCO as the host to the Global Education Monitoring Report, a unique twenty-year old multi-stakeholder initiative with the objective embedded in its title. Although published by UNESCO and housed at its Headquarters, it is editorially independent - with its own Advisory Board - and funded almost exclusively by external, mainly governmental, sources. Research and data collection are commissioned and contributed by individuals and institutions around the world. This combination gives the GEM report strong global legitimacy and has helped to consolidate a far-flung community of people committed to universal quality and inclusive education.

Benavot then described the CIES (one of more than forty-five societies participating in the World Council of Comparative Education Societies – WCCES – which is an NGO accredited by UNESCO). CIES is the oldest and largest of these societies, founded in 1956 with more than three thousand members. It has been influential in the development of the international comparative education community made up of scholars, policy analysts, students and practitioners. CIES members, individually and collectively, have been deeply involved with UNESCO over the years as participants, advisors or consultants to the Organization or as holders of UNESCO Chairs, for example. As a community of scholars and practitioners, CIES sees itself as aligned to many of UNESCO's goals and activities and has consistently supported US engagement with UNESCO. Two past presidents of CIES are currently involved with the Futures of Education Commission (Karen Mundy as a member of the Commission and Noah Sobe as a senior project officer). The CIES statement is addressed to the Biden/Harris administration and urges it to rejoin and re-engage with UNESCO. Other education-related organizations also support US re-engagement with UNESCO, including the World Council of Comparative Education Societies (WCCES), the Global Campaign for Education, and the UN Foundation.

Asked if he felt that education could serve as a unifying force to re-engage and reinforce US support for multilateralism, given the threats to multilateralism from a number of quarters, Dr Benavot replied that the general population of the US had not historically seen multilateralism to be a high priority. There is strong support in some quarters among politicians, scholars and academics. World Heritage sites, both in the US and among US travelers, have name recognition and support. A deeper problem is that part of the political class in the USA has gone soft on multilateralism, and it is the political leaders and policy analysts who can keep support alive. It is important to engage them.

Asked to identify key areas that might attract the interest and commitment of the professional education community in the future, Dr Benavot pointed to two.

An opportunity for cross-border collaborative research

First, there is the strong role played by UNESCO in formulating education-related targets and indicators in the Sustainable Development Goals (SDGs). The current education agenda is the broadest, most holistic education and development agenda ever conceived. There are tremendous opportunities to support countries' commitments to education. While the Education for All (EFA) agenda was narrower in scope, focused on the universalization of primary education, gender parity and adult literacy, the SDGs are learner and learning-centered, with broad ambitions for quality lifelong learning. US researchers have much to contribute, including by helping to identify both the potential for and obstacles to this comprehensive and holistic set of goals and targets. The academic community, including that of the US, has a real

opportunity here for cross-border collaborative research and the advancement of knowledge.

The second key area, Dr. Benavot pointed out, was the impact of the COVID pandemic. UNESCO quickly realized in early 2020 that it needed to organize a coalition of interested stakeholders, first to describe the disruption of education and learning, and then to analyze the inequalities that would be created or exacerbated as a result. COVID has had a huge negative impact in terms of access, continuity, equity and quality of learning. It has also opened up spaces for innovation and institutional change, such as rethinking examinations or traditional forms of pedagogy. There are immense possibilities for the US research community to contribute to countries' efforts to improve educational opportunity by bringing knowledge and expertise to bear on these new challenges.

The response to the COVID pandemic is therefore twofold: immediate and longer-term. The global nature of the pandemic means that the government, researchers and the general public in the United States have much to learn from other countries in the global North and South. There is also much to learn from experience with education in emergency situations (war, natural disasters). So the creative forces that come together in emergencies are relevant in a variety of situations, including in the US.

In conclusion, Dr. Benavot pointed out, some might say that trying to get the US to rejoin UNESCO is complex, much more so than, for example, returning to WHO. There is a long and contentious history behind the issues underlying US pressure on UNESCO. However, any member state of the UN can apply to become a member of the UN or one of its agencies, regardless of the dues it pays. The US remained a member of UNESCO for several years after its most recent suspension of funding in 2011. The first stage of re-engagement could be to return to the status quo ante without immediately resolving the issue of past and future dues. This could be quietly negotiated later.

The current Director General, Ms Azoulay, has been politically astute in dealing with some of the most contentious issues. UNESCO's financial house is in order, despite a reduced budget; the organization of the Secretariat seems satisfactory. There is little reason for the US to stay away, and we can hope that people of good faith can agree that re-engagement should take place and would benefit all parties. ■

Sustaining multilateralism②

Urging the US to re-engage with UNESCO

Interview with Dr Judith Eaton, 23 January 2021

The announcement of the results of the US elections in November 2020 had generated new hopes for the return of the US to multilateral organizations, including UNESCO. This inspired the Memory & Future Club to conduct a series of interviews with US academics and experts.

This second interview was conducted with **DR JUDITH EATON**, President Emeritus of the Council for Higher Education Accreditation (CHEA) by **STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ**, former Head of Higher Education in UNESCO.

The full video interview is available through this link: ***https://youtu.be/UcNATMAy1xs***

As President of the Council for Higher Education Accreditation, Dr Eaton has been an active expert collaborator of UNESCO for over 20 years. In her view, the United States retains two unusual features in its higher education and quality assurance systems. First, the US higher education community is highly decentralized and diverse with thousands of self-governing institutions as opposed to an overarching national system. Second, the term 'accreditation' is used when referring to quality assurance in the United States. However, the term 'accreditation' in the US means what 'quality assurance' means in many other countries, i.e., maintaining quality and improving quality.

Dr Eaton led the Council for Higher Education Accreditation (CHEA) for 23 years as the only national non-governmental organization in the US that is devoted solely to quality assurance and accreditation. As a key part of its work, CHEA launched the Council for Higher Education Accreditation International Quality Group in 2012 (CHEA/CIQG) in which UNESCO was continuously represented.

This international arm of CHEA engaged with UNESCO on a number of valuable joint projects. For example, the two organizations shared work on fraudulent providers of higher education, often referred to as 'degree mills'. This resulted in an enhanced awareness about degree mills in a number of countries as well as further development of tools to protect students from fraudulent providers in higher education. Working with various experts from governments around the world, joint publications were issued with UNESCO to help develop legislation to protect students. A major project on combating academic corruption and promoting integrity in higher education was undertaken, working with UNESCO/IIEP.

In addition, CHEA developed a set of international quality principles, making a commitment to a shared pursuit of quality and quality improvement across countries in the future. The principles were endorsed by dozens of countries around the world. At the same time, CHEA and UNESCO focused on activities on alternative credentials for workforce certificates and badges which proved to be useful, especially in an era of digital credentials.

A vital link with the international higher education community

According to Dr Eaton, there are a number of ways in which the US has benefited from work with UNESCO over the years. UNESCO has been a vital link for US policy makers and practitioners with the international higher education community. The UNESCO-US relationship has been a valuable opportunity for the US to share and test its practices in an international context. US experts were able to build partnerships, whether related to student exchanges, sharing research results, teaching and learning, and answering the important question of "What is quality?" in higher education. Dr Eaton is convinced that, thanks to the international sharing of knowledge within the UNESCO context, US practices continue to be enriched and improved.

As described by Dr Eaton, the United States being part of UNESCO was a signal of the strength and value of the multilateral organization to many US higher education institutions and associations, as well as the US government. Similarly, the US brought to UNESCO the benefit of valuable experience, especially in quality assurance. The US accreditation effort is more than 100 years old and probably the oldest formalization of quality assurance in higher education in the world. Thus it provided a model for other countries. In turn, the US learned from its own mistakes over the years by comparing their model to international experiences. UNESCO provided a forum for dialogue for these valuable exchanges.

Dr Eaton was asked whether she saw a role for the US in contributing to the targets of the SDGs in higher education, particularly SDG 4. This goal aims to "ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong opportunities for all" and, unlike the 2005 EFA goals, gives higher education a prominent role, calling on the international community to ensure equal access to affordable quality higher education for all by 2030.

Dr Eaton strongly agreed that there is a role for the US, recalling a former colleague who spoke about the future work of UNESCO in higher education. The colleague described "social accountability" as the primary

responsibility of higher education. The SDGs provide a framework for action for this accountability.

Dr Eaton emphasized that, at the time of the interview (January, 2021), the United States was going through a very challenging period not only in its politics, but also with social issues around race, social justice, equity, equality and diversity. The commitment to social accountability and the targets promoted by the SDGs, particularly SDG 4, can be of enormous assistance as the United States seeks to address these challenges. Dr Eaton believes that we can all work together to advance a social accountability agenda for higher education.

The following question to Dr Eaton related to the forthcoming third UNESCO World Conference in Higher Education scheduled for fall 2021. The Agenda 2030 will be the overall framework of the conference but focus will also be placed on the disruption caused by the Covid-19 pandemic and innovative ways to respond to it. Anticipated post-pandemic challenges for higher education and quality assurance were also the subject of a series of CHEA webinars during spring 2020, and Dr Eaton was asked about the main take-aways from these webinars and how they might contribute to UNESCO's global agenda for the future of higher education.

In her response, Dr Eaton emphasized that she had vivid memories of the 2009 2nd World Conference on Higher Education (WCHE). At the 2009 WCHE, the first lady of the United States, Jill Biden, presented at that conference giving an interesting speech about US higher education and especially about community colleges. The community college concept has been important to a number of countries around the world for picking up some of the ideas and applying it to individual societies. Talking about the forthcoming conference, Dr Eaton expressed hope that, after the COVID lock-downs, it will be possible to attend the UNESCO World Conference in person.

Reflecting on the webinars, she underlined that there were three topics she hoped that the Conference would address. From her perspective, of special interest is how quality assurance can provide leadership with regard to academic freedom and institutional autonomy. Dr Eaton believes that each is essential to the other. It is very hard to have academic freedom without institutional autonomy and institutional autonomy has the obligation to preserve and protect academic freedom.

A second area that was covered in the webinars was the need for continued and possibly even greater creativity and flexibility in higher education and quality assurance responding to the pandemic. Dr Eaton expressed her admiration for higher education and quality assurance in many countries for their quick and innovative reaction to keep education moving for millions of students despite the pandemic. That flexibility and creativity need to be sustained and further developed in the future. Both will be needed in the post-pandemic era to support colleges and universities around the world as they attempt to do the best they can, specifically through the expanded role of digital learning.

A third issue that emerged from the webinars focused on the nature of future communication within the international community of higher education and quality assurance. Are we going to continue to rely extensively on remote connection? It has been effective in dealing with COVID-driven lockdowns and limited travel. Will we return to our extensive travel and in-person conferences as a key form of communication? Will it be a mix of both? Above all, we need to sustain a high level of engagement with each other.

In ending the interview, Dr Eaton reiterated that there was a lot of interest in the US higher education and quality assurance communities for international engagement. Talking to colleagues on her side of the Atlantic, Dr Eaton believes that they would welcome re-engagement with UNESCO just as they are welcoming some of the immediate changes in Washington D.C. with a new administration and the relaxing of some of the restrictions on international travel and international student exchanges. In the US, UNESCO is perceived as central to international engagement in higher education. There is a lot of hope that the new administration will begin to renew the US participation in UNESCO. ■

Pour un renouveau du multilatéralisme③

Vers un nouveau consensus ?

Un entretien avec Lakhdar Brahimi, 12 février 2021

Le Club Mémoire & Avenir avait prévu de consacrer, début 2020, un débat à la crise que traversait le système multilatéral en son 75e anniversaire. Prévu pour le 18 mars, ce débat a été empêché par l'irruption de la pandémie virale de Covid-19. Les mesures sanitaires tenant le Club durablement éloigné des salles de réunion à l'UNESCO, ses travaux ont dès lors pris la forme d'entretiens vidéo, largement diffusés sur les réseaux sociaux et sur le site internet de l'AAFU. **GEORGES KUTUKDJIAN**, Président de l'AAFU, s'est entretenu sur la question avec **LAKHDAR BRAHIMI**, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Algérie et Représentant du Secrétaire général de l'ONU, qui s'est illustré dans de nombreuses missions de conciliation en Afrique, en Afghanistan, en Iraq et plus récemment en Syrie. L'entretien a été résumé pour Lien par Neda Ferrier.

L'intégralité de l'entretien vidéo est disponible, pour le voir suivez ce lien : ***https://youtu.be/rdxIOyzFtfQ***

Conçues au milieu de la Seconde Guerre mondiale pour combattre le marasme économique et les violences des années 30 et pour surmonter l'échec de la Société des Nations, les Nations Unies ont vu le jour en 1945 dans un monde transformé, où les rapports de force avaient radicalement changé. Elles n'en seront pas moins, après la guerre, à l'origine d'une floraison d'institutions internationales, dont l'UNESCO, et de textes fondamentaux pour les relations internationales comme la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948). Mais bientôt la guerre froide, les soubresauts de la décolonisation et les conflits régionaux multiplieront les tensions et entraveront dans une certaine mesure les avancées de cette coopération.

Cependant, pour **LAKHDAR BRAHIMI** dont la carrière coïncide à ses débuts avec l'affirmation incontestée du rôle des Nations Unies en matière de paix et de sécurité internationales, « la guerre froide s'est aussi accompagnée d'un regain d'intérêt pour les Nations Unies, dont les enceintes ménageaient des espaces de négociation permettant aux deux blocs antagonistes de réduire les tensions, et même d'éviter une déflagration mondiale lors de la crise des missiles à Cuba en 1962 ».

Dans le même temps, l'ONU et les institutions spécialisées sont passées, en l'espace de quelques décennies, d'environ 50 à plus de 190 États membres. La plupart de ces nouveaux pays, que l'on disait naguère du Tiers Monde, se déclarent « non-alignés ». La première conférence des Pays non-alignés s'est tenue à Belgrade en 1961. Elle faisait suite à la Conférence de Bandung de 1955 où s'étaient affirmées d'autres conceptions des relations multilatérales que celles dominées par l'URSS, les États-Unis ou les pays occidentaux. Les pays non-alignés mettaient leur foi dans l'Organisation des Nations Unies, où tous les pays sont égaux, du moins en principe.

En 1992, Boutros Boutros-Ghali parvient à la tête de l'ONU au moment où, avec la fin de la guerre froide, les Nations Unies vont enfin pouvoir donner toute leur mesure. De nombreux conflits, en Namibie, au Liban, au Cambodge, en Amérique centrale trouvent leur solution. Au Caire, à Istanbul, Copenhague ou Beijing, se succèdent de grandes conférences mondiales aux enjeux planétaires - l'environnement, le développement, l'émancipation des femmes.

Mais pour certains, considère Lakhdar Brahimi, la guerre froide s'était terminée comme un conflit de haute intensité, sur une victoire totale d'une partie sur l'autre. On a donc assisté dans le même temps à l'émergence d'une superpuissance unique, voire de « l'hyperpuissance ». Mais cette situation n'a pas duré : rapidement contestée, elle a pris fin en 2003, avec l'invasion de l'Iraq. Le monde est alors entré dans une période de transition très longue, marquée par la recherche d'un nouvel équilibre, ainsi que par l'extraordinaire montée en puissance de la Chine dans les domaines économique, militaire et politique. « Nous y sommes toujours », précise-t-il.

Réformer le système

Interrogé sur l'opportunité de réformer les structures onusiennes, et notamment le Conseil de sécurité, afin de mieux refléter les nouveaux rapports de force internationaux, Lakhdar Brahimi, qui mena jadis cette réflexion pour le Secrétaire général de l'ONU, estime que sa complexité est telle et les divisions entre États si irréconciliables qu'il est probable qu'elle n'aura jamais lieu. Il préconise en revanche de porter à six ou sept ans le mandat du Secrétaire général, un mandat unique non renouvelable qui l'affranchirait de la nécessité d'œuvrer à sa réélection. Cela lui permettrait d'user de la prérogative que lui confère l'article 99 de la Charte des Nations Unies d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger la paix et la sécurité internationales, et de jouer ainsi le rôle politique qui lui revient. Cette disposition n'a pratiquement jamais été appliquée.

Autre axe de réformes, les opérations de maintien de la paix constituent l'activité la plus importante et la plus largement reconnue des Nations Unies, puisque les casques bleus ont reçu le Prix Nobel de la Paix en 1988. Lakhdar Brahimi a conduit en 2000 les travaux d'un premier groupe d'études sur les opérations de paix des Nations Unies dont le rapport, qui porte son nom, a été endossé par les États membres lors du Sommet de Millénaire.

Aujourd'hui, on est confronté à des acteurs non étatiques, et ce ne sont plus deux parties qui se font face, mais une multiplicité d'intervenants. On envoie une mission de maintien de la paix là où il n'y pas de paix à maintenir.

Interrogé sur le « Rapport Brahimi », l'ancien Représentant du Secrétaire général rappelle que ce travail été engagé à la suite de grands échecs du maintien de la paix dans les années 1990, à savoir le génocide du Rwanda et le massacre de Srebrenica en Bosnie

Le Département du maintien de la paix avait été créé sous le mandat de Boutros Boutros-Ghali en 1992. En 1996, à son départ, il se disait dans les couloirs de l'ONU que la création de ce département était une erreur car, au Rwanda comme en Bosnie, les Nations Unies n'avaient pas pu maintenir la paix malgré leur présence sur le terrain. Cette réflexion a été engagée pour répondre aux faiblesses des Nations Unies face à ces événements.

Le rapport a été bien reçu. À sa seconde mission en Afghanistan immédiatement après ce rapport, Lakhdar Brahimi s'est attaché à en appliquer les mesures. Ce n'était pas facile et malgré ses efforts, il reconnaît n'y être pas parvenu totalement.

« Le maintien de la paix des Nations Unies a beaucoup évolué », ajoute-t-il. Depuis le Cachemire, la Palestine, à la fin des années 1940, les choses ont changé. Auparavant, on avait affaire à des États qui faisaient appel aux Nations Unies pour les aider dans l'application d'accords conclus entre eux. Aujourd'hui, on est confronté à des acteurs non étatiques, et ce ne sont plus deux parties qui se font face, mais une multiplicité d'intervenants. On envoie une mission de maintien de la paix là où il n'y pas de paix à maintenir. C'est aussi insaisissable que de retenir de l'eau dans sa main. Il serait d'ailleurs préférable d'appeler ces missions autrement.

Un nouveau consensus sur la coopération multilatérale

Il n'y a pas deux conflits qui se ressemblent, on ne peut pas légiférer de manière générale, ni se passer d'un soutien fort du Conseil de sécurité et des pays voisins. Prenez l'exemple de l'Afghanistan. Si les pays voisins, et aussi les grandes puissances, ne sont pas fortement engagés dans le processus de paix, ne lui prêtent pas un soutien constant sur le long terme, celui-ci restera sans effet. Des missions de six mois sont inutiles. Comme au Congo, par exemple, un pays désormais plongé dans une instabilité permanente. L'ONU y fait un travail extraordinaire et utile, en sauvant des vies et en permettant aux gens de souffler. Mais si des feux se déclarent d'un bout à l'autre du pays, il est très difficile pour le système pompier de les éteindre tous.

Sur un autre registre, la pandémie de Covid-19 a été marquée, du moins à ses débuts, par une défaillance du multilatéralisme. Certains y ont vu la fin de la gouvernance mondiale d'après 1945 quand d'autres ont trouvé que cette crise sanitaire avait donné lieu à un rééquilibrage des forces multilatérales en fonction de nouveaux rapports de forces.

Lakhdar Brahimi veut y voir un excellent rappel d'une réalité dont on parlait depuis des décennies : le village global. Aujourd'hui, les nations du monde doivent répondre à cette réalité. Ce village global doit être gouverné différemment. C'est dans cet esprit qu'il a rejoint les Global Elders, un groupe de leaders internationaux fondé par Nelson Mandela pour promouvoir la résolution pacifique des conflits dans le monde. L'idée de Mandela était de considérer le monde comme un grand village africain, doté d'un « Conseil des Sages ». Ce groupe vient de publier un rapport plaidant pour un renouveau du multilatéralisme dans « le monde après le Covid-19 ». Il y appelle les défenseurs du multilatéralisme à développer « un nouveau consensus sur la coopération multilatérale ».

La pandémie, ajoute Lakhdar Brahimi, nous rappelle surtout qu'il n'y aura pas de solution sans solution pour tous. Ériger des murs est inutile, il faut s'organiser autrement, œuvrer au développement de la planète entière. Et il n'est pas de ceux qui considèrent que tout doit reposer sur les épaules des pays riches. En dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord, chaque pays est responsable de son destin. Il lui appartient de fournir les efforts nécessaires à son développement. ■

WHEC 2022 UNESCO World Higher Education Conference

The 2022 World Conference on Higher Education

An African Perspective

Peter Okebukola & Stamenka Uvalić-Trumbić, 24 February 2021

Based on UNESCO's Constitution, as a means for promoting the intellectual solidarity of humankind, higher education was at the heart of UNESCO's mandate ever since the 2nd General Conference (Mexico, 1947). Indeed, UNESCO remains until this day the only intergovernmental organization that has an explicit mandate for higher education.

A new focus was given to this programme through the World Conferences on Higher Education. The first World Conference in 1998 underlined higher education as a public good and promoted the imperative of access. The second World Conference in 2009 looked at the new dynamics in higher education, massification, diversification and quality. The third World Conference on Higher Education, to be held in Barcelona, Spain, will have the 2030 Agenda for Development as its overall framework, with a special focus on challenges posed by the global disruptions created by the Covid-19 pandemic.

PETER OKEBUKOLA, Professor at the Lagos State University in Nigeria - the first African to win the UNESCO Kalinga Prize for the Popularization of Science (1992) - participated in both previous conferences. In this interview conducted by **STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ**, former Head of the Higher Education Section, he gives his perspective on the expectations of the African continent for this event, underlining the increasingly important role of multilateralism in today's world.

The full video interview is available through this link: ***https://youtu.be/NyQLwmk47nY***

STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ: Despite the fact that we're talking about the 3rd World Conference on Higher Education, I know that your association with UNESCO goes far back into the last century. You were among the youngest winners of the Kalinga Prize* for the popularization of science in 1992. Could you tell us a little bit more about this particular event?

PETER OKEBUKOLA: The UNESCO Kalinga Prize is the oldest prize established by UNESCO in 1952 and I was the first African to receive it in the 42-year history of UNESCO, and in the 40-year history of the prize. I was recognized for my contributions to the teaching methodology that has attracted many more students, especially girls, to science. I consider it a great honor for Africa and for me personally. Incidentally, about three years ago the Director-General of UNESCO agreed that I should be part of the UNESCO Kalinga Prize jury, whose members select who wins the Prize. The Kalinga Prize is populated by laureates who were Nobel Prize winners and again I'm honored to be part of that elite group.

STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ: Let's focus on higher education and the world conferences that UNESCO organized. The first one was in 1998, and one of the spin-offs of this world conference was the creation of GUNI - the Global University Network for Innovation**. You are the president of GUNI-Africa. How did this impact your work in Nigeria and in Africa in general? Is it still going on?

PETER OKEBUKOLA: I'm excited that GUNI came up as a spin-off of the resolution from the 1998 World Conference on Higher Education. GUNI-Africa is the African chapter of the Global University Network for Innovation headquartered in Barcelona. We have spared no efforts in ensuring that we take full advantage of the impetus which GUNI presented to encourage innovative practices for universities in Africa. GUNI-Africa is pursuing three lines of work. First, we are stimulating innovative practices in research in all higher education disciplines that will solve challenges or problems facing humanity but especially Africa. A second main line is focused on innovative practices for ensuring quality in higher education in Africa. The quality of education in Africa like in other parts of the world has some blights and we are trying to promote better quality. Africa has the highest growth rate in terms of enrollment in higher education but beyond numbers, beyond quantity, quality should be at the front of the agenda. Third, in face of the huge numbers of students wanting to come into higher education, and the intention to increase higher education participation rates in Africa, on the one side, and the resources for ensuring quality on the other, we need partnerships and collaboration with other countries so we can learn lessons from other practices and embed them into our work.

STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ: This leads us directly into the second World Conference on Higher Education in 2009 in Paris where the internationalization of quality assurance was high on the agenda, due to the fast developments in that particular field since the beginning of the Millenium. Your role at the conference was very significant because we organized a special roundtable on Africa and you were the rapporteur general. UNESCO also issued a special Communiqué for Africa. What were the implications and the impact of this Conference and the Communiqué on Africa? Was there any follow-up?

PETER OKEBUKOLA: The Conference was a landmark event that brought together higher education stakeholders from all over the world. We adopted a number of resolutions. As for Africa, my answer is quite straightforward. Not all of the resolutions were put into practice for multiple reasons. The major ones that were implemented had to do with improving access to higher education in Africa as well as sustaining quality. This was a follow-up to the World Conference resolutions that we shared with ministers of education and heads of state and government in Africa. These resolutions led governments in Africa to encourage the establishment of more institutions, especially private higher education institutions. These started gradually around the year 2000 and then picked up after the 2009 World Conference, driven largely by the resolutions and the encouragement UNESCO gave to the governments in Africa. This led to increasing access as more private providers offered higher education. As I said earlier, two major issues for Africa were widening access to higher education and ensuring quality at the same time. We had to put a lot of energy in the establishment of national quality assurance agencies. Inspiration came from the World Conference to strengthen quality assurance in higher education. Another resolution of the World Conference led to the establishment and strengthening of the Pan-African University. The Pan-African University has been established and is developing well in several locations in Africa. Let me conclude by thanking UNESCO and the 2009 World Conference for helping to improve higher education in Africa.

** https://www.unesco.org/en/prizes/popularization-science*
*** https://www.guninetwork.org/*

We need to increase access to higher education in Africa. There are several dimensions to that. One is for the government to make many more places available for those who are eligible to enroll in universities. The other is to encourage stakeholders in higher education to work with the government to set up private universities or private higher education institutions.

STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ: You said that one of the 2009 World Conference resolutions promoted setting up private universities in Africa as a means of enlarging and widening access to higher education. However, we in UNESCO, and I know that you share this view, perceive higher education as a public good. Is the privatization of higher education a positive thing?

PETER OKEBUKOLA: I will look at it through a different lens. We say we need to increase access to higher education in Africa. There are several dimensions to that. One is for the government to make many more places available for those who are eligible to enroll in universities. The other is to encourage stakeholders in higher education to work with the government to set up private universities or private higher education institutions. I hold the view that education should be a public good but that the costs of providing it should be shared. UNESCO has stipulated that basic education should be compulsory and free, if I remember the UNESCO Jomtien Conference. As far as higher education is concerned, most people in Africa maintain the view, both in and outside of government, that higher education should not be completely free. Free tuition can be maintained but the other services, such as accommodation, or food can be borne by the student or the parent. Private higher education in Africa is a scheme to improve access and is offered to those who can afford it. UNESCO is right to refer to higher education as a public good, but the operational privatization of higher education is happening because of the special circumstances in which we find ourselves.

STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ: This brings us to the upcoming Third World Conference on Higher Education. The world has changed in many ways. We have the SDGs, the 2015 UN Sustainable Development Goals which finally recognize higher education as an important element of development. The issues that are being discussed now are social justice, equity and the third mission of the university. We are also in an emergency situation caused by the pandemic. The third World Conference will have as a general framework the SDG Agenda 2030 for education. There will be a special focus on the disruptions caused by the Covid-19 pandemic. What are your views on this conference? What will it bring to Nigeria or what do you think is important to be discussed at this conference?

PETER OKEBUKOLA: We in Nigeria, and I think all of us in Africa, are looking forward to this conference, and to all the issues that you have raised. We have signed on to the SDGs and these goals are important for development in Nigeria and in the other 53 African countries, as they are for the rest of the world. Of course,

higher education applies to all SDGs, not just goal 4. In terms of our agenda for Africa, we are interested in sharing what can support higher education in Africa, in learning from what has happened elsewhere and comparing it with our own experiences, including the impact of Covid-19 on higher education. We want to learn from what has happened with SDGs and higher education elsewhere, what the challenges are and how to overcome those challenges. We will probably come to the conclusion that there are tensions all over the world.

Let me give the example of Nigeria. We have ethnic tensions and terrorism but higher education has a role to play. The National Universities Commission of Nigeria has been working on this to see how courses or programmes can help educate people and raise public awareness about peace and conflict resolution. We want to be able to share these experiences at the World Conference. We also want to learn how others are using new tools for quality assurance in higher education in this post-pandemic environment. In a recent webinar organized by the Council for Higher Education Accreditation we shared experiences on conducting virtual accreditation site visits, what tools are important for delivering open and distance learning, and how to improve quality in a blended learning environment. I am currently Chair of the Council of the largest university in Africa in terms of enrollment, the National Open University of Nigeria. The University has nearly six hundred thousand students and during the pandemic we developed some new methods and techniques of delivering our open and distance learning that we would like to share with others at the World Conference. As we live in a world of tensions of different kinds, we also want to explore the role that higher education can play in building a better world.

STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ: In our exchanges on the impact of the pandemic on higher education systems, we concluded that similar experiences are being shared around the world and are no more specific to one region than another. However, the issue of the digital divide is one that remains. Is there anything about the digital divide that is relevant to Africa? Another issue specific to Africa is mobile phones which provide better access to learning than the internet and computers. Do you think different modes of delivery will be used in the future?

PETER OKEBUKOLA: In Africa we have challenges with the digital divide in terms of access to the internet, especially in rural communities. There is also the issue of poverty, which is higher in Africa than in a number of other regions. Attention is being paid to narrowing this gap. Actors from Europe and North America are supporting Africa with certain technologies that will help provide electricity and improve access to the internet. Technology is pervasive and is getting into the hands of teachers and more and more into the hands of our students. Recent studies show that about 60 percent of secondary level students in Nigeria, whether in rural or urban areas, have cell phones, and about a third of those have internet enabled mobile devices. As a result, they have access to Facebook posts with courses, as well as YouTube and Wikipedia which they can use for free to access resources on various topics, including science.

STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ: The European Union is helping higher education in Africa in significant ways as are bilateral donors and partnerships. Do you think that multilateralism still has an important role to play for Africa in the future?

PETER OKEBUKOLA: We live together on this planet and what happens to America or in Paris affects us in Lagos. Multilateralism is important and it's going to be a major factor in Africa's development for several decades to come. I would like to appreciate the efforts of Europe in supporting African higher education. The EU has been very supportive of our higher education agenda. We have an 'African Agenda 2063: The Africa We Want'*. The Africa we want is a land where we're prosperous, a land where there's peace driven by science and technology and education in general. The EU supporting us is helpful. All other regions or agencies that support us will add more value. ■

*** *https://au.int/en/agenda2063/overview*

Monitoring the 4th Sustainable Development Goal on Education (SDG 4)

An interview with Manos Antoninis, 2 avril 2021

At the request of the AFUS Memory & Future Club, **MANOS ANTONINIS** was interviewed on 11 April 2021 by **ALEXANDRA DRAXLER** for a podcast made available online both by AFUS and the Geneva-based researcher network NORRAG. Antoninis is an economist and the Director of the Global Education Monitoring Report (GEM report). The influential report, which is coming up to its 20th anniversary, is housed at UNESCO. It has multilateral financial support, is independently governed and is a reference for analysis and data on education worldwide. This is a brief summary of the video interview, moderated and summarized for LINK by Alexandra Draxler.

The complete video interview is available through this link:
https://youtu.be/2sqRClcfRyA

The conversation came at a watershed time for development. The first third of the time to achieve the ambitious Sustainable Development Goals has lapsed. The COVID pandemic has seen schools shuttered or partially closed on a scale never seen since schooling began. The SDGs are at the same time acutely and urgently pertinent, and also in danger of being somewhat sidelined by day-to-day emergencies. Multilateralism is under pressure, including in the field of education. Antoninis' remarks can be grouped around four main themes.

Progress to date towards the SDGs

The SDGs are both worthy and aspirational. Still, it is important to set a level of ambition that is a good stretch but does not impose targets that are unachievable. The first five years constituted a somewhat slow start on monitoring progress. Recent initiatives by the GEM report with the UNESCO Institute for Statistics (UIS) to engage regional organizations with the Technical Cooperation Group on SDG 4 indicators set up by UIS are helping to deliver on the commitment to set benchmarks. This includes reviewing accountability to help propose a narrative at the national and international levels of how to move towards the goals. However, some targets, notably those related to the environment, rely on self-reporting by governments for monitoring and are difficult not only to quantify but also to verify.

The role of data in strengthening the development agenda for advancing education quality and access

The GEM Report does not produce data on education, but it is a primary user of data, including that gathered by UIS. It is active in working on how to develop methodologies for using multiple sources in dynamic and compatible ways and to push thinking in directions where different and new data can help shed light on needs and policies. Some examples of new initiatives are: using household survey data to produce new estimates on completion rates; work on measuring the achievement of proficiency in reading and mathematics; and approaches to equity and data on financing the provision of education.

Non-state actors in education, the topic of the forthcoming GEM Report

The report is due to be launched in December. The theme generates strong feelings on the side of proponents and detractors and can be highly controversial: the GEM Report's objective is to stay on the facts. For the first time, the GEM Report has broadened the research work by issuing an open call for background papers that will increase the diversity of contributions. Interestingly, the 2023 report will be on technology and will both continue and add to the theme of non-state actors. The GEM Report has also introduced regional thematic reports that shape the dialogue by drilling down to the regional level. For the forthcoming report, the regional focus is on South Asia, the one most characterized by activities of non-state providers.

Sustainable development goals and prioritization

COVID may have changed the education landscape in ways we have yet to fully understand. The over-used word "crisis" does seem to be particularly apt at the current time as data trickles in with indications that we may be in a much more difficult situation than we realize.

There are on-going discussions about how to improve the global education architecture. The question that must be asked is whether these discussions are about education in general or about aid to education. Aid to education for low-income countries is not necessarily the best umbrella for the discussion, because many countries do not receive aid and both middle-income and high-income countries have much to contribute to a broad policy dialogue on the global education architecture.

Fundamentally, the SDG agenda has two legs: poverty reduction and the environment. Identifying how far countries are behind on walking on these two legs is an overarching priority. In education, there is some controversy about the prioritization of universal primary enrollment. Is education best developed in a lopsided way with most of the effort going into one segment of the system? This cannot be the only way to look at systems. But there's also little scope for building broader skills in society if young people don't acquire the most basic skills.

Quality should be the priority for the global education architecture.

While we should not be unrealistic about the progress we can make, quality should be the priority for the global education architecture.

When it comes to climate change, education is not just about adapting the curriculum, but about engaging countries and their societies to question their assumptions about the kind of education they provide. Climate change is a more universal concern. We need to interrogate the link between knowledge, attitudes and behaviors and the conundrum of education systems responses. As a result, we need to think more about how to bring to the table the people who have the most power to change. We lack sufficient mechanisms to engage all stakeholders and find better levers for change.

On the issue of increased spending, it is important to recognize that more spending improves outcomes for the poorest countries, if absorption capacity allows. Beyond a certain threshold, the relationship between more spending and better outcomes is less clear. In the GEM Report we have tried to disentangle to some extent the relationship between spending on education and the percentage of GDP devoted to education, in order to look at the countries that are failing in both areas. The GEM Report's new collaboration with the World Bank on a new publication *Education Finance Watch* attempts to fill some gaps and will continue to explore how countries can spend more but also aim for equity. ■

Artificial Intelligence: The New Frontier of Ethics

Dafna Feinholz & Maksim Karliuk, 6 August 2021

Since the 1950s, the term “artificial intelligence” (AI) has been used to describe machines that can perform routine tasks, as well as so-called learning machines. Over time, AI has become a common feature of our daily lives. It has been particularly invaluable during the recent pandemic. AI algorithms are now capable of reasoning, analysis, problem-solving and even creativity that surpasses that of the human mind. They intervene in the processing of masses of data, but also in the choice of the news we consult, the music we listen to, the decisions we make. They are becoming an increasingly valuable source of information for medical professionals, legal experts and scientists. These developments have a significant impact on the future of education, science, culture, and communication, aligning closely with UNESCO’s core mandate.

The profound influence of AI and the extent of its social, political and cultural repercussions give rise to numerous concerns pertaining to the potential for misuse, including fraud and crime, hate speech and discrimination, misinformation, invasion of privacy, and fear of unemployment.

While many governments and organizations, including the European Commission, the OECD, ITU and WHO, have expressed concerns about the ethical implications of AI, UNESCO has been developing important expert networks since the 1970s. These include the World Commission on the Ethics of Scientific Knowledge and Technology (COMEST) and the Global Ethics Observatory (GEObs), as well as international instruments such as the Universal Declaration on Bioethics and Human Rights (2005), the Declaration of Ethical Principles in Relation to Climate Change (2017), or the Recommendation on Science and Scientific Researchers (2017), to assist Member States in establishing reasoned policies on ethical issues concerning science and technology.

Already involved in the follow-up to the World Summit on the Information Society (WSIS) for the implementation of major orientations concerning the ethical dimensions of the information society, UNESCO has taken the lead, within the United Nations System, on issues related to the ethics of artificial intelligence. As a result, an Intergovernmental Committee of technical and legal experts met in April and June 2021 to consider a draft Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence (AI).

This text was adopted by Member States at the 41st session of the General Conference in November 2021 and became the first global standard-setting instrument in this field. This success was due in large part to the work of the team of the Bioethics and Ethics of Science Section of UNESCO's Social and Human Sciences Sector. Prior to that, the Chief of this Section, **DAFNA FEINHOLZ**, and **MAKSIM KARLIUK**, a program specialist, kindly answered questions for the Memory & Future Club from their former colleague **FREDERICK (RUSS) RUSSEL-RIVAOLLAN**, political scientist and AFUS member.

The complete video interview is available through this link:
https://youtu.be/F-3XZVUESdw

RUSS RUSSELL-RIVOALLAN: Could you set the stage as to why such a Recommendation is important in today's world?

DAFNA FEINHOLZ: It is evident that artificial intelligence (AI) is influencing various aspects of our lives. The use of AI in decision-making raises ethical questions, particularly in areas where the outcome could have a significant impact on the future of humanity. This includes healthcare, the judicial system, financial transactions and educational rankings.

The use of AI for decision-making is not a new phenomenon. A further cause for concern is that it is causing an anthropological turnover. The advent of AI is not only a technological change, but it is also transforming the social fabric of society, the way we interact with each other, and the way we learn. From a UNESCO perspective, further examples of how AI impacts our everyday life include its use in the fields of art and creativity, as well as in the context of apps such as Spotify or those used for reproducing artworks. In the domain of communication, AI has had a significant impact, particularly in the context of misinformation, disinformation and hate speech, as well as the formation of echo chambers. These influences impact how individuals perceive the world and interact with each other. There are numerous instances that could be referenced.

The Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence (AI) is of significant importance as it is the only text that will have a truly global reach. There are numerous regional and national initiatives that have established frameworks for addressing this issue, which provides a solid foundation for further progress. These initiatives represent initial efforts to address the ethical challenges associated with AI. However, there is a requirement for a global framework that can address the ethical issues surrounding artificial intelligence. While there are a number of regional and national initiatives in place, these have been developed in response to the needs and concerns of a limited number of parties. As the only global organization with 194 Member States, UNESCO is uniquely positioned to address these issues on a global scale.

A further point to bear in mind is that this Recommendation is the only one to include the Global South in any meaningful way. It is crucial to bear this in mind, given that the majority of other initiatives originate from countries in the Northern Hemisphere. Furthermore, it is essential to acknowledge that this Recommendation is the only one that is genuinely addressing the ethical implications of AI. Other initiatives tend to be more narrowly focused on policy making or driven by economic interests. However, the UNESCO Recommendation, while considering economic aspects and perspectives, also incorporates labor market considerations, with ethics as the foundation.

UNESCO is the only UN agency that has ethics in its mandate, and we have a very long track record of establishing normative instruments in this area, for example: the Universal Declaration on the Human Genome and Human Rights (1997); the International Declaration on Human Genetic Data (2003); the Universal Declaration on Bioethics and Human Rights (2005); the Declaration of Ethical Principles in relation to Climate Change (2017); and the Recommendation on Science and Scientific Researchers (2017).

If adopted, the Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence (AI) will represent a significant addition to the aforementioned normative instruments, enabling the global community to address these challenges from an ethical standpoint.

The Recommendation offers several key advantages over other initiatives in the field. It goes beyond prescribing a set of principles to include a comprehensive set of values that provide the foundation for the development of concrete principles. Furthermore, it provides a detailed explanation of how these values and principles can be translated into tangible policy actions, offering guidance for both Member States and the private sector. It also includes a process of reporting every four years for Member States, as well as a specific set of tools that are currently being developed to assist them in its implementation. One is an Ethical Impact Assessment, and the other is a Readiness Methodology to ascertain a country's capacity to implement this technology and embrace it from a variety of perspectives, including technological, cultural and social. Given the varying levels of

internet access across countries, from those with limited access to those with high levels of advancement, it is essential to have a comprehensive Recommendation that can cater to all.

The draft Recommendation places significant emphasis on environmental considerations. Typically, discussions about the ethics of artificial intelligence focus on its potential to address climate change and environmental issues. It is important to consider the environmental impact of AI and the devices that facilitate its use, particularly in relation to data collection and storage. The current approach may be causing significant harm to the environment. The document was developed with a gender perspective and is oriented towards transformation. Cultural diversity was also taken into account.

Inclusiveness was a key factor from the outset. Civil society organizations and experts were involved in all aspects of impact assessment and policy development.

RUSS RUSSELL-RIVOALLAN: I would like to discuss the elaboration of the document, and especially the consultations that took place over the past few years. Specifically, how were Member States and other participants and civil society organizations involved in the process of coming to where we are today? How accepting was everybody about UNESCO's approach to elaborate such a document?

MAKSIM KARLIUK: The process was highly inclusive and involved input from a wide range of stakeholders. In 2019, the General Conference adopted a resolution to develop this document as a normative text. This resolution was based on the work already undertaken by the World Commission on the Ethics of Scientific Knowledge and Technology (COMEST). Subsequently, an ad hoc Expert Group was constituted by the Director-General, comprising experts from a range of cultural backgrounds and all geographical regions. The Group included leading scientists and professionals with extensive knowledge of the technological and medical aspects of artificial intelligence, and was tasked with preparing the first draft. The team commenced work on the project at a challenging time, with the onset of the pandemic placing significant pressure on both them and UNESCO to develop the text. As we are aware, technological advancement is a continuous process. The global pandemic has demonstrated how the use of AI has increased exponentially, becoming an integral part of our daily lives. This brought into stark relief the difficulties being encountered and the issues that require urgent attention from the general public.

A highly inclusive process

Following the adoption of the initial draft by the ad hoc Expert Group, a comprehensive consultation process was initiated at the global and regional levels, as well as through online channels. A variety of stakeholders were engaged, including young people and the private sector, among others. The inclusive consultation process yielded approximately 50,000 comments from a diverse range of stakeholders. These comments were then assessed, analyzed and integrated into the draft text. The consultation process was conducted during the summer of 2021. Subsequently, the ad hoc Expert Group updated the text, which was then submitted to the Member States for their comments, which were also incorporated.

It should be noted that the process was led by the Social and Human Sciences Sector, but involved all other sectors of UNESCO. This was because the document addresses all fields of competence of the Organization. A significant amount of time was dedicated to online meetings with our colleagues and focal points from each sector. These meetings enabled us to integrate their comments into the draft before it was submitted to the Member States.

The intergovernmental negotiations that followed were lengthy and arduous, and attracted considerable attention. All 194 Member States had their own interests and concerns that they wanted reflected, sometimes even outside of the core substance of the document. Ultimately, under the guidance of the Chair of the Intergovernmental Meeting and the Chair of the Bureau, with the assistance of the Secretariat, the robust original content was successfully retained in this Recommendation. If adopted, it will deliver significant and beneficial results, which we highly anticipate and strongly believe are necessary.

RUSS RUSSELL-RIVOALLAN: What about the value of UNESCO as a convener, as a moderator of ideas, and the power of multilateralism to build such a document? You mention that despite or because of intense negotiations, a solid and substantive document was maintained. From a multilateral perspective, how engaging was this kind of an operation, bringing Member States and other key stakeholders together and adding value to UNESCO's core mandate in the area of science and technology and especially the ethics of science and technology?

DAFNA FEINHOLZ: It is worth noting that the entire UN system played a pivotal role in the consultation process. This was conducted on an individual basis and through the High-Level Committee on Programmes (HLCP). They were consulted and expressed their support for UNESCO's work. The HLCP has established a Working Group on AI at the level of the Chief Executives Board for Coordination (CEB), which will be co-led by UNESCO and the International Telecommunication Union (ITU). This is a significant outcome of the consultation process, as it positions UNESCO as a key convener of Member States to address these issues, particularly from an ethical standpoint. The ITU addresses technical issues related to AI but does not address social, ethical, or cultural aspects. UNESCO's role will be to provide additional support and input to this work in these domains.

Furthermore, I would like to reiterate Maksim's description of the consultation process. It was truly a saga. This was the first virtual intergovernmental meeting. It was previously thought that such negotiations could not be conducted virtually. The use of technology proved to be beneficial. WhatsApp groups were used as an alternative to the corridor discussions that typically occur in hallways and lobbies. They were employed for discussions between and among Member States and other stakeholders.

The Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence is of significant importance as it is the only text that will have a truly global reach.

Given their virtual nature, discussions were robust and extensive. It was anticipated that the meeting would last for a maximum of two weeks. Ultimately, the process took in excess of one month to complete. Furthermore, the Recommendation is the longest in the history of UNESCO, comprising over 180 items. To illustrate, during the initial week of discussions, only 14 items were addressed. It was evident from the outset that the Intergovernmental Committee would be unable to complete its work within the originally allocated time frame.

To progress, the Chair of the Intergovernmental Committee set out clear criteria to ensure all comments were effectively incorporated into the final document. All parties concurred that it was crucial to ensure the document's integrity and avoid dilution. The participants agreed to focus on maintaining the substance of the document as much as possible and to avoid unnecessary discussion of minor details. Their goal was to concentrate on the positive aspects of the proposal and avoid reopening previously discussed items.

From my viewpoint, the fact that everyone was striving to achieve a goal that they all agreed on was the key factor in making a difference and changing the negotiation dynamic. Matters of a minor technical or grammatical nature were delegated to the Secretariat, with the objective of preserving this document, which was seen as valuable by all parties. The objective was to firmly establish the red lines and to proceed with the remainder in a flexible manner. It should be noted that a number of issues were raised, including those related to data, gender, the private sector, data protection and others. These issues were challenging. At the outset of the discussions, it was apparent that Member States had firmly held positions that were in conflict. However, by the conclusion of the Committee meeting, there was a clear shift towards seeking common ground. This is because all parties recognised the unique value of this document in addressing the specific needs of the situation.

MAKSIM KARLIUK: With regard to the involvement of the UN system, we initially had reservations about addressing certain key issues

within the Recommendation. We were concerned that our actions might encroach upon the mandates of the UN agencies involved. Conversely, we received confirmation from the other UN agencies that we should proceed. For instance, we were advised that the ethical implications of labor and the influence of AI on the workforce – which falls within the remit of the International Labour Organization (ILO) – should be reflected in the Recommendation. We found the support from other agencies to be invaluable in developing the substance of the recommendation.

A multidisciplinary engagement

In addition to its status as a global organization and the only agency within the UN system with an ethical mandate, UNESCO offers a unique opportunity for multidisciplinary engagement on the ethical implications of AI. Its ability to convene both developed and developing countries, particularly those in the Global South, provides a valuable platform for diverse cultural perspectives to inform the discourse on this critical issue. The input of a variety of stakeholders from both the public and private sectors was also highly valuable throughout the consultation process. We will collaborate with them in the implementation phase as well.

RUSS RUSSELL-RIVOALLAN: Let's fast forward to November 2021: Do you think that the proactive, positive dynamic of the Intergovernmental Committee of Technical and Legal Experts held in June will be carried through in the discussions at the General Conference? Gabriela Ramos, Assistant Director-General for Social Sciences, mentioned that this text will become "a blueprint of the 'what' and the 'how' of ethical recommendations in the area of artificial intelligence." Without gazing into a crystal ball, supposing the text does get adopted, where do you go from there?

MAKSIM KARLIUK: It is crucial to consider both the "what" and "how" dimensions. The Recommendation not only delineates the values and principles that are of significance, the "what," but it also provides explicit guidance on the "how." It outlines the steps to be taken to achieve this impact, including the proposal of policy action related to education, research, culture, gender diversity, data, environment, and other relevant areas. It includes a list of actionable policy recommendations with detailed steps for implementation. It doesn't merely outline these tools; it provides specific, practical, and concrete instructions for implementing them. These include an Ethical Impact Assessment and a Readiness Assessment. The Ethical Impact Assessment is designed to evaluate the ethical implications of AI systems on society, and to facilitate action in response to those implications. It will cover the entire lifecycle of AI algorithms, evaluating both the direct impact on human societies and the environment, as well as indirect impact and long-term effects. We will develop this in collaboration with an expert group. The Readiness Assessment employs a benchmarking methodology to identify the status of different dimensions, including scientific, social, societal, cultural and others. This dynamic methodology as applied to countries, will help them track their advancement across different dimensions and implement recommendations effectively.

We are optimistic that the General Conference will recognize the value of this comprehensive and inclusive process and adopt the Recommendation so that we can begin the implementation phase. As previously stated, the technological landscape is evolving rapidly and will not wait for us to catch up. It is time to move forward with the implementation of this document, rather than developing it further. The unprecedented acceleration of digitalization through AI has helped us to identify the risks involved, despite the associated benefits. There are a number of risks associated with the use of these technologies, including the potential for bias, whether it be gender bias or other forms of bias, as well as the possibility of malicious use. Furthermore, there is a considerable degree of legal ambiguity that must be navigated through the implementation of regulations at both the national and international levels.

DAFNA FEINHOLZ: Indeed, we have commenced deliberations on the subsequent steps to be taken following the adoption of this Recommendation by the General Conference. These tools are ready for immediate use, and several Member States have expressed interest in employing them, particularly in Africa. Some funding proposals have been submitted. We are awaiting the adoption of the Recommendation and the availability of funding to commence the development of these tools. UNESCO is once again leading the way in addressing the ethical challenges of AI, particularly in less developed parts of the world.

One of the tangible results of the consultations was the establishment of a network of experts and representatives from civil society and the private sector who can collaborate with UNESCO and its Member States. These partners will facilitate the implementation of the Recommendation by Member States, with a view to enabling them to report back to UNESCO on a quadrennial basis.

This represents a new area of work for the Organization. All sectors will be involved in this initiative. The Impact Assessment and the Readiness Methodology also include the actions of the other sectors, as previously stated, because the ethics of AI encompasses all dimensions and aspects of UNESCO's various areas of expertise. Consequently, it will also provide our Organization with a new framework within which to operate, develop and deploy its programmes. ■

UNESCO 2.0

La coopération internationale à l'épreuve du tout-numérique

Vincent Rudent, Véra Lacoeuilhe & John Crowley, 8 février 2022

Comment l'UNESCO a-t-elle relevé le défi du tout-numérique imposé par la crise sanitaire, et assumé la transformation, sans doute irréversible, de ses procédures et de ses modes de fonctionnement? Comment cela a-t-il été vécu, par les collègues responsables du soutien informatique, les diplomates dans leurs délégations ou les responsables du programme au Secrétariat ?

Pour le savoir, nous avons interrogé **VINCENT RUDENT**, chef de l'Unité du téléphone et du son à l'UNESCO, **VÉRA LACOEUILHE**, Représentante de Sainte-Lucie au Conseil exécutif de l'UNESCO, et **JOHN CROWLEY**, ancien responsable du Programme intergouvernemental de gestion des transformations sociales MOST et Président du Groupe pour les énergies renouvelables.

Cet entretien, réalisé pour le Club mémoire & Avenir par Neda Ferrier, est disponible en vidéo sur le site internet de l'AAFU. Pour le retrouver dans son intégralité, suivez ce lien : ***https://youtu.be/JlZTHaVyjIs***

NEDA FERRIER : Le 17 mars 2020, l'UNESCO se fige. Le confinement est décrété en France comme dans de nombreux pays. Du jour au lendemain, les couloirs, les salles de réunion se vident, les collègues travaillent à distance. Votre service se retrouve au centre de la crise : c'est de vous, de vos collègues, des équipements dont vous assurez le bon fonctionnement, des outils que vous déployez que dépend désormais la bonne exécution du programme. Quels sont les défis auxquels vous avez été immédiatement confrontés ?

VINCENT RUDENT : Cette situation n'était pas facile à gérer. Tous les collègues se sont retrouvés du jour au lendemain chez eux et devaient continuer à travailler ensemble et en équipe. Il a fallu dans un premier temps que nous comprenions ce qui se passait, que nous acceptions cette nouvelle réalité et que nous proposions rapidement des solutions de communication en ligne pour permettre aux secteurs de continuer à avancer sur leurs programmes.

Avant tout, il fallait tester les plateformes disponibles sur le marché en vue de proposer la solution la meilleure et la plus facile à utiliser, car les utilisateurs n'auraient pas réussi à s'approprier plusieurs outils en même temps. Personne n'était prêt pour cette révolution, ni nous, ni les plateformes qui n'avaient pas dimensionné leurs infrastructures pour de tels besoins au niveau mondial.

Élargir les compétences

En même temps que nous testions des solutions, les techniciens de l'unité développaient de nouvelles compétences. Il a fallu rapidement transformer les salles de conférences pour permettre la tenue de réunions en ligne et hybrides. Les infrastructures que nous exploitons ne sont pas récentes. La plupart des salles ont été rénovées il y a près de 20 ans, et certaines il y a près de 40 ans. Dans ce contexte, nous n'avons pas pu faire évoluer l'ensemble des salles, et sur 10 salles régulièrement en exploitation, 7 sont équipées pour un format hybride.

Cette nouvelle situation élargit notre champ de compétence et rend le travail plus complexe. Quand les techniciens mettent en service une salle pour une réunion, ils doivent désormais penser à l'interconnexion avec la plateforme en ligne et l'interaction entre la salle et la plateforme. Ils y parviennent plutôt bien, même si le risque de défaillance technique est plus grand, car nous sommes désormais dépendants du bon fonctionnement de la plateforme et des dispositifs des participants en ligne (connexion internet, webcam, micro).

NEDA FERRIER : Malgré ces difficultés, votre capacité d'organiser des réunions avait pratiquement doublé en 2021.

VINCENT RUDENT : En 2019, nous avions réalisé 575 réunions, ce qui pour nous était déjà une belle année, sachant qu'on ne parle pas de jours de réunion mais d'événements, qui peuvent durer une demi-journée ou une semaine, voire plus. En 2021 nous sommes passés à 868 réunions, ce qui représente une augmentation de 50 %, avec une fin d'année assez importante en raison de la Conférence générale. Nous y avons réussi au prix d'un effort supplémentaire : il nous faut maintenant stabiliser le fonctionnement de l'unité pour assurer cette capacité de production et poursuivre sur cette lancée.

NEDA FERRIER : La culture numérique était déjà bien implantée à l'UNESCO mais le passage soudain au tout numérique n'a pas dû être évident pour beaucoup. Le saut technologique a dû être considérable. Avez-vous rencontré des difficultés particulières, vous êtes-vous heurtés par exemple à des résistances et des réticences ?

VINCENT RUDENT : Résistances, pas forcément, plutôt des difficultés. Quelque part, cette pandémie a été une opportunité pour permettre à l'ensemble du personnel de s'approprier les nouvelles technologies. Si certains sont toujours à la pointe, d'autres, plus en retrait, peuvent éprouver des difficultés à les maîtriser. La pandémie les a tous contraints à le faire, y compris ceux qui freinaient un peu. Notre rôle a été d'accompagner l'utilisation de ces nouveaux outils numériques. Nous avons dû, dans un délai très court, former les utilisateurs, mettre de la documentation en ligne et proposer des formations en anglais et en français sur les différentes plateformes à disposition.

La pandémie a permis d'accélérer une transition qui était en cours mais qui aurait pris plus de temps si elle n'avait pas eu lieu. Les débuts n'ont certes pas été évidents mais la transition a été brève et c'est un succès pour l'Organisation. On peut considérer aujourd'hui qu'elle s'est faite correctement, ce qui permet de se concentrer de nouveau sur son travail plutôt que sur la maîtrise de nouvelles technologies.

NEDA FERRIER : Est-ce que vous avez été appelés à venir en aide aux délégations permanentes, aux commissions nationales, aux bureaux hors siège ?

VINCENT RUDENT : Auparavant, nous organisions des réunions en présentiel au Siège, maintenant nous avons la capacité d'organiser des réunions avec interprétation pour n'importe qui dans le monde. Nous avons aussi accompagné les collègues sur le terrain dans cette transition. Il n'y avait plus de distances, ni de barrières, et les questions nous venaient de partout. Cela nous a permis de resserrer les liens avec les bureaux hors sièges et nous continuons à rester en contact et à leur proposer des solutions.

NEDA FERRIER : Au Secrétariat, avez-vous observé une évolution des pratiques, par exemple pour l'organisation d'une conférence internationale ? Y a-t-il eu des innovations et comment le Secrétariat s'y est-il adapté ?

VINCENT RUDENT : L'innovation en ce qui nous concerne a été la virtualité ou l'hybridation, c'est-à-dire que là où nous avions auparavant des réunions physiques, en présence, nous pouvons désormais avoir des réunions n'importe où dans le monde, dont nous réalisons l'interprétation au Siège. Depuis les salles de conférence, nous sommes en mesure de diffuser l'interprétation simultanément en ligne et dans l'espace où se tient la réunion en présentiel. La révolution est surtout dans l'interactivité entre ces différents pôles, entre le Siège et différents lieux dans le monde. Le Secrétariat s'y est bien adapté et dorénavant, on peut considérer qu'il n'y a plus de barrières particulières pour réaliser des réunions en ligne ou hybrides. C'est laissé au choix de l'organisateur.

NEDA FERRIER : Puisque vous parlez de révolution, comment voyez-vous l'avenir ? Est-ce que vous vous préparez à recevoir la prochaine vague de digitalisation, l'arrivée de technologies comme l'intelligence artificielle, la réalité augmentée, les hologrammes, les réseaux… de nouveaux outils ou de nouveaux modes de travail que vous avez en réserve ?

VINCENT RUDENT : Même si nous faisons appel à des ressources externes pour nous aider au quotidien, nous ne sommes pas une grosse équipe : sur la partie audiovisuelle nous sommes six techniciens et sur la partie communication téléphonique, nous ne sommes que deux … Il n'est donc pas évident de faire de la veille technologique avec plus de 800 réunions par an. L'enjeu pour l'année ou les années à venir sera plutôt de stabiliser notre mode de fonctionnement et de développer l'offre de services autour des réunions en ligne ou hybrides. Néanmoins, nous restons attentifs à ce qui se passe sur le marché et nous aurons les compétences techniques pour franchir le pas le moment venu.

Adapter les procédures

NEDA FERRIER : Vera Lacoeuilhe, vous représentez Sainte-Lucie à l'UNESCO depuis 1996. Peu de diplomates ont accumulé autant d'expérience, et autant participé à des conférences, siégé dans des commissions, analysé des rapports, débattu et négocié des résolutions. Vous avez connu l'UNESCO bien avant la crise sanitaire : c'était une ruche, on croisait des visages connus dans tous les couloirs, les salles de conférence étaient pleines, la cafétéria débordait à l'heure du déjeuner et tout le monde se retrouvait au café. L'irruption de la crise sanitaire en 2020 a mis la vie internationale à l'arrêt. Depuis, l'activité a repris progressivement mais autrement, avec une accélération technologique qui nous a fait faire un bond de plusieurs années en quelques mois. Les gens travaillent désormais à distance et les réunions sont surtout virtuelles. Comment avez-vous vécu ce changement ?

VERA LACOEUILHE : Au début, nous étions tous un peu perdus et nous avons commencé par ne rien faire, par attendre que la situation s'améliore. Mais nous avons vite compris que

L'isolement a énormément affecté notre travail et même les résultats : il a fallu cette pandémie et cette façon de travailler pour réaliser que l'essentiel de notre métier dans le multilatéralisme, c'était le contact humain.

ça n'allait pas être le cas, il nous fallait réagir car nous ne pouvions pas laisser l'Organisation sans gouvernance.

Sainte-Lucie siégeait alors au Conseil exécutif, et faisait même partie du Bureau en tant que Vice-président. Lorsque nous nous sommes réunis pour décider qu'il fallait reprendre nos réunions virtuellement, nous avons constaté que les textes ne nous le permettaient pas. Aucune disposition ne nous en donnait la possibilité, beaucoup de procédures, comme les votes au scrutin secret, étaient difficiles à organiser virtuellement, il fallait adapter les règlements.

Nous avons eu de longues discussions : si pour certains, il était impératif que nos travaux reprennent, d'autres étaient hostiles aux réunions en ligne. Tout était bon pour empêcher la reprise des réunions du Conseil exécutif : les textes qui ne le permettaient pas en l'état, mais pour les modifier, il fallait se réunir et nous ne le pouvions pas… C'était assez surréaliste et il a fallu qu'un certain nombre d'États membres s'imposent pour finalement forcer les choses. Nous avons ainsi pu tenir une réunion extraordinaire pour adapter le règlement intérieur et autoriser les réunions virtuelles.

Mais les difficultés ont continué de réunion en réunion : on argumentait qu'il était difficile de négocier en ligne les points sensibles inscrits à l'ordre du jour du Conseil exécutif, que les réunions en ligne n'étaient ni assez sûres, ni assez confidentielles, nous étions confrontés à des problèmes techniques, tous n'ayant pas les mêmes facilités de connexion. Bref, c'était la galère !

NEDA FERRIER : Et vous personnellement, comment faisiez-vous dans ces conditions d'isolement relatif pour exercer les fonctions de représentation, d'échange et de dialogue qui étaient les vôtres ?

VERA LACOEUILHE : L'isolement a énormément affecté notre travail et même les résultats : il a fallu cette pandémie et cette façon de travailler pour réaliser que l'essentiel de notre métier dans le multilatéralisme, c'était le contact humain. De nouveaux diplomates arrivaient dans les délégations sans que nous puissions les rencontrer, et certains repartaient sans même que nous fassions connaissance! Il était très compliqué de collaborer, trouver des affinités, négocier des textes : cela a bouleversé notre façon de travailler, et s'est immédiatement reflété dans le durcissement des négociations. Nous avions un mal fou à trouver des consensus, les heurts se sont multipliés, nous devions tenir réunion sur réunion pour arriver à quelque résultat et le comble a été atteint lorsque nous n'avons pas été en mesure d'épuiser l'ordre du jour d'une session du Conseil exécutif. Pour la première fois depuis que l'Organisation existait, nous devions clore la session en laissant deux ou trois points en suspens. Nous étions bloqués, le consensus ne se faisait pas…. Ce type de réunion nous amputait de l'élément relationnel, essentiel à notre métier de diplomate.

Dans le multilatéralisme, la collaboration est absolument essentielle et le travail en ligne s'y prête mal. Lorsque nous étions dans la même salle et que nous bloquions sur un projet de résolution, il y avait toujours des collègues pour proposer sur des bouts de papier des rédactions alternatives, poser les bases d'un consensus. De petits groupes sortaient de la salle ou bien allaient voir les uns et les autres rapidement pour négocier, essayer de convaincre, trouver des compromis. On y arrivait toujours. En ligne, c'était plus compliqué. Nous avons bien essayé d'utiliser WhatsApp, mais c'était moins efficace, et surtout malaisé avec de nouveaux diplomates que nous n'avions pas eu l'occasion de connaître personnellement.

NEDA FERRIER : C'est sans doute pour cette raison que la dernière session de la Conférence générale a eu plus de participants qu'on n'en attendait dans les conditions sanitaires actuelles. Comment s'est-elle déroulée pour vous, est ce que vous avez expérimenté les réunions en mode hybride et qu'avez-vous pensé de cette nouvelle modalité ?

VERA LACOEUILHE : Il est vrai que nous nous attendions à moins de participants, mais les gens avaient été tellement isolés que dès que s'est présentée une bonne raison de voyager, tout le monde en a profité ! Il était magnifique de voir l'UNESCO grouiller de monde à nouveau, c'était devenu si triste. Nous aurions bien voulu davantage de réunions hybrides, mais le Secrétariat n'y était pas prêt techniquement. Les réunions se sont donc tenues en présentiel et malheureusement tout le monde n'a pas pu y prendre part. Certains pays ont envoyé des représentants en poste dans des pays voisins, mais qui n'étaient pas des connaisseurs de l'Organisation … La Conférence générale était un peu improvisée, parce que jusqu'à la dernière minute nous ne savions pas si elle allait pouvoir se tenir physiquement. Mais au moins a-t-elle eu le mérite d'avoir lieu. Nous avons pu revoir nos collègues, adopter des instruments importants, un nouveau programme et une nouvelle stratégie pour l'Organisation. C'était donc très positif.

NEDA FERRIER : En dehors des sessions des organes directeurs, vous avez certainement observé la multiplication exponentielle des réunions et des conférences en ligne de toutes natures et dans tous les secteurs. Se sont-elles accompagnées de changements dans les habitudes et les pratiques de travail à votre niveau ?

VERA LACOEUILHE : En effet, le nombre de réunions a explosé et c'est devenu difficilement gérable. Nous nous retrouvions à suivre plusieurs réunions en même temps, ce qui a provoqué des incidents cocasses : en suivant deux réunions à la fois, il m'est arrivé de faire dans l'une une intervention qui concernait l'autre ! Mais tout n'est pas négatif, loin de là, car beaucoup de collègues qui n'étaient pas à Paris ont pu participer à ces réunions, les rendant plus inclusives. C'est la voie de l'avenir, il faut encourager les réunions hybrides et utiliser toute cette formidable technologie pour permettre à ceux qui ne peuvent pas être physiquement avec nous de prendre part à nos travaux.

NEDA FERRIER : Une fois que cette crise sanitaire sera surmontée, que nous pourrons de nouveau voyager librement, pensez-vous que les choses reprendront comme avant, et est-ce même souhaitable ?

VERA LACOEUILHE : Comme avant exactement, je ne pense pas, mais comme maintenant non plus ! Je ne crois pas que nous puissions remplacer toutes les réunions physiques par des réunions virtuelles. Celles-ci peuvent certes permettre des économies et améliorer notre fonctionnement, mais le travail à distance ne convient pas toujours à tous, et cela vaut autant pour les diplomates que pour les fonctionnaires internationaux. Je ne suis pas pour prolonger indéfiniment le télétravail, par exemple, car le contact humain est une nécessité absolue. Il va donc falloir rechercher le bon équilibre et ne pas verser dans le tout-numérique, parce que sortir de chez soi et retrouver ses collègues au travail est bénéfique pour le moral et le bien-être dans le travail.

Pendant toutes ces périodes de confinement, si des membres du personnel ont trouvé le télétravail formidable, d'autres ont énormément souffert. Cela s'est vérifié partout, et pas seulement dans les organisations internationales. Je suis également enseignante et j'ai vu la souffrance des étudiants, très isolés, suivant les cours chez eux sans pouvoir profiter de l'ambiance de leur campus, de la compagnie des autres étudiants. Il n'y a pas que du bon, du fonctionnel et du pratique dans ces nouvelles modalités de fonctionnement, c'est aussi beaucoup de souffrance pour beaucoup de gens.

NEDA FERRIER : Pourtant nous voyons venir une nouvelle révolution digitale avec l'utilisation de l'intelligence artificielle pour l'analyse des problèmes et l'aide à la décision, les réseaux collaboratifs, la réalité augmentée qui projettera demain votre avatar dans une enceinte de négociation virtuelle. Comment se préparer à tout cela ?

VERA LACOEUILHE : Je crois bien que nous allons prendre cette nouvelle vague en pleine figure ! La vitesse de ces changements est exponentielle et il est réellement difficile d'imaginer comment ça va se passer. Mais il ne faut pas rejeter tout ce qui arrive, il y a du bon dans ces nouvelles technologies et il ne faut pas en avoir peur.

J'insiste sur l'intelligence de trouver un bon équilibre et de préserver en toutes circonstances la part de l'humain, de garder le cap de l'éthique dans le travail.

En tout état de cause, il faut se préparer plus sérieusement à cette révolution technologique. Et cela doit commencer à l'école et à l'université. J'observe autour de moi, même dans les pays les mieux pourvus comme la France, que l'école et l'université conservent leur format de l'ère industrielle et ne sont pas adaptées aux changements significatifs qui s'annoncent dans tous les domaines, et pour tous les emplois et toutes les professions. ■

Une succession de ruptures

NEDA FERRIER : John Crowley, vous n'êtes pas un inconnu au Club Mémoire & Avenir, où nous avons eu à plusieurs reprises le plaisir d'écouter vos brillantes analyses. À l'UNESCO, vous avez pendant longtemps piloté le Programme intergouvernemental sur la gestion des transformations sociales, le grand programme MOST qui mobilise les sciences sociales et humaines ainsi que la coopération scientifique internationale pour comprendre et accompagner les dynamiques de transformation des sociétés contemporaines. En juin 2021, vous avez mis fin à votre carrière de fonctionnaire international pour vous lancer dans une activité de conseil dans le domaine de la technologie et de la transition écologique. Mais avant votre départ de l'UNESCO vous avez traversé cette période très particulière où la pandémie de Covid-19 a contraint la communauté internationale à passer au tout numérique. Cette crise est survenue dans un contexte de fragilisation de l'ordre international d'après-guerre qui a dominé la seconde moitié du 20e siècle. Dès avant 2019, il était question du déclin du multilatéralisme, de la désorganisation de la coopération internationale. Diriez-vous avec le recul que cette pandémie a marqué un seuil, un point pivot entre le 20e et le 21e siècle?

JOHN CROWLEY : C'est une question très large. Il me semble que, comme toujours, il faut raisonner au futur antérieur, se demander ce que diront dans cinquante ans les historiens qui reviendront sur cette période. C'est un exercice notoirement périlleux. Comme le dit Hegel dans la préface des *Principes de la philosophie du droit*, « Ce n'est qu'au début du crépuscule que la chouette de Minerve prend son envol». Il faut entendre par cette métaphore, et c'est finalement assez banal, que ce n'est pas au beau milieu des événements qu'on en perçoit le sens. Néanmoins, on peut en deviner quelques traits, et du point de vue de l'organisation générale des sociétés, je pense effectivement que cette pandémie apparaîtra comme un élément clé et surtout comme une succession de ruptures.

La rupture la plus importante s'est produite, je pense, dans l'organisation du travail. Elle était en germe depuis 20 ou 30 ans, dans les enjeux technologiques, les enjeux d'organisation structurelle du capitalisme et dans cette très frappante transformation générationnelle du rapport au travail - qu'on pouvait observer, en tant que fonctionnaire à l'UNESCO, chez les stagiaires par exemple. Les jeunes, j'entends dans ce contexte les jeunes entre 20 et 35 ans, moins d'ailleurs du fait de leur âge qu'à cause des circonstances de leur socialisation, envisagent le travail, notamment le salariat et l'organisation matérielle du travail, d'une manière profondément différente des perceptions et des attitudes de ceux qui sont aujourd'hui retraités ou qui arrivent à la fin d'une carrière définie par ce qu'on appelle en sociologie le fordisme, c'est à dire une certaine manière d'imaginer la division technique du travail à partir de tâches, de hiérarchies et d'une structuration en process orientée vers une fin qui correspond à l'objectif collectif d'une institution.

Il y a eu sans doute aussi d'autres ruptures, qui sont moins la conséquence directe de la pandémie que des situations dont la pandémie a favorisé le surgissement. De ce point de vue, les systèmes politiques ont également connu des transformations extrêmement intéressantes. Ce n'est pas complètement une coïncidence si des leaders politiques, dans différents pays, ont fait émerger des formes politiques qu'on qualifie parfois de populistes à la faveur d'une pandémie qui a mis en scène la grande querelle entre la rationalité et l'irrationalité comme facteur structurant du système politique. Certes, il y avait eu des précédents au 20e siècle, où l'ancrage du fascisme dans l'irrationalisme a été étudié par beaucoup d'historiens. Mais c'est un curieux retour de choses que nous pensions oubliées que cette irruption de l'irrationalisme en politique, qui n'était pas entièrement nouvelle mais a été accélérée, mise en scène et d'une certaine façon éclairée - au sens de l'anglais *highlighted*, surlignée au stabilo, par la pandémie.

Mais du point de vue de la diplomatie, du système multilatéral, des organisations intergouvernementales, y a-t-il eu un point de rupture aussi net que dans les deux domaines que je viens d'indiquer ? Je n'en suis pas sûr. Si je fais un retour sur ma carrière à l'UNESCO, que j'ai rejointe en janvier 2003 et accompagnée finalement durant les deux premières décennies du 21e siècle, ce qui me frappe c'est que la vraie rupture, c'est la tentative de réforme inachevée, infructueuse, du millénaire qui répondait à la perception selon laquelle le système multilatéral du 20e siècle était à bout de souffle. Cela avait été posé de manière très claire par le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan vers 2000, avec le soutien de leaders politiques comme Bill Clinton ou Gerhard Schröder qui se croyaient sans doute plus influents qu'ils ne l'étaient réellement, dans une période d'émergence d'une nouvelle manière de penser le progressisme et le libéralisme international. Cette réforme, nous l'avons tous vécue. Nous qui avons travaillé à l'UNESCO dans cette première décennie du 21e siècle avons tous constaté l'impossibilité de faire aboutir cette réforme des valeurs fondatrices qui était au cœur du débat à l'époque et était marquée notamment par la volonté de trouver un nouvel équilibre entre les droits de l'homme et la souveraineté. C'était une volonté de renouvellement idéologique, visant à concilier le système multilatéral avec un capitalisme éclairé pour créer la prospérité à travers la mondialisation et la technologie. Cela s'est brisé, symboliquement sans doute, le 11 septembre 2001, mais de manière plus structurelle à la suite de toute une série d'événements de cette période et d'une transformation de la manière de fonctionner de la diplomatie internationale, qui ne devait plus être l'affaire des seuls États mais s'ouvrir à une nouvelle notion, celle de société civile internationale.

Avec le recul, on voit que rien de tout cela n'a marché et que cette rupture est aussi curieusement une continuité : une continuité dans la volonté réformatrice face à la réalité des circonstances, des événements et des structures, mais une rupture dans l'ambition de remettre les Nations Unies dans leur siècle. De ce point de vue, la pandémie m'apparaît finalement comme assez secondaire et ne touche à aucun des points importants que je viens de mentionner : ni à l'esprit général d'organisation du Système, ni à ses principes fondateurs, ou à son périmètre pour ce qui est du rôle de la société civile ou de la relation entre le système multilatéral et l'économie internationale avec le secteur privé. Certes, il y a eu des transformations très intéressantes dans les méthodes de travail et l'impact de la pandémie sur ces méthodes a révélé un certain nombre de choses qui étaient préexistantes mais peut-être pas suffisamment reconnues. Cependant en termes de rupture, cela me paraît encore une fois assez secondaire.

NEDA FERRIER : Véra Lacoeuilhe a souligné que la perte de possibilités d'interactions en face à face peut poser problème, et les échanges informels potentiellement décisifs en marge des négociations sont difficiles à recréer dans un format numérique, d'où une crispation des relations internationales. Pensez-vous néanmoins que dans une perspective de retour à la normale, l'activité virtuelle, au-delà de toutes les transformations profondes que vous avez esquissées, et sans se substituer aux interactions personnelles, peut être un moyen puissant de renforcer les relations multilatérales, un outil de transparence accrue et un vecteur de coopération étendue avec des partenaires diversifiés ?

JOHN CROWLEY : Le 17 mars 2020 a marqué le début du premier confinement en France, c'est le genre de date qu'on n'oublie pas. Passé le premier moment de sidération, nous avons pu trouver dans les technologies numériques des leviers pratiques pour exécuter les programmes autrement. Nous avons pu notamment assurer de nouvelles formes d'inclusivité, puisque les coûts de déplacement n'entravaient plus la participation, pour ce qui concernait les programmes dont je m'occupais, d'universitaires,

d'intellectuels et de savants des pays en développement. Je ne suis pas sûr, si on avait fait un petit sondage en décembre 2019, qu'on aurait trouvé des vues majoritairement positives sur la possibilité d'organiser des événements ambitieux en Afrique sur une base purement virtuelle, parce qu'entre le rapport culturel à l'écran, à l'interlocuteur et les éventuels obstacles techniques, nous aurions spontanément considéré que ça n'allait pas marcher. Or ce qui est frappant, c'est que ça marche finalement plutôt bien, du moins dans une perspective programmatique. De ce point de vue, le potentiel d'une inclusivité accrue par plus d'inventivité et d'imagination et de modernité en collant à son siècle dans l'organisation des programmes me paraît avéré et devrait sans doute rester pour longtemps. J'espère d'ailleurs qu'on ne retournera pas, par simple réflexe bureaucratique, aux modes d'organisation d'avant, alors que les possibilités du travail virtuel, même si l'UNESCO ne les a utilisées que très modestement, offrent tant de possibilités pour élargir le cercle et le spectre des discussions.

Élargir le cercle

Si je dis que ces possibilités ont été utilisées très modestement, c'est que nous avons également constaté pendant toute cette période, et je pense que beaucoup de collègues le confirmeront, un manque de savoir-faire, d'agilité et d'imagination dans l'utilisation des nouvelles technologies. Le virtuel, ce n'est pas que Zoom, et il est frappant de voir tout ce qu'on n'utilise pas dans le travail quotidien à l'UNESCO, et en particulier le très faible degré d'interactivité des supports comme le site internet par exemple, ou dans la gestion des réseaux sociaux avec les communautés notamment de la société civile qui s'intéressent au travail de l'Organisation. Il suffit de lire les commentaires que suscitent les messages institutionnels postés sur les réseaux sociaux pour mesurer l'intérêt limité d'interagir avec des gens qui sont surtout là pour affirmer des agendas géopolitiques particuliers. Mais en même temps, la porte n'est pas très ouverte à la discussion. Il en va de même pour les outils collaboratifs, qui étaient disponibles déjà bien avant la pandémie, mais sont finalement assez peu utilisés. On pourrait faire beaucoup plus avec ces méthodes pour créer de la fluidité à l'intérieur de l'Organisation et dans les relations intergouvernementales, mais aussi avec des parties prenantes de toutes sortes - comme le réseau des Chaires UNESCO, ou les Centres de catégorie 2 par exemple, avec lesquels on n'a toujours pas tissé de liens organiques au travers du potentiel numérique existant.

Au niveau intergouvernemental, le constat de Madame Lacoeuilhe me paraît très juste, et elle est bien placée pour l'articuler. Mais je ne suis pas sûr que les aléas du travail virtuel en soient la principale raison. Mon analyse - et là c'est la science politique, ma discipline d'origine, autant que l'ancien fonctionnaire de l'UNESCO qui parlent - est que l'échec de la transformation du système multilatéral autour de 2000, échec qui n'a sans doute pu être envisagé comme définitif que dix ans plus tard, a eu pour ressort et pour conséquence à la fois la réaffirmation du rôle prédominant des grands États dans la gestion des relations internationales et une certaine marginalisation des petits États.

Et ce n'est pas un hasard si les méthodes de travail virtuelles, en favorisant davantage le rôle des capitales par rapport à celui des ambassadeurs dans la salle, privilégient les États qui ont la structuration diplomatique la plus formelle par rapport à ceux dont l'activité diplomatique est très liée aux personnes présentes sur place. Déjà avant la pandémie, c'était très net pour qui observait le fonctionnement des organes directeurs de l'UNESCO. L'influence personnelle d'ambassadeurs bien introduits, très familiers des procédures, porteurs d'une parole distinctive et dotés d'ancienneté a commencé à décliner, je crois bien avant 2020. De leur point de vue, les grands États ont tout intérêt à persévérer dans cette re-formalisation, voire cette capitalisation des relations diplomatiques, et à en préserver l'acquis quels que soient les changements dans les méthodes de travail.

Ainsi, la pandémie était plus un révélateur qu'un facteur de changement en elle-même. J'en veux pour preuve que dès 2017, le Commissaire aux comptes avait conduit un grand audit sur la gouvernance institutionnelle, où il tirait un constat finalement très négatif sur le foisonnement, l'inefficacité, la duplication et l'absence de visibilité

Ce qu'on a pu voir, c'est donc une prise de conscience à la fois de l'inutilité de beaucoup de formes de présence traditionnelle et du caractère indispensable de la présence pour accomplir certaines choses.

des mécanismes intergouvernementaux à l'UNESCO. Il avait formulé des recommandations assez radicales qui n'ont pour l'essentiel pas été suivies d'effets. Je me souviens d'ailleurs que l'une des préconisations était la généralisation des réunions virtuelles pour remplacer les réunions physiques au nom d'un principe d'efficacité temps/argent. Cela avait été fermement rejeté à l'époque, mais la pandémie l'a imposé par la force des choses et le Conseil exécutif a dû s'en accommoder, non sans réticences comme on l'a vu. Mais le problème était clairement posé bien avant la pandémie.

On fait un usage très pauvre des outils numériques, pas seulement à l'UNESCO, mais partout, et c'est un paradoxe que nous soyons privés du potentiel d'exploitation du numérique pour des raisons de manque de savoir-faire, notamment générationnel, parce que nous restons englués dans des procédures très traditionnelles. On a ainsi maintenu pendant la pandémie l'exigence de la circulation du papier. Il était assez fascinant de voir le Cabinet exiger que les dossiers continuent à circuler matériellement, sans tirer parti des systèmes de validation et de signature électroniques, ni chercher à bannir la circulation du papier non pas pendant la pandémie, mais indéfiniment.

NEDA FERRIER : Les praticiens de la coopération internationale devront donc continuer à faire preuve de créativité dans l'identification et l'usage des outils numériques, qu'il s'agisse de visioconférences ou peut-être demain de réalité augmentée. Mais ne devraient-ils pas aussi, dans la mesure du possible, maintenir des formats hybrides permettant de s'engager les uns avec les autres, à la fois en ligne et en personne?

JOHN CROWLEY : Absolument, pour moi l'un des enseignements les plus forts de cette période, aussi bien d'ailleurs à l'UNESCO que dans mes activités actuelles, c'est la valeur irremplaçable de la co-présence des personnes dans une salle, qui travaillent ensemble et disposent d'un certain temps pour faire émerger des choses nouvelles de leurs interactions. Mais on voit aussi à quel point notre co-présence traditionnelle était pour une bonne part liée à de simples habitudes de travail. Partout les gens se sont rendus compte de ce qu'ils pressentaient déjà, à savoir qu'en grande partie, leurs réunions ne servaient à rien. En même temps, on ne peut pas travailler sans être en relation directe et même charnelle : la présence et le langage du corps font partie de l'interaction humaine et ce langage du corps est très largement gommé par le virtuel. Le visage qu'on voit est transformé et aplati par la technologie, le reste du corps disparaît. Beaucoup de gens rechignent d'ailleurs à allumer leur caméra et cherchent à l'éviter le plus possible.

Ce qu'on a pu voir, c'est donc une prise de conscience à la fois de l'inutilité de beaucoup de formes de présence traditionnelle et du caractère indispensable de la présence pour accomplir certaines choses, et ça c'est un levier formidable de transformation positive, à condition de bien savoir l'utiliser. Les humains sont des êtres d'habitude, il n'y a pas plus puissant qu'une habitude, bonne ou mauvaise d'ailleurs. Pour en revenir à la philosophie, il est frappant que la théorie de la vertu d'Aristote soit très largement une théorie de l'habitude. Devenir vertueux, c'est acquérir de bonnes habitudes et une fois qu'on a profondément acquis de bonnes habitudes, elles deviennent auto-génératrices en quelque sorte, garantissant leur propre accomplissement. Inversement, chacun sait que les mauvaises habitudes sont très difficiles à perdre. Les addictions en sont le cas le mieux connu, mais il y en a plein d'autres. Les bureaucraties, qui sont des assemblages humains régis par des règles formelles avec beaucoup d'inertie, ont encore plus d'habitudes que les individus. Changer les habitudes d'une institution, c'est un sacré travail dont on avait mesuré à l'UNESCO, bien avant la pandémie, l'extrême difficulté. Je faisais référence tout à

l'heure aux propositions de réforme de la partie intergouvernementale de l'Organisation, qu'on avait cherché à faire évoluer sans vraiment trouver de levier assez puissant pour le faire. De ce point de vue-là, la pandémie a été une occasion formidable de casser les habitudes.

La pandémie nous a permis de comprendre pourquoi la présence physique était indispensable : il s'agit de permettre l'émergence du neuf. En revanche, pour la gestion de la mécanique habituelle, il n'est pas forcément nécessaire de perdre du temps dans la même pièce, on a d'autres moyens de travailler qui sont tout aussi efficaces. Du point de vue de la diplomatie, cela pose une question très intéressante qui va au cœur des remarques de Madame Lacoeuilhe, à savoir que le fonctionnement intergouvernemental à l'UNESCO est très largement régi par des habitudes. Même si certaines dispositions réglementaires ne servent objectivement pas à grand-chose, elles font partie de son principe même de fonctionnement. À côté de cela, il y a un véritable besoin d'espaces de créativité où, au-delà de la routine, les mécanismes intergouvernementaux doivent avoir la capacité de faire émerger par la créativité, l'agilité, l'imagination, quelque chose de nouveau. C'est précisément pour cela qu'on a besoin de présence physique. Et c'est probablement pour cela que l'idée d'organiser les mêmes réunions sur une base virtuelle ne marche pas très bien, comme on l'a vu d'ailleurs avec différentes sessions d'organes directeurs pendant la période pandémique.

Ouvrir des espaces de créativité

Passer au virtuel en redistribuant les modes de participation selon les possibilités pratiques d'accès ou les coûts, n'est peut-être pas le meilleur critère. Idéalement, ce qu'il faudrait chercher, c'est un équilibre qui n'oblige pas les gens à se déplacer pour ce qu'on peut faire autrement - pas forcément par des réunions virtuelles d'ailleurs, il ya d'autres formes de travail collaboratif qui sont souvent plus efficaces, car asynchrones. La grande difficulté de la réunion virtuelle comme on l'a vécue pendant la pandémie c'est la synchronicité qui, pour une organisation comme l'UNESCO, pose notamment la question des fuseaux horaires. Le travail asynchrone, qui permet à chacun de se connecter selon sa disponibilité, mais dans un temps collectif néanmoins maîtrisé (avec des délais, par exemple), est une manière beaucoup plus efficace de gérer la diversité des situations.

Mais cela exige un savoir-faire dans l'utilisation de certains outils et impose de renoncer à certaines habitudes de travail. Si on concentrait la co-présence sur les champs où elle est vraiment utile, il y en aurait moins, et de meilleure qualité. Ce qui est vrai pour l'intergouvernemental l'est tout autant pour le programmatique et j'ai beaucoup regretté le manque d'imagination avec lequel l'UNESCO - mais c'est vrai de toutes les bureaucraties - a incorporé des outils très puissants de collaboration, en n'utilisant qu'une part infime de leurs fonctionnalités et en les réduisant pour l'essentiel à des systèmes de téléphonie avec vidéo. C'est là que nous avons encore besoin d'un gros effort, sinon nous nous retrouverons avec le pire des deux mondes : avec tous les problèmes des processus d'antan auxquels viendront s'ajouter les limitations et les aspects agaçants des processus virtuels d'aujourd'hui. ■

MAB @ Fifty

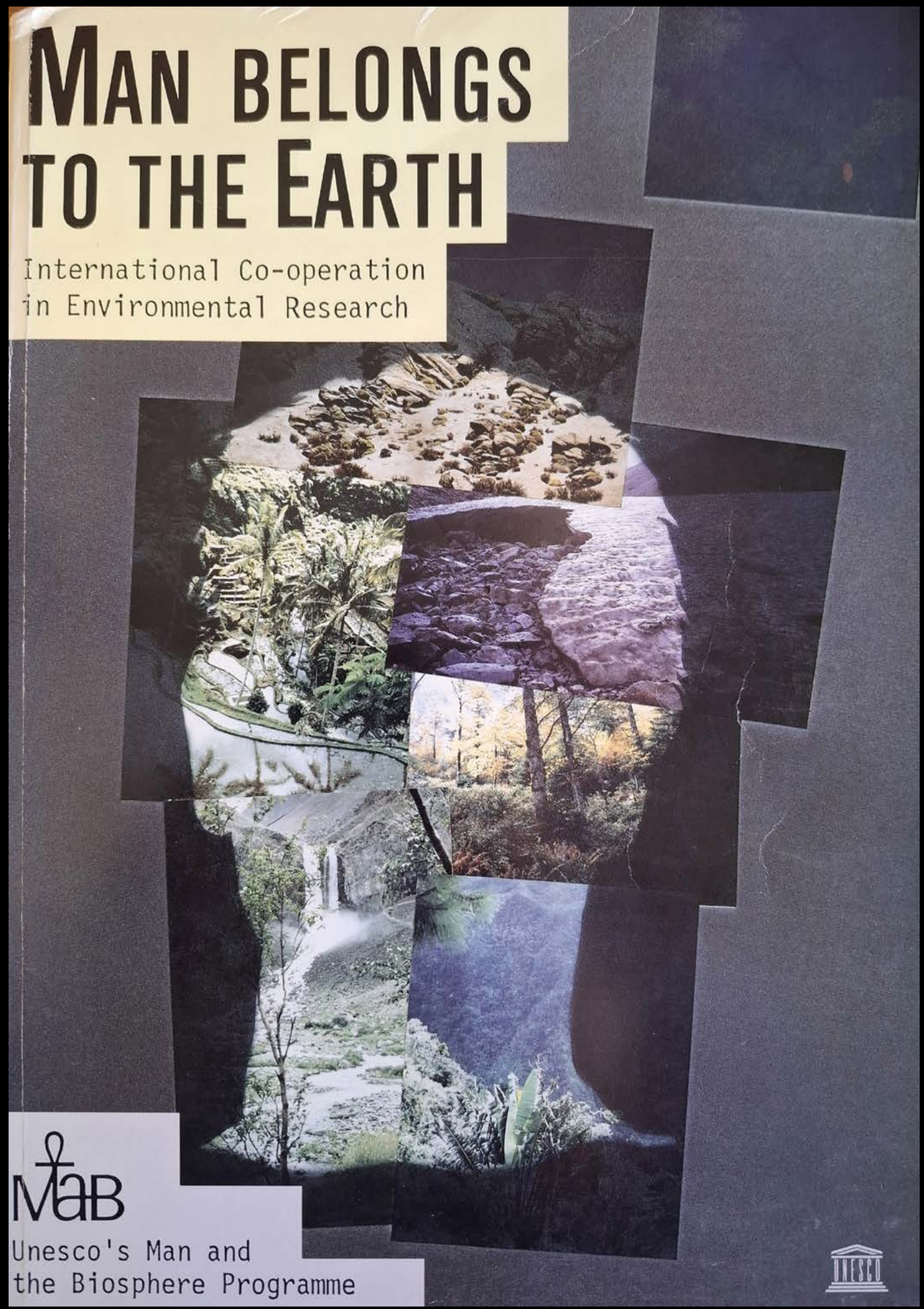
The 50th Anniversary of the Man and the Biosphere Programme

Philippe Pypaert & Thomas Schaaf, 7 juillet 2022

UNESCO's Man and the Biosphere Programme (MAB) turned 50 in November 2021. It is a major UNESCO intergovernmental scientific program that seeks to forge a new way of understanding the natural world and the role of people in it. It was ahead of its time when it was created in 1971 and is still innovative in promoting approaches to economic development that are socially appropriate and environmentally sustainable.

Below are extracts of a video discussion held for the Memory & Future Club by **NEDA FERRIER**, with **PHILIPPE PYPAERT** who served for many years in UNESCO's field offices in Venice and Beijing before being put in charge at Headquarters of the thematic networks of biosphere reserves, the MAB Youth Network and cross-sectoral initiatives on education for sustainable development, and **THOMAS SCHAAF**, who worked in UNESCO's Division of Ecological and Earth Sciences until 2013, particularly on drylands and mountain ecosystems. He served as Director a.i. and as Secretary of tlahe MAB Programme.

The video interview is available through this link: ***https://youtu.be/ZKe37oVSDh8***



NEDA FERRIER: What is the MAB Programme and what are Biosphere Reserves?

THOMAS SCHAAF: The Man and the Biosphere Programme (MAB) is now 50 years old. When it started, it was a truly novel scientific programme dealing with the environment and its conservation. There had been international scientific programmes before, such as the International Biological Program, but MAB was completely new in the sense that it also took into account the human factor. Hence the name Man and the Biosphere. Of course, today you would choose a slightly different name, but it encapsulated the original idea and looked at the interactions of humans with their environment. Also new in terms of scientific research, it was an interdisciplinary programme: you had to work with conservationists, biologists, foresters, but also economists and sociologists and even environmental lawyers.

MAB is structured around different themes, for specific environments such as mountains, drylands, tropical forests or coastal areas and wetlands. For example, the "Impact of Human Activities on Mountain Ecosystems", or the "Impact of Human Activities on Drylands" have been addressed. This shows that the human factor has come to the fore in new scientific research on the environment.

The theme "Conservation of natural areas and the genetic material they contain" was given concrete form in the designation of what are now called "Biosphere Reserves". These contain protected areas, such as a national park or a natural reserve that are legally protected, so that nature can evolve on its own. While it is nice to have protected areas, you might ask: What about people? People live somewhere too. They share the planet with animals and plants. So how do you reconcile the two: people and one or more conservation areas?

Again, this was novel: the MAB Programme had to solve the problem of conservation while taking into account the use of natural resources. The solution was achieved through a specific zoning pattern: A biosphere reserve has Core Areas, legally protected areas of conservation; but also Buffer Zones which would offset any negative external impact on the natural environment; and most interestingly, a Transition Zone or Development Area. This is the area where people live and make a living, but in a sustainable way, without disrupting the environment, by conserving natural resources. In a word, what makes a biosphere reserve is conservation but also economic development in a sustainable manner, as well as research and education.

PHILIPPE PYPAERT: The MAB Programme and its biosphere reserves are inspired by a holistic approach and a management scheme that reconcile conservation and development. It is important to remember that the genesis of the programme and its network of biosphere reserves took place in the early 1970s. At that time terms such as "Sustainable Development" were not yet in use. The MAB Programme and the Biosphere Reserves Network, with their focus on "people and nature", were definitely an anticipation of these concepts, which were inaugurated at the United Nations Conference on Environment and Development, in Rio de Janeiro, Brazil, in 1992.

MAB is a scientific programme that needed its own laboratories to investigate and explore these new issues. In particular, as Thomas said, the relationship between humans and their environment, because that's where problems arise and solutions need to be found. Biosphere reserves are very special kinds of laboratories, territories that are home to communities. It is a sensitive issue to call them "reserves" and also to consider them as "laboratories" where we can study scientific issues related to sustainable development.

In 1995, the International Conference on Biosphere Reserves, in Seville, Spain, adopted a Statutory Framework to formalize how biosphere reserves should be managed and structured, with protected areas in their core, but with communities and settlements in their buffer and transition areas.

MAB was completely new in the sense that it also took into account the human factor. Hence the name Man and the Biosphere.

The MAB Programme and its biosphere reserves are inspired by a holistic approach and a management scheme that reconcile conservation and development.

This specificity allows us to observe the interactions between humans and their environment and to explore and promote innovative solutions to the complex issues related to sustainable development.

Early nominations by the Member States were mainly major national parks and protected areas, and even after the adoption of the Seville Strategy and Statutory Framework in 1995, the Programme was still very much seen as dealing principally with nature conservation and protected areas. The original model for biosphere reserves was not always implemented as rigorously as expected, and after the Lima Congress in 2016, the Programme decided to implement an "Exit Strategy" which rapidly turned into a "Process of Excellence", in the course of which several biosphere reserves were withdrawn while the majority of the remaining ones were given a chance to improve their status according to a model that has not changed in 50 years, and rests on the combination of protected areas and transition areas where sustainable development approaches can be implemented.

The Programme was never intended to cover the entire planet, or even to reach a certain percentage of protected areas, even if these numbers are quite relevant today. The main purpose of the MAB Programme and its Network of Biosphere Reserves is to concretely engage communities in more sustainable development pathways, and to inspire policies to better achieve the SDGs.

NEDA FERRIER: UNESCO has been developing over time multiple designations of an environmental nature. What would be the interactions and possible synergies between the 738 biosphere reserves, the 218 natural sites on the World Heritage List and the 177 Global Geoparks?

THOMAS SCHAAF: In fact, UNESCO is the only United Nations agency that lists sites at the international level. No other UN agency does this, which is a very special feature. World Heritage sites, Biosphere Reserves, Geoparks: you may wonder why there are three different designations? Isn't one designation enough? The point is to explain what the differences are, so that you can see why there are three different global networks of sites.

Most people are familiar with the World Heritage Convention and the World Heritage Sites, which are exceptional in character and are recognised as areas of "outstanding universal value". They are so fabulous that they are valued not only by a single country and its people, but by humanity as a whole. Biosphere reserves are a little different: they also aim to preserve the environment, but they are representative of a country and its ecosystems: mountains, islands, coastal areas, forests... They are typical, but also important for the conservation of biodiversity. This is the role of biosphere reserves: to be model areas for sustainable development. Geoparks, which came a little later, are geological sites that are important in the development and evolution of the Earth's history. They have an inherent educational component.

There has been a convergence of these UNESCO nominations and designations: they all focus on conservation but also on the promotion of sustainable development. Interestingly, some World Heritage Sites, Biosphere Reserves and Geoparks actually overlap. The same area has three designations. This is quite wonderful for a country because it adds to its prestige. It often encourages conservation efforts and helps with fundraising, especially in developing countries.

However, this is not without its challenges, as the three designations sometimes fall under different authorities. For example, in China World Heritage Sites, even natural sites, are under the Ministry of Culture, Biosphere Reserves are under the Chinese Academy of Sciences and Geoparks are under the Ministry of Natural Resources. They cover more or less the same area, but there are different institutions involved. This is not always easy for the managers of these sites.

NEDA FERRIER: Another feature of many of UNESCO's intergovernmental scientific programmes in areas such as Hydrology, Geoscience, Oceanography, or Social Transformations, is the development of a science/policy interface. How has this evolved through MAB and are there synergies with these other programmes?

PHILIPPE PYPAERT: This is a challenging question. As I said, and as Thomas made clear, all UNESCO designations share a common purpose of promoting the idea of sustainability. To achieve this, we definitely need to dialogue with, influence and have an impact at the policy-making level. Perhaps the greater challenge in the MAB Programme itself is that we work at different levels and involve a wide variety of stakeholders. We engage locally with communities, managers and authorities. We also encourage Member States to have a MAB National Committee and a National Network of Biosphere Reserves which need to be well connected with policy-making in the country. Then there is the global arena, where we hope that the network is impactful. This is definitely an asset of the Programme, but also a major challenge when these different levels come into play together at a World Congress or at regional network meetings. You can't jump from one level to another without rethinking what you say and do.

The main characteristic of biosphere reserves is that they involve all stakeholders in the development process, from policy setting to the management of a park or reserve, involving communities, youth associations, indigenous groups and the private sector. They also contribute to the acquisition of the knowledge needed to better manage and develop their territory. Biosphere reserves are the platforms to facilitate all these processes.

The main characteristic of biosphere reserves is that they involve all stakeholders in the development process, from policy setting to the management of a park or reserve, involving communities, youth associations, indigenous groups and the private sector.

At national or regional levels, national committees, scientists and local biosphere reserves contribute to reviewing or inspiring policies related to agricultural and rural development, tourism, water management, etc.

In terms of regional cooperation, transnational cooperation is encouraged through the establishment of transboundary biosphere reserves by two or more Member States. For example, in Southeast Europe, after the war in the Balkans, we saw how countries that had been in conflict a few years earlier were able to pool their resources and work together across borders for nature protection and shared prosperity. This goes beyond the joint management of natural resources and helps to reestablish dialogue and mutual understanding: biosphere reserves thus contribute to the promotion of peace, which is at the core of UNESCO's mandate.

Finally, there are opportunities for policy advice and development that could influence processes and policy-making globally. UNESCO contributes to various platforms, programmes or dialogues aimed at influencing the future of the planet such as the UN Biodiversity Conference (COP 15) and the post-2020 Global Biodiversity Framework, or the UN Decade on Ecosystem Restoration (2021-2030). We also cooperate with the Food and Agriculture Organization on issues related to agriculture, food production and their interactions with biodiversity and nature.

NEDA FERRIER: You just mentioned the global challenges confronting these conservation efforts. How do you assess the accelerating effects of climate change and their impact on the sustainability and conservation of biosphere reserves?

PHILIPPE PYPAERT: Climate change is undoubtedly one of the greatest challenges of our times, and one that many biosphere reserves face in a high variety of ecosystems and climatic conditions. From the highest Andean mountains to lowlands, drylands, wetlands, estuaries and deltas. Some, like small islands that are increasingly joining the World Network of Biosphere

Some biosphere reserves are on the frontline of climate change.

Reserves, are truly on the frontline of climate change.

We have looked in the past at the melting of glaciers, particularly in the Andes, where it is affecting communities in biosphere reserves and already having a negative impact on food production systems such as quinoa. Coastal areas and deltas are frontally exposed to sea level rise, and phenomena such as subsidence or seawater intrusion can be observed in deltas around the Mediterranean or in Asia. The same could be said of lakes such as Lake Chad in Africa, or many areas along major rivers in all regions of the world.

In such a context, biosphere reserves also have a role to play in providing important innovations for dealing with climate change properly. In dryland management for example, we have begun to discuss the idea of looking at oases as model systems for water management and uses. There are several biosphere reserves in Sub-Saharan Africa and other regions of the world which include oases that are highly sophisticated man-managed systems for water harvesting and its equitable distribution for various uses. The real challenge is not just to help conserve them in these biosphere reserves but to learn from them how to mitigate the consequences of climate change, safeguard and properly use precious resources (soil and water) and be productive in arid and hostile environments.

THOMAS SCHAAF: At UNESCO, I also led a project on Global Change in Mountain Biosphere Reserves, where we studied climate and economic changes. Mountains are very sensitive environments. Glaciers that are melting are good indicators of climate change. We selected biosphere reserves in all the major mountain regions in the world, in Latin America, North America, Africa, Europe, Asia, Australia, and we came up with a blueprint for the study of global and climate change using mountain biosphere reserves as test sites. This continues today: we have a platform and a research agenda through which countries can use their biosphere reserves to assess the impact of global and climate change on the environment, but also on people.

NEDA FERRIER: The research agenda and sustainability were always central to the MAB Programme and the Biosphere Reserves. How would you say these contribute to the UN Agenda 2030 and to the Sustainable Development Goals approved by the international community?

THOMAS SCHAAF: As we know, there are 17 Sustainable Development Goals and I think they are very well formulated.
With biosphere reserves, the first you think of is SDG 15, Life on Land, and SDG Goal 14, Life Below Water, because that's the conservation aspect of Biosphere Reserves. Or even SDG 13 on Climate Action, since we were just discussing climate change.

But actually, all the 17 goals come into play when we look at biosphere reserves. Let's take, for example, Gender Equality (SDG 5): when a country proposes a site for designation as biosphere reserve, there is a whole section in the nomination dossier to check out whether men and women have different or equal access to the use of natural resources. Education for Sustainable Development (SDG 4), in particular, is a key chapter for any Biosphere Reserve nomination, since a biosphere reserve has to demonstrate that it can fulfill educational aspects for the benefit of people.

Another one could be SDG 7: Affordable and Clean Energy. I would take as a concrete example the El Hierro Biosphere Reserve, one of the seven Canary Islands in Spain. The whole island is a biosphere reserve and the policy of the island government is to become completely independent of fossil fuels. They are developing solar, wind energy and geothermal energy. They have achieved between 60 and 70 percent in renewable energies, which is really quite high: my own country, Germany, is still below 50 %. In this respect, biosphere reserves have a role to play as model areas for sustainable development.

Basically you could list all the 17 Goals, Including SDG 17, Partnerships for the Goals. Philippe Pypaert just mentioned the networking function of biosphere reserves.

There are a number of regional biosphere reserve networks: EuroMAB for Europe, AfriMAB for Africa, ArabMAB for the Arab States and so on. In all regions, there are also thematic networks for Mountains, Marine, Coastal and Island Areas. The whole point, and this is important for UNESCO, is to promote international cooperation across national boundaries and to share information on how to deal with the world's pressing problems. The entire Network of Biosphere Reserves fulfills this exact function.

NEDA FERRIER: In this respect as in many others, you have both demonstrated how remarkable the Network of Biosphere Reserves still is today, and to what extent MAB remains a pioneering and innovative program. How do you see its prospects for the near and more distant future?

PHILIPPE PYPAERT: I would add to what has just been said that biosphere reserves are also important tools to achieve the first two Sustainable Development Goals: Eradicating Poverty and Ending Hunger. Member States such as China are using biosphere reserves as tools to eradicate poverty, particularly in remote rural areas. Considering goals related to Hunger and Food Security, it is worth mentioning that, in 2015, UNESCO actively contributed to the World Expo in Milan which was focused on the theme "Feeding the Planet", where we were able to showcase some 200 UNESCO sites, mainly biosphere reserves, with real experience in safeguarding and further promoting traditional food systems. The main purpose was to demonstrate in such a context that we can meet the challenge of feeding a growing number of people without destroying the planet.

We definitely have a lot to learn, investigate, propose in order to achieve these goals, and meet the challenges related to biodiversity conservation, ecosystem restoration or climate change. We could do this more systematically and globally, because that's where our strength lies. Being part of and working with a global network gives you the right perspective on these issues. While acting locally, maintaining such a perspective remains one of the most challenging aspects of sustainable development. No single community, territory, city or country could claim to be "sustainable" in itself, without showing concern for the whole planet, and a concrete sense of solidarity with the rest of the living world! The World Network of Biosphere Reserves offers many opportunities to translate these principles into concrete actions and to facilitate cooperation between sites, Member States and regions of the world.

Young people are committed to finding solutions and have the strength and enthusiasm to implement them. It is time for us to step up our engagement with them.

I also hope that other UNESCO programmes and sectors will join in this endeavor. The MAB Programme and its Network of Biosphere Reserves offer an ideal platform for initiatives that seek to anchor their actions in the reality of territories, peoples, communities. We have experienced this on several occasions with UNESCO's Water programme, through a number of biosphere reserves along rivers, lakes or wetlands, and the same could work for the social sciences, cultural heritage or education.

Looking at the future, I also consider it of primary importance to continue to engage with youth. We have organized several global and regional MAB youth forums in recent years, where we have found a wealth of enthusiasm, research capabilities and energy for action. Young people are committed to finding solutions and have the strength and enthusiasm to implement them. It is time for us to step up our engagement with them and find concrete ways to do so. Their regions and communities need them. The MAB Programme needs them.

THOMAS SCHAAF: Philippe is being very modest, so I would like to congratulate him on his foresight in helping to launch the Global Youth Forum for the MAB Programme and Biosphere Reserves. By creating this platform, young people are able to express themselves. It is really wonderful to see how committed and motivated they are to promote conservation in line with sustainable development. This is the way forward. ■

Le cinquantenaire de la Convention du patrimoine mondial

Lazare Eloundou, Mechtild Rössler & Christina Cameron, 31 Juillet 2022

L'UNESCO célébrait, en 2022, le 50e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial, adoptée à Paris par la Conférence générale en novembre 1972. Un demi-siècle plus tard, avec 194 États parties, elle est presque universelle. C'est une réalisation majeure de l'UNESCO et un de ses programmes les plus concrets, visibles et utiles.

À cette occasion, le Club Mémoire & Avenir a réalisé un entretien par vidéo avec **LAZARE ELOUNDOU**, Directeur du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2022, et **MECHTILD RÖSSLER**, experte internationale du patrimoine et ancienne Directrice du Centre de 2015 à 2021. Ils ont été interrogés par **CHRISTINA CAMERON**, ancienne Directrice générale des Lieux historiques nationaux à Parcs Canada et professeure émérite de la Chaire canadienne de recherche sur le patrimoine bâti, à l'Université de Montréal. Extraits.

Pour la vidéo complète, suivez ce lien : ***https://youtu.be/J0KHChC8p4E***

CHRISTINA CAMERON : La première question concerne la Liste du patrimoine mondial, qui est la partie la plus visible de la Convention du patrimoine mondial. Il y a maintenant 1 154 biens inscrits sur la Liste et presque deux fois autant sur les Listes indicatives. Ces chiffres sont-ils « gérables » pour l'UNESCO ?

MECHTILD RÖSSLER : Nous pensions au départ que la Liste s'arrêterait peut-être autour de 500 sites exceptionnels, mais elle n'a cessé de croître au fil du temps. La richesse culturelle et biologique est telle sur cette planète qu'on ne pourra faire autrement que de continuer à y inclure de nouveaux sites. Ce qui est difficilement maîtrisable pour le Comité du patrimoine mondial, c'est le nombre des rapports sur leur état de conservation, car le cœur de la Convention n'est pas la Liste elle-même, mais la préservation des sites pour les générations futures. Ça l'est aussi pour les États parties qui ont la responsabilité de protéger leurs sites.

CHRISTINA CAMERON : Est-il temps de reconsidérer la Liste et si oui, comment le feriez-vous ?

Gérer la Liste devient un défi

LAZARE ELOUNDOU : Sa gestion, jadis un succès, devient un défi, comme l'a souligné à juste titre Mechtild. Dans l'intérêt de la protection, de la conservation et de la promotion des sites du patrimoine mondial, compte tenu de leur contribution à la résolution de certains des problèmes clés du monde actuel, il serait temps de la revoir. Au lieu d'être une référence pour le patrimoine mondial, cette Liste risque de devenir un simple inventaire de sites remarquables dans le monde. Il devient urgent que les États, qui ont quasiment tous ratifié la Convention, se concertent pour prendre les décisions courageuses qui s'imposent et garantir que la Liste reste crédible à l'avenir.

CHRISTINA CAMERON : Très tôt, une déception s'est exprimée du fait que la Liste du patrimoine mondial ne représentait pas équitablement toutes les régions, contenait une majorité de sites européens, etc. Cela a conduit à l'adoption en 1994 d'une Stratégie globale pour une liste du patrimoine mondial crédible, équilibrée et représentative. Diriez-vous que certaines régions sont encore mal représentées ?

LAZARE ELOUNDOU : Il est clair que certaines régions comme l'Afrique ou les États arabes ne sont toujours pas suffisamment représentées sur la Liste du patrimoine mondial. Et dans ces régions, certains pays ne le sont pas assez. Rappelons que l'un des objectifs principaux de cette Convention était de promouvoir la diversité culturelle. Tous les pays possédant des sites d'une valeur universelle exceptionnelle devraient pouvoir figurer sur la Liste. Or, beaucoup n'ont probablement pas eu la capacité technique ou financière de proposer certains de leurs sites, voire de les identifier. À l'heure où nous célébrons le 50e anniversaire de la Convention, il est d'autant plus urgent d'y remédier.

CHRISTINA CAMERON : Qu'en est-il pour les sites du patrimoine naturel ?

MECHTILD RÖSSLER : La Stratégie de 1994 a été étendue en 1996 aux sites naturels. Elle a évolué par la suite dans le sens d'une différenciation des sites. Comme pour les sites culturels, où nous distinguons désormais le paysage culturel, le patrimoine moderne, le patrimoine industriel, les sites naturels ont évolué vers plus de diversité. Sans oublier que certaines découvertes dans le domaine de la diversité biologique nous ouvrent de nouvelles perspectives, en haute mer par exemple, qui amènent à réfléchir à la protection des zones marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

CHRISTINA CAMERON : Vous avez fait remarquer que l'essentiel de la Convention n'était pas la Liste, mais la conservation du patrimoine mondial. Pensez-vous qu'elle y réussisse ?

MECHTILD RÖSSLER : De fait, nous avons remporté d'incontestables succès. Déjà à l'origine de la Convention, il y a le sauvetage des temples de Nubie menacés par la montée des eaux du barrage d'Assouan, qui ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Il y a eu par la suite d'autres campagnes et d'autres réussites.

Mais globalement, ce que je regrette profondément, c'est que le Fonds du patrimoine mondial et les ressources destinées à la sauvegarde des sites n'aient pas suivi l'énorme progression du nombre des inscriptions sur la Liste du patrimoine mondial. Il y a moins de fonds disponibles pour la conservation, c'est un gros problème.

CHRISTINA CAMERON : Considérez-vous que la communauté internationale a suffisamment montré son engagement dans la protection collective des sites du patrimoine mondial en péril ? Cette question concerne en partie le Fonds du patrimoine mondial, mais elle revêt aussi d'autres dimensions.

Un besoin criant de moyens

LAZARE ELOUNDOU : Rappelons que la Convention prévoit des contributions obligatoires pour les États qui l'ont ratifiée. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons pu continuer à fournir une assistance internationale aux pays qui en faisaient la demande. Cela a permis d'améliorer la situation de nombreux sites. Même si bien sûr, c'est encore insuffisant, cela reste néanmoins appréciable par rapport à d'autres conventions culturelles.

Maintenant que la plupart des pays ont ratifié la Convention et que le nombre des inscriptions s'accroît en conséquence, les demandes se font plus nombreuses et nous allons au-devant de grandes difficultés. Nous aurons moins de moyens pour y faire face et c'est pourquoi nous devons réfléchir à de nouvelles coopérations, peut-être avec le secteur privé ou en suscitant davantage de contributions volontaires.

Si nous avons été en mesure de soutenir certains sites, en particulier dans les pays les moins développés, nous aurons besoin de plus de fonds à l'avenir, également pour soutenir le Centre du patrimoine mondial en tant que principal coordinateur de ce travail.

CHRISTINA CAMERON : Des centres de catégorie 2 pour le patrimoine mondial ont été créés dans différentes parties du monde. Ont-ils été en mesure d'apporter le soutien espéré ?

LAZARE ELOUNDOU : Cela dépend de leur mandat.

Là où nous avions des discussions approfondies, on se contente aujourd'hui de la lecture de déclarations.

Certains ont été créés uniquement pour dispenser des formations, tandis que d'autres, comme le Fonds du patrimoine mondial pour l'Afrique, ont été établis en tant que sources de financement complémentaire au Fonds du patrimoine mondial : nous avons progressivement vu leur action dans cette région.

MECHTILD RÖSSLER : Ces Centres contribuent à la mise en œuvre de la Convention. La plupart se consacrent au renforcement des capacités et à la formation, d'autres sont hautement spécialisés. Mais il serait formidable de les voir tous jouer un rôle plus décisif, notamment pour recueillir des fonds et soutenir les gestionnaires des sites au quotidien.

CHRISTINA CAMERON : Le patrimoine mondial était à l'origine une affaire d'experts, en géographie, histoire, biologie, architecture, etc. En même temps, il s'agit d'un traité international dans le cadre de l'UNESCO. C'est pourquoi de nombreux diplomates sont impliqués, au point qu'il y a eu un net basculement à leur profit, notamment lors des sessions du Comité du patrimoine mondial, où les spécialistes sont moins entendus. Comment évaluez-vous l'équilibre entre la représentation des experts et celle des politiques au Comité ? et cela a-t-il impacté la mise en œuvre de la Convention ?

MECHTILD RÖSSLER : Quand j'ai débuté au Comité du patrimoine mondial en 1992, on y croisait surtout des experts, même s'il y a toujours eu des diplomates dans la salle, car les États parties y sont souvent représentés par leurs ambassadeurs auprès de l'UNESCO. Mais cela a progressivement changé. La parole est dominée par les diplomates. Là où nous avions des discussions approfondies, on se contente aujourd'hui de la lecture de déclarations.

CHRISTINA CAMERON : La Convention est née à une époque où les sites historiques et les parcs

étaient gravement menacés, notamment par l'essor économique d'après la Seconde Guerre mondiale. Je pense qu'ils le sont encore plus aujourd'hui qu'il y a 50 ans. Quelles sont, selon vous, les plus grandes menaces qui pèsent aujourd'hui sur le patrimoine mondial et, puisque certaines semblent considérables, comme le changement climatique, que peut faire l'UNESCO pour y remédier ?

LAZARE ELOUNDOU : Le problème mondial du changement climatique a beaucoup occupé l'UNESCO et Mechtild en a été l'un des principaux experts à se pencher sur ses conséquences pour le patrimoine mondial. Mais ce que les États parties attendent pour l'instant, c'est une politique. Nous n'avons pas de politique acceptée par tous sur la façon de combattre le changement climatique ou d'en réduire l'impact sur les sites naturels et culturels.

La crise climatique, une priorité

Dès que nous aurons cette politique, nous pourrons envisager la manière de la mettre en œuvre, évaluer les menaces qui compromettent la valeur universelle exceptionnelle des sites, soutenir ou entreprendre des activités de conservation appropriées. Nous devons guider les États parties sur la manière de traiter ces questions. C'est l'une de nos priorités les plus urgentes aujourd'hui. Les États parties doivent faire appel au Comité du patrimoine mondial pour que soit adoptée cette politique, c'est le moment d'agir.

Cette politique devra également prendre en compte les débats en cours dans le monde sur le changement climatique, y compris sur l'Accord de Paris. Nous devons également emmener dans ce processus d'autres partenaires, notamment ceux qui s'investissent dans la protection de la biodiversité, ainsi que les experts, les communautés locales, et mobiliser l'expérience de tous, gouvernements compris. Nous espérons finaliser notre proposition pour la prochaine Conférence générale, en novembre 2023.

MECHTILD RÖSSLER : La crise climatique est certes l'une des principales menaces, comme la crise de la biodiversité à laquelle nous sommes confrontés. La perception des menaces a changé : lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm en 1972, il était surtout question de la pollution atmosphérique, qui atteignait également le patrimoine bâti. Aujourd'hui, nous nous intéressons à la pollution par le plastique, par exemple.

Une autre menace, très présente dans les rapports du Comité, est le développement non raisonné, qu'il s'agisse d'infrastructures, d'exploitation minière, d'exploration pétrolière, etc. Ce problème s'est aggravé au fil du temps, et a même justifié le premier retrait d'un site de la Liste, à Oman.

Dans les années 1980, les premières années de la Convention, nous ne parlions pas encore de surtourisme, mais le Comité a d'emblée considéré le tourisme comme un danger pour les sites du patrimoine mondial. Pour y faire face, nous avons développé au fil du temps un Programme de tourisme durable, adopté par le Comité en 2012 et prévoyant par exemple des plans pour rationaliser les flux de visiteurs, soutenir les gestionnaires des sites, diversifier le tourisme, mais aussi pour impliquer l'industrie du tourisme. Nous ne pouvons pas nous contenter de plaider à l'UNESCO, il faut aussi travailler avec les acteurs sur le terrain. Avec le redémarrage de l'industrie mondiale du tourisme, qui reprend après la pandémie de Covid-19, nous devons redoubler d'efforts à cet égard.

CHRISTINA CAMERON : L'UNESCO a réussi à faire intégrer ses priorités dans l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable. Quel impact cela a-t-il sur le patrimoine mondial ?

LAZARE ELOUNDOU : C'est une question intéressante, surtout si l'on se place du point de vue des « bénéficiaires », c'est-à-dire de ceux qui attendent beaucoup de l'utilisation ou de la conservation du patrimoine mondial. Je dirais qu'ils n'en ont pas encore mesuré les retombées positives. Certes, cela a amené les États parties et le Comité du patrimoine mondial à prêter plus d'attention aux objectifs du développement durable, au-delà de la simple conservation du site. Cela est également vrai pour les communautés locales.

Même si elles n'en voient pas encore les effets, il faut absolument poursuivre sur cette lancée, nous ne pouvons pas y échapper.

MECHTILD RÖSSLER : Le développement durable est inscrit dans la Convention elle-même. En 1992, pour le 20e anniversaire de la Convention, nous avons travaillé avec le professeur américain Edith Brown Weiss, qui a publié alors *Justice pour les générations futures: droit international, patrimoine commun et équité intergénérations*, une œuvre marquante basée sur la Convention du patrimoine mondial. C'est donc bien dans les sites du patrimoine mondial que l'on envisage le travail sur la durabilité. De nombreux gestionnaires de sites sont aujourd'hui très conscients des impératifs de l'Agenda 2030, et les États de l'orientation qu'ils doivent donner à leurs rapports.

Depuis la crise climatique, nous avons maintenant de bons exemples d'« écologisation » des sites, de « verdissement » des villes et de réduction des températures. Il y a bien des dimensions de durabilité, et nous devons en partager les meilleures pratiques avec les gestionnaires de sites et l'ensemble de la communauté du patrimoine mondial.

CHRISTINA CAMERON : Une nouvelle phase s'est ouverte avec la destruction des bouddhas de Bamiyan en 2001 et, plus récemment, des vestiges antiques de Palmyre et d'Alep, des mausolées de Tombouctou. Pour la première fois, l'UNESCO a pris l'initiative de porter ces atrocités à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Cour pénale internationale : quel a été le succès de ces démarches ?

Mechtild Rössler : La prise de conscience, lors de la destruction des bouddhas de Bamiyan, était véritablement mondiale. Ces événements ont conduit l'UNESCO à adopter la Déclaration sur la destruction intentionnelle du patrimoine culturel en 2003.

Mais vous ne pouvez pas vous contenter de sensibiliser aux destructions. On est en droit de nous demander : « que faites-vous sur le terrain ? » Le cas du Mali est un excellent exemple à cet égard. Les destructions ont bien sûr été portées devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. Lazare s'est attaché à faire aboutir les résolutions de l'ONU également sur d'autres aspects, relevant de la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de la Convention de 1970 de lutte contre le trafic illicite.

L'UNESCO a saisi la Cour pénale internationale. Nous nous sommes partagé les rôles : depuis le Siège, je rassemblais les documents à soumettre à la Cour avec notre conseiller juridique, pendant que Lazare s'occupait sur place de la reconstruction, qui, à mon avis, est une véritable réussite.

Lazare Eloundou : Si l'UNESCO a fait tout ce qu'il fallait pour que le Conseil de sécurité soit saisi, c'est parce que nous avons très vite compris qu'il s'agissait d'une nouvelle tactique de guerre, certains groupes détruisant le patrimoine culturel pour contrôler les populations locales en les coupant de leur identité, leur histoire, leurs références culturelles et tout ce qui constitue leur tissu social. Elles perdent ainsi tout repère et deviennent des proies faciles pour ces extrémistes qui les instrumentalisent et en font des bombes humaines.

Condamner les auteurs des destructions

À Tombouctou, les mausolées ont été détruits par les extrémistes précisément dans cette intention, alors que ces bâtiments religieux les concernaient aussi. La destruction de ces bâtiments culturels posait un problème majeur de sécurité pour la région tout entière, et l'UNESCO se devait d'alerter la communauté internationale afin que le Conseil de sécurité prenne action. Il était également nécessaire que l'UNESCO coopère avec la Cour pénale internationale pour traduire en justice et faire condamner certains des auteurs de ces destructions.

CHRISTINA CAMERON : Le fait que vous et l'UNESCO ayez réussi à présenter ces résolutions, à obtenir ces condamnations et à promouvoir le concept de patrimoine culturel en tant que crime contre l'humanité facilitera-t-il votre travail ?

LAZARE ELOUNDOU : Certainement pas, cela va s'ajouter à tout le reste. Lorsque se produisent ces destructions, où que ce soit dans le monde, les communautés locales, les gouvernements

L'UNESCO est aujourd'hui prête à agir rapidement, alerter le monde et prendre des mesures d'urgence pour aider à protéger les sites qui risquent d'être détruits dans les conflits armés.

se tournent vers l'UNESCO et attendent qu'elle fasse quelque chose.

C'est ce que nous voyons, par exemple, avec la situation actuelle de la guerre en Ukraine, où le patrimoine culturel subit des destructions. L'UNESCO est appelée à agir, car on attend d'elle qu'elle protège le patrimoine culturel partout et en toutes circonstances. Une retombée positive de l'expérience du Mali est qu'il n'y a plus désormais d'impunité pour les destructions intentionnelles et que les auteurs de tels actes peuvent être traduits en justice. Il s'agit d'un changement majeur dans la façon dont nous envisageons cette question. Nous avons acquis de l'expérience dans cette approche et dans la production d'outils et de stratégies appropriées. L'UNESCO est aujourd'hui prête à agir rapidement, alerter le monde et prendre des mesures d'urgence pour aider à protéger les sites qui risquent d'être détruits dans les conflits armés.

CHRISTINA CAMERON : La Convention de 1972 ne fait aucune mention de la société civile. Or, la conservation se fait en grande partie au niveau local. Au fil du temps, les organisations de la société civile et les particuliers qui souhaitent participer au travail du patrimoine mondial ont multiplié les demandes. Faute de modifier la Convention pour donner un rôle plus formel à la société civile, comment pourrait-on l'impliquer davantage dans le patrimoine mondial ?

LAZARE ELOUNDOU : Au moment de succéder à Mechtild, j'ai entrepris de relire la Convention. Les partenaires y sont bien mentionnés. Ce ne sont pas seulement les gouvernements, mais toutes les parties prenantes, intéressées non seulement à l'utilisation des sites mais aussi à leur protection.

Peut-être que dans les premiers temps, Mechtild pourra en témoigner, cette question ne revêtait pas la même acuité. Maintenant nous sommes parfois confrontés à des situations qui portent atteinte aux droits fondamentaux et appellent l'intervention de la société civile. Le Comité du patrimoine mondial, en examinant les dossiers de nomination, s'efforce d'en tenir compte. Mais je considère que ce n'est pas suffisant et que nous devons faire davantage, car les sujets qui touchent aux droits de l'homme et aux droits culturels sont primordiaux. Nous parlions de l'Agenda 2030 pour le développement durable, ces sujets y sont omniprésents : protection des populations autochtones, protection des communautés locales et protection de leurs droits d'utilisation des sites. Tout cela prend une très grande importance, et nous recevons un nombre croissant de plaintes. Ma conviction est que nous devons faire à la société civile une place plus grande durant les sessions du Comité du patrimoine mondial, afin qu'elle puisse y faire entendre ses préoccupations.

CHRISTINA CAMERON : Quelles sont pour vous les réalisations les plus importantes de ces 50 dernières années et qu'est-ce qui doit changer dans la mise en œuvre de la Convention ? Si vous aviez une boule de cristal, comment verriez-vous l'avenir du patrimoine mondial ?

MECHTILD RÖSSLER : Ce n'est pas une question facile, mais je pense toujours que cette Convention dispose d'un système incroyablement efficace, établi depuis plus de 50 ans pour veiller sur les sites du patrimoine mondial. Un système dans lequel 1 154 sites fournissent périodiquement des données au Centre du patrimoine mondial. Nous avons des indicateurs sur les menaces. Nous recevons des rapports périodiques tous les six ans sur l'état de conservation des sites et la mise en œuvre de la Convention.

Le système du suivi est donc bien établi, mais les menaces évoluent vite, comme nous venons de le voir, Le plus grand défi pour l'avenir sera de faire face aux menaces émergentes, dont nous n'avons pas la même conscience aujourd'hui. Je pense que ce sera le plus grand problème des 50 prochaines années.

LAZARE ELOUNDOU : Pour ma part, j'inscrirai au nombre des succès de la Convention du patrimoine mondial son caractère désormais

Où que vous alliez, le patrimoine mondial vous parle. Et lorsqu'on parle de l'UNESCO, la première chose qui vient à l'esprit, ce sont les sites exceptionnels reconnus de par le monde.

universel. Où que vous alliez, le patrimoine mondial vous parle. Et lorsqu'on parle de l'UNESCO, la première chose qui vient à l'esprit, ce sont les sites exceptionnels reconnus de par le monde. Cela est possible parce que cet instrument international est doté de mécanismes qui fonctionnent à la perfection.

La deuxième réalisation importante est que les sites du patrimoine mondial font désormais partie intégrante des stratégies de développement de nombreux pays. Dès qu'il est question d'inscrire un site sur la Liste du patrimoine mondial, les investissement affluent, car la désignation de « patrimoine mondial » va attirer les voyageurs internationaux, et promouvoir la culture locale.

J'ignore ce qui va se passer dans le futur, mais ce que je vois se profiler, c'est la transformation numérique. Les gens utilisent des smartphones, envoient des photos, veulent visiter les sites du patrimoine mondial sur leur ordinateur. Nous devrons nous y adapter.

CHRISTINA CAMERON : Une dernière question qui appelle une réflexion personnelle. Vous avez fait tous deux de brillantes carrières au Centre du patrimoine mondial et y avez imprimé votre marque. En y repensant, quel a été votre plus grand défi ?

MECHTILD RÖSSLER : J'en ai eu beaucoup, et tout d'abord celui des moyens, pour maintenir le personnel du Centre, soutenir les sites dans le besoin. Il a fallu établir des priorités, car il y a tellement de sites menacés que vous avez toujours l'impression de jouer les pompiers et de courir après les urgences. L'un des plus grands défis aura été, je pense, de soutenir les sites qui en ont le plus besoin et j'espère qu'on pourra continuer à le faire !

LAZARE ELOUNDOU : Mechtild a omis de parler d'un de ses grands défis, qui, je pense, sera aussi le mien : comment gérer la politisation ?

Puisque les diplomates, les politiciens, les gouvernements et d'autres intérêts deviennent prédominants, nous devons affronter les réalités géopolitiques, comme nous le voyons aujourd'hui à propos de la guerre en Ukraine. Six semaines après ma prise de fonctions, j'ai dû y faire face, et j'y suis toujours confronté. Nous en sommes encore à débattre du lieu et de l'organisation de la prochaine session du Comité du patrimoine mondial, ce qui n'a rien à voir avec le travail technique et la responsabilité du Centre. Cela me donne un avant-goût des problèmes qui nous attendent.

L'autre grand défi reste bien sûr le manque de ressources, qui va croissant. Nous devons pouvoir continuer à compter sur les professionnels qui travaillent au Centre du patrimoine mondial. Ce personnel est essentiel, ce sont des professionnels de qualité sans qui il serait très difficile, voire impossible, d'assurer notre mission. Nous faisons face aujourd'hui à des demandes de plus en plus pressantes : chaque jour, il y a quelque chose de nouveau, quelque chose à traiter, une solution à trouver, parce que nous avons 194 États parties qui demandent et attendent du Centre du patrimoine mondial qu'il leur fournisse des services, et toutes les informations, analyses, réponses nécessaires à leurs projets ; ils veulent faire avancer leurs dossiers de nomination, s'assurer qu'ils sont sur la bonne voie et comptent sur notre soutien. Le Centre devra également s'adapter à ce nouvel environnement, à cette complexité.

CHRISTINA CAMERON : Cela nous ramène à notre point de départ, à savoir la facilité de gestion du système, mais aussi à la question de la numérisation et la rapidité des échanges, l'expansion de ce qui est considéré comme faisant partie du patrimoine mondial. Au début, c'était vraiment l'architecture, l'histoire, la nature sauvage, les parcs et la biodiversité, mais maintenant, c'est un vaste panorama mondial de questions que vous devez traiter. Je vous souhaite bonne chance pour l'avenir et vous remercie de nous avoir fait part, en ce cinquantième anniversaire, de vos réflexions sur l'état actuel de la Convention du patrimoine mondial. ■

Archives, the instructive traces of life

Fackson Banda, Adama Aly Pam, Eng Sengsavang & Jens Boel,
26 May 2023

Established in 2008 by the International Congress on Archives (ICA) and UNESCO, the International Archives Day is celebrated on 9 June to commemorate the creation of the International Council on Archives by UNESCO in 1948. 2023 marked the 75th anniversary of this organization, which advocates the importance of the preservation and use of documents and archives in all fields of human activity and promotes the archival profession worldwide.

This anniversary was celebrated during the International Archives Week, which was held at UNESCO in June 2023. On this occasion, the Memory & Future Club talked to **FACKSON BANDA**, Head of the UNESCO Documentary Heritage Unit and Memory of the World Programme, **ADAMA ALY PAM**, UNESCO Chief Archivist and **ENG SENGSAVANG**, archivist. Their discussions were moderated by **JENS BOEL**, former Chief Archivist and member of the International Council on Archives, and summarized in the following article written for LINK.

The full interview is available through this link: ***https://youtu.be/SnzDp8zzOlg***

Today's universal access to archives is somehow at odds with the current era of dystopian visions. The founders of UNESCO and of the International Council on Archives (ICA) dreamed of a profound democratization of knowledge sharing and launched massive microfilming and duplication projects as early as the 1950s. Thanks to the development of digital technologies, this dream now seems closer than ever.

The past, the present and the future all appear in records and archives. In such documents – which may exist in any format, whether paper, digital, audiovisual or otherwise – we can trace historical sources of humanity's joys and tragedies, scientific discoveries, interactions among peoples for good or ill, societal developments and so much more. Thanks to the records we can hold governments, organizations, corporations and other institutions of power accountable for their actions today. And the evidence and information preserved in archival records will help people in the future to understand and act to meet challenges and overcome crises.

Within the UN system UNESCO is the agency that is entrusted with the task of assisting Member States in preserving and facilitating access to archives. The founders of UNESCO recognized that archives could be one of the building blocks for the Organization's mandate to foster international understanding and share knowledge. Exactly 75 years ago, from 9 to 11 June 1948, UNESCO organized an experts' meeting with leading archivists from different countries with the aim of establishing the International Council on Archives (ICA). At this meeting the founders of the new Council determined that it should "cooperate with all organizations concerned with the documentation of human experience and the use of that documentation for the benefit of mankind". The Council would be a professional association, but one with a value-based agenda in line with that of UNESCO.

The challenges facing the archival profession have changed with social and technological developments. Issues of identities, transitional justice and inclusiveness are high on the agenda in many societies today. The overwhelming presence of born-digital records, along with digitization projects and, more recently, the emergence of artificial intelligence, are also having a profound impact on the role of archives in the world. The book *Archives and Human Rights* (Routledge Approaches to History, 2022), co-authored by **JENS BOEL**, demonstrates the importance of archives and documentary evidence in the fight against impunity and for truth and justice.

The UNESCO Archives has been very active in communication over the years and the Chief Archivist has held the chair of the ICA Section on International Organizations for long periods of time. The UNESCO History Project (2004-2011) and the digitization project as of 2017 have contributed significantly to putting the UNESCO Archives on the map of international historical and other scholarly research.

In the course of the conversation, **FACKSON BANDA** stressed that technological developments have led to far greater access to documentary heritage. For UNESCO, it is particularly important to ensure inclusiveness; all parts of the world should be able to benefit from the relevant technologies and increased access, including Africa and small island states. An additional and complementary priority is to ensure that documentary heritage becomes meaningful to as many people as possible. Education, and in particular school curricula, are therefore essential. The Sustainable Development Goals (SDGs) include documentary heritage in several of their goals and targets, from the perspective of knowledge and sustainable development.

Since its inception, in 1992, the Memory of the World (MoW) programme entrusted to his Unit has been a key tool in UNESCO's work to promote the protection, preservation and access to documentary heritage. Fackson was asked about concerns expressed by some Member States in recent years about certain inscriptions in the International Register, which led to a freeze of new inscriptions in 2018. In response Fackson emphasized that the MoW programme has continued its many activities, only the International Register has been put on hold. As of 2018, the tensions and crisis surrounding this part of the MoW programme were addressed through a complete reform process. As a result, the role of UNESCO's Executive Board, and thus of the Member States, has been strengthened.

At the same time the role of independent experts on the International Advisory Committee has been maintained. The final endorsement of nominations will now be made by the Executive Board rather than the Director-General. Additional mediation and facilitation procedures have been established in the event of objections by one or more Member States. Time will tell the impact of these changes on the MoW programme, but it is hoped that they will lead to a higher level of consensus.

ENG SENGSAVANG, in charge of the reference service at the UNESCO Archives, explained that the records kept here are rich sources for understanding how archives and the archival profession, as well as UNESCO's actions in this field, have developed over time. She highlighted five categories of records:

- Records of UNESCO's predecessor organization, the International Institute for Intellectual Cooperation (best known by its French acronym, IICI), which began work on international standards and norms in the 1920's and 1930's and also published a guide to archives;
- Guides to the Sources of History of Nations which were an important way of assisting newly independent states in recovering their own histories;
- Records and Archives Management Policy (RAMP) studies from 1979 onwards – over 100 studies prepared by experts were published and they served as reference documents around the world;
- Expert mission reports;
- MoW documentation, in particular nomination files prepared as part of the submission process for the International Register.

Many researchers consult the UNESCO archives. In addition to extensive digital and online use, the reading room receives approximately 4 to 500 visits a year. However, research on UNESCO's work in the archival field is limited and Eng emphasized the potential for further research in this area. For example, it would be interesting to study the historical relationship between the concepts of archival experts in mission reports and the changing political environment, including processes of decolonization and the search for identities. Controversies over restitution of archives, nation-building and archives in conflict situations are other research areas that would be very timely today. The research potential of the archives will be addressed by the UNESCO Archives in future communication plans.

ADAMA ALY PAM recalled that archives have always been a priority for UNESCO. He quoted former Director-General (and poet) Jaime Torres-Bodet, who in his address to the first International Archival Congress in 1950 declared that archives contain "the instructive traces of life". Since its inception, UNESCO has worked to build archival capacity building in the Member States. Significant achievements include the establishment of archival schools in Accra and Dakar and the training of archivists in Africa and other parts of the world. This work continues, as exemplified by the recent creation, in March 2023, of a new UNESCO Chair in Archives in the Service of African Nations and Societies.

Adama also expressed his desire to further develop synergies with the Documentary Heritage Unit. There is already very good cooperation in both directions. For example, Fackson has participated in the committee piloting the digitization project of the UNESCO Archives from 2018 to 2020. Both Adama and Eng have been involved in projects and activities led by the Documentary Heritage Unit, including the editing of manuals, and the development of preservation and access policies for specific collections and national archival strategies. Adama also mentioned the fact that the archives of the International Institute for Intellectual Cooperation, a predecessor of UNESCO whose archives are held by the UNESCO Archives, were included in the International Register of the Memory of the World in 2017.

At the end of this exchange, Fackson suggested organizing a workshop on UNESCO Archives to raise awareness among staff and to demonstrate that many programme activities could benefit from adding a historical perspective. Such a dimension could come from the archives. Both Eng and Adama strongly supported the idea. ■

Énergies pour demain

Jean Audouze & John Crowley, 5 novembre 2023

JEAN AUDOUZE, astrophysicien, directeur de recherche émérite au CNRS, Président d'honneur de la Commission nationale française pour l'UNESCO, et **JOHN CROWLEY**, ancien fonctionnaire de l'UNESCO et PDG de PHGD, un groupe de sociétés de conseil pour les énergies renouvelables et l'environnement, ont échangé sur le thème « Énergies pour demain » dans un entretien vidéo réalisé par **NEDA FERRIER** pour le Club Mémoire & Avenir. Cet entretien annonçait une Table ronde modérée par Jean Audouze et soutenue par l'AAFU sur « la gestion des énergies présentes et futures » qui s'est tenue au Théâtre de la Ville, à Paris, le 1er Décembre 2023.

Pour la vidéo complète, suivez ce lien : ***https://youtu.be/f7ZtwM3iaOQ***

NEDA FERRIER : Jean Audouze, en 1999 vous avez contribué pour la Commission mondiale d'éthique des connaissances scientifiques et techniques (COMEST) à l'élaboration d'un Cadre d'action sur l'éthique de l'énergie. Depuis lors, quelles évolutions voyez-vous dans le domaine des énergies, qu'est-ce qui a changé ces 30 dernières années dans la production et la consommation énergétique ?

JEAN AUDOUZE : J'estime que la situation qui était relativement bonne, tout au moins pour la France, au début des années 2000 s'est largement détériorée. D'abord, le coût de l'énergie a beaucoup augmenté, pour des raisons économiques selon moi assez discutables, à savoir que l'Europe a décidé de « privatiser » l'accès à l'électricité, qui était auparavant une fonction régalienne. C'était une fausse mise sur le marché, car de fait, il n'y a toujours qu'un producteur, mais qui a désormais l'obligation de vendre l'électricité à prix relativement bas à différents opérateurs qui font monter le coût de l'énergie. Ceci s'est doublé d'un problème de production : à plusieurs reprises, le gouvernement français a dégradé le système nucléaire français, combattu par les écologistes pour ce que j'estime de mauvaises raisons, car les problèmes de sécurité qui s'y posent trouvent des solutions. L'énergie nucléaire est une énergie décarbonée et nous étions relativement bons élèves en la matière. Malgré cela, plusieurs centrales ont été démantelées, EDF a pris beaucoup de retard et Areva qui était un organisme important a perdu de son autorité.

Pour moi, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise source d'énergie. Il doit y avoir un mix intelligent entre les différentes formes d'énergie. Par ailleurs, on n'a pas fait jusqu'ici beaucoup d'efforts en matière d'économies d'énergie. Nous sommes toujours dans une période de relatif gaspillage, un sujet qu'il faut que l'on aborde sérieusement.

NEDA FERRIER : John Crowley, partagez-vous ce constat pessimiste, et quel est aujourd'hui l'état de votre réflexion sur l'exploitation de nouvelles possibilités technologiques pour produire mieux en consommant moins, et quel en sera l'impact sur nos modes de vie ?

La consommation d'énergie, indicateur de prospérité

JOHN CROWLEY : Pendant très longtemps, pour mesurer le développement économique et la prospérité d'un pays, on s'est servi d'indicateurs contestables de type PNB ou PNB par habitant, mesures largement dépourvues de signification, alors qu'on pouvait se fonder sur des indicateurs très simples. Historiquement, la prospérité d'un pays est étroitement liée à sa consommation d'énergie. C'est le résumé de notre modernité à la fois sociétale et technologique. Devenir moderne, c'est consommer de l'énergie, et depuis le deuxième tiers du 20e siècle, de plus en plus sous forme d'électricité. L'électrification au sein de la consommation d'énergie est l'indicateur par excellence de la modernité. De ce constat, plus solide et moins trompeur que le PNB, de l'état d'une société et d'une économie, on peut tirer deux conclusions opposées. La mauvaise manière d'interpréter ces chiffres, qui sont une réalité et correspondent à des faits structurels lourds, c'est de dire qu'il n'y a de modification énergétique de l'économie et de la société que par la décroissance ou la transformation négative de nos modes de vie. Puisque la consommation d'énergie est un « proxy » comme disent les statisticiens de la prospérité, alors sa baisse ne peut-être qu'un indicateur de perte de prospérité. Cet argument est de plus en plus présent dans le débat public, à la fois chez ceux dont le métier est d'essayer de bloquer les transformations et ceux qui, de manière sans doute un peu paresseuse et rapide, voient cette relation entre consommation d'énergie et prospérité comme une sorte de loi naturelle et non pas comme le reflet des structures économiques et sociétales dont nous sommes les héritiers.

Il y avait un tournant à prendre dans les années 1990 à la faveur d'accords internationaux qui auraient permis d'agir de manière concertée. Or des choix inappropriés ont été faits qui aujourd'hui nous mettent dans une situation bien pire qu'en 1995, au moment de la première Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, pire qu'en 1998, au moment de l'adoption du Protocole de Kyoto, pire qu'en 2005, au moment de l'entrée en vigueur tardive dudit protocole.

L'autre manière de raisonner par rapport à cette configuration, qui est une donnée historique lourde, est que nous avons construit des systèmes dans lesquels on ne peut être prospère qu'en consommant de l'énergie. C'est un fait historique, mais aussi un problème. Notre défi est de déconnecter ces deux éléments. Notez que je ne parle pas ici de décarbonation mais d'énergie en général. La question de la décarbonation intervient à un deuxième niveau.

Cela pose la question de l'efficacité énergétique. Jean Audouze a fait référence à juste titre au gaspillage, nous avons créé des systèmes dont l'une des raisons d'être est de gaspiller de l'énergie, puisque plus on gaspille, plus on est prospère. La sobriété, très présente dans le débat public, se distingue de l'efficacité par le fait qu'en gros elle consiste à produire les mêmes résultats avec moins d'entrants, et à renoncer à certains résultats jugés facultatifs ou de valeur réduite. La sobriété vient donc compléter l'efficacité, si ce n'est que l'efficacité est un enjeu d'abord technique, alors que la sobriété est un enjeu d'abord comportemental.

Cela pose la question de la transformation des systèmes eux-mêmes. Remplacer les énergies fossiles par les énergies renouvelables, à structure de consommation inchangée, ne permettra pas de consommer moins d'énergie, et ne garantira pas le maintien de la prospérité et du bonheur humain dans la durée. Cela aura simplement pour effet de créer des systèmes plus complexes et probablement plus fragiles, qui dépendent de révolutions technologiques dont nous ne savons rien. L'enjeu est donc, à l'inverse, d'essayer d'imaginer des systèmes qui puissent, avec moins de consommation, produire les mêmes bienfaits.

Il n'y a aucun plaisir, bonheur, avantage à consommer de l'énergie. Si nous consommons de l'énergie, c'est pour les bienfaits qu'elle apporte qui sont en gros de trois ordres : lumière, chaleur, puissance des moteurs pour la transformation de notre environnement et de nos modes de vie. Arriver à produire cette lumière, cette chaleur, cette puissance avec moins d'énergie, ce n'est pas une perte, mais un gain. Mais nos systèmes économiques et techniques sont configurés de telle sorte que la baisse de la consommation, notamment d'énergie primaire, c'est-à-dire d'intrants dans le système énergétique, apparaît comme un sacrifice et non comme un succès dont on pourrait se réjouir. C'est le paradoxe sur lequel travailler, techniquement, mais aussi du point de vue de son influence sur les réflexions et les comportements.

NEDA FERRIER : Les faits semblent vous donner raison : on peut trouver des raisons d'espérer dans le déploiement de dispositifs de sobriété et d'efficacité énergétique mis en place pour permettre aux sociétés européennes de négocier le virage énergétique imposé par la guerre en Ukraine durant l'hiver 2022. La consommation en France a diminué alors d'à peu près 10 % sans sacrifice notable dans les modes de vie. Plutôt que de compter sur les grand-messes internationales que sont les conférences du climat, qui souvent débouchent sur des résultats décevants en raison de la confrontation d'intérêts antagonistes, ne faut-il pas plutôt miser sur l'action individuelle tendant à accroître l'efficacité et la sobriété énergétiques ?

JEAN AUDOUZE : Effectivement, on peut, en vivant de la même façon, faire des gains de sobriété énergétique. Ainsi, les Européens ne vivent pas moins bien que les Américains, qui dépensent à peu près trois fois plus d'énergie par individu. Un pays comme les États-Unis pourrait donc, sans perte de capacité, diminuer drastiquement ce gaspillage.

Certes, la décarbonation doit apparaître après, mais avec les étés actuels, décarboner l'atmosphère devient une nécessité, et c'est le sens de cette table ronde. Ce sont des sujets techniques, scientifiques et économiques, mais aussi de politiques publiques. Comme je l'ai dit, il n'y a pas de bonne et de mauvaise source d'énergie, chacune a ses qualités et ses problèmes. La politique consistant à proscrire le nucléaire, alors que c'est quand même une solution pour la décarbonation n'est pas, à mon avis, raisonnable. D'autant que les décisions de diminuer sa part dans le bouquet énergétique français ont eu pour résultat un net renchérissement du Kwh. On a fait semblant de mettre sur le marché l'électricité, qui pour moi relève du régalien, de l'indépendance énergétique

d'un pays. C'est une aberration que nous sommes en train de payer cher d'un point de vue économique, mais aussi technico-scientifique.

Nous sommes devant un problème, mais tout problème a des solutions. Aujourd'hui, rien ne permet de dire que la mise sur le marché de l'électricité a été un succès. Devant un échec, on change de modèle. J'ai voulu cette table ronde pour que les idées fausses soient battues en brèche et que des experts économiques et scientifiques puissent s'exprimer sur ces questions. John a raison : on ne se passera pas d'énergie, ce n'est pas possible. Il faut au contraire aborder ce problème lucidement, si possible sans parti-pris politique, et essayer de trouver les meilleures solutions.

Une prise de conscience salutaire

JOHN CROWLEY : Il est vrai que l'hiver 2022-2023 s'annonçait difficile en France, avec cette menace de perte de fiabilité du réseau électrique. En alertant sur d'éventuelles tensions sur le réseau électrique, les pouvoirs publics ont favorisé la prise de conscience, tout à fait salutaire, qu'un réseau électrique est par essence interconnecté et que sa fiabilité, notamment face aux imprévus techniques et météorologiques, éventuellement aussi réglementaires, dépend du comportement de tous, consommateurs comme opérateurs. Et ce fonctionnement en réseau est en train d'entrer dans la tête des gens, pour qui la disponibilité immédiate de l'électricité en appuyant sur un bouton n'est plus une évidence, mais une question à laquelle on réfléchit et contre les défaillances éventuelles de laquelle on cherche à se prémunir. Un peu comme on le fait dans les villes africaines, où la perspective de la coupure de courant est une réalité quotidienne.

Avec des messages clairs et un contexte auquel les gens étaient sensibilisés, on a pu dans le résidentiel et le tertiaire gagner à peu près 10 % de consommation électrique pendant les mois d'hiver de manière pratiquement indolore. Aurait-on pu pousser jusqu'à 20 % ou 30 % ? Probablement pas : pour aller plus loin, il faut repenser à la fois les équipements, les mises en réseau et les rapports à l'énergie, et cela nécessite plus de temps.

Un exemple bien connu est celui de l'isolation thermique des logements. Dans un pays tempéré comme la France, avec son bâti qui a son histoire et son ancienneté, environ 30 à 35 % de l'énergie consommée pour le chauffage sert en réalité à chauffer l'air extérieur, en raison de la mauvaise isolation des bâtiments. Il faut des investissements relativement lourds dans leur rénovation thermique et une transformation générationnelle des équipements pour les rendre plus intelligents, réactifs et pilotables. C'est une charge d'investissement considérable, et les pouvoirs publics n'ont notoirement pas été à la hauteur de ce défi : ils ont fixé des objectifs très ambitieux qui n'ont été réalisés qu'à 10 % à peu près. On visait 700 000 logements rénovés par an, on en est à 70 000. À ce rythme, on mettra dix fois plus longtemps à aller chercher ces gisements d'économies, non pas simplement des économies de sobriété, mais des économies de transformation systémique.

Sans être pessimiste, il faut garder à l'esprit que cet effort va s'étaler sur 20 ou 30 ans, sur tout un cycle d'équipement, et que le défi est de s'assurer que chaque nouvel investissement apporte un gain significatif d'énergie. Ce n'est pas illimité, on ne pourra pas économiser 90 % de l'électricité consommée et les usages non électriques poseront d'autres problèmes, notamment au niveau de la mobilité. Mais on peut gagner beaucoup.

S'engager sur un chemin de transformation

L'un des problèmes que je vois dans la politique publique actuelle est qu'on se focalise sur des objectifs théoriques à très long terme, qui dépendent de transformations technologiques que nous ne connaissons pas encore. C'est notamment le cas pour l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici à 2050, voire d'ici à 2060 ou 2070 dans certains pays en développement. Nul ne sait quels seront à cet horizon le mix énergétique, le contexte géopolitique, les transformations technologiques. Se focaliser sur de tels objectifs à long terme c'est se détourner de ce qui devrait être l'objectif prioritaire, qui est le chemin de transformation et ce chemin de transformation, c'est tout de suite. Non pas pour un résultat immédiat, qui relève du fantasme. Jean a raison d'insister sur le fait qu'il y a un certain nombre de délires idéologiques en la matière, comme s'il suffisait qu'on arrête tous de prendre l'avion pour que le problème soit réglé. Non, il faut se donner un chemin, qui aille dans le bon sens, en sachant que de multiples transformations technologiques vont changer les conditions de ce cheminement au cours des 30 ans qui viennent.

Parmi ces transformations, j'en signale trois, mais il y en a certainement d'autres à méditer. D'abord, le stockage. Nous sommes à la veille d'une véritable révolution des méthodes de stockage électrique par batterie, avec une bonne dizaine de technologies de rupture qui se confrontent pour démontrer leur viabilité technique et commerciale. Certaines vont réussir, d'autres non, mais on envisage des gains d'efficacité des batteries, notamment en termes de rapidité et de densité de charge et de durée de vie, qui peuvent être de l'ordre de 200 à 300 %. Il faut s'y préparer

Ensuite, les biotechnologies offrent des perspectives intéressantes de changement des systèmes énergétiques par l'exploitation de ressources disponibles au niveau du vivant, dont il s'agirait de s'inspirer. La bio-inspiration est à la mode pour trouver de nouvelles modalités de stockage ou de transfert d'énergie.

Vient enfin le domaine mentionné par Jean, la transformation du nucléaire. La génération actuelle d'équipements n'est sans doute pas celle qui va permettre de relancer le nucléaire. Le réacteur de troisième génération de Flamanville est malheureusement la preuve des limites du schéma actuel. La mode des petits réacteurs modulaires n'est encore que rhétorique.

JEAN AUDOUZE : Il peut y avoir d'autres types de ruptures, mais il est certain que la question du nucléaire ne se posera pas dans les mêmes termes dans 20 ou 50 ans. Il faut un système suffisamment agile et flexible pour pouvoir intégrer les transformations technologiques à venir. Ainsi, le nucléaire est fondé aujourd'hui sur la fission, dont la capacité énergétique est infiniment moindre que la fusion. Celle-ci pose des problèmes technologiques considérables, comme d'arriver pendant des temps assez longs et à moindre coût à contenir des plasmas à des températures de quelques centaines de millions de degrés. C'est une opération compliquée, mais il n'est pas impossible que dans 50 ou 60 ans nous disposions de la fusion thermonucléaire, ce qui résoudrait de façon drastique les problèmes que nous nous posons actuellement.

La production d'énergie est un problème de physique, qui devient ensuite un problème économique. Il faut donc écouter les spécialistes et prendre des décisions politiques fondées sur la raison, non pas sur des dogmes ou des idées préconçues qui n'ont rien à voir avec la réalité.

NEDA FERRIER : Après ce constat d'un chemin à suivre vers une évolution dans les technologies, comme dans les structures et les mentalités, quels arguments opposer aux partisans des théories de l'effondrement soutenues par certains scientifiques?

Un effondrement annoncé

JOHN CROWLEY : Au risque de vous surprendre, je ne m'opposerai pas à ces théories. On peut dire que l'effondrement, en réalité, a déjà eu lieu. C'est l'effondrement de la pérennité par extrapolation du système dont nous sommes les héritiers. La conscience de cet effondrement est venue par étapes, de manière inégale selon les personnes et les secteurs. Elle suscite encore aujourd'hui une résistance culturelle et idéologique très forte.

En réalité nous savons depuis les premiers travaux d'extrapolation, notamment du Club de Rome en 1972, que si on continue sur le chemin du 20e siècle, le système va s'effondrer. La seule question est quand, et avec quelles conséquences. Ce risque est déjà inscrit dans un système de consommation d'énergie - mais on pourrait parler aussi de la santé des océans ou de la production agricole - dont l'effondrement est une caractéristique essentielle.

Cela nous incite à réfléchir à la manière d'éviter que cet effondrement devienne institutionnel et sociétal, et de rendre les institutions et les sociétés robustes, résilientes, en créant les conditions d'alternatives globales ou locales qui peuvent ne pas être aussi cohérentes que la modernité technologique et idéologique dont nous sommes issus, mais qui leur assureraient une pérennité, une « durabilité » (traduction

maladroite de *sustainability* en anglais, un terme lui-même problématique si on n'entre pas dans le détail de ce qui est durable : *sustainability of what?*).

Il n'y aurait donc pas forcément lieu de craindre cet effondrement, peut-être même conviendrait-il de l'embrasser, comme l'effondrement de ce dont il est de toute façon bon de se débarrasser, à savoir l'idée un peu folle, inscrite dans notre modernité techno-scientifique, selon laquelle les humains auraient à la fois la vocation et la capacité sans limite de refaire le monde à leur image, image fantasmée de ce qu'ils aspirent à être, des créateurs qui détrônent le Créateur.

En d'autres termes, cette perspective est théologique, comme tout dans la modernité. La modernité est une théologie, qui déplace le lieu de la divinité d'une force extérieure créatrice de l'univers à l'humain lui-même. Nous ne sommes pas condamnés à y rester.

Cette approche me paraît donc féconde intellectuellement, mais en revanche je demeure très en désaccord avec tous ceux qui paraissent souhaiter que s'effondrent les institutions et les sociétés pour que de leurs ruines renaisse quelque chose de nouveau.

« Où est l'omelette? »

Je suis hostile à ces politiques du pire. Dans un de ses nombreux essais politiques des années 1930-1940, avant qu'il n'en tire ses grands romans *La ferme des animaux et 1984*, Orwell s'intéressait à des formules du type « On ne peut pas faire d'omelette sans casser des œufs ». Formule classique d'apologie du totalitarisme et de justification des purges staliniennes au sein du parti communiste soviétique, à laquelle Orwell rétorquait simplement : « Où est l'omelette ?»

Donc l'effondrement oui, comme cadre de pensée, mais certainement pas comme une hypothèse pratique qu'il s'agirait d'embrasser, voire de favoriser. ■

Global Governance and Education

UNESCO's Odyssey

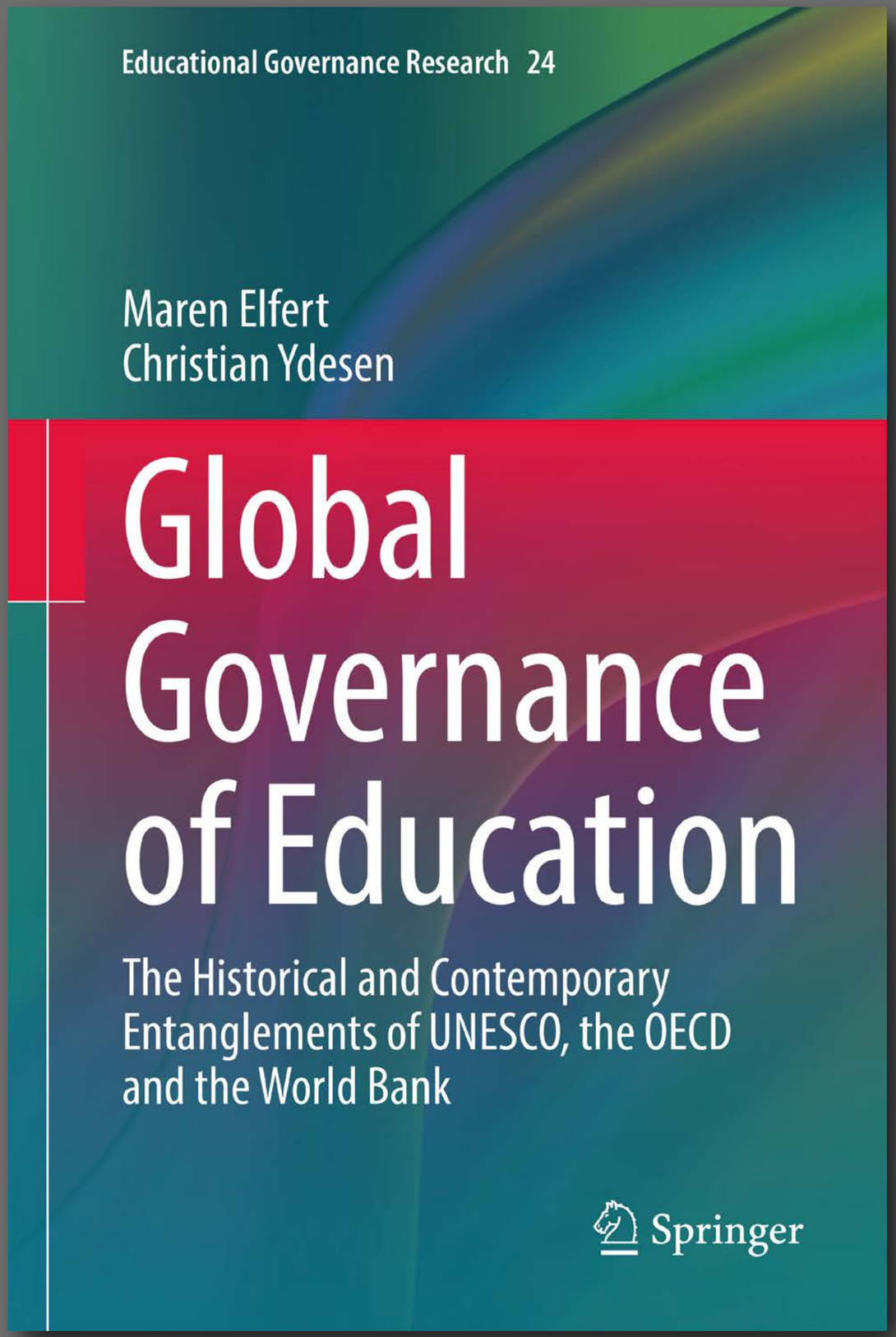
Maren Elfert, Christian Ydesen & Alexandra Draxler, 12 May 2024

A recent book entitled Global Governance of Education: The Historical and Contemporary Entanglements of UNESCO, the OECD and the World Bank (Springer, 2023) written by two eminent scholars, **MAREN ELFERT**, Senior Lecturer in International Education in the School of Education, Communication and Society at King's College London, and **CHRISTIAN YDESEN** (of Aalborg University in Denmark), prompted the Memory & Future Club to organize a video discussion about UNESCO's role in the global governance of education.

This exchange was moderated by Alexandra Draxler, who has served for many years at UNESCO, including as Secretary of the International Commission on Education for the Twenty-First Century that produced UNESCO's Delors Report. It provided an opportunity to look at the achievements and difficulties of UNESCO's work in education, as well as a jumping-off point for an exchange about its destiny in a world that has greatly changed since it was founded.

The following blogpost by **ALEXANDRA DRAXLER** and Maren Elfert synthesizes some of the themes discussed in the interview.

The video is available through this link: ***https://youtu.be/9oVRDXN80vo***



The book itself represents a rich, analytical and historical overview of the entanglements (as the authors put it) of the three organizations since their founding: their mandates, their collaborations, and their inevitable jockeying for legitimacy and relative strengths. Based on extensive archival research and interviews, it goes beyond a mere recitation of facts to an analysis of how education fits into the overall goals, objectives and value systems of each organization.

While all three organizations were created after the war, they emerged from different agendas that shaped their approach to education. UNESCO was created as the specialized agency of the United Nations with a mandate for education, while the World Bank and the OECD began their involvement with education in the early 1960s, when education was promoted as a factor of economic growth. The World Bank was born out of the Bretton Woods Conference – although it was associated with the UN, it always maintained its independence from the UN system and was part of the financial and Wall Street world. The OECD was originally created to administer the US-led European Recovery Program (the Marshall Plan), and both the World Bank and the OECD had an economic mandate, while UNESCO had a peace-keeping and intellectual cooperation mandate.

UNESCO sees education as a common good

In the light of these different mandates, UNESCO has seen education as an end in itself and a common good, while the World Bank and the OECD have taken a human capital and "rates of return" approach to education, which is of interest primarily for its economic benefits. The three organizations also have different modes of governance and knowledge brokering. In terms of size, the World Bank clearly dwarfs both UNESCO and the OECD: more than three times the staff and about ten times their annual budgets.

The discussion revolved around three main themes: purpose, relative weight of each organization's expertise, and the strengths and weaknesses of UNESCO, in part relative to the other two organizations.

UNESCO's historical focus on education as a value in and of itself has at times placed it at odds with the emerging focus on utilitarian, e.g. economic, values of education.

Concerning purpose, the authors felt that both the literature they reviewed and the interviews confirmed that UNESCO's historical focus on education as a value in and of itself has at times placed it at odds with the emerging focus on utilitarian, e.g. economic, values of education ("dominant management principles of effectiveness and accountability") that are central to the World Bank's and OECD's embrace of education as an important tool for (economic) development. They emphasized that UNESCO is known for expressing its constitutional quest for peace and for encouraging the development of mindsets that will contribute to peace. They cited UNESCO's commitment to lifelong learning, to promoting and sustaining a truly international dialogue between cultures in education. This includes pioneering work in terminology and measurement, various forums, and support for both empirical (statistics) and philosophical (international reports, dedicated institutes).

A part of the discussion was devoted to the World Bank/UNESCO Cooperation Agreement (1964 to 1989), under which the World Bank used UNESCO's expertise to support its educational loans. When the World Bank decided to develop its own in-house expertise from the early 1980s, UNESCO's own professional capacity and weight in sectoral analysis work diminished. The cooperative programme was considered by many in UNESCO as a "Trojan Horse" because of its connection to the World Bank and its independence from the Education Sector. The controversy surrounding the programme reveals the divergent views on UNESCO's mandate and role among UNESCO staff and Member States, that date back to the Organization's founding.

A different set of cards

Finally, UNESCO faces many obstacles at present and in the future: changes in the status and

commitment to global governance in general, the growing influence of for-profit and non-governmental actors through their financial power, the challenges of "tied money" in the context of continuous budget constraints ("the Achilles heel of UNESCO"), and geopolitical shifts. The Organization will have to position itself vis-à-vis agendas such as the "neuro-affective turn", a current movement in education that is well funded and rooted in the life sciences. In that regard, Christian Ydesen asks: "Is it UNESCO's best hope for the future to adopt the newest shiny object"?

The authors remain cautiously optimistic about UNESCO's future. In some ways UNESCO may be better positioned to face the future than the OECD and the World Bank, because "UNESCO has a different set of cards in its hand that it can play." ■

Remerciements

Mes chaleureux remerciements vont à tous ceux qui m'ont encouragée et soutenue dans la réalisation de ce recueil.

Merci à STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ, Vice-présidente du Club Mémoire & Avenir, pour son soutien sans faille tout au long de ces dix années et sa contribution experte à l'organisation et à l'animation de débats et d'entretiens vidéo sur les sujets liés à l'éducation.

Merci à SIR JOHN DANIEL pour ses conseils avisés, à ALEXANDRA DRAXLER pour son concours enthousiaste et à mes bêta-lecteurs, ARIANE BAYLEY, STAMENKA UVALIĆ-TRUMBIĆ, JACQUES RAO et PIERRE LONCHAMPT, pour leur œil attentif et leurs précieux retours.

Je veux aussi exprimer ma vive gratitude à tous les intervenants qui ont participé à ces échanges, aux services de conférence de l'UNESCO qui nous ont réservé des salles pour nous réunir, ainsi qu'aux responsables de la communication interne qui ont annoncé nos réunions et diffusé nos vidéos sur l'Intranet de l'UNESCO.

Et enfin merci aux présidents de l'AAFU, d'abord GEORGES KUTUKDJIAN, qui a suivi mon travail à la tête du Club Mémoire & Avenir et l'a accompagné de sa confiance, et ensuite PATRICK GALLAUD, qui a soutenu la réalisation de ce recueil et l'a inclus dans son projet pour la revue *Lien*.

Neda Ferrier

Acronymes

DDG	Deputy Director-General / Directeur général adjoint
ADG	Assistant Director-General / Sous-directeur général
AAFU	Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO
AFUS	Association of Former UNESCO Staff Members
AGENDA 2030	Programme de développement durable à l'horizon 2030
BSCI	Bureau des services de contrôle interne de l'ONU
CCNUCC	Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCPPNU	Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
CEB	UN Chief Executives Board for Coordination
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CHEA	Council for Higher Education Accreditation
CIES	Comparative and International Education Society
CIGEPS	Comité intergouvernemental pour l'éducation physique et le sport
CIPSH	Conseil International de la philosophie et des Sciences Humaines
COMEST	World Commission on the Ethics of Scientific Knowledge and Technology
COI	Commission océanographique intergouvernementale
COP	Conférence des Parties sur le changement climatique
FAAFI	Fédération des associations d'anciens fonctionnaires internationaux
FAFICS	Federation of Associations of Former International Civil Servants
FAO	Food and Agriculture Organization / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FICSA	Federation of International Civil Servants' Associations
FIDEPS	Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport
GIEC	Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat
GEM REPORT	Global Education Monitoring Report/ Rapport mondial de suivi sur l'éducation
GUNI	Global University Network for Innovation
HLCP	UN High-Level Committee on Programmes
ICSU	International Council of Scientific Unions (now International Council for Science)
IICU	International Institute for Intellectual Cooperation (French acronym IICI)
MAB	Programme sur l'Homme et la biosphère
MINEPS	Conférence internationale des ministres du sport
MOST	Programme pour la gestion des transformations sociales
MOW	Memory of the World programme
ODD	Objectifs de développement durable
OER	Open Educational Resources
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
OIF	Organisation internationale de la francophonie
OIT / ILO	Organisation internationale du travail International Labour Organization
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PHI	Programme hydrologique intergouvernemental
PIDC	Programme international pour le développement de la communication
PIGG	Programme international pour les géosciences et les géoparcs
PIPT	Programme Information pour tous
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SDGS	Sustainable Development Goals
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
STU	UNESCO Staff Union
UIS	UNESCO Institute for Statistics
UNESCO/IIEP	International Institute for Educational Planning
UNHCR	Office of the High Commissioner for Refugees
UNICEF	United Nations Children's Fund
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UIT / ITU	Union internationale des télécommunications International Telecommunication Union
WCCES	World Council of Comparative Education Societies
WCHE	World Conference on Higher Education
WIPO	World Intellectual Property Organization

Ce Numéro Hors Série est publié par la revue LIEN/LINK
de l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AAFU).

Directeur de la Rédaction
Patrick Gallaud

Conception & édition
Neda Ferrier

Conception graphique & maquette
Clémentine Tantet

LIEN/LINK est édité et diffusé avec le soutien de l'UNESCO.

Crédits photographiques
p.8 : Sylvie Serprix
p.14 : Le Courrier
pp.18, 36, 118, 224, 232, 252, 258 : UNESCO
p.22 : Greta Hoffman, Pexels
pp.70, 130 : photomontages UNESCO
pp. 88, 108, 218 : UNESCO Dominique Roger. Collection of UNESCO Archives
p.102 : Originale Freepik
p.140 : Markus Winkler, Unsplash
p169 : Freepik
p.189 & 193 : S. Pander and T. Lanjouw
p.240 : UNESCO, Christelle Alix
p.266 : Liana Tril, Pexel
p.270 : David Cristian, Unsplash

Pour marquer le 80e anniversaire de l'UNESCO, créée le 16 novembre 1945, la revue *LIEN* de l'Association des anciens fonctionnaires de l'UNESCO (AAFU) présente dans son premier numéro Hors-Série une sélection des actes des rencontres du Club Mémoire & Avenir entre 2015 et 2024.

L'UNESCO et le changement climatique, pour et avec les jeunes, sur le terrain, sur les Routes de la Soie, dans le combat pour la liberté d'expression, la défense du multilatéralisme, la prévention de l'extrémisme, la sauvegarde du patrimoine : ce sont quelques-uns des 38 chapitres de ce recueil qui témoigne des multiples facettes de l'action de l'Organisation, telle que l'ont menée ses anciens fonctionnaires et la poursuivent ceux qui leur ont succédé aux commandes de ses grands programmes.

Activité phare de l'AAFU, le Club Mémoire & Avenir, lancé dans les années 2000, a voulu proposer un nouvel espace d'échanges sur des enjeux majeurs auxquels l'Organisation était confrontée à l'aube du XXIe siècle. Il a réuni collègues à la retraite, fonctionnaires en activité, représentants d'ONG et membres des délégations permanentes dans un cadre de discussion informel, pour à la fois transmettre la mémoire de l'Organisation et susciter une réflexion prospective sur l'avenir de ses programmes.

Pendant près d'une décennie, ses débats ont nourri les rubriques de la revue et le site web de l'AAFU. Restitués dans leur spontanéité, déroulant un riche éventail de compétences, ils reflètent la diversité des programmes de l'UNESCO et rendent hommage au dévouement de ses fonctionnaires, ainsi qu'à la permanence de leur engagement dans sa mission.

To mark the 80th anniversary of UNESCO's establishment on 16 November 1945, LINK, *the magazine of the Association of Former UNESCO Staff Members (AFUS), presents in this inaugural Special Issue a selection of the proceedings from the Memory & Future Club meetings between 2015 and 2024.*

UNESCO and climate change, for and with young people, in the field, on the Silk Roads, in the fight for freedom of expression, in the defense of multilateralism, in the prevention of extremism, in the safeguarding of cultural heritage: these are just some of the 38 chapters in this collection that highlights the many facets of the Organization's action as carried out by its former officials and continued by those who succeeded them at the helm of its major programmes.

An AFUS flagship activity, the Memory and Future Club, launched in the 2000s, provided a new forum for discussion of the major issues facing UNESCO at the beginning of the 21st century. It offered retired colleagues, serving officials, NGO representatives and members of permanent delegations an informal setting to both share institutional memory and stimulate forward-looking reflection on the future of its programmes.

For almost a decade, these debates have been featured in the sections of the magazine and on the AAFU website. Their variety and spontaneity reflect the breadth of UNESCO's activities and bear witness to the dedication of its staff and their enduring commitment to its mission.

Patrick Gallaud
Directeur de la rédaction / *Editor in Chief*
Président de l'AAFU / *AFUS President*